«L'Économie»: la folle audace du Crédit lyonnais

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14743 - 6 F .-

autoritaire et nationaliste.

Tout an dénonçant comma

« outrageantes » les accusations

des conservateurs qui avaient vu dans les accords de Washington

une « trahison des intérêts natio-

naux», le président russe a, dans le même souffle, flatté le même

courant, en menaçant d'interve-

nir plue activament dana lea conflits interéthniques qui déchi-rent l'ax-Union soviétique. Da

fait, trois de ces conflits se sont

aggravée ces demiars temps ; entre l'Armània et l'Azerbaïdjan, en Ossétie et en Moldavie.

ne souhaite vraiment se mêler. beaucoup de Russes éprouvent à laur endroit ce que l'on pourrait appeier le « syndrome serbe ». Pour béux-là, la minorité russo-

phone du Dniestr, coincée entre

Ukraine quesiment hostile, dolt

être protégée, au besoin comme les Serbes de Slavonie et de Kra-

Les mêmes jugent nécessaire

de défendra les Ossètes du Sud,

qui révent de rejoindre leurs

rères du Nord Intégrés à la Rus-

sie, face eux tentatives de conquête de leurs « coloniea-

teurs » géorgiene. Cetta région

n'est certes pas encure une nou-velle Bosnie-Herzégovine, Meis le

fait qu'Edouard Chevardnadza,

ancian fédérateur soviétiqua et

aml des Ruseee e'il an est, eit

trouvé là, depuis qu'il préelde aux destinées de la Géorgie, son

premiar sujet de conflit avec Moscou, en dit long sur l'impor-tance du nationalieme dans la

nouvelle donne poet-commu-

Acala a'ajouta la poids de Al'armée ex-rouge, qui, tout comme an Yougoslevie, rapré-

eente le noyau dur du natione-

lisma dominant. Cette armée :

d'eutant plue tendanca à se poser en protectrice des 25 mil-lions de Russee vivant dans ce

qu'on appelle à Moscou « l'étran-ger proche » que ces Russes sont

eouvent des membres des families des militaires et que g'est là – beaucoup plus qu'en

Russie proprement dite – que se trouvait la cour de sa force. Comme l'écrit Jim Hoaglend

dans le « Washington Post », le défi que doit relever M. Eltsine

eat de réussir la où l'Empire romein déclinant evait échoué, « lorsque les légions impérieles en retraite répandirent à Rome

C'est blen pourquoi le prési-dent russe ne désavoue pas son vice-président Routekoï, un

ancien général qui ne craint pas de faire la jeu des plus « durs». Ce n'est pas un hasard non plus s'il e nommé chef d'état-mejor

de l'armée russe le générai Dou-bynine, un homme qui s'était fait remarquer en Pologne, du temps de M. Gorbatchev, par sa défense intransigoante des inté-

rêts des militaires soviétiques en

voie d'évacuetion. L'ennui est

contorsions, dane le politique officielle risquent de jeter de l'huile sur le feu des conflits.

emertume et chaos ».

jina l'ont été par Belgrade.

Moldavie roumaine et une

OR, mis à part le premiar, dont personne à Moscou

MARDI 23 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Menaçant d'intervenir militairement dans les conflits de l'ex-URSS

Moscou se pose en défenseur Un coup à droite

un coup à gauche M. Boris Eltsine e menacé, dimenche 21 iuin, d'intervenir militeirement dans les UN coup à droite, un coup à gauche. M. Borie Etsine, qui a'était employé, eu cours de son voyage aux États-Unis et au conflits ethniques, pour la défense des russophones. Il e particulièrement mis en gerde la Moldavie, où deux jours de combats ont fait « des dizaines et des dizaines de morts », a-t-il Canada, à courtier l'Occident par des concessions en matière de désarmement et an confir-mant sa politique libérale en éco-nomia, a adopté dès son retour dit. La Géorgie, qui eccentue sa pression sur l'Ossétie du Sud, a aussi été visée. chez lui un ton assez différant.

MOSCOU

de notre correspondant

L'encre des accords de Washington sur la réduction des arsenaux nucléaires russes et américains o'était pas encore sèche que M. Boris Eltsine retrouvait un ton guerrier et tapait du poing sur la table pour avertir ses «voisins» que la Russie restait encore capable de se faire respecter. Le président russe a en effet déclaré, dimanche 21 juio, que la Russie oe pouvait rester indifférente lorsque la guerre se déroulait «à ses fron

JOSÉ-ALAIN FRALON Lire la saite et nos informations page 7 Alors que le Congrès se prononce sur la révision de la Constitution

L'UDF met en garde M. Chirac

Les députés et les sénateurs devaient se réunir en congrès, mardi 23 juin à Versailles, pour se prononcer sur le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht. Le vote des deux Assemblées, la semaine demière, laissait prévoir que la majorité requise des trois cinquièrnes serait atteinte. L'attitude du RPR, qui envisage de ne pas participer au scrutin, confirme la division de l'opposition. Deux des principaux dirigeants de l'UDF, MM. Léotard et Millon, ont affirmé qu'ils ne sauraient soutenir un candidat à la présidence de la République qui aurait prôné le « non » eu référendum.

par Daniel Carton

L'oppositioo s'epprête à aller à Vorsailles en piteux équipage. A la crise politique qui l'agite depois plus d'un mois. s'est ajoutée, depuis la semaine dernière, uce sorte de délabrement psychologique rarement atteint.

Quoi qu'oo en dise, les iovectives lancées jeudi dernier à l'Assemblée oationale par des élus RPR à l'adresse des députés UDF et centristes laisseroot des traces,

M. Charles Milloo, par exemple, se souviendra longtemps d'evoir eu face à lui uo Jacques Chirac perdant toote cootenance et le menaçant « de le retrouver sur sa route jusqu'à la fin de ses jours ».

Uo moment que le président du groupe UDF à l'Assemblée oationale avouait o'avoir jamais vécu de toute sa carrière politique, même fece aux socialistes lors du difficile débat sur les nationalisations

Lire la suite et nos informations nave 11

Agriculteurs en révolte

La Coordination rurala, qui regroupe plusieurs miliers de paysans opposés à la réforme de la politique agricole commune décidée le 21 mai, a confirmé se volonté da bloquet les accès de Barie dans quer les accès de Paris dans la nuit du lundi 22 au merdi 23 juin, malgré la décision du ministre de l'intérieur d'interdire touta manifestation d'agriculteurs entravant la circulation. Quinze préfets de la région lla-de-France et de départements limitrophee ont pris des arrêtée interdisant les rassemblements ou cortèges de véhicules agricoles.

Lire pages 19 à 21 les articles de FRANÇOIS GROSRICHARD ERICH INCIYAN et GÉRARD VALLÈS

ESPACE EUROPEEN

■ Mélée transatlantique concurrence dans les projets de réorganisation de la sécunté en Europe. E Un entretien avec M. Helmut Sonnenfeldt, ancien conseiller au département d'Etat. pages 8 à 10

L'ÉCONOMIE

Industries de terroir

Que sont devenues les industries traditionnaliae? Avec la Franche-Comté et la Savoie commence un voyage de six semaines à travers l'Hexagone.

m Le Crédit lyonnais peut pré-senter des résultats flatteurs, mais dane sa course à la mondialisation, la banque nationalisée s'est engagée dans beaucoup d'entreprises risquées (Maxwell, Perretti, Olympia and York, etc.).

Lire aussi le dossier (le Fonds monétaire international), les pages Mode d'emploi, Actualité, Perspectives, Conjoncture, Opinions et la chronique de Paul Fabra pages 27 á 38

Cambodge: la paix en panne

Les Khmers rouges se sentent aujourd'hui assez forts

pour tenter de bloquer l'application de l'accord de Paris

Les deniers du sang

Le procès des responsables de la transfusion sanguine s'ouvre à Paris

par Laurent Greifsamer

« Responsable, mais pas coupable... » Voilà le feitmotiv anooocé, siooo la morale toute provisoire du procès qui s'ouvre, lundi 22 juio, devant la 16º chambre correctioooelle de deux ceot cioquaote hémophiles contaminés par le virus du sida sont déjà morts - et d'uo cri, celui de mille deux cents hémophiles sidéens représentés par quelques dizeioes des leurs qui se sont coostitués parties

civiles. Le procès pécal aussi, surtout, de quatre médecins qui doivent répoodre d'uo drame humein, doublé d'oce déroute médicale et politique.

Les docteurs Michel Garretta, quarante-huit ans, et Jean-Pierre Allain, quarante-trois ens, tous tre national de transfusion sanguine (CNTS), responsables de l'importation et de la febrication de dérivés sanguios, censés soi-gner et eo réalité hautemeot

Lire la suite page 14



Les avertissements de M. Mandela

En Afrique du Sud, le dielogua antre pouvoir blanc at majorité noire n'a jamais été aussi proche de la ruptura.

Football : l'Allemagne en finale de l'Euro 92

En battant la Suèda, l'Alle-magne e'ast qualifiéa pour la finala du Championnat d'Eu-

La mort de Virgil Gheorghiu La témoin de « la vingt-cin-

Une alliance IBM-Toshiba

Les constructeurs américain et japonais e'unissam pour la fabrication des semi-conduc-

page 22 POINT

Le permie à points, qui va antrar an viguaur an France la 1= juillet, vise à modifier la comportement des conducteurs et à réduire l'insécurité

page 18 «Sur le vif» et le sommire comple se trouvent page 26



Jacques **Almira**

Le bar de la mer



réunion, à laqueile la France est réunion, à laqueile la France est représentée par M. Georges Kiej-man, ministre délégué aux affaires étrangères, a été maintenue, mais les discussions devaient plutôt por-ter sur les moyens de remettre le plan de paix des Nations unies sur les rails. Revenant sur leur refus de se rendre à Tokyo à la suite de multiples pressions et de la menace multiples pressions et de la menace de sanctions (1), les Khmers rouges ont finalement accepté d'y être pré-

La reconstruction du Cambodge, hélas, o'est plus une priorité tant les programmes de l'ONU ont pris du retard, notamment parce que les Khmers rouges refusent de participer à la deuxième phase du plan de paix, celle du regroupement et de la démobilisation des forces militaires en présence, qui devait comtaires en présence, qui devait com-mencer le 13 juin. Huit mois après la conclusion de l'accord de Paris, qu'ils ont pourtant signé, M. Poi Pot et ses associés se sement désor-mais les coudées assez franches pour faire traîner les choses à leur

de notre correspondant

en Asie du Sud-Est

deux pays et une douzaine d'or-

ganisations se sont réunis, lundi 22 juin à Tokyo, pour préparer la reconstruction du Cambodge. Cette

A l'initiative du Japon, trente-

evantage et même jouer cartes sur table. Fin août 1991, soit deux mois evant la signature des accords et au leodemain do retrait du Cambodge des derniers conseillers militaires victnamiens, la présence des Khmers rouges sur le territoire évoquait une peau de léopard en demi-teinte

Pendant les deux précédentes saisons sèches, propiets aux offensives - celles qui ont suivi le retrait de l'essentiel du corps expédiționnaire vietnamien - leur guérilla o'était pas parvenue à resserrer ement soo étreinte sur le

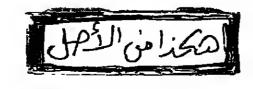
Avec un petit coup de pouce, au moment opportun, des Vietna-miens, l'armée de Phoom-Penh avait réussi à les tenir à distance. Elle leur avait même infligé une lecon en attaquant, début 1991, la région de Pailin, « cœor » de la principale zone kinnère rouge fron-

JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Contrairement à ce que nous avious amonoé, sur la foi d'une dépêche d'agence, dans nos éditions datées du 20 juin, M. Kiginan n'a pas déclaré qu'il était « un peu trop tôt pour pour parier de sanctions ». Au contraire, c'est une option qui est sérieusement discutée

A L'ÉTRANGER : Algèrie, 4.50 DA; Merce, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Alemagne, 2.50 DN; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Caneda, 2.25 S CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 485 F CFA; December, 14 KPD; Espagne, 190 PTA; G.B. 85 p.: Grice, 220 DR; Indie, 1.20 £; Italie, 2.200 L; Lucembourg, 42 FL; Norwige, 14 KRN; Pays-Bee, 2.75 FL; Portugel, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Subsee, 1,50 FS; Subsee, 1,90 FS; USA (others), 2,50 S.





« Vous êtas philosophe et vous vivez et enseignez à Jérusalem. Pensez-vous que le fait de tra-vailler en Israel a, sur votre pen-sée, une incidence marquants?

- De manière générale, il n'est pas Israel, tellement notre vie politique et sociale est intense. Nous vivons à travers beaucoup de changements, et sommes constamment appelés à agir sommes constamment appetes a agir ou à prendre position sur telle ou telle affaire. Le rythme et l'intensité de cette vie politique, qui ne me semble pas avoir d'équivalent ail-leurs, ne nous laissent pas toujours la tranquillité nécessaire au travail intellectuel. Il nous arrive de devoir aller travailler au calme quelque temps, en France ou en Angleterre

rités qui marquent la reflexion phi-losophique ici. Le fait qu'Israel sont un pays juif ne domine pas le contenn ni les thèmes de la contenn n les tientes de la recherche philosophique, qui sont ceux de la communauté internationale d'aujourd'hui. Mais cela suscite, par exemple, chez plusieurs d'entre nous, un mérêt plus aigu qu'ailleurs pour la réflexion sur l'Histoire, dans la modernes en le misé misé misé en le m pour la retiexion sur l'Histoire, dans la mesure où les juifs modernes se posent des questions d'identité liées à l'Histoire. Et lorsqu'on vit en Israël, on se sent au œur d'une expérience à la fois passionnante et dramatique dont la timension histo-rique nous est toujours présente.

» Le fait d'être un petit pays entraîne une autre particularité, qui nous est commune avec beancoup d'autres, comme, par exemple, la Belgique ou le Danemark: nous sommes ouverts à plusieurs tradi-tions philosophiques. Il y a eu ainsi une influence de la philosophie alle-mande let encoréenne en mande let mande (et européenne en général) à travers l'enseignement de grands professeurs comme Bergman, un ancien condisciple de Kaña à Prague, ami également de Martin Buber. Et puis, le fait que la laugue internationale soit ici l'anglais, et nucrnationaic sont ici l'anglais, et que beaucoup d'Israéliens aient sou-tenu leur thèse à Oxford ou aux Etats-Unis, a entraîné une arrivée massive de la philosophie analytique-en vigneur dans le moude anglo-cavon. Cette double influence chi viguent deus le influence a engendré à la fois des conflits et des possiblités de réncontres qui n'exis-

- Le fait que vous ayez vous-même enseigné aueel blen à Princeton qu'à la Sorbonne vous donne-t-il un regard particulier sur les relations qu'entretiennent des traditions philosophiques dif-

- Le plus frappant est sans doute l'ignorance et même le mépris réci-

» En effet, quand une culture est puissante et riche, elle risque toujours d'engendrer une illusion d'au-tosuffisance qui n'est, en fait, qu'une cosumeance qui n'est, en tait, qu'une forme de clôture sur soi. En dépit de leurs limites, il me semble que les petits pays ont pour avantage d'échapper à cette forme d'enferme-

- Vous avez consacré à Spi-- Vous avez consacré à Spi-noza un livre qui e eu, en Israël et aux Etats-Unis, un retentiase-ment allant au-delé des carcles philosophiques. Vous avez égale-ment fondé à Jérusalem un Insti-tut de recherches consacré à Spi-noza, que vous présidez. Quelle portée possède, pour nous,

Né le 20 octobre 1935 à Halfa, Yimiyahu Yovel est l'une des principales figuree de le recherche philosophique en lerael eujourd'hui. Après une carrière universitaire internatio-nale, qui l'a conduit à enseigner à l'université Paris-IV Sorbonne (1978-1980), ainsi que dans les universités de Princeton, Columbie. New-York et Milan, il enseigne à présent à l'université de Jérusalem, où il dirige égale-ment l'Institut international Spinoza dont il est le fondateur. Auteur d'ouvrages consacrés à Kant, à Spinoza et à Nietzsche, il e vu deux de ses titres traduits en français : Kant et la philosophie de l'Histoire (« Méridiens » Klinckaieck, 1989), et récem-ment Spinoza et autres héréti-ques (Seuil, 1992). Remarquablement pénétrent et accessible, ce demier volume a auscité, en Israel comme eux Etats-Unis, et demierement en France, de nombreux commentaires, bien au-defa des cercles spécialisés. Dans l'entretien qu'il nous a accordé à Jérusalem, Yirmiyahu Yovel indique quelles sont, à ses yeux, les particulari-tés du travail philosophique en

aujourd'hul, la pensée de ce phi-losophe du XVIII siècle?

Israel et évoque surtout sa pro-

pre conception du rôle et des limites de la raison dans un

monde dépourvu de transcen-

- Plutôt que le détail de sa doc-trine, c'est la place de Spinoza dans l'histoire de la pensée qui m'inté-resse. Il a révolutionné la philoso-phie et ouvert la voie à toute la modernité en inangurant une pensée

« Le fait qu'Israël soit un pays juif ne domine pas le contenu ni les thèmes de la recherche philosophique»

Si le lecteur vous demandait ce que l'idée d'immenence signi-fie, que lui répondriez-vous?

 Je soulignerais trois éléments. D'abord l'affirmation que ce monde-ci, celui où nous vivons, ne monde-ci, celui où nous vivois, ne laisse rien derrière ni au-delà. Ce monde est l'horizon total de l'être, il n'y e pas d'autre domaine qui hi scrait transcendant. Cela n'empêche, bien sûr, qu'il y ait dans ce monde-ci des dimensions, des profondeurs, qui nous échappent nor-

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

e en management international, habilitée à délivrer le :

Master of Business Administration

for International Management

220 Montgomery Street II San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences,

lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA -DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive l'ée à l'expérience du projet professionnel -

conduisant au MBA en Management International.

Filière d'admission : 3° CYCLE :

■ Programme américain de 12 mois

Informations et sélections pour l'Europe :

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

malement, et qui appellent à des interprétations complexes. Deuxièmement, ce monde est la seule mement, ce monde est la sente source et le seul contexte de toutes les normes éthiques ou politiques. La source des valeurs morales et sociales ainsi que de la légitimité politique n'est pas à chercher dans un au-delà. Elle se trouve dans les êtres humains, hommes et femmes, qui s'interrogent pour les élaborer. Troisièmement, ces deux premiers séments sont la condition de toute Troisièmement, ces deux premiers éléments sont la condition de toute emancipation, de toute libération -anssi restreinte soit elle - dont l'hunt être canadie, et ic : qui ne peut être que partiel, est à chercher dans le monde fini où nous vivous et non dans un espace méta-physique situé silleurs.

» Spinoza n'est pas l'inventeur de cette idée d'immanence. Elle se cette idée d'immanence. Elle se trouve déjà chez les plus anciens philosophes gress. Mais elle avait été submergée par la culture judéo-chrétienne et la théologie médiévale. Avec Spinoza, cette idée d'immanence ressurgit et reçoit sa systématisation la plus forte puisque, pour lui, Dieu lui-ment est ideatique au mende immanence et ideatique au mende immanent et n'en est pas le monde immanent et n'en est pas le créateur, extérieur à sa création et différent d'elle.

- Ce n'est pas exectement ce que les religions révélées ensei-

 Il va de soi que cette idée conteste la tradition commune aux trois grandes religions monothéistes (judaisme, christianisme, et ialam) qui sont fondées sur la transcen-dance. Spinoza se place ici non seu-lement en dehors des religions révé-

lées, mais aussi en dehors de la tra-dition philosophique de son temps, que ce soit celle de Descartes avant lui, ou de Leibniz, après lui, qui demeureut tributaires de l'idée d'un » Ce serait toutefois une erreur de considérer la pensée de l'imma-neuce comme nécessairement athée

et antireligieuse. Cette possibilité existe et a est développée chez Niezache, par exemple. Mais la possibilité d'une religiosité profonde est également ouverte par cetté idée d'immanence, comme en témoignent Spinoza lui-même et, p - Ce qui est combettu, dans tous les cas, c'est le fanatisme...

- Chez Spinoza, tout à fait. Sa

- Chez Spinoza, tout à fait. Sa pensée de l'immanence est; en ca sens, une antidote radicale coutre la dégradation de la religiosité authentique - qu'il veut non-confessionnelle - en superstition, en particularisme excluant les autres, et contre tout ce qui porte à l'ingérence du religieux dans le politique. C'est dire qu'il s'agit d'une pensée très actuelle, raissure chacun suit combien les firaqu'il s'agit d'une pensée très actuelle, puisque chacun suit combien les fon-damentalismes religieux surgissent à présent sous des formes vulgaires, que ce soit dans le monde musulman, dans le monde juif, ici même, en israel, ou dans le monde chrétien de la Pologne et de la Russie jus-qu'en protestantisme américain.

- Cela veut-il dire que si tout le monde réfléchissait plus et mieux, c'en serait fini des superstitions et des fanatismes? - Hélas non. Je ne partage pas, sur ce point, l'optimisme du siècle

l'échec a entraîné le désespoir de la rationalité - également non justifié -

Pour moi. l'immanence n'a de ens que dans la reconnaissance de la finitude, mais aussi de la rationelité, qui se modifient l'une l'autre. De même que notre raison est finie, de même notre finitude est rationnelle, car la mison (le discours sense, structuré) pénètre dans la totalité de notre existence, y compris la percep-tion sensible, la vie affective, jusqu'à notre physiologie. Il faudrait donc que nous arrivious à tenir ensemble ces deux aspects. D'un côté la raison qui ont leur valeur et leur vandité, construit des formes de communication, des réseaux et des espaces scientifiques, politiques, éthiques...; d'un autre côté, elle demeure à jamais dans l'impureté, l'inachèvement et la finitude, et non dans cette relation à l'éternité que lui attribuaient les philosophes classi ones et encore Spinoza.

- De stable oni, d'éternel non. Il fant apprendre à accepter, et même à nous réjouir de la permanence relative que nous-mêmes introdui-sons dans les choses. Nietzsche n'a cessé de souligner combien le monde où nous sommes, celui de l'immanence, le seni monde, est imperi nent et transitoire. Ce qu'on peut lui reprocher, selon moi, c'est d'avoir remplacé le culte de l'éternel par

» Là encore, je crois qu'on peut être plus fidèle à la réalité de notre rationalité finie. Même si le monde n'a pas de substance éternelle, même si nos valeurs ne sont pas enracinées dans la volonté d'une puissance divine, elles n'en sont pas moins valables, dans la mesure où nous les construisons pour qu'elles durent. Tout le geste de l'humanité et de la civilisation, c'est en effet de combat-tre l'éphémère et de bâtir, qu'il é agisse de margars on de grances, des cités ou des valeurs modales qui nous épanouissent, dans lesquelles pous pouvous reconnaître nos pro-pres traces et par lesquelles nous

« On peut créer un espace rationnel sans le déifier»

ۇمىنەر، د -روشىر

1000-700

r gra

-- 13=1 3₄

*

» En un sens radical, tout est destiné à passer : nos échafaudages scientifiques, notre système politique, notre morale, nous-mêmes. Et pourtant, notre manière d'exister est de faire face à cette existence transitoire en créant des structures qui possèdent une signification. Finalement, nons trouvons le sens humain de notre vie dans cette organisation de l'éphémère au sein de structures de plus en plus larges et intelligibles dans lesquelles nous nous retrouvons - an moins particlicment - comme chez nous, et qui puissent répondre à nos désirs existentiels même sans les satisfaire complètement.

- Vons vivez dans une maiso que ce soit à Jérusalem, à Paris ou à New-York. Vous savez bien qu'un jour ces villes ne seront plus, ni cette masson, ni vous-mêmes. Mais tant que vous, vos enfants, et d'au-tres peut-être, vivez, que vos enfants grandissent, etc. vous voulez que votre maison vous convienne le mieux possible et exprime votre empreinte dans le monde. Nous ne vivons pas seulement dans des villes géographiques, nous vivons aussi ontologiquement au sein de l'Etre et nous désirons y creuser notre demeure et y laisser notre empreints par nos divers édifices culturels, par mos cuvers currers continues, sociaux et politiques, scientifiques, etc. C'est par cur que nous ne cessous de résister à l'éphémère et créons du sens.

» l'ajouterai pour finir que nous ne créons pas n'importe comment. Bien que notre raison soit impar-faite, il existe des contraintes à l'intérieur de chaque configuration rationnelle, qui dessinent une carte des possibilités et des impossibilités qui leur sont propres. Reconnaître la finitude de la raison ne veut done pas dire l'anarchie. Renoncer à la rationalité finie serait renoncer à nous-mêmes. De même, glorifier la raison comme éternelle nous fait On peut créer un espace rationnel

> Propos recuellis par ROGER-POL DROIT



OMS

Réponse au docteur Luiz Pereira da Silva

par Bernard Kouchner

ANS un article intitulé « Il ne fent pas tirer sur la pianiste » (le Monde du 30 mai 1992).

Luiz Pereira da Silva, directeur de recherche au CNRS, interprète une part de mes déclarations à la tribune de l'Assemblée mondiale de l'OMS et en tire une leçon dont je tiens à récuser certains termes :

Trop schématiquement, la thèse défendue par le chercheur est que «seule la voie de la coopération économique internationale pourra permetre aux pays pauvres d'apporter par eco-mêmes, à long terme, les solutions à leurs problèmes de santé...»

Centes, je ne méconnais évidemment pas que l'effondrement des cours du café, du cacao, des fruits exotiques ou celui des matières premières soient une des causes d'une situation économique de plus en plus désastreuse dans les pays « à faibles processes ».

Je n'ignore pas non plus que ces derniers pays disposent pour se soi-gaer de moins de 10 dollars par an et par habitant, tandis que nous en sommes à plus de 10000 francs par an et par habitant, chez nous, Je me suis frotté à ces situations,

Bref, les contrastes seraient trop l'Organisation mondiale dans cette forts pour qu'une aide puisse avoir la moindre utilité dans un contende aussi déséquilibré. Cels ne me semble pas très vrai, et l'expérience de nombreux mèdecins le dément.

Il y a vingt-cinq ans, l'ai choisi une autre attitude, dont j'ose penser qu'elle a sans doute sanvé plus de vies qu'une docte rélieuon sur l'optimisation de l'emploi des ressources dans le tiers-monde, même si le résultat en reste insuffissant. Cette attitude consiste à m'empere contrate méde

consiste à m'engager, comme méde-cin, c'est-à-dire comme soignant, et d'abord au premier degré. Je soigne les malades et les blesses tels qu'ils se présentent. Je m'interroge éventuelle-ment après sur le bien-fondé de ma pratique, mais pas avant.

Je ne tire suntout pas sur les pia-nistes : ils font sans doute leur travail à leur manière, très respectable. Je leur demande d'accélérer un peu la musique, et de s'intéresser un peu à ceux qui l'écoutent. Je ne mécourais pas les immenses résultats déjà obte-nus. l'entends que l'OMS puisse être ce chef d'orchestre et commune à attirer l'attention des pays riches. La France se fait un devoir d'engager

me impossibilité. Nous sommes et

nous serons toujours dans le proces-sus. A la confiance excessive de Spi-

noza dans les pouvoirs de la raison, nous devons substituer, à partir de l'idée même d'immanence, un ratio-

Il s'agit de prendre conscience

dn fait que l'adéal d'une raison « pure » et « une » est transcendant

plète m transparente. Elle renferme des «impuretés» constitutives impossibles à éliminer et elle s'ouvre

à une phiralité d'interprétations pos-

à une phiralité d'interprétations pos-sibles. La contingence, les marges d'incernétations, les brêches de com-munication, ainsi que la dépendance (en partie) du jugement rationnel sur l'inavoné : le langage, le désir, la volonté de prussance, etc., tout cela

reconstitute pas des «accidents» qui viendraient perturber le fonotionnement «normal» de la raison. Ce sont ses traits propres qu'il s'agit d'accepter – et, dans la mesure du possible d'en réduire les effets, — sans espèrer les éliminer, ni désespèrer pour autant du projet rationnel tent entière.

» Surtout, il est vain d'attendre que la Raison prenne la place du Dieu défunt de Nietzsche, avec ses consolations transcendantes et ses

assurances intemporelles et absolues. Cette attente relève d'une mentalité

de métaphysique transcendante. Cétait le projet des Lumières dont

Si je plaide pour une force de frappe sanitaire, c'est que l'action révaille, c'est que le terrain est une exciliente école, c'est qu'une présence inumaine à côté de ceux qui souffireit, où que ce soit, vant déjà quelque chose, même si l'économie ue peut le traduire en chiffres.

"Asser de cette pensée plate et sco-laire qui réduit la politique à l'écono-mie», écrivais-je en 1986 : je garde cette idéo-le toute neuve. M. Perena da Silva évoque le nom de «Zorro», d'autres padent de «cow-boys» pour qualifier mon équipe. Tant mieux, tant pis : nous avançons.

Nos témoignages deviennent des nouvelles, des interpellations, des prises de conscience. C'est ainsi que nous mobilisons les hommes, les associations, les gouvernements. Nous avons commencé avec quelques dizaines de millions de france et en quatre ans, nous avons multiplié notre pouvoir d'agn par vingt.

Aurait-on pu faire mieux? Strement, mais pas en attendant que le cours du cacao s'améliore...



Une demi-douzaine de partis se disputent les voix des 20 % d'Israéliens considérés comme religieux. Un cinquième seulement de l'électorat, mais qui pèse lourd dans la formation des coalitions de gouvernement.

Yovel

ar arra du d'étand mal

and a strepter of new

de l'étend pe

... d = valeurs more

. dans lesi · · · · in connaître an

Carried At 177 pt.

agent to letter

to marita ora

Programme of

ARTHUR TO THE PERSON

... 🗢 jy ar z

ga. 2 1 72%

gang ya cinta

CONTRACTOR AND A SEC

e igna in

e gajo in producija i dili Rogani i po i producija

gazi da espera Vil

. of 17, "4"

أحاد الأفراد الرابي فرجونا

On peut créa

in space rationne

quis le déifier»

Service of Service

The second secon

de notre envoyé spécial

« Volez! Oui, ne perdez pas votre temps à militer, mais votez pour la Torah unifiée et puis retournez vite à l'étude du Talmud!» Pour la plupart oon-siooistes, mais toujours promptes à vendre leur sontien au parti de gouvernement qui lenr offrira les meilleurs portefeuilles ministériels et le meilleur offiria les mettieurs portereuntes ministériels et le meilleur financement public possible pour leurs activités, les organisations politiques orthodoxes jouent, depuis plus d'une décennie, un rôle majeur dans la formation des coalitions gouvernementales d'Israël.

Actuellement titolaires d'un Actuellement titolaires d'un record de treize sièges sur les cent vingt qua compte la Knesset, ceux qu'oo appelle ici les partis « haredis» — linéralement « ceux qui craignent » — seraient cependant en passe de voir leur influence réduite. Motifs: l'arrivée de quatre cent mille Juifs de l'ex-URSS pour la plupart anti-religieux. la corruption de part anti-religieux, la corruption de certaines de leurs élites et les pro-fondes divisions ethnico-théocrati-

ques du mouvement dans soo

Cassé en deux sous la lumière chaude des projecteurs, le rav Eliezer Menahem Schach, le plus vieux et Menahem Schach, le plus vieux et l'uo des plus puissants patriarches du judaïsme orthodoxe mondial, est retouné en titubant s'écrouler sur sa chaise. Dans un même élan passionné, cinq à six mille barbus l'applaudissent à toot rompre. Débordante de respect, l'assistance s'est levée. Devaot la longue barbe blanche de l'ancêtre qui fait et défait les «rois» d'Israèl depuis une diraine d'années, certaius ont les dizaine d'années, certains ont les larmes aux yeux. D'autres s'actro-chent aux jumelles de théâtre, aux longues-vues apportées pour l'occa-

Surtout ne pas perdre une miette de ce spectacle. Surtout ne jamais oublier les traits du «saint homme», sans qui straak Shamir o'aurait pu demeurer premier ministre aussi longtemps. Tout là-bas sur son siège, au milien de ses pairs, les vénérables appares do grand consail de la «sages do grand conseil de la Torah» qui régentent la commu-

homme paraît maintenant endormi. Il o'y a pas une femme à l'horizon. Pas une veste qui ne soit sombre, pas une tête qui ce soit combre, pas une tête qui ce soit converte de la kippa réglementaire ou d'un chapeau-feutre. C'était la semaine dernière à Tel Aviv. Pendant tout un soir de raleine le stade de bassoir de pleine lune, le stade de bas-ket Yad Eliabu a appartenu aux

Quel prix pour les futures alliances?

Vingt-cinq minutes duraot, le ieux maître de l'académie «lituavieux maître de l'academie e litua-nienne» de Ponovetz a tenu son public en haleine, expliqué « des choses simples» poisées dans la Torah et sangloté d'émotion en évo-quant le shabbat, ce rituel si « sacré et si central dans notre viez. Didactique, très peu politique, utilisant tour à tour l'hébreu puis le viddish, il a parlé de la Providence, des justes et des hérétiques, du châtiment et de la

dans un réquisitoire sans appel con-tre cette société israélienne qu'il ne comprend pas, «qui perd sa culture et qui se détache de la Torah». Il a dénoncé le cuite de l'argent et des armes, lancé de vibrants anathèmes contre la laïcité «envahissante» qui menace la survie du peuple juif.

« Celui qui bâtit Israël n'est pas l'industriel ni le soldat!», s'est-il exclamé. « C'est l'étudiant talmudique. La force d'Israël est là et pas ailleurs!» Il y a quatre-vingt-douze on quatre-vingt-seize ans - schon les biographes - le ray Schach est né melme part en Pologne. Réfusié en biographes — le rar Schach est ne quelque part en Pologne. Réfugié en Lituanie, il est parvenu à gagner la Palestioe juste avant les heures fatales, en juin 1940. Célébré et res-pecté depuis des décennies dans le monde du Talmud, il a présidé, pen-dant les années 80, à la fondation de deux des quatre grands partis politidant les années 80, à la iondation de denx des quatre grands partis politiques orthodoxes d'Israël : la Sbas, qui regroupe essentiellemeot les haredis d'origine séfarade (juifs d'Orient) et le Deguel Hatorah, qui rassembla des ashkénazes (juifs d'Orient).

Toutes denx issues de l'Agoudat Israël, le grand parti orthodoxe historique fondé en 1912, ces organisations sont aujourd'hui à couteaux si tirés, que même la « haute figure paiernelle» de leur maître-à-penser commun o'est nas narvenne à les commun o'est pas parvenue à les rabibocher. Les divisions «ethuiques» de la société israélienne d'au-jourd'hai n'épargnent pas les reli-gieux. A l'iotérieur même du «moode ooir» la campagne a été agitée et parfois violente. Les coups de poing ont été fréquents cotre militants de listes concurrentes. Tel parti a promis des bénédictions par parti a promis des deneticions par correspondance à ceux qui vote-raient pour ses candidats. Tel autre a contraint des élèves de *yeshivots* -les écoles talmudiques - à distribuer

Conduit par M. Arieh Deri, un jeune ministre-rabbin, qui fait l'objet d'une enquête de police pour escroquerie et abus de biens publics, le Shas (cioq sièges à la Knesset) a refusé de rejoiodre la liste de la Torah unifiée, qui regroupe – sans

des tracts opposés aux choix des parents. Plusieurs plaintes de police

de l'Agoudat historique, le Deguel et le Moriah, uo nouveau parti créé, celui-là, par un transfuge du Shas,

ultra-orthodoxe, la Rédemption d'Isgieux (cinq sièges actuellement), qui de la Loi, sont rarement orthodoxes. Mais l'important, pour les deux neur de diriger la prochaine coalilaquelle des organisations citées plus haut acceptera, au lendemain de la consultation, de s'allier à l'un ou à l'autre. Laquelle et, surtout, à quel

Cambodge: la paix en panne

Denx divisions khmeres rouges avaient été dispersées lors de cette opération. En octobre, les sources les mieux placées évaluaient les forces des Khmers rouges à quelque vingt-cinq divisions et plusieurs régiments autonomes, soit, un peu moins de 15 000 combatibles agueras et l'enception des provinces de par e division s'et de la propie du territoire, à l'exception des provinces de Prey-Veng et de Syay-Riens dans l'Est. Elles constituaient une guérilla très motivée, mais dispersée et faisant face à de sérieux problèmes de communication.

Les «Maghrébins» du Cambodge

Les troopes de Phnom-Peoh rassemblaient de leur côté, avec les forces régionales, eovison 130 000 hommes, sonveot peu disciplinés, médiocrement cocadrés et, surtout, très mal payés. Il reste que l'armée et l'administration de MM. Hun Sen et Chea Sim géraient alors ao moins 80 % des sept à buit millions de Cambodgiens. La «paix» a-t-elle, depuis buit mois, modifié ce rapport de forces favorable à Phnom-Penh?

Sor le plan militaire, les Khmers rouges n'ont pas fait la différence. C'est sur le plan politique et de la propagande qu'ils ont fourni des efforts payants. Its sont parvenus à pénétser dans de nombreux villages. Les paysans se plaigneot moins de leors méthodes. Its en oublieraient presque non seulement le million de morts de 1975 à 1978, lors de leur passage an poovoir, mais leur passage an poovoir, mais aussi la sinistre évacuation des villes, les travaux forcès auxquels a été condamnée au moins une partie de la population, la sup-pression de l'école, de la monnaie

Khmers ronges conservent noe image détestable à l'étranger; ils sont en train de donner une autre impression d'eux-mêmes aux pay-sans khmers.

Els ont marque un deuxième poiot dans leur guerre psychologi-que en réveillant le vieux démon racial à l'égard des Yuon, expresracial à l'égard des l'uon, expression pérofisivé pour qualifier les Vietnamiens. Ces derniers, forts nombreus, au Cambodes, y assurent de petits métiers indispensables : pêcheors, métaniciens, électricicos, maçoos, vendeurs ambulants... Ce sont eux qui ont restauré Phnom-Peob au cours des derniers mois.

Si ces «Maghrébins » du Cam-

des derniers mois.

Si ces «Maghrébins» du Cambodge venaient à se retirer, l'économie du pays, déjà bien fragile, en pătirait. Les Khmers rouges le savent et leur campagne anti-vict-namienne porte. Ils oe se contentent pas de réclamer les preuves du départ des soldats vietoamieos, ce qui o'est plns qu'un prétexte pour refuser — ou reporter — toute démobilisatioo. Ils foot campagne contre la présence de civils vietnamiens.

L'argumeot est populaire : il a été repris par M. Soo Saoo, le président du FNLPK, et par l'entourage du prioce Ranariddh, fils du prinee Sibaoonk. L'APRONUC (l'Antorité provisoire de l'ONU) a même été accusée par les Khmers rouges de compter, dans ses rangs, des « éléments » faisant preuve de « partialité ».

tuense de concessions forestières et de mioes de pierres précieuses,

et de mioes de pierres précieuses.

Pour arrêter ces opérations fort rentables, il fandrait que l'armée de Phnom-Penb retrouve sa liberté de manœuvre, à coodition qu'elle soit assez bien organisée pour en profiter. Ce qui n'est pas encore le cas puisque ses généraux, repassés à l'offensiva ces demiers jours, n'envisagent, pour l'instant, que de reprendre le terrain perdu depuis l'accord de Paris. M. Pol Pot a done marque des poiots. Certes, Phnom-Penh, notamment en prétant le flanc

aux accusations de corruption, a contribué à faire son jeu. Mais les Khmers rouges sont ainsi parvenus à tenir jusqu'à l'arrivez des plnies, sachaol que les programmes de l'ONU, déjà en retard, risquent de s'embourber jusqu'à la prochaine saisoo sèche, en octobre novembre. en octobre-novembre.

Uoe treotaioe de milliers de réfugiés seulement, sur. 370 000, ont été rapatriés et aucuo d'entre ont été rapatriés et aucuo d'entre cux n'a encore reçu un arpent de terre. Le déminage – un problème quasi insoluble – en est encore, pour l'essentiel, à la phase préliminaire de l'instruction. Le cootrôle des admiolstrations n'a pas eommeocé. Celoi des froctières a été mis en place, sauf, bien évidemment, dans les zones que les Khmers rouges cootrôlent sur la frootière thailandaise.

La situation n'est pas pour autant irréversible. Mais que peut faire l'ONU? Sur le terraio, pas grand-chose, puisqu'elle o'a pas le droit de furcer les barrières sur les pistes gardées par des Khmets rouges. Demander à la Chine d'intervenir.? C'est fait, mais les Chioois o'ont plos qu'noe influence limitée sur leurs anciens protégés.

Les mêmes objectifs

Eofio, les Khmers rouges oot rénrganisé leurs zones, où les bérets bleus de l'ONU sont toujours interdits de séjour, pour alimenter laor trésor de guerre. Eo treize ans, ils oot créé un tissu de relations, sor la frootière, avec des militaires et des hommes d'affaires thailandais, engagés aujourd'bui dans l'exploitation fruc-

indiqué, veodredi, qua des sanctions contre les Khmers rouges « n'étaient pas possibles » et que « les doutes » émis par ces derniers concernant la présence de troopes vietnamiennes « n'avaient pas été rérifiés ». Eotre-temps, M. Khieu Samphan aura tout loisir d'anooocer un jour no pas en arrière et d'y reconcer le leude-maio. Pour l'instant, il oppose son veto à la poursuite de l'appli-cation du plan de l'ONU. Il pourra le lever le jour où cela

Car les Khmers rouges poursui-vent foujours les mêmes objectifs. Depuis 1988, leur « stratégie de paix est au point. Ils veulent obteuir le démantélement de l'administratioo de Phnom-Penh et le transfert de ses pouvoirs au CNS, le Cooseil oational suprême pré-sidé par le prince Sihaoouk au sein duquel leurs deux représeotants disposent, dans la pratique, d'un droit de veto.

Les Khmers rauges o'ont aueune raison de ne pas faire froot et de s'opposer aux demaodes de l'APRONUC. Jusqu'ici, cette tactique leur a servi. Pourquoi y renoncer? Parce que la société internationale a déjà iovesti des centaioes de millioos de dollars dans les opérations de l'ONU ao Cambodge ? Pour ne pas peiner le Conseil de sécurité? Pour éviter l'opprobre général? Dans les hameaux qu'ils cootrôleor de oouveau, les jeunes Khmers rouges oe se posent pas ce genre de questions.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Les délégués palestiniens qui ont rencontré M. Arafat ne seront pas arrêtés

Les autorités israéliennes soot revenues, dimanche 21 juio, sur leur décision d'arrêter trois responsables palestioiens des territoires occupés, pour avoir reocontré le cbef de l'OLP, M. Yasser Arafat (le Monde du 21-22 juin); elles out annoncé qu'ils seralent simplement

Le porte-parole du ministre israélien de la police, M. Tami Paul-Cohen, n'a cependaot pas exclu que des poursuites soient eogagées ultérieurement cootre

M™ Hanane Achraoui et M. Fayçal Husseini, Selon le quotidien Haaretz, les Etats-Unis ont demandé à Israel de faire preuve de retenue dans cette affaire pour oe pas mettre en péril le processus de paix. Le premier ministre, M. Itzhak Sbamir, a néanmoins affirmé que son gouvernement « tlendra compte de la rencontre », durant les prochaines étapes des négociations de paix. - (Reuter, AFP.)

Six morts lors d'agressions islamistes contre des coptes

LE CAIRE

de notre correspondant Six personnes ont été tuées et neuf autres blessées, à la fin de la semaine dernière, dans le village de semaine dernière, dans le vinage de Sanabou, près d'Assiout, en Haute-Egypte, à la suite d'agressions com-mises par des extrémistes musul-maos contre des chrétieos. Les incideots ont commencé vendred 19 juin, lorsque près de deux cents islamistes, sortant da la mosquée, ont saccagé et incendié une vingtaine de magasins et de maisons appartenant à des coptes (près de six millions sur cinquante-huit millions de l'acceptante de liuns d'Egyptiens). Les forces de l'ordre soot interveoues et des coups de feu ont été échangés. Bilan : la mort de l'émir (chef) des

islamistes de Saoabou et de son adjoiot; sept militants ont été arrêtés. Les intégristes ont cootreattaqué le leodemaio, en tuant par balles un médecio et un cordonnier coptes. Trois autres chrétiens ont été blessés, dont un grièvement. Uo commaodo a par ailleurs mitraillé un car de police, tuant deux membres des forces de l'ordre et en blessant quatre autres.

Dimanche, les islamistes oot à nouveau sévi, incendiant et saccageant une quinzaine de maisons et de boutiques appartenant à des coptes. C'est la troisième fois depuis le mois de mars que des extrémistes musulmans attaquent des chrétiens à Sanabou (le Monde

ALEXANDRE BUCCIANTI

AFGHANISTAN: après l'appel de M. Hekmatyar à une « marche sur Kaboul »

Le refus du président intérimaire de transmettre ses pouvoirs fait monter la tension

tée ces derniers jours en Afghanis-tan alors qu'approche le 28 juin, date prevue par l'accord du 25 avril entre sept factions islamiques pour organiser la transition des pour organiset la transition des pouvoirs à Kaboul: M. Sibgha-tullait Modjaddedi, président inté-rimaire, a déclaré, dimanche 21 juin, qo'il ne s'effacerait pas. devant son successeur désigné, le chef du Jamiat-i-Islami, M. Burhanuddio Rabbani. Il entend transmettre l'autorité au « Conseil de la

constituent per avence son gouver-oement et en prenant en son nom certaines décisions.

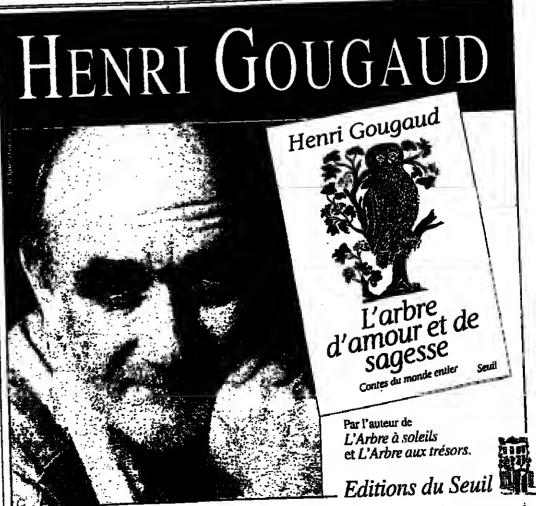
de moudjahidios, de dignitaires religieux et de chefs tribaux ont demandé dimanche à M. Modjaddedi, lors d'one cérémonie ao palais présidentiel, de demeurer au particular sendant cine au particular de la mort de leur particular sendant cine au particular de la mort de leur particular sendant cine au particular de la mort de leur particular de la mort de la mort de la mort de leur particular de la mort de l pouvoir pendant cinq ans.

De son côté, M. Gulbuddin Hekguerre saintes, l'ancien « Conseil des 51» récemment porté à soixante-quatre membres par l'adsoixante-quatre membres par l'adjointion da huit persoonalités chites et de ciuq représentants du l'accompany de la capitale, de « marcher sur Kaboul» afin

La tension est brutalement mon- nord du pays. M. Modjaddedi a de «combattre les restiges du comdameotaliste, M. Modjaddedi est «un olage sans pouvoir» manipulé par les milices du général ouzbek Rashid Dostom.

chef dans un accident d'avion.

La même source avait assuré que l'ancien président commoniste afghan Babrak Karmal était décédé dans le même avion. - (AFP, AP,



Les Douze veulent éviter toute polémique à propos de l'élargissement de la Communauté

Les ministres das affairas étrangares das Douze, réunis samadi 20 juin à Luxembourg pour préparar le sommet qui se tiendra so fin de semaina à Lisbonne, se sont efforcés de désamorcer les polémiques virtuelles, notamment à propos de l'élargissement de la Commu-

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

C'est en douceur et avec comme premier souci d'éviter toute contro-verse sérieuse que les ehefs d'Etat et de gouvernement des Douze aborderont, les 26 et 27 juin, à Lisbonne, le dossier de l'élargisse-ment de la Communauté. Nul ne sera chargé, à ce stade, de préparer un rapport sur les réformes instituun rapport sur les réformes institu-tionnelles qu'il serait souhsitable de mettre en œuvre pour que la Communauté puisse fonctionner de façon efficace après l'adhésion de façon efficace après l'adhésion de quatre ou einq pays de l'AELE (l'Autriche, la Fislasde, la Suède, la Suisse, peut-être la Norvège). L'idée d'un «comité des Sages» qui serait ehargé de réfléchir sur l'organisation future de la Communauté n'est pas envisagée.

On expliquera, su costraire, que cette « première vague » d'adhésions peut s'opérer es bon ordre moyensant des ajustements institu-tionnels mineurs, ou qu'il n'y a pas urgence à tracer les costours d'un urgence à tracer les costours d'un souveau modèle institutionnel. Une conférence intergouvernementale n'est-elle pas prévue par le traité de Maastricht pour 1996? Par opportunité politique, parce que les procédures de ratification sont es cours, certains des prohlèmes centraux que soulève le fosctionnement d'une Usion élargie serost donc provisoirement occultés. Plutôt une Communauté informe qu'une Communauté mortel

Mettre sur la table, aujourd'hui, Mettre sur la tanie, autous au-les problèmes que soulève l'organi-satios politique de la Communauté élargie pourrait donner argument aux anti-Maastricht, rendre plus difficiles les ségocistions d'adhé-cion et plus problématique le sion et plus prohlématique le retour au bercail de l'enfant prodigue danois. Antant de raisons pour s'en tenir à un profil bas.

La Commission s'a pas poussé à la roue, Avant la réunion du cosseil, la majorité de ses memhres, refusant de reprendre à leur

compte le «schéma» de rapport préparé par M. Frans Andriessen, le vice-président chargé des relations extérieures (le Monde des 21 et 22 juin), s'étaient prononcés pour nne attitude de réserve. M. Andriessen n'a pas cherché à dissimuler les hésitations de ses collègues. Certains, a-t-il expliqué en sunstasce, croient que des réformes institutiosnelles es profondeur sont nécessaires dès la première vague d'sdhésions, d'autres en sont persuadés mais jugent cela peu opportun, d'autres enfin s'en voient pas la nécessité.

La Commission éprouve dosc

voient pas le nécessité.

La Commission éprouve dosc des sentiments pour le moins ambigus. Le Conseil aussi, comme en témoigsent les préoccupations exprimées dens un mémorandum rédigé par les trois pays du Bénélux. « L'élargissement, y livon, ne peut pas constituer une menace pour la finalité et la cohésion de la Communauté et de l'Union. L'élargissement est pour nous, ou contraire, un moyen de renforcer la vaie de l'opprofondissement de l'Union... Par le foit de l'élargissement, les odaptatians institutionnelles et structurelles à effectuer dans le codre des négociotions d'adhésion deviendront à la fois inévitables et souhoitables. Les négociations d'adhésian pourraient en tout ou en partie coïncider avec les révisions prévues du traité ».

Ce mémorandum révèle égale.

Ce mémorandum révèle égale-ment la crainte des gouvernements du Bénélux de voir l'élargissemest mettre en péril les perspectives osvertes à Maastrieht en mettre de politique étrangère et de sécu-rité commune. D'autast que le Royaume-Uni n'éprouve sucune sympathie pour ce chapitre du traité et ne pleurerait certainement pas si l'entrée de nouveaux membres, dont quatre neutres, lui por-tait un coup fatal

la subsidiarité!

Gloser sur l'élargissement et les réformes institutionnelles de caractère plus ou moins fédéraliste qui devraient l'accompagner risque d'interfèrer dangereusement dans le déhat sur la ratification du traité de Maastricht. En revanche, valoriser le concept de subsidiarité, c'esta-dire, au bout du compte, circonscrire le champ d'actios des institucrire le champ d'action des institutions de la CEE, c'est caresser dans le sens du poil ceux qu'inquiètent les empiètements supposés abusifs de ces institutions. Les Douze et la Commissios, M. Jacques Delors en

tête, son! prêts à s'y employer même si ce s'est pas pour aller sussi loin que le souhaiterait M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office. Les conclusions du conseil europées de Lisbosne devraient inclure un passage hies certi sur ce thème. senti sur ce thème.

S'agissant du budget de la Communaoté ao cours des années à venir (ce qs'on appelle le «paquet Delors 2»), les Douze sont à la recherche d'un eompromis, mais loin encore du consensus. Quelques orientstions recueillent une majorité de suffrages: le fonds de cohésios (pour financer ls modernisatios des isfrastruetures et l'amélioratios de l'environnement dans les quatre pays les moins prospères, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal) sera créé cette année et deviendra opérationnel dés 1993; ls programmatios des dépenses sera échelonnée sur sept ans (1993-1999), au lieu de cinq prévues initialement, et su cours des deux premières sanées le plafosad actuel, soit 1,20 % du PNB, sera maintesu. S'agissant du budget de la Com-

PNB, sera maintesu.

La majorité des Etats membres défesdent sussi l'idée d'une progression globsle des dépenses sur sept ans plus modérée que ne le prévoyait la Commission: si cette tendance se costirme, le plafond en 1999 serait done inférieur su 1.37 % du PNB proposé anjourd'hui ... pour 1997. La difficulté consiste à décider où seront effectuées ces écosomies. M. Roland Dumas a expliqué, samedi, qu'il tuees ces ecosomies. M. Roland Dumas a expliqué, samedi, qu'il était trop tôt pour considérer, comme l'syait fait quelques jours plus tôt la Commissios, que la réforme de la politique agricole commune permettrait de stabiliser les dérennes de contien. les dépenses de soutien.

L'isquiétude la plus vive est le L'isquiérude la plus vive est le fait des pays les moins prospères, et en particulier des Espagnols, qui redoutent que le cosseil s'écarte des promesses faites à Manstricht. Ils comptent sur un doublemest des crédits des fonds structurels (y compris le nouvean fond de cohesion) à l'issue de la période hudgétaire. C'est ce qs'a proposé la Commission, et c'est nécessaire, font-ils valoir, pour qu'ils puissent rattraper les États «riches» et accéder à la troisième étape de l'unios écosomique et monétaire. l'unios ecosomique et monétaire. Non seulement le terme de la pros'éloigne (1999 su lieu de 1997), mais ce doublement des fonds ris que d'être compromis.

PHIUPPE LEMAITRE

La ratification d'un pays à l'autre

Espagne : le besoin d'un débat

L'idée d'un référendum a fait son chemin petit à petit an Espagne, après le « non » des Danoie aux accords de Maastricht le 2 juin. Le chef du gouvernement, M. Falipe Gonzalez, avait écarté au départ cette procédure, mais des voix se sont élevées depuis pour réclamer une consultation populaire, et les sondages donnent une large majorité en sa faveur.

MADRID

de notre correspondant

Le quotidien conservateur ABC le seul à publier intégralement le texte du traité - s donné les résultats d'une enquête d'opinion selon laquelle 63,3 % des Espagnols sont en faveur d'un référendum 43,7 % estiment d'autre part que laur pays devrait ratifier les accords, 40,4 % ne sachant pas.

Le souhait que soit organisé un référendum reflète peut-être essentiellement is besoin d'un débat dont l'opinion espagnole a jusqu'à

présent fait l'économie. Le secrétaire d'Etat pour les Communautés européennes, M. Carlos Westendorp, a affirmé que «le gouvernement n'est ni opposé ni partisan d'un référendum mais il ne le udère pas nécessaire).

il est vral que, seion un autre sondage réalisé par la revue Mer-cado, 62 % des Espagnols sont en faveur du traité. Et il ne fait guère da doute que le Congrès des députés se prononcerait à une large majorité pour l'adoption du texte. Parmi les partis politiques, seul la Parti communiste, au sein de ls Gauche unis (Izquiards Unide), a exprimé des réserves. Son chef de file, M. Julio Anguita, estima qua quetre points des accords doivent être renégociés.

> Vers une révision de la Constitution

La principale formation d'opposition, le Parti populaire, est, elle, en faveur du traité. Son président, M. José Maria Aznar, pense qua cles raisons qui ont conduit les Danois à dire non pourraient étre les mêmes qui incitent les Espa-

gnois à dire ouis. De toute façon, rien ne sera décidé avant que le Conseil constitutionnel renda son avis sur la nécessité ou non de réformer la Constitution. La date n's pas été fixée mais cet avis demandé par l'exécutif - devrait être donné très prochainement. Le chef du gouvernement a dit que de toute façon il le respecterait. Cette juridiction doit se prononcer sur la modification éventuelle de l'articls 13 afin de permettre aux ressortissants européens qui résident en Espagne de participer aux élections municipales et surtout de pouvoir être élu, ce qui n'est pes expressé-

S'il faut modifier la Constitution - ce qui semble inévitable à certains experts, - cela peut se faire avec l'accord des deux chambres à uns majorité das troia cinquièmes. Cependant, le réforme de le Carta magna ouvre la voie au référendum si seulement 10 % des députés l'exigent, Dans ces conditions, tout est encore possible.

MICHEL BOLE-RICHARD

Portugal : le souhait d'un référendum

Si, après la déception du « non » danuis, le « oui » irlandais a remis du baume au cœur des responsables de la présidence portugaise à la eille du sommet européen de Lisbonne, le problàme de la ratification par référendum du traité de Maastricht est au cœur d'un débat qui divise la classe politique et donne lieu à d'étranges conjonctions entre partisans et adversaires d'une telle consultation;

LISBONNE

correspondance

Le gouvarnement, s'appuyant annoncé que la ratification du traité ne donnerait pas lieu à un référendum dans le mesure où l'article 118 stipule que «le référendum ne peut avoir pour objet que d'importantes questions d'intérêt nationel», et exclut de son champ d'application un certain nombre d'actes relevant spécifiquement de la compétence de l'Assemblés da la République (Parlement), parmi lesquels l'approbation de «conventions internationales et des traités concernant le participation du Portugal à des organi tionales (article 164 J).

Pour autant la position clairement réitérée il y s quelques jours par le premier ministre portugais, Anibal Cavaco Silva, et relayée à l'Assemblée par son parti, le PSD (Parti social-démocrate), qui y détient à lui seul la majorité abso tue et dont la thèse est partagée par la Parti socialiste, seconde formation du pays, n'a pas mis un terme au débat entre partisans et adversaires du référendum.

Ce débat a repris de l'acuité avec le snon» danois, mais il avait en fait été lancé par la président Mario Soares, qui s'était résolument prononcé pour l'organisation d'un référendum, estimant que, compte tenu de l'enjeu de Maas-

tricht, « la population portugaise doit pouvoir participer aux grandes décisions » engageant son avenir. M. Soares laisse à l'Assemblée de la République le soin de décider les modalités d'une telle consultation.

> Confusion chez les socialistes

Même si certains commentateurs voient avant tout dens la position présidentielle - qui prend contre pied celle du gouverne ment – un des épisodes da la cohabitation assez mouvementée entre le chef de l'Etat socialiste et son premier ministra de centra droit, il n'empêche qu'elle émene de la premièra personnalité politique du pays et peut donc à ce

titre être difficilement ignorée. Outra la gêne causéa au gou-vernement, l'attitude du président ne laisse pas aussi d'embanasser ses amis politiques, puisqus la Parti socialiste, sous la houlette d'Antonio Guterres, milite au sein de l'Assemblée de la République pour une ratification de Maestricht par la voie parlementaire. Seion M. Guterres, il serait « dangereux de modifier le régime démocratique en admettant un plébiscite sur cette question», mais la leader socialiste se déclare toutefois persuadé qu'en cas de référendum les Portugais voteraient «oui».

Pour ajouter encore à la confusion dans les rangs socialistes, l'actuel maire socialiste de Lis-bonne, Jorge Sampaio, prédécasseur d'Antonio Guterres à la tête du parti a lui aussi souhaité un

Les communistes, de leur côté, hostiles au traité de Maastricht, ont tout d'abord prôné la néces-sité d'un «veste débat national» au lendemain du «non» danois, pour opter ensuite en faveur d'un référendum, quitte à modifier la Constitution. Ils ont indiqué qu'ils vensient de déposer au Parlement un projet de révision constitutionneile portant sur un seul point : l'admissibilité du référendum pour

le traité de Maastricht, par l'approbation d'une «norme transitoire».

Dans cette batailla parlementaire, ils ne manqueront pas de bénéficier du soutien des chrétiens da droite, car leur parti, le CDS (Centre démocratique at social), tout aussi résolument anti-européen que le PC portugais, a été le premier à monter au créneau pour exiger un référendum en se déclarant persuadé qu'en cas de consultation la réponse serait «non».

Toujours dans le camp des proréférendum, plusieurs personnali-tés, dont certains transfuges du PC portugais, viennent de consti-tuer une «plate-forme de gauche» et entendent faire du 1º juillet une kjournée nationale an faveur du référendum », en organisant dens ous les lieux publics une consultation de la population. Celle-ci, déjà interrogée à travers

divers sondages, témoigna d'une volonté référendaire égala à celle de son indécision. Ainsi, le «oui» recueillerait de 44,7 % à 46 % des suffrages contre 9 % à 14 % ds «non», selon les demiers sondages rendus publics. Mais uns large partie de l'opinion est pour l'instant indécise (de 42 % à

Ce sont peut-être ces demiers chiffres qui poussent le gouvernement portugais, fortament trauma-tisé par l'échec du référendum au Denemark, à persister dans la voie de la prudence et à confier aux députés le soin de trancher, quitte à s'entendre dire qu'à vaincre sans

M. Cavaco Silva souhaita aller vite et faire en sorte que le traité soit ratifié d'ici à la fin de l'année. Quant aux Portugais qui seralent hostiles à cette procédure, ils ont été conviés à strendrs les prochaines élections législatives pour manifester leur opposition, c'est-àdire à l'horizon 1996. D'ici là, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts du Tage.

ALICE ILICÉE

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Onze islamistes et un directeur de journal arrêtés

Un officisr ds police a été tué, vendredi 19 juin à Laghouat, d'une balls tirés à hout portant par un inconnu qui s pris le fuits. Les forces de l'ordre ont procédé à une séne d'smestations, dimanche 21 juin, dans les milieux proches ds l'opposition islamists. Selon la gendarmeria nationals, onza militanta du Front islemiqua du salut (FIS), impliqués dans une affaire de fabrication d'armes artisanales, ont

Par ailleurs, le directeur de l'hebdomadairs en langus arabs Ech Chourouk El Arabi, M. Ali Fodhil. et un chroniqueur da ee journal, M. Såad Bouakba, ont été smêtés par la gendarmerie, qui surait pris d'asseut les locaux du journal. Ssion les journalistes de l'hebdomsdsire, qui ont égsisment été interpellés at retenus durant six heures dans les locaux de la gendarmerie à Alger, il serait reproché eu dirscteur la publication d'articles portant « atteinte à l'honneu de l'armée st dan rasponsables politiques du pays ». - (AFP.)

LIVRES POLONAIS et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est Livres russes

Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'île, PARIS-4-Tél. : 43-26-51-09 🖿

BANGLADESH

Deux morts lors d'émeutes à Dacca et à Chittagong

Au moins deux morts et 200 blessés ont été relevés à Dacca at Chittagong apràs deux jours d'émsutss, les samadi 20 st dimanche 21 juin. La tension était nés, dans la capitals du Bangladesh st son principal port, de la volonté d'un « Comité anti-fondamentaliste», soutenu par le principal parti d'opposition, la Ligua Awami, da faire pression sur la premier ministre, M- Khaleda Zia, afin que soit exécuté un extrémista religieux at politique, M. Golsm Azan. Chaf du parti fondamantaliste islamists Jamest, M. Golam Azan est accusé d'avoir collaboré svec les autorités pakistanaises, sn 1971, en vue d'empêcher l'indépendanca du pays. Anticipant le déclenchement d'une grève générale dimanche par ce comité, des fondamentalistes ont lancé samedi leur propre mouvement. Ils ont fait exploser des centaines de bombes artisanales, détruit des véhicules et sttaqué des soversaires. - (AFP, Reuter, UPI.)

PAKISTAN Journées de violence

à Karachi

L'armée at des unités para-militairas ont été déployées, samadi 20 juin, à Karachi, où une dizaine de personnes ont été tuées lors de comhats antra daux factions tivales du MOM, formation représantant les «immigrés» vanus d'Inde lors de la partition de 1947. Le MOM est un parti-clé sur l'échiquier politique du Sind : participant à la coalition au pouvoir dans le province, il ast aussi mambre ds l'Alliance démocratique islamique (LJI) qui gouverne à Islamabad. Les locaux du MQM avaiant été etta-

qués vendredi par des commandos d'une branche dissidente. Le président du MOM, M. Altaf Hussein, qui vit à Londres - pour «raison da santé», mais en fait parce que sa vie sst msnacée - s accusé l'armés de vouloir « détruire » son parti. Le chef des dissidents, M. Amir Khan, reproche à la direction du MOM de vouloir « dissocier le Sind du Pakistan ». Islamabad, de son côté, accuse l'inde d'entretenir des menées séparatistes au Sind. La tension demeure vive à Karachi où l'armée a instauré un couvre-feu partiel. - (AFP, UPL)

TCHAD

Combats dans le Nord et près du lac Tchad

Des combsts ont éclaté dans l'extrême nord du pays, à Chicha, près de Faya-Lergeau, ainsi que dens la région du lac Tchad, où des renforts ont été envoyés afin de repousser des partisans de M. Abbas Kotti, auteur, selon le gouvernement, d'une tentative de coup d'Etat le Monde du 20 juin), ont indiqué, dimanche 21 juin, des sources militaires à N'Djernena.

Le ministra de la défensa M. Nadjita Bsassoumel, s déclaré que l'armée avait détruit huit véhicules de rebelles qui tentalent une jonction entre Fsya-Largeau et le lec Tchad. «La situation est contrôlée à 100 %, mais nous demeurons vigilants », a-t-il déclaré à Radio-France internationale. Le gouvernement n's publié sucun bilan officiel, mais, selon les militaires, il y a eu des morts dans les deux campos.

Samedi, le ministre de l'information, M. Djiddi Bichara, svait annoncé qua l'offensive des rebelles avait été repoussée. Selon kri, les insurgés avaient lancé jeudi « un ultimatum damandant la démission du président Idriss Déby dans un délai de soixante-douze heures ». - (Reuter.)

La fin de la visite de M. Eltsine au Canada

Un million de tonnes de blé supplémentaire pour la Russie

MONTRÉAL

correspondance

Veno ss Cansda pour parler affaires plus que diplomatie, le présidest russe Boris Eltsine en est reparti, samedi 20 juin, en ayant obtenu un million de tonnes de blé supplémentaire, malgré les retards pris par la Russie dans les paiements de livraisons antérieures (le Monde daté 21-22 juin).

Si la classe politique canadienne a chaleureusement manifesté son soutien aux réformes économiques que M. Eltsine a vantées tout au long de sa visite de deux jours, elle ne lui a cependant promis aucune

aide additionnelle significative. Le premier ministre, M. Brian Mulroney, s'est tout au plus engagé à plaider, su sommet du G7 à Munich en juillet, pour un rapide déblocage des 24 milliards de dollars promis à la Russie par les sept pays les plus industrialisés. A Montréal, dernière étape de sa tournée sord-américaine, la foule, moins blasée sans doute que celle de

Washington, s réservé un accueil enthousiaste au président russe lors de sa promenade à pied dans la vicille ville.

Stage intensif d'été réparations annuelles e Préparation parallèle à

18, rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris (1) 43.25.63.30

DISEGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

Toucer aux élement de pour de pour les récons de pour les expressions de la constitue de pour les expressions de la constitue de la constitue

férendum

The control of the co

The control of the co

ALCE

Preparations annualles of preparations of preparations paraticles of preparations paraticles of preparations of paraticles of preparations paraticles of preparations paraticles of preparations preparations of preparations preparations of preparations p

(1) 43.25.63.W

"...l'immeuble de

Canal+, signé par l'américain

مي زمن ريم مل

Richard Meier [...] A l'angle du quai André-Citroën et de

la rue des Cévennes, offrant à la Seine un "front" d'une inhabituelle élégance,

l'immeuble de la chaîne cryptée a le caractère dérangeant, définitif, d'un

Picasso ou d'un Matisse dans un musée [...]

Blanc ou transparent le jour, lumineux comme une lampe de

chever et presque indécent de transparence la nuit, il a dans sa fluidité, sa

perfection, sa dureté aussi, quelque chose du diamant [...]

L'organisation des bureaux dissimule sa fonctionnalité derrière

le luxe de l'espace [...]

Frédéric EDELMANN Le Monde. 14 Janvier 1992



remercie Canal + de sa confiance.

Le dialogue entre pouvoir blanc et majorité noire au point de rupture

Jamais, depuis daux ans, les négociations entre la nouvoir blanc et la majorité noire n'ont été aussi proches da la rupture en Afrique du Sud. Le massacre da quarante-deux personnes selon le dernier bilan - dans la cité noire de Boipatong, au sud da Johannesburg, le 17 juin, a. en tout cas, clos la chapitre des bonnes raletions entre la gouvernement da M. Frederik De Klerk et le Congrès national africain (ANC) da M. Nelson Mandele (le Monde du 20 juin). Le premier anvisageait, aamedi, la réinstauration da l'état d'urgance, levé an 1990, et le second a menecé, dimenche, d'abandonner ou de suspendre toute discussion avac la minorité blanche.

JOHANNESBURG

da notre correspondant

Le président De Klerk s'est rendu, samedi 20 juin, à Boipatong, sur les lieux du drame. Mais les habitants de la petite cité noire ne l'ont pas laissé descendre de sa limousine blindée. Sa visite n'a duré que quel-

ques minutes. Il aura compris qu'il n'est pas le président de tous les Sud-Africains. Une heure plus tard, au cours d'une conférence de presse improvisée, M. De Klerk rejetait la responsabilité do camoutlet qui venait de lui être infligé sur l'ANC et la mobilisation de ses militants. « Nous ne loisserons pas ce pays sombrer dans l'anarchie et le chaos », at il efficant laissant elairement a-t-il affirmé, laissant elairement entendre qu'il songeait à la réinstau-ration de l'état d'urgence.

Si la foule menaçante du ghetto Si la foule menaçante du ghetto avait rapidement obtenu gain de cause avec le départ du président, la police et l'armée, elles, étaient restées sur les lieux, où la tension a grandi. Sans sommations, les forces de sécurité ont alors ouvert le feu, de sang froid, à balles réelles, sur les manifestants. Une vingtaine d'entre eux sont tombés, la piupart touchés dans le dos alors qu'ils s'enfryaient. Le sang versé le 17 juin n'avait pas séché qu'il coulait de nouveau; trois hommes ont été tués et dix buit hommes ont été tués et dix buit

«Rien ne sera plus jamais comme ovant », affirmait le président de l'ANC après avoir visité le ghetto sinistré, dimaoche. « Je suis convaince que nous ne traitons plus avec des êtres humains mais avec des individus qui se comportent comme des animoux», déclarait M. Mandela devant trois mille résidents de la cité coire traumatisée. « Nous vou-

armes! nois watch des armes! nois voucons des armes!n, burlaient plusieurs milliers de jeunes lorsqu'il prit un bain de fonle au stade de Sebokeng, une autre cité noire. Le président de l'ANC eut du mal à se faire entendre tant la tension était grande.

L'ANC resserre les rangs

M. Mandela, les traits tirés, leur tint à peu près le discours qu'ils voulaient entendre. Il affirma que le fossé qui séparait l'ANC et le gouvernement était désormais « infranchisches et sous les courses des les pourses de les pou chissable» et que les pourpariers avec le Parti national (NP) et le avec le Parti hationai (NF) et le gouvernement étaient suspendus.

«Le processus de négociations est en lambeaux», lançait-il avant d'amoncer qo'il avait convoqué, pour mardi, une réunion du Comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'ANC, qui décidenit d'une évectuel phandon des rait d'uo évectuel abandon des

a Pourquoi devrions nous continuer de dialoguer arec un régime qui nous assassine »?, demandait M. Man-dela. Avant d'annoncer qu'il avait écrit au secrétaire général des Nations unies pour lui demander de convoquer une session spéciale du Conseil de sécurité consacrée au massacre de Boipatong, le président

cours d'un périple européen : « Les nazis en Allemagne ont exterminé des millions de personnes uniquement parce qu'elles étaient juives. Ici, en Afrique du Sud, la police et l'armée au service du pouvoir blanc tuent des êtres humains parce qu'ils soni noits. »

Depuis la conférence nationale annuelle de l'ANC, fin mai, et la décisioo de lancer une vaste campagne d'actions de masse, la direc-tion du monvement s'est rapprochée de sa base militante. La turbulente et influente - Ligue de la jeunesse semble se solidariser evec la direction de l'organisation. Son président, M. Peter Mokaba, est désormais de toutes les réunions politiques. Il s'exprime brièvement evant M. Mandela, galvanisant ses troupes avec des slogans bien rodés : « Tire pour tuer», « Tue le Boer et le fermier », «Rugissez, jeunes llons, rugissez». Autant de formules que M. Mandela tempère aussitôt en appelant à la « stricte discipline » et à la « prudence». Un ouméro de duettistes efficace: en durcissant le ton, en s'opposant ouvertement au pouvoir en place, la direction de l'ANC a réussi à resserrer les rangs. Para-doxalement, FANC sort renforcé de son épreuve de force avec le gouver-

FRÉDÉRIC FRITSCHER

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS: selon une enquête du journaliste Bob Woodward

M. Ross Perot a fouillé le passé de M. Bush dans l'intention de le discréditer

Correspondance

«Dans un monde de lions et de tigres, vous êtes un lapin », aurait dit M. Ross Perot à M. George Bush, alors vice-président, en 1986... L'apostrophe est rapportée dans le Washington Post par Boh Woodward, qui s'illustra jadis, dans le même journal, comme inquisiteur dans le scandale du Watergate. Son enquête cootredit le milliardaire texan lorsqu'il prétend o'avoir jamais eu la moindre animosité à l'égard du

M. Perot a en réalité fait preuve d'une extraordinaire ténacité dans ses efforts pour discréditer M. Bush, lui reprochant en particulier de oe pas l'avoir aidé dans son entreprise pour retrouver les soldats américains disparus au Vietnam. Scion M. Wood-ward, M. Perot a tenté, mais en vain, en 1986, d'établir que M. Bush, lors-qu'il était directeur de la CIA, en 1976-1977, avait cédé aux pressons des employés de ses services l'invitant à garder le silence sur l'affaire des prisonniers américains. Il n'e pu trouver non plus aucune preuve que le président Bush était impliqué « jusqu'au cou » dans le scandale de l'irangate. En 1987, M. Perot aurait financé une enquête sur une déduc-

es investissements douteux M. Perot aurait, enfin, «amicale-ment» informé le vice-président des activités douteuses de deux de ses

Dans les propos de M. Perot dont M. Woodward se fait l'écho, George Bush apparaît comme une chiffe molle, sans conviction, un bomme faible plus ou moins honnête, et un émotif facilement au bord des larmes. Ainsi, parce qu'il n'arrivait pas à remettre en marche son hors-bord, M. Bush eurait a pres-que pleure. M. Perot est également tenace dans sa cooviction que les officiels américains ont des informadons sur la présence de soldats américains toujours prisonniers au Viet-nam. A plusieurs reprises et encore dernièrement, il n cependant refusé de revéler les noms de ces « officiels», en avançant qu'il leur aurait promis le secret. La campagne électorale offre des sujets de distraction. rale ottre des sujets de distraction.
S'il est élu, M. Perot serait, à l'exception de Madison, le second plus petit
président de l'histoire des Etats-Unis.
Le New York Times rappelle que le
président le plus grand était Lincoln
(1.89 m), suivi par Washington (1.85
m). M. Perot (t.68 m) viendrait tout

tion fiscale abusive obtenue par une juste à la hauteur du nœud de cra-société dans laquelle le vice-président vate de ses rivaux, le président Bush Bush avait un intérêt, ainsi que sur et le gouverneur Clinton (1,85 m

> Autre anecdote de la compagne : le vice-président Quayle, qui s'était signale par sa croissade pour les ver-tus familiales, a fait faire publique-ment, à la télévision, une faute d'orthographe à un écolier en l'invitant à mettre un «e» au mot poloto (pomme de terre) (le Monde du 17 juin). Les médias n'ont pas raté cette belle occasion de s'en prendre à leur cible habituelle. Uo commentateur a fait venir l'écolier, qui a péremptoirement déclaré : « Le vice-président devrait étudier un peu us. Bien sûr, la femme de M. Quayle s'est indignée: «Il a pro-noncé cinq discours par jour ces der-niers vingt-cinq mois et n'a jamais fait une faute. Il en fait une et tout le monde en parle.» M. Dan Quayle beau joueur, a reconnu qu'il s'agissait « d'une trop belle histoire pour être ignorée par les médias». Mais il a cité Mark Twain: «Il ne faut jamais faire confiance o un homme n'avant qu'une seule façon d'épèler un mot » Matheureusement, certains experts doutent que cette citation puisse être

HENRI PIERRE

La rappeuse, le candidat et le pasteur

D'un côté, Sister Souljah, una petite rappeuse noire de dix huit ans, qui, sans doute par habitude nythmique, parle un peu trop vite; de l'autre, M. Bill Clinton, le candi-dat démocrate à l'élection présidentielle de novembre, qui traîne ement à la demière place dans les sondages. Au milieu, le pasteur noir Jesse Jackson, qui, pour garder ses fidàles, joue les défenseurs outragés de la communauté noire. Ce trio se débat depuis una samaina dans une polémique qui pourrait ne pas être sans conséquence sur la convention démocrate de la mi-juillet à

La bagarre a commancé le 13 juin forsque le candidat démoété invité à parler, à Washington, à la conférence da la Reinbow Coalition (la «Coalition arc-enciel»), l'organisation du pesteur Jackson. Devant un public presque exclusivement noir, M. Clinton prit à partie Sister Souljah qui

une allocution à ce même podium. M. Clinton, installé à côté de son hôte, M. Jackson, a lancé que la Rainbow Coalition ne s'était pas chonorée » en donnant la parole à Sister Souljah. La mine du pasteur a est renfrognée.

M. Clinton a souligné que la rappeuse evait, à propos des émeutes de Los Angeles, tenu des propos simprégnés de haine raciste» dans une interview eu Weshington Post. Il a cité quelques extraits. Sister Souliah «explicue» ou'il est «sensé» que des Noirs tuent des Biencs : « Vous comprenez, comme des Noirs tuent tous les jours des Noirs (cs qui se paese effective ment dens les ghettos urbains), pourquoi est-ce qu'ils ne prendraient pas une semaine pour tuer

La gouvarneur n'ast pae convaincu : «Changez le mot noir per blanc», dit-il, et vous avez cla rhétorique de David Dukes, un ancien militant néo-nazi, ex-chef du Ku Klux Klan. M. Jesse Jackson s'est estimé offensé. S'il

M. Clinton, qu'il soupçonne non pas d'avoir été choqué outra mesure par Sister Souljah, mais d'avoir monté un « coup politique » aux dépens de la communauté noire. La «sortie» du gouverneur n'aurah été qu'une «manœuvre soigneusement préparée» pour « séduire l'électorat conservateur blanc », a dit M. Jackson.

A peu près assuré du vote noir. même amputé de nombreux abstermionnistes, M. Bill Clinton, bon dernier dans tous les sondages, veut récupérer l'électorat blanc, conservateur, du Sud qui, depuis la fin des années 60, a lâché le Parti démocrate à chaque scrutin présidentiel. Le problème pour M. Clinton est que la pasteur Jackson représente tout de même un certain poids à la convention démocrate et qu'il a promis de se rappeler au bon souvenir du couverneur à cette occasion. Dimanche, M. Jackson s'est refusé à dire s'il soutiendrait la candidature de M. Clinton en

ALAIN FRACHON

SURINAM Normalisation des relations

avec les Pays-Bas

LA HAYE

de notre correspondant . " Les Pays-Bas et le Surinam ont dre d'amitié et de coopération out devrait donoer no clan, nouveau mais prudeot, aux relations entre La Haye et Paramaribo. Négocié depuis plusieurs mois, cet accord a été signé dans la capitale politique néerlandaise au terme de la visite officielle du président surinamien, M. Ronald Venetiaan, la première effectuée par un chef d'Etet de l'anciecoe Goyace hollandeise depuis l'indépeodance de celle-ci

Les Pays-Bas s'étaient alors enga-gés à verser au Surinam une aide d'environ 10 milliards de francs, mais ils avaient suspeodn leurs subsides au lendemaio du cour d'Etat de décembre 1982. L'élection, eo mai 1991, de M. Ronald Venetiaan, exempt de collaboration avec les régimes précédeots, a donné le signal d'une normalisation progressive des relations entre

les deux pays.

Ayant uo temps pensé à la constitution d'un «Commoowealth» surino-néerlandais mais evant renonce à cette idée pour oe pas encourir l'accusation de recolonisation, les autorités de La Haye sont aujourd'hui prêtes à remettre à la disposition de Paramaribo la quasi-totalité du solde de l'aide ini-tiale, soit 3,9 milliards de francs.

CHRISTIAN CHARTIER

D PÉROU : dix-sept morts dans une embuscade du Sentier lumiweex. - Onze militaires péruviens oot été tués, samedi 20 joio, lors d'une embuscade du Sentier lumineux contre une patrouille de l'armée sur une route do département d'Ayacueho, à 570 km an sud-est de Lima, a annoncé le commandement conjoint des forces armées. Six civils, qui voyageaient dans le même camion que la patrouille, oot également trouvé la mart. -

u CUBA: le ministre des relations extérieures remplacé pour « raisons de santé ». - M. Isidoro Malmierca, ministre cubain des relations extérieures depuis plus de quinze ans, a été relevé de ses fonctions pour a raisons de santé a et remplacé par M. Ricardo Alarcon de Quesada, a rapporté, samedi 20 juin, Granma, le quotidien du Parti communiste. M. Alurcon de Quesada était jusqu'à présent ambassadeur de Cuba auprès des Nations voies et premier vice-ministre chargé des relations extérieures. - (.1FP.)

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE: après l'accord sur un processas de partition

Le président Havel demande la tenue d'un référendum

Le président Vaclav Havel e estimé dimanche 21 juin que le sort de la Tchécoslovaquie devait, en dernier ressort, être décidé par un référendum, plutôt que par un accord passé entre les deux principeux partis politiquas tchèque et slovaqua (le Monde daté 21-22 juin). Un référendum, a-t-il dit, « est le seul moyen constitu-tionnel de procéder à un tel changement. Je dirais même que c'est la seule méthode morale». Des petits partis, notamment la Parti démocrate, ont, pour leur part, contesté le fait que «la future forme de l'Etat soit décidée par les représentants de deux partis politi-

Par ailleurs, après le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar, le Parti de la gauche démocratique, celul des enciens communistes slovaques, e annoncé qu'il s'opposerait à la réélection de M. Havel à la présidence, le 3 juillet, compromettant ainsi très sérieusement ses chances d'être élu par le Parie-

correspondance

L'organisation d'un référendum sur le sort de la Tchécoslovaquie, oécessiterait vraisemblablement l'adoption d'une nouvelle loi. «Aucune des solutions propos

par le président du Parti civique démocratique (ODS) Vaclov Klaus, ne par le chef de file du Mouvement pour la Slovaquie démocatique (HZDS) n'est conforme à la loi sur le référendum inscrit dans la constitution», souligoe M. Zdenek Jicinsky, vice-président de l'Assem-

L'organisation du référendum, corganisation du fererendum, qui doit être annoncée par le président de la République, peut, en effet, être demandée par l'Assemblée fédérale ou par le Parlement d'une des deux Républiques, tchèque ou slovaque, Même s'il a lieu dans l'ensemble de la Fédération, le question doit porter sur l'organila question doit porter sur l'organi-sation de la Fédération; « Donc. juridiquement, précise M. Jicinsky, il est impossible de poser la ques-tion de la division de l'Etat.»

S'il a lieu dans l'une des Répuhliques, ainsi que le revendique le dirigeaot slovaque Vladimir Meciar, la seule questioo possible est celle de l'abandoo de l'Etat commun à laquelle les électeurs doivent répoodre par « oui » ou par «non». La suggestion, donc, de M. Meciar, de demander aux eitoyens s'ils veulent l'indépeodance, nne coofédération oo une fédération, serait, elle aussi, incompatible avec la loi existante.

Bref, si la tenue d'un référendum o'obéit à aocune cootrainte temporelle, hormis celle de son organisation matérielle, les formules défendoes par chacun des dirigeants politiques ne sont, pour l'heure, pas applicables. La seule possibilité serait de changer le texte législatif, ce qui requiert, comme pour toutes les lois constitutionnelles, l'aval des trois cinquièmes de l'Assemblée fédérale. « Avec notre échiquier polltique morcelle, ce ne serait pas une mince offaire », conclut M. Jicinsky.

CATHERINE MONROY

Les Douze se disent «attristés»

Les ministres des affaires étrangères des Douze sont « attristés » par la perspective d'une partition de la Tchécoslovaquie, ont-ils indiqué, samedi 20 juin, au Luxembourg. La CEE va être obligée de crevoir sa coopérations avec la Tchécoslovaquie en cas de division du pays, a souligné M. Frans Andriessen, le vice-président de la

La Communauté européenne a conclu des accords d'association début 1992 avec Prague, Budapest et Varsovie, considérés comme un premier pas vers une adhésion à part entière de ces trois pays d'Europe centrale à la CEE. Mais l'idée d'une « demande conjointe d'adhésion » est « maintenant problématique », a affirmé, samedi, M. Béla Kadar, le ministre hongrois des relations économiques internationales. Il estime qu'il faudra également redéfinir la coopération économique dite du «triangle de Visegrad» entre ces trois pays.

L'embarras de l'Allemagne

de notre correspondant

Autant les milieux politiques alle-mands, dans le cas de la Yougosiavic, étaient vite parveous à la conclusion qu'il n'y svait rien d'au-tre à faire que de reconnaître le droit des différentes Républiques à l'indépendance, autant l'affaire tehécoslovaque suscite l'embarras.

Scul l'éditorialiste Herbert Kremp, représentant des milieux néo-natio-nalistes, défend, lundi, dans le quoti-dien Die Welt, la décision des dirigeants tchèques et slovaques de divorcer en soulignant que leur union n'était plus d'époque. La plu-part des médias soulignent cepen-dant depuis une semaine les difficultés auxquelles la Slovaquie se

La différence faite par les Alletante par les Alle-mands entre les ex-Yougoslaves et les Tchécoslovaques s'explique sans doute en partie par la popularité en Allemagne du président Havel, qui avait été l'un des premiers à soute-les l'un des premiers d'un des premiers à soute-les l'un des premiers d'un des premiers des l'un des premiers d'un des p nir l'unification allemande. Mais les Allemands o'oublient pas non plus que le séparatisme slovaque evait été défendu pendant la guerre par les nazis, et Bonn n'a aucun intérêt, dans le cas d'une séparation, à avoir de manyaises relations syec les Tchèques, écocomiquement plus développés.

MEDECINE PHARMACIE

Stages de pré-rentrés Focadramost acient@ino amend Souties par matiere "à la carte"

ipesup

18, rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - (1) 43.25.63.30

Sur le plan politique, l'éclatement de la Tchécoslovaquie ne peut être pour Bonn qu'une source d'ennuis, notamment en raison des problèmes de minorités entre la Slovaquie et la Hongrie voisine, nvec laquelle l'Allemagne entretient de bonnes rela-tions. Sur le plan bilatéral, les associations de rapatriés allemaods des Sudètes, région au sud de la Bohème, feront sans doute pression pour demander la renégociation du oouveau traité de boo voisinage signé, l'année dernière, entre Bonn

Les revendications des rapatriés, qui veulent être indemnisés pour les biens perdus après la guerre lors-qu'ils furent expulsés des Sudètes, out considérablement empoisonné l'atmosphère ces derniers mois. Le traité o'à été ratifié par le Bundessag une le 20 mai despire L. Pariètes que le 20 mai dernier. La Bavière, dont le gouvernement chrétien-social parti frère des chrétiens-démocrates dn chancelier Kohl - a pris fait et cause pour les rappatriés, vient d'annoncer qu'elle refuserait de voter la ratification au Bundesrat.

HENRI DE BRESSON

D HONGRIE : revers électoral pour le gouvernement. - Le gouverement conservateur hongrois s subi, dimanche 21 joio, soo deuxième échec en l'espace d'uo mois lors d'une élection partielle, Le candidat socialiste, M. György Keleti, un personnage connu dans le pays, qui a démissionné de sou poste de porte-parole du ministère de la défense au mois de mars, a recueilli 68,5 % des voix contre 17.3 % pour le candidat du gouyernement. Mais cette victoire n'a été obtenue qu'au huitième tour de scrutin, les sept premiers o'ayant pas donné lieu à une participation suffisante. Le mois dernier, le ministre des relations économiques internationales n'est arrivé qu'en troisième position lors d'une électioo particlic dans le sud de la Hongrie. - (Reuter.)

En centre ville c'est 20% due not Aille!

400

1000

in print

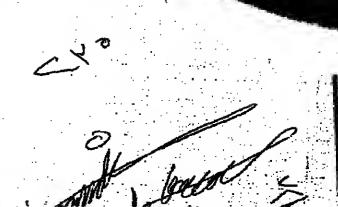
 $(M_{i})^{2} \mathcal{A}_{\mathcal{B}_{i},\mathcal{B}_{i},\mathcal{B}_{i},\mathcal{B}_{i},\mathcal{B}_{i}}$

-

وتبديد -----

Palling.

4 - --



Les autorités bosniaques proclament l'état de guerre

times de le guerre en Bosnie-Herzégovine ne cesee de s'elourdir eu rythme des violations des différents cessez-lefeu décrétés par les belligérants - le dernier en date devait entrer en vigueur le lundi 15 juin, - l'ONU e suspendu, dimanche 21 juin, ses opérations visant à la récuverture de l'aéroport de Sarajevo. Un bornbardement de la capitale bosniaque par les irréguliers serbes e fait eu moins trois morts et trente-cinq blessés lundi matin. BELGRADE

EUROPE

resident Havel deman

enue d'un référendu

A white the same of the same o

The set the set in set in the set

water and and a party of the contract of

the same of the sa

Per uses de les est este de deu pris

where the bearing the second of the second by

Alexandra de Sanche denomina de la compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa de la compansa de la compansa del compansa de la compansa del compansa de la compansa de la compansa del compansa de la compansa del compansa del compansa del compansa de la compansa de la comp

the bill contest a la presidence le 3 pais par le bill contest a la presidence le bill conte

1 sec erranist. 353 13 22 20 20 5 616 60 15 ff

in I had to despend the

 $_{0}\varphi :\omega =\omega ^{\prime }$

PECA ...

7.75

The Section 1997 Section 1997

Bright Contract Contract

Pergrand in the group of the con-

Best-on A to I want

the light end to the light of

auxe se disent « atta-

took of one guetable de la Exhelistation

The same we appropriately an ALE 17129

elements a seem in Telements making or the

fignig M. Frigita Artifeinagent in einemmit

where the supplementation is the state of th

at Francis, Business of Latertie manufil

mer are effected a few prints while

m & in 199 Wase " deep to are observed."

a magazinate at the annual time of the

& THE SHARE SERVICE OF CHILD STATE STATES

there is a finished with a property to the same

the manager to a sugration errie mitte

Soft for a first state of the soft state of the

jageng of the man

Salary Constitution

gast parent of the

Marie (1974) Standard

n dan affinishin newschieren der Dollersen 🕟 🦠

12.50

....

is a market

1 122

· dates

27.481-35

de notre correspondante

tection de l'ONU (FORPRONU) dans la capitaln bosniaque, le géné-ral canadien Lewis Mackenzie a annoncé que les opérations visant à la réouverture de l'aéroport de Sarajevo ne reprendraient que lorsque les parties en conflit auront respecté à pendant quarante-huit heures d'affilée un cessez-le-feu absolu.»:

En ettendent que cet « ultima-tum » du général MacKenzie soit entenda, l'agonie de Sarajevo se prolonge. Dans les quartiers encer-clés par l'artillerie serbe et coupés du monde, comme celui de Dobri-nija – l'ancien village olympique situé à la pérphérie de Sarajevo, – les habitants, privés depuis des semaines d'eau et d'électricité, brûlent parquets et meubles pour préparer leurs demières réserves de

Constatant la poursuite de « l'agression perpétrée par l'armée yougoslave, la Serble, le Monténéyougosiave, la Servic, le Baonene-gro et les extrémistes du Parti démocratique serbe» de M. Rado-van Karadzic, la présidence collé-giale de Bosne-Herzégovine à pro-elamé, samedi, l'état de guerre dans l'elisanone de la Republique. dans l'ensembre de la Republique qu'une paint de la Bosnie centrale.

Dans un communique softiciel, 4est ces zodes, seidn M. Boban, doteutorités bosniaques instificante d'organi autonome un sein de l'est indéset une adéense plus éficace » en
engageant a tous les potentiels.

humains et matériels de la République pour la libérer de la présence de
l'agresseur ».

Mobilisation

La guerre a, selon la présidence, coûté la vie à plus de 40.000 personnes et contraint près de 1 400 000 eutres à l'exode. De plus, « les agresseurs occupent 70 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine, retiennent quelque 60 000 per-sonnes dans des camps de concen-tration et poursuiveot la destruction d'objectifs, notamment civils et reli-gieux». Ce décret prévoit le passage de toutes les formations ermées présentes sur le territoire ermées présentes sur le territoire bosniaque sous un commandement unique qui sera chargé de coordon-ner «la résistance généralisée», en eccord avec la législation interna-tionale et l'article 51 de la Charte des Netions unies qui régissent le comportement d'un Etat en guerre.

 Clôture officielle do dossier du Haut-Adige après l'accord entre l'Antriche et l'Italie. - L'Autriche et l'Italie ont mis formellement fin, vendredi 19 juin, à l'ONU, au differend sur le Hant-Adige (Tyrol du Sud) qui les opposait depuis trentedeux ans. Les ambassadeurs italien et autrichien suprès de l'ONU ont remis des documents au secrétaire général de l'organisation, M. Bou-tros Boutros-Gheli, dans lesquels leurs gouvernements . respectifs considèrent comme définitivement clos le conflit. L'Autriche et l'Italie étaient parvennes à un accord, le 11 juin (le Monde du 13 juin), sur le statut d'autonomie et les droits de le minorité germanophone et ladine de cette région rattachée à l'Italie. - (AFP.)

Alors que le bilan des vic- Cette décision, votée à l'unanimité par la présidence collègiale, où sont représentées les différentes communantés de Bosnie-Herzégovine (en l'ebsence, toutefois, de l'un des deux représentants croates), coîncide avec un décret de mobilisation générale. Celle-ci concerne, d'une part, les réservistes âgés de dix-huit à cinquante-cinq ans et, d'autre part, e tous les citoyens aptes au travail », entre dix-huit et soixante-cinq ans pour les hommes et dix-huit et cinquante-cinq ans pour les femmes. Cette frange de la population devra rejoindre les unités de la défense civile. Le décret prévoit également la requisition civile et le travail obligatoire pour assurer le fonctionnement des entreprises, publiques comme privées.

La proclamation de l'étet de guerre intervient une semaine après la ennchision d'un accord de coopération militaire entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, remis en question vendredi par des inci-dents, à Novi Travnik (cent kilomètres eu nord de Sarajevo), entre les forces bosniaques, loyales au président Alije Izetbegovic, et les forces croates soumises aux eutorités autonomistes locales.

Cet accord visait à légaliser la présence de forces armées eroetes sur le territoire de Bosnie-Herzégovine, tout en les mettant sous l'eutorité d'un commandement unique bosniaque. A Novi Travnik, où se trouve la plus grosse usine d'arme-ment de l'ex-Yougoslavie, le Conseil de défense croate (HVO) de cette localité à majorité croate réclamnit la subordination des forces bosniaques au HVO.

De son côté, l'nn des leaders croates de Bosnie-Herzegovine. M. Mate Boban, a déclaré que le HVO (forme dans toutes les communes à majorité croate) contrôlait désormais l'Herzégovine occiden-tale et son chef-jeu Mostar ainsi qu'un de l'était de l'était centrale

FLORENCE HARTMANN | trie.

MOLDAVIE: le conflit de Transnistrie

Les combats ont fait des dizaines de morts à Bendery

Après deux jours de combats meurtriers, les forces de police moldaves et les russophones de Transnistrie, eppuyés per des chars russes, s'effrontaient toujours, dimanche 21 juin dans la soirée, pour le contrôle de la ville de Bendery. La Roumanie, qui craint d'être entrainée dans le conflit, e dénoncé « l'agression » contre les «frères mol-

> BUCAREST de notre correspondant

Chismnu, la capitale moldave, ineugurait deux manifestations, vendredi 19 juin an matin: une exposition « Terres en flammes », sur l'annexion par l'URSS en 1940 de la Moldavie roumanophone à lequelle fet ajouté un territoire à l'est du Dniestr peuplé de Slaves; et une conférence sur « Les relations interethniques », organisée pour montrer la volonté de la Moldavie, désormais indépendante, de ave, descrinas incependante, de a régler pacifiquement » le conflit qui l'oppose à ces russophones de Transnistrie. Mais, dans la soirée, ce conflit allait dangereusement déraper, menaçant de mener vers la première intervention militaire directed de la Paricio haut d'avec de la Paricio haut d'avec de la Paricio haut de la Pari directe de la Russie hors de ses frontières. Voire à une intervention de la Roumanie.

Selon la version moldave, deux policiers moldaves do commissariat de Bendery, ville russophone bien que située sur la rive ouest du Dniestr, ont été blessés après une a attaque massive» menée par la garde russophone. Celle-ci affirmait que les policiers moldaves avaient, auparavant, arrêté trois de leurs hommes. Quoi qu'il en soit, les autorités moldaves ont saisi ce qui ressemble fort à un prétexte pour, comme l'a déclaré le président moldave Mircea Snegur, « rétablir l'ordre constitutionnel » à Bendery, ville «strategique» qui abrite une importante garnison de la 14 armée passée sous juridiction russé et ou se trouve aussi un vital nœud ferroviaire. Autrement dit, pour reprendre le contrôle de cette ville théoriquement incluse dans les «frontières» de la «République » autoproclamée de Transnis-

Estimant avoir fait preuve de sa «bonne volonté» après l'adoption, le 16 juin, par le Parlement mul-dave, d'un plan de règlement du conflit, Chisinan n lancé ses forces dans la bataille. Retranchés dans plusieurs bâtiments, les russophones se sont retrouvés, des samedi, en grande difficulté, ame-nant l'assemblée des officiers de la 14 armée russe basée à Tiraspoi, la «capitale» de Transnistrie, à lao-cer un ultimatum aux Moldaves.

Dénonciations mutuelles

Quelques heures auparavant, des chars de cette armée théorique-ment neutre nvaient emprunté le pont menant de Tiraspol à Bendery pour voier au secours des assiégés. Trois d'entre eux, portant les couleurs russes, ont été détruits par les forces de Chisinau et montrés è la télévision.

Moscou prenait à son tour pré-

Suite de la première page

En faisant allusion aux événe-

Moscou, défenseur

14 armée » et ses agences de presse parlaient d'un « génocide » contre la population de Transnistrie : le vice-président russe, M. Alexandre Routskoï, et le gouvernement autorisaient l'armée à intervenir « pour se défendre ». Après une nuit d'accalmie, les combnts recommencaient de plus belle dimanehe au matin. Les chars russes brisaient le blocus moldave, mais sans contrôler totalement la ville, alors que des bombardements avaient repris tout le long du front sur le Dniestr. Un colonel de Tiraspol a parlé de 61 morts et 160 hlessés parmi les russophones, d'eutres, de « centaines » de morts. Dimenche soir, les deux camps dénoncaient « des concentrations de troupes et d'armes » adverses près de Ben-

Le président Mircea Snegur e envoyé, dimanche, un télégramme à M. Boris Elisine, qui, de retour à Moscou, venait d'entériner les

koī, lui, a aussi mis en cause les

eutorités géorgiennes. Les forces

texte d'« attaques contre la positions de son vice-président. M. Snegur en appelait au «bon sens » du président russe et au souvenir de la «résistance commune contre les pustchistes » d'août 1991. A Chisinau, des manifestants récla-

A Bucarest, M. Constantin Engineer secrétaire d'Etat aux affaires étransères evant de nartir dimacche à Chisinau pour une réunion n'argence de la commission quadrinartite de concilietion (Russie, Ukraine, Moldavie, Roumanie), c estime qu'une intervention militaire directe de la Roumanie « ne représenterait pas lo meilleure solution ». Dans un communiqué, ie ministère roumain des effaires étrangères e exprimé sa « profonde inquiétude », dénoncant « l'interves: tion ouverte de la 14 armée » et ses « graves conséquences pour toute ia

JEAN-BAPTISTE NAUDET

conflits, ont-ils ajouté, n'existent que lo où l'ormée russe est présente.» des minorités russophones

Cette aggravation des conflits dans l'ex-empire ne sera peut-être qu'une poussée de fièvre que des négociations - souhaitées officiellement par tous les responsables pourraient faire retomber. Il reste que le ton très dur de MM. Eltsine et Routskoï est révélateur d'une montée du nationalisme russe. Ces déclarations sont à double portée : d'abord à l'intention des dirigeants des anciennes Républiques, auxquels il est bon de montrer que iz Russie, même si elle n'est plus la puissance mondiale d'hier, reste capable d'imposer sa loi dans la

Opposition constructive

M. Eltsine a youln ensuite rassuser l'opinion:publique de son pays. totalement désarconnée par le cours erratique de l'évolution poiltique et économique de ces dernières années. En proie à d'inmenses difficultés matérielles, une grande majorité des Russes semhlent aussi très affectées par la perte de puissance de leur pays. Pour le moment, les manifestations des ultra-nationalistes, menées par les communistes « orthoduxes » et les fascistes de tout poil, ne groupent que quelques milliers de personnes au maximum. Mais qu'en sera-t-il demain, notamment si ces groupes trouvent un leader habile et charismatique?

La création, dimenche à Moscou, de l'Union civile, regroupant, dans une structure très souple. trois partis relativement importants sur l'échiquier pulitique, ne dois pes non plus satisfaire outre mesure Boris Eltsine. Cette coalition regroupe le Parti populaire de la Russie libre, dirigé précisément par M. Alexendre Routskoï: l'Union pour le rennuveau, inspiree par M. Arkadi Volski, tenant du complexe militaro-industriel, et le Parti démocratique de Russie, présidé par M. Nikolaï Travkine Elle se déclare, certes, decidée à développer une « opposition constructive » en président. Mais les discours des protagonistes n'ont guère été tendres pour la politique, éconnmique notamment, de Boris Eltsine, euquel ils reprochent essentiellement de vouluir aller trop vite dans la voie des réformes, « sans tenir compte de la réalité russe ».

Bref, si le netionalisme va vraisemblablement se manifester avec force dans les muis qui viennent, il reste à savoir s'il sera canalisé dans des structures démocratiques ou

JOSE-ALAIN FRALON

Une manifestation à Paris

« Justice pour Chypre »

donnés samedi 20 juin. Une pluie battante accueille, sur l'es-planade du Trocédaro, plusieurs centaines de Chypriotes grecs habitant l'Hexngone et rassemblén pour protester contre la lourd silence international qui s'est abattu sur laur pays. Ils eont venus récinmer, en plein Paris, « justice pour Chypre » .

Depuis l'été 1974, l'Invasion de l'armée turque e pratique-ment coupé l'île en deux. Trente- cinq mille soldats d'Ankara campent dann le nord du territoire ; deux cent mille personnes, plun du tiern de le population, ont été chassées de leur foyer. Réfugiées dans leur propre pays, installées dans le partie sud de l'île contrôlée par le gouvernement légăl. « Pour-quoi ce qui était valable pour le Koweit ne l'est-il pas pour Chypre?», demande Diomidès, un jeune Chypriote qui fait nes études dans le capitale.

A ses côtés, Démétrakis lève bien haut une pencarte sur lequelle est écrit en lettres rouges «Le mur ent tombé Berlin, il est toujours présent à Nicosie». Deux mondes séparés par les «casques bleus».

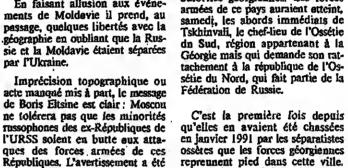
Accrochés au manche de leur perepluie, ces hommes et ces femmes, évadés d'un roman de Kazantzakis edouci par Seféris,

Même le ciel les avait eban- réclament le départ des troupes turques et le retour à la maison perdue. On se souvient aussi des disparus dont on n'e jamais plus entendu parler après l'invasion des chara de le Sublime Porte. Ils sont eu nombra de 1 619. « Qu'an nous dise ce qu'ils sont devenus. S'ils sont en vie, qu'on nous les rende. S'ils sont morts que l'on nous indique où ils reposent», lance

> On e volé les hammes, on dérobe les œuvres d'ert. Dans le bourrasque de ce début d'été, on évoque des églises chepelles reconvertien en dépôts de munitions, les icônes hrisées, et le pillage archéologique qui e lieu dans le nord de la visille terre achéenne. Comme si l'occupant voulnit effacer le passé : «l'île au larga» chantée par Homère. Chypre est devenua une mine pour les iconoclastes et les contrebandiers. Et l'inim règle ici sa queralle enceetrele evec in monde

> A dix-neuf heures, le rassemblement ne disperse. On range bannièran et pancartee. Avec toujours au cœur cetta lle qui n'ast plus l'Occident mais pas encore l'Orient.

JEAN PERRIN



ne tolérera pas que les minorités russophones des ex-Républiques de l'URSS soient en butte eux attaques des forces armées de ces Républiques. L'avertissement a été Quelles forces? Si, jusqu'à présent, le président du Conseil d'État géorprécis à l'attention du président moldave, que Boris Eltsine a oité. dizaines et des dizaines de morts toujours déclaré que senles des (...) nous ne pouvons-rester indiffé-rents. Et, à la fin, nous sommes obligés de réagir. Nous avons suffitroupes incontroles participaient nu combat, il n admis, samedi, que des forces « régulières » étalent samment de forces pour cela. Que aussi intervenues. Une distinction Snegur le sache », n déclaré le présans réelle importance sur le tersident russe. Bon sang ne peut rain puisque l' «armée» géor-



mentir: revenu chez lui, Boris Eltsine s'est done vite empressé de se dépouiller du smoking diplomati-que emprunté pour son séjour aux Etats-Unis et an Canada et de retrouver un ton de «patron».

L'invertissement doit être pris au sérieux. Et pour canse, pnisqu'il avait été précédé, samedi, d'nne décision du gonvernement russe antorisant la XIV ermée russe à utiliser « tous les moyens disponibles pour repousser les attaques contre les soldats et leurs familles ».

Si Boris Eltsine a cité directement le président moldeve, le viceprésident russe Alexandre Routsgienne est, en fait, constituée de milices dépendant de tel ou tel chef de guerre. Mais les Russes peuvent einsi s'en prendre directe-ment aux responsables de Tbilissi, toujours fragilisés par la persis-tance d'une opposition menée par l'ancien président Zviad Gamsa-

MM. Snegur et Chevardnadze n'ont pas attenda pour réagir aux propos du vice-président russe, qu'ils ont directement attaqué. a Routskoi soutient les forces néocommunistes qui veulent rétablir l'ancien empire communiste», ontils déclaré dans un communiqué conjoint publié dimanche. « Les

En willy, that pour is writting \pm though on that downitioner \pm indigues plus de temps perdu. En centre ville, 2% de trafic en plus aux heures de pointe, c'est 20% d'embouteillages supplémentaires. Pour que nos villes bougent, priorité aux transports en commun.

Action to the second second second

Mêlée transatlantique

Les projets de réorganisation de la sécurité en Europe se développent dans la concurrence plutôt que dans la complémentarité

problématique de la défense européenne n'est jusqu'ici guère présente dans le débat guère présente dans le débat sur le traité de Masstricht, hormis dans certains sec-teurs de l'opinion allemande, il est vrai que les passages qui ini sont consecrés font partie de ces chapitres encore très ouverts du traité qui demanderont à être révisés - c'est-à-dire précisés - dans quelques années, pour autant que les polémiques entre Etats membres aient été résolues et que leur volonté d'agir de concert soit d'ici-là avérée.

Les accords de Maastricht lèvent pourtant un tabou de taille puisqu'ils confèrent à l'Union européenne la vocation à élaborer «une politique étrangère et de sécurité commune » qui pourrait conduire « à terme » à qui pourrait conduire « à terme » à une défense commune, toutes choses que les signataires du traité de Rome, après l'échce de la Communauté européenne de défense en 1954, s'étaient interdites. Mais il ne s'agit encore que d'une perspective lointaine qui n'impose à ce stade aucun transfert de souveraineté. Surtout, cette arbition est desuite un au transfert. transfert de souverameté. Surtout, cette ambition est depuis un an tragiquement démentie par l'actualité yougoslave : les morts de Vukovar et de Sarajevo confèrent à tout discours sur la sécurité européenne un caractère spéculatif, coupé du réel, pour ne pas dire dérisoire. La Communauté se trouve dans le situation difficile où trouve dans la situation difficile où, étalant son impuissance, elle doit en même temps convaincre de son ambi-tion d'y remédier.

Elle n'est d'ailleurs pas seule en cause. Aucun des systèmes existants cause. Aucun des systèmes existants n'est en mesure de faire mieux dans le cas yougoslave: ni la CSCE (Cnnférence sur la sécurité et la coopération en Europe) rassemblant tous les Etats du continent européen avec les Etats-Unis et le Canada, seul forum du dialogue Est-Ouest pendant le mestre feride et en contracted main la guerre froide, et qui prétend main-tenant avoir pour tâche essentielle de prévenir les conflits et de désaurorcer les crises; ni l'OTAN qui cherche à s'adapter au nouveau contexte inter-national, qui reste perçue, à l'Est notamment, comme le seul dispositif militaire sérieux en Europe, mais qui ne pouvait que décliner les récents appels en faveur de son intervention au Haut-Karabakh ou en Bosnie-Herzégovine, parce qu'elle n'a tout sim-plement pas été faite pour cela; ni l'ONU, pourrait-on ajouter, et e'est avec amertume que certains enten-dront ces jours-ci M. Boutros Gbali leur présenter un rapport sur ce que devrait faire à l'avenir la «diplomatie préventive» des Nations unies, soit très exactement ce qu'il n'a pas fait en Yougoslavie.

Comment répondre aux risques d'un type nouveau affectant la sécu-nté en Europe? Comment adapter les dispositifs militaires existants (dont la tâche première reste la mission défensive contre une agression extérieure aujourd'hui aléatoire), au nouveau contexte international? Faut-il, pour cette mission défensive, créer un autre dispositif, européen en l'occur-

renee, ou seulement réformer l'OTAN? Comment répondre au «vide sécuritaire» dans lequel se retrouvent les pays d'Europe centrale et orientale, démunis face au voisin russe, après la disparition du pacte de Varsovie? Comment prévenir l'éclatement de conflits qu'un demi-siècle de communisme avait gelés dans l'est européen? Est-on prêt à y intervenir pour rétablir la paix ou pour l'y maintenir? Avec quels moyens militaires, avec quelle légitimité politique? Comment, enfin, articuler les différentes organisations politiques et militaires intéressées à la sécurité en Europe pour rendre l'ensemble efficace?

Une lutte de pouvoir

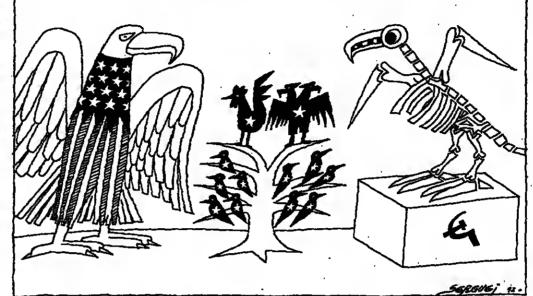
Telles sont en substance les ques-tions qui se posent aux pays occiden-taux et qui trouveraient sans doute plus facilement une réponse s'il ne s'agissait que d'efficacité, Mais il s'agit aussi, et peut-être surtout, de politique et de pouvoir, à savoir du rôle respectif qu'entendent jouer à l'avenir les Américains et les Euro-péens dans les affaires du continent.

Le contre-exemple yougoslave ne correspond certes qu'à l'un des types de crise possibles, il n'en est pas moins politiquement intéressant car, au moment où tout bouge, où toutes les organisations se réforment ou s'inventent en même temps, il met à l'épreuve des faits les intentinns affichées par les uns et les autres, derrière lesquelles il faudrait décrypter la part de l'influence et celle de l'engagement

Quand le mois dernier, après un long silence, les Américains tapèrent du poing sur la table à propos de la Yougoslavie, les Anglais opérèrent sur le champ un virage à 180 degrés, la France rechigna mais suivit comme tout le munde, et une résolutinn d'embargo contre la Serbie fut adoptée tambour battant au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce fut une remarquable démonstration d'influence. Ce ne fut que cela, et les États-Unis, dont pes un soldat ne se trouve parmi les «casques bleus» en Croatie, se sont gardès à ce jour de prendre le moindre engagement quant à un soutien militaire èventuel aux sanctions contre la Serbie.

De cette influence, les dirigeants français ne peuvent faire abstraction dans l'espèce de guérilla qu'ils mènent sur tous les fronts (à l'OTAN, à la CSCE, à l'Union de l'Europe occidencsce, a l'Union de l'Europe occidentale) contre ce qu'ils perçoivent — M. Joxe mis à part — comme une volonté d'hégémonie des Etats-Unis. Si la France parle trop fort, elle s'isole, y compris au sein de la Communauté européenne et c'est pourquoi elle veille aujourd'hui un peu mieux que par le passé à éviter les déclarations intempestives.

La démarche française repose sur un double postulat : d'une part, les Etats-Unis sont en phase de désenga-gement sur la scène internationale et les Européens doivent donc s'apprêter



à faire face eux-mêmes à des situa-tions dont Washington n'appréciera pas comme eux la gravité; d'autre part, la création d'un dispositif mili-taire autonome est, selon Paris, un élément essentiel de la souveraineté européenne à laquelle prétend le pro-jet d'Union polinque. L'Europe man-que certes actuellement de volunté politique autant que de moyens milique certes actuellement de volonte politique autant que de moyens mili-taires propres, mais l'organe créera en quelque sorte la fonction, estimo-t-en à Paris: le renforcement des institu-tions européennes et les premières réalisations militaires concrètes engendreront cette volonté.

Autre postulat français, et de taille : Autre postulat français, et de taille; on a malgré tout encore besoin des Américains en Europe pour dissuader tout réveil agressif à l'Est et peut-être – bien que cela re soit pas dit – pour éviter un tête-à-tête solitaire aves une Allemagne dont un ne saurait jurer pour l'éternité.

La réforme de l'OTAN

Tout cela, qui met le doigt sur de réelles faiblesses américaines, exaspère naturellement les Etats-Unis, qui voient à juste titre une certaine contradiction entre la crainte expomée de les voir s'en aller et la crainte de les voir rester trop présents, l'une et l'autre ne risquant en fait que de hâter leur départ an moment où le Congrès et l'opinion publique réclament avce achamement des écono-mies en matière de défense.

Les dirigeants américains, aux qui trouve son argument dans l'effon-drement de l'ancienne menace sovié-tique, sont tenns d'imaginer des fono-tions ocuvelles pour justifier le maintien de l'OTAN, instrument essentiel de leur présence en Europe.

Sur le clan militaire, cela a pris entre antres la forme de la création d'une «force de réaction rapide» qui sera quasi exclusivement constituée de contingents américains mais qui res-tera dépendante du commandement intégré, c'est-à-dire du dispositif par lequel les Américains assurent, en en temps de crise, leur pouvoir de décision dans l'Alliance, ponvoir qu'ils ne veulent pas remettre en cause. Le champ d'interventinn de cette force est cependant en principe limité, comme celui de l'OTAN tout entière au territoire des Efats mem-bres, si bien que l'on ne voit pas encore très bien à quoi elle pourrait

La proposition britannique de don-ner à cette force une double affecta-tion, OTAN et UEO (Union de l'Europe occidentale, dont le champ d'intervention n'est pas limité), per-metrait de sortir de cette contrainte.

Sur le plan politico-militaire, l'effort américain a consisté ces derniers mois à s'ouvrir à une concertation avec les pays de l'Est par la création du CCNA (Conseil de coopération nord-atlantique). Elle est utile, comme tout forum permettant aux milieux les plus conservateurs des pays anciennement communistes -ceux de l'armée - de reacontrer leurs répond pas aux besoins exprimés par les pays d'Europe centrale et orientale qui demandent à l'OTAN une «garantie», c'est-à-dire un engage-ment à intervenir s'ils sont agresses, ce que les alliés ne sont pas prêts à

Enfin les Américains ont obtenu ces derniers mois de leurs alliés que l'OTAN se voie confier des missions d'ordre bumanitaire (la cellule qui

avait été créée à cette fin à Bruxelles a cependant disparu après quelques semaines faute de savoir que faire) et des missions de « maintien de la paix » commanditées par la CSCE. On a vu, lors d'une récente réunion de l'Alliance à Colo con les fer Estate. de l'Alliance à Oslo, que les Etats-Unis ne s'engagement cependant pas formellement à affecter leurs hommes à ces missions, bien qu'il ne s'agisse pas d'interventions militaires coercitives mais seulement de missions garantissant le respect d'un cessez-le-

feu déjà conclu. La France se bat pied à pied contre chacune de ces initiatives qu'elle considère comme des tentatives de préempter sout initiative européenne autonome du même ordre. Cela se traduit, dans les communiqués de l'OTAN, par des phuses ambignés, interminablement négociées et dont on peut tirer des intermétations difféon peut tirer des interprétations diffé-

C'est le cas également des textes s'agisse du traité de Maastricht, ou des textes de l'UEO. Cette dernière, présentée dans le traité de Maastricht comme l'ingane devant élaborer la politique curopéenne de défense, entretient des liens à la fois avec les Douze et avec l'OTAN. Les formulations du traité de Maastricht donnent une prééminence à la relation avec l'Union européenne. Mais, à l'inté-rieur de l'UEO, les Britanniques mênent un combat favouche pour imposer l'autre relation dans les faits, comme à propos de la Force de réaction rapide, et faire de l'UEO le «pilier européen» de l'OTAN. La dernière réuninn des ministres de l'UEO, le 19 juin à Boan, n'a pas levé cette ambignité

L'annonce le mois dernier de la création d'un corps d'armée franco-el-

lemand, présenté comme une grande victoire de la stratégie pro-européenne victoire de la stratégie pro-européenne de la France, ne l'a pas levée non plus apparemment. Plusieurs semaines après, le texte de l'accord entre les deux pays n'a toujours pas été rendu public et tout n'est pas réglé. La divi-sion allemande destinée à ce corps est aussi affectée, comme l'ensemble de la Bundeswehr, à l'OTAN. Les Fran-cais ont admis l'idée d'une «double affectation» de cette division fles affectation» de cette division (les Allemands n'étant de toute façon pas disposés à faire plus), mais défendent l'idée qu'il doit y avoir une «prio-rité» de l'affectation au corpe d'armée commun, tandis qu'Américains et Britanniques soutie rité va à POTAN.

of His sets of the last of the

La paralysie

Tout progresse done pour l'instant dans le flou et cela se poursuivra encore vraisemblablement pendant un certain temps. Le tour que prendront finalement tous ces projets choix que feront les Allemands. Leurs dirigeants sont pour le moment partagés entre une politique résolument curopéenne et leur fidélité à des Etats-Unis qui ont très bien su accompa-gner l'épisode crucial de la réunification. Cet épisode passé, le retrait des troupes de l'Armée rouge stationnées en RDA s'effectuant en bon ordre, cette fidélité risque de devenir moins rigoureuse à terme. Mais il faudrait au gouvernement de Bonn, pour aller résolument de l'avant avec la France sur ces questions de défense et de sécurité, se dégager de la paralysie que hit impose la Constitution (qui interdit toute intervention extérieure hors OTAN) et vaincre un très fort courant d'opinion anjourd'hin prêt à técuser l'entreprise de Massiricht si elle comporte la possibilité pour des soldats allemands d'aller se battre à l'étranger, filt-ce dans une force curo-

La «guerre» va donc se poursuivre entre alliés, les États-Unis ayant pour eux d'être à la tête d'une structure existante à laquelle sont formées depuis des décennies la plupart des Alites militaires empréennes, bandis que la France n'a pour l'instant que des projets. Elle marque des points en revanche en sapant progressivement l'idée fundamentale sur laquelle repose cette structure : celle de l'intégration, et en imposant peu à peu l'idée de structures plus souples requérant dans chaque cas l'assentiment souverain de chaque Etat. Les projets parallèles ou concurrents vont done se développer, jusqu'à ce que chacun fasse les concessions nécessaires et envisage enfin sans arrière-pensée les modalités d'une vraie comémentarité euro-atlantique.

CLAIRE TRÉAN

La métamorphose de l'Union de l'Europe occidentale

La route est encore longue avant que l'UEO ne devienne le bras armé d'un continent uni

européenne se poursuit, il devrait faire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) l'organe chargé d'élaborer la politique de défense des Douze et, à terme, de mettre en œuvre une défense commune. Les ambiguités cependant demeurent, au sein d'une organisation où Français, d'une part, Britanniques et Nécrian-dais, d'autre part, défendent des dais, d'autre part, derendent des approches très différentes, l'une tota-lement européenne et l'autre très atlantiste. L'UEO, pour l'instant, conserve une double fonction : celle d'expression privilégiée d'une identité de défense européenne et celle de renfort du pilier européen de l'OTAN.

Les Neuf (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Allela bonne voie en marchant, la clarté

La mise en place, à Bruxelles, d'une cellule de planification militaire, composée d'une trentaine d'officiers des neul pays membres, dirigée par le général de l'armée de l'air italienne Caltabiano, qui sera flanqué d'un cataonano, qui sera hanque d'un adjoint français, tradoit bien la volonté européenne de développer les capacités opérationnelles. Cette cellule établira des pringrammes d'entraînement, tiendra un état des effectifs susceptibles d'être utilisés et effectifs susceptibles d'être utilisés et préparea les opérations. « Classeviz, c'est fini! Le politique ne confiera plus la survie de la notion aux militaires. Aujourd'hui, il faut mettre en place des institutions politico-militaires qui permettent de faire face à des crises multiformes», explique un officier supérieur babitué des réunions de l'UEO. Une évolution indissensable l'UEO. Une évolution indispensable dans un monde où la notion de menace clairement identifiable (affrontement bloc contre bloc) a été remplacée par celle, plus impalpable, de risque tous azimus.

Le conseil permanent, composé des ambassadeurs des Neuf, pourra se réunir à tout mnment avec les conseillers militaires afin de préparer sans retard les réunions ministérielles. La réunion régulière des chefs d'état-major des armées des Neuf et la mon-tée en puissance de la coopération

missions, ce qui ne va pas sans susciter l'ire britannique, « Les Britanni-ques retardent le train, mais ils ne ratent jumais le dernier wagon », fait remarquer un observateur.

Résurrection

Dans cet esprit, le corps franco-allemand est la première unité qui pourrait être mise au service de l'UEO, même s'il peut également être affecté à l'OTAN. Devant l'Assem-blée de l'UEO, M. Pierre Joze avait souligné intentionnellement, à propos de ce corps, qu'il s'agissait d'un «concept global» qui n'associait pas seniement la France et l'Allemagne, mais qui, spar nature », était ouvert aux autres membres de l'UEO, «Le corps européen n'a pas vocation à corps européen na pas vocation a constituer une «armée européenne», avait-il cependant précisé. [.] Il ne s'agit, en effet, que de l'une des unités pourant agir dans le cadre de l'UEO. Il n'est danc pas exclusif d'autres projets qui prévairaient la mise à disposition de l'UEO d'autres unités européennes, tièes ou non à l'OTAN. »

Dans un entretien au Jane's Defence Weekly, M. Joxe avait rap-celé que cette force « opérera sous l'autorité d'un commandement de l'OTAN en cas d'agression», en vertu sur les intérêts européens en matière

amorce de métamorphose directe-ment combinée avec l'évolution de l'identité politique des Douze définie à Maastricht. Ce n'est pas la première fois, car depuis sa création l'UEO en a connues plusieurs. Elle est, à l'ori-gine, un pur produit de la guerre froide. En 1948, le coup de Prague et le blooss de Berlin sonnaient la fin du rève d'une Europe pacifiée sur les décombres de l'Allemagne nazie. Un mois après le coup d'Etat qui avait emporté la Tchécoslovaquie, le traité de Bruxelles donnait naissance à l'Union de l'Europe occidentale, «amorce d'un système militaire européen» (1). L'UEO instaurait une clause d'assistance militaire obliga-toire en cas d'agression de l'un des Etats membres. Des divergences franco-britanniques - déjà!, - et sur-tout la montée en puissance de l'OTAN, créée en 1949 par le traité de Washington, devaient vider l'UEO de sa vocation militaire.

Elle va doucement somnoler jusqu'à ce que les années 80, viennent secouer l'ordre ancien. Des 1984, les Européens instaurent la réunion, deux fois par an. du conseil (ministres des affaires étrangères et de la défense). Le 26 octobre 1987, à Le Haye, les ministres adoptent une plate-forme

de la pratique l'emportant, espère-t-on à Paris, sur les ambiguités des théories d'emploi.

militaire devrait permettre à l'UEO
des accords qui restent à conclure d'augmenter ses capacités opération-avec FOTAN.

L'UEO est ainsi confrontée à une

de sécurité. Enfin, à Maastriebt (décembre 1991), les neuf pays mem-bres de l'UEO impulsent un nouvel

de mandant aux ministres de l'UEO

de mandant aux ministres de l'UEO élan à cette structure pour en faire une des parties intégrantes du processus d'union politique, mais sans dépasser vraiment les divergences de fond.

La guerre dans i'ex-Yougoslavie

Le conflit du Golfe avait déjà montré, au mois d'août 1990, qu'une coordination des forces navales curo-péennes chargées de faire respecter l'embargo était possible sous l'égide de l'UEO (six pays sur neuf y avaient participé sous commandement français). Mais il avait fallu forcer la main des Britanniques. Un an plus fand, à quelques mois de Maastricht, le conflit yougoslave mettait à nu la fragilité de l'UEO, incapable d'explorer jusqu'an bout l'idée d'une force d'interposition sous sa bannière. Le blocase était politique, compte tenu des récesses britanniques, allemandes et hollandaises, et non pes militaire : la mise en place d'une lorce d'interposition UEO ne présentait pas d'impos-sibilité majeure, même s'il elle était délicate (quatre options avaient été arrêtées après les réunions des chefs d'état-major).

n'ent pas de pouvoirs décisie

d'envisager des mesures militaires pour faire appliquer l'embargo contre la Serbie. e Il s'agit d'emisager une participation aérienne et navale», a souligné le rapporteur de la commis-sion de la défense, M. Jasp de Hoop Scheffer. Certains parlementaires ont également évoqué la possibilité d'assurer un contrôle complet de l'espace aérien yougoslave ainsi que la création de zones de protection pour les populations, comme cela a été fait dans le Kurdistan trakien. Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, président en exer-cice do conseil de l'UEO, avait nment admis la possibilité d'une intervention armée, « des à présent », dans l'ex-Yougoslavie. Mais c'était pour sjouter presque immédiatement qu'il fallait «éviler à tous prix une intervention allemandes, compte tenu du poids de l'Histoire. Les Neuf ont finalement exclu cette hypothèse lors de leur réunion de Bonn... Le route

unie, est encore longue. PIERRE SERVENT

(1) Politique strangère de la France. Diplomatie et outil militaire (1871-1991), dr. Jean Doise et Maurice Valsee, Le Seuil

de l'UEO, bras armé d'une Europe

personne transp que nos villes :

 $H^{\bullet} \cong \mathbb{Z} \times \mathbb{Q}(\varphi) = \mathbb{Z} \times \mathbb{Z} \times_{\mathcal{H}}$

100

magne, France, Italie, Espagne, Portu-gal) ont, en tout cas, soiennellement affirmé lors de leur dernière réunion ministérielle, le 19 juin à Bonn, leur volonté de prendre en compte la défense du continent européen, sans s'empêcher d'agir au loin. Ils souhaitent voir « la mise en œuvre efficace des mesures de prévention des conflits et de gestion des crises». La France ne cache pas son désir de voir la dyna-mique ainsi lancée réduire, à court ou moven terme, les novaux durs des niennes» de ses partenaires. L'UEO va donc devoir trouver

TO THE PLANT OF THE PARTY OF TH

Havel deman

un référenda

a ust me dimanche 21 parte.

te et aloxadae le pal

acst le sed mone

1 Estits parts, ectanolis

eare in fait que ch fet

apresertants de des par

Den pour une Source So la Sauche démonsée -62 a annonce cultificate resistance, le 3 juille con

r chances d'éte de mais

The state of the s - - : atte or Cartana 4 --- ELEK (2) 25 (2) (2) and the second

ae 🚌

----...

· Part Carti Transfer and Section

CHETE

« attes

ಕೀಕ ರಿಚಿಟರಮ್

: Turbustani

A CEE CEE

and the series

e vietro

The market

etien dese

.... 4 3002 5 T. thing become ---

೯-೧೯ ಯ ಪ್ರಕ

gitter in agir of t

A. . marty by interior

and the special of the

Ministrated white: & locales

the big latter them beganne

Service when the proper

----1 278 A A A A

Des organisations imbriquées

Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN)

Le traité de Washington signé le 4 avril 1949 a créé l'Alliance atlantique entre dix pays d'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, une alliance prévoyant un système de défense collective face à la menace de l'Union soviétique. Les premiers signataires étaient la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-

Washington mais quitte l'organisa-tion militaire intégrée de l'Alliance. Les QG intégrés quittent Roquen-court et Fontamebleau, la structure civile de l'OTAN quitte Paris. Des forces françaises restent en Alle-magne, mais en vertu d'un accord bilatéral avec Bonn. La France concint avec l'OTAN des accords définissant les modalités de partici-pation de ses forces à la défense commune en cas de conflit. Elle cesse d'être représentée dans les organes politico-militaires de l'Al-liance (comité militaire, comité des

tion des conflits et de gestion des crises. Ce sera, avec la poursuite du désarmement conventinnnel en Europe, l'un des thèmes du prochain sommet d'Helsinki, début juillet.

Le Conseil de coopération nord-atlantique (COCONA OU CCNA)

C'est aussi nne des mesures d'adaptation de l'OTAN au nouveau contexte international : l'institution-nalisatinn du dialogue avec les

corps d'armée franco-allemand de trente-cinq mille hommes, qui devrait être opérationnel en 1995 et qui a été présenté comme ouvert à d'autres pays européens. La division allemande qu'il comprendra reste assignée à l'OTAN, mais doit, du point de vue français, être affectée prioritairement > au corps franco-

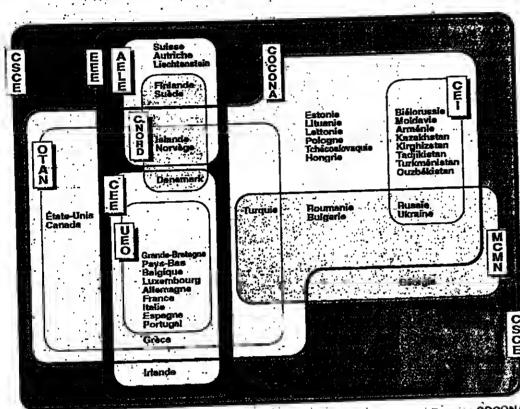
Des accords devraient être négociés avec l'OTAN sur les modalités

nel » en cas de crise. L'Union européenne

Une déclaration associée au traité de Maastricht (7 février 1992) définit les liens de l'UEO avec l'Union européenne d'une part, l'Alliance atlantique d'autre part. Elle indique développement de l'Union euro-péenne » et « renforcera sa contribu-

liance atlantique » (ce dernier membre de phrase avait été fortement souhaité par les Britanniques). A terme, si le processus d'intégration européenne poursuit son cours, PUEO a vocation à devenir le bras armé d'une Europe politique. Pnur l'instant, toute une série de mesures nnt été prises par les Neuf pour dynamiser les structures de l'UEO afin d'en faire un nrgane politico-

La théorie des ensembles appliquée à l'Europe



Signification des sigles: CSCE: Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; COCONA: Conseil de ccopération nord-atlantique; OTAN: Organisation du traité de l'Atlantique-Nord; EEE: Commu-Espace. économique européenne; AELE.; Association européenne de libre-échange; CEE: Commu-nauté économique européenne; UEO: Union de l'Europée occidentale; C. NORD.: Conseil nordique; CEE: Communeuté des Etats indépendants; MCMN: Marché commun de la mes; Noire

o se tone o chalentine . Think Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Ils init été rejoints en février 1952, par la Grèce et la Turquie; en 1955 par la République fédérale d'Alle-magne, en 1982 par l'Espagne. L'Al-liance compte actuellement seize

L'article 5 du traité de Washing-ton, le plus important, prévnit que les pays signataires se portent motuellement assistance en cas d'agression contre l'an d'entre eux. L'article 6 définit le champ d'appli-estion de cette disposition comma le cation de cette disposition comme le territoire des États membres.

L'OTAN est l'organisation, civile et militaire, de l'Alliance. La plus haute instance est le Conseil de haute instance est le Conseil de l'Atlantique nord : chaque gouvernement y est représente, à Bruxelles, par un représentant permanent ayant rang d'ambassadeur; il se réunit au moins deux fois par an au niveau des ministres des affaires étrangères. Diverses instances ont été créées pour assister le Conseil, en particulier le Coruité des plans de défense et le Groupe des plans nucléaires qui se réunissent régulièrement au niveau des ambassadeurs et deux fois par an au niveau des et deux fois par an au niveau de les conseils et deux fois par an au niveau des rement au niveau des ambassadeurs et deux fois par an au nivean des ministres de la défense, ainsi que le Comité militaire, qui rassemble les chefs d'état-major des pays membres. Le secrétaire général de POTAN (actuellement M. Manfred Wörner, ancien minitre allemand de la défense) est le principal porteparole de l'Alliance et préside à la concertation entre Etats membres au sein des instances préciées.

La structure militaire intégrée repose sur les grands commandements (Europe, Atlantique, Manche) dont le principal est le commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), qui a son quartier général (SHAPE) près de Mons, en Belgique, et dont le chef d'étatmajor est traditionnellement un Américain.

Le statut de la France : en 1966, de Gaulle décide que la France reste partie prenante au Traité de

Varsovie, l'OTAN a engage une réformé de sa doctrine et de sa structure militaire. Ses dirigeants nat entériné en novembre 1991 un projet de réorganisation des «forces détensives principales», jusqu'ici massivement affectées à la défense de l'avant en centre-Enrope, et un projet de créatino d'ici 1995 d'une force de réaction d'ici 1995 d'une force de réaction trapide (FRR), très mobile et rapidement projetable sur le théâtre européen (co principe pas en dehors du territoire des Etats membres). Cette farce, composée essentiellement de contingents européens, sera placée sous le commanpéens, sera placée sous le comman-dement d'un Britannique; elle est cependant directement affectée au SACEUR.

La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)

Elle rassemble tous les Etats du continent européen ainsi que les Etats-Unis et le Canada, soit désormais 52 pays (les mêmes que le CCNA, plus les pays neutres européens). Elle a été, à partir du premier sommet d'Heisinki co 1974, le peens). Eute à etc, à partit un premier sommet d'Helsinki co 1974, le
seut furum de concertation EstOuest, Jusqu'à la fin de la guerre
froide, la troisième « corbeille »,
celle des droits de l'homme, à été la
plus controversée. Celle de la sécurité est devenue prééminente après
l'arrivée de Mikhail Gorbatchev an
pouvoir en URSS, et c'est dans le
cadre de la CSCE qu'à été conclu,
entre pays membres de l'OTAN et
anciens membres du pacte de Varsovie, l'accord sur la réduction des
forces conventionnelles en Europe
signé à Paris en nnvembre 1990.
Elle ne dispose pas de moyens opérationnels, mais essaie de se doter
de mécanismes efficaces de préven-

plans de défense, conseil des ministres de la défense.

La force de réaction rapide : en réponse à la disparition du pacte de Varsovie, l'OTAN a engagé une réforme de sa doctrine et de sa structure militaire. Ses dirigeants ent entériné en novembre 1991 un projet de réorganisation des «forces défensives principales», jusqu'ici défensives principales», jusqu'ici défensives principales», jusqu'ici défense de la défense et des ministres de la défense et des ministres de la défense et des ministres des affaires étrangères.

L'Union de l'Europe occidentale (UEO)

L'UEO a été créée par le traité de Bruxelles de 1948, conclu pour cinquante ans, chaque partie contractante pouvant en 1998 décider de rester ou de se retirer. Les objectifs fixés par les pays membres étaient, à l'arigine, de ennstituer une base solide pour la reconstruction de l'économic enropéenne; garantir une aide mutuelle aux Etals membres en cas d'agression; promouvoir l'unité et enenurager l'intégratinn européenne. Mais, en fait, la dimension militaire de l'UEO s'est rapidement étiolée au profit de l'OTAN. L'ogane principal de décisinn, et constitué des ministres de la étrangères et des ministres de la étrangères et des ministres de la défense. Les décisions y sont prises à l'une minité. Le secrétariai général à l'unanimité. Le secrétariat général qui était basé à Londres va être transféré à l'automne à Bruxelles.

L'Euro-corps

Aujourd'hui, neuf des douze pays de la CEE font partie de l'UEO (seuls le Danemark, la Grèce et l'Ir-lande n'en sont pas membres). Les dernières déclarations de l'OTAN mentionnent désormais l'UEO comme lieu où s'exprime « l'identité européenne de défense». Le traité de Maastricht en fant l'organe où doit s'élaborer une politique de sécurité et de défense commune devant « déboucher à terme sur une défense

En mai 1992, MM. Kohl et Mit



André Frossard

de l'Académie française

Excusez-mo1 d'être Français

Fayard

120 p.

FAYARD

En vivle, tout pour le stationnement \pm toujours plus de voitures \pm toujours moins d'espace. En centre ville, une voiture occupe en moyenne 80m² par heure et par personne transportée. I bus : 3 m², I vélo : 15m², I piéton : 2 m². Pour que nos villes s'oxygènent, priorité aux transports en commun.

ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Helmut Sonnenfeldt

« Il faudrait traiter le problème de la défense européenne en termes pragmatiques, et non théologiques », nous déclare l'ancien conseiller au département d'État américain

Nous avons demandé à M. Helmut Sonnenfeldt, ancien membre du Conseil national de sécurité pendent la présidence Nixon, ancien conseiller au département d'Etat et actuellement attaché à Brookings Institution, d'expliquer la position américeine face eux efforts de l'Europe pour définir sa propre politique de défense.

WASHINGTON

de notre correspondant . . .

« Pourquoi tent d'hostilité à l'euro-corps alors que les Etats-Unis sont les premiers à se dire partisans d'une défense euro-péenne?

- D'abord, il y a l'incertitude sur ce que sera cette force, quantitative-ment et qualitativement. Ensuite, il y a eu la manière dont le projet a été présenté. Même si des officiels sont venus de Paris et de Bonn pour donner des explications, en toile de fond, côté français, on a mis l'accent sur l'angle politique, en développant l'idée qu'il était grand temps de mettre un terme à la domination améri-caine sur la sécurité curopéenne. Toujours de Paris, on soulignait qu'il s'agissait d'une nécessité d'autant plus urgente qu'on présentait comme inévitable le retrait des forces améri-

TRIBUNE

caines d'Europe. Or la réaction du gouvernement américain s'explique aussi par des raisons intérieures : la crainte que cette initiative de défense crante que cette mitative de défense européenne – qui comprend moins une volonté d'indépendance qu'une volonté de séparation du système de défense existant – ne fera qu'encou-rager les pressions déjà très fortes qui s'exercent ici (su Congrès) pour un complet retrait des forces améri-caines d'élivorse. caines d'Europe.

Ce sont plus des critiques de forme que de fond.

- Toute cette affaire tourne autour d'une question : comment cette force s'insérera-t-elle dans le contexte de l'OTAN, puisque aussi bien les troupes allemandes qui en feront partie sont des troupes déjà allouées au commandement de l'OTAN, ce qui n'est évidemment pas le cas des troupes françaises? Ni cette question troupes françaises? Ni cette question ni ces réserves ne mc paraissent contredire la volonté traditionnelle des Etais-Unis de voir se renforcer le pilier européen de l'OTAN. D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, on a toujours été d'accord pour un renforcement du rôle des Européens dans l'OTAN – mais pas pour la création d'un instrumcot de défense totalement séparé.

- C'est ce qui vous fait le plus

unc extravagance écocomique que persoane ne peut se permettre. Créer un instrument de délease totalement distinct de ce qui existe déjà, qui aurait ses propres moyens de rensei gnements, sa propre logistique; oui, cela serait une extravagance au-dessus des moyens de tout le monde.

L'OTAN a un avenir

 - Qu'auriez-vous suggéré pour tenir compte de la volonté de l'Europe de voir son identité reconnue en matière de défense? reconnue en matière de défense?

Pour éviter ces problèmes, il aurait failm continuer à discuter d'un renforcement de l'Unioo européennc occidentale (UEO, la seule des organisations européennes habilitée à traiter des questions de défense). Personnellement — et là je diffère sans deute un seul de la certifica des une seule de la certifica des unes deute une de la certifica des unes deute une de la certifica des unes deute une de la certifica des unes de la certifica des unes de la certifica doute un peu de la position des res-ponsables américains -, je ne verrais aucun iocoovéoieot ni eucunc menace pour la sécurité américaine à ce que l'OTAN se transforme, dans quelques années, en une alliance entre les Etats-Uois et une entité européenne compétente en matière de défense, et ne soit plus une alliance entre les Etats-Unis et diffé-rents pays pris iodividuellement. Mais ce o'est pas une perspective à

- Créer un tel instrument, dans les circonstances actuelles, ms paraîtrait que vous n'êtes pas en train de - La menace a changé. Est-ce

faire un tabou de la préservation à tout prix d'une OTAN créée du temps de la guerre froide? Est-ce que la guerre du Golfe n'a pas montré, justement, que les Occidentaux, face à un type particu-lier de menace, avaient su trouver une autre forme de coalition

- La vérité, c'est que les forces américaines qui sont allées dans le Golfe étaient, pour une large part, des forces allouées à l'OTAN en Europe. La vérité, c'est qu'une énorme partie de l'infrastructure utilisée pour cette opération était celle développée dans le cadre de l'OTAN. Alors même si l'OTAN n'était pas juridiquement impliquée, elle l'était dans les faits. Parce que pour le moment, et pour encore un bon bout de temps, nous n'aurons rien d'autre qui soit do niveau de l'OTAN cu termes d'infrastructure et de logistique quand il s'agira d'activités mili-taires intéressant les Etats-Unis et les Européens sur le théâtre de l'Europe ct vraisemblablement eussi eu Proche-Orient

- Vous voulez vous situer sur un terrain plus pratique que poli-

~ Je crois que le conflit sur l'euro-corps est dans une très grande mesure une affaire de théologie. La

rité effectif, économiquement viable, adapte à l'après-guerre froide, aux types de situations auxquelles nous eurons à faire face dans les dix à

vingt prochaines années. » Or, on fait de la théologie, on passe son temps à se soupçonner d'arrière-pensées diverses. Les Français ont tort de rabâcher que les Etats-Unis o'aspirent qu'à une seule chose, continuer à contrôler le dispochose, continuer à contrôler le dispo-sitif de défense de l'Europe. Histori-quement, c'est faux : en fait, la stra-tégic qo'evait adoptée l'OTAN, la défense de l'avant, u'était pas la stra-tégie préférée de l'état-major améri-caio; les Etats-Unis sont déjà habi-inés, au sein même de l'OTAN, à faire des compromis, à travailler en

» Et les Américains ont sans doute tort d'evoir le sentiment que les Français ne pensent qu'à trouver les moyens de bouter les Etats-Unis hors d'Europe. Seulement, il y a malheureusement des actions et des déclarations françaises qui laissent entendre que tel est le cas, même si un retrait américain ne serait pas du tout de l'intérêt de la France.

Donc, il faudrait pouvoir traiter de ces problèmes en termes pragma-tiques, et non théologiques. Parmi les institutions créées dans l'eprès-guerre, l'OTAN, l'OCDE et la CEE ont fait la preuve de leur remarqua-ble adaptabilité. Reflet de sociétés politiques pluralistes, elles sont elles-mêmes des institutions pluralistes. Aussi, suggerer qu'il y e un evenir pour l'OTAN, l'instrument principal au travers duquel les Américains ont fait partie de l'équation de sécurité européenne, suggérer cela ne me paraît pas devoir être présenté comme un effort désespéré des Américains pour assurer leur domination. J'espère que pour les Français, la participation américaine à un système de défense de l'Europe n'est pas synonyme de domination améri-

LIVRES ET REVUES

Spécial Maastricht

La Documentation française consacre un numéro spéciel de Regards sur l'ectualité au traité de Maastricht, avec trois contributions qui éclairent le processus d'intégration euro-péenne. Françoise de La Serre replace la texte dans la conti-nuité de la construction européenne, Jean Raux exemine tout ce qui va changer dans la traité de Rome et Christian de Boissieu enalyse l'Union éco-nomique et monétaire en mettant en relief les questions restées en suspens.

* ...

- -

7

李峰 经利益的

r

« Regards sur l'actualité », « spécial Meastricht », m 180, La Documen-tation française, 64 p., 27 F.

L'Europe déraisonnable

Présenté per Philippe de Saint-Robert, un recueil de textes hostiles à Maestricht, evec des auteurs aussi divers que Jean-Pierre Chevènement, l'embassadeur Gilbert Pérol, Philippe de Villiers, le professeur Frençois Goguel ou le comédien Serge Vincent. De la monnaie à la diplomatie en passant par la création audio-visuelle, tout ce qui menace la souveraineté française.

«L'Europe déraisonnable»: de l'Acte unique à Messtricht, Editions F.-X. de Gulbert/Vamonde, 286 p., 140 F.

L'Allemagne : une nouvelle hégémonie ?

Le point d'interrogetion e'impose. Aprèe avoir passé en revue tous les domaines de le pulecence, les euteurs concluent que « l'Allemagne n'est certainement plus le nain politique de jadis », mais qu'il eet « permis de douter » qu'elle devienne pour autant ele géant craint par certains ». «L'Allemagne, une nouvelle hégé-monie?» de Françoise Nicolas et Hans Stark, collection s Rumaès», Editions IFRI-Dunod, 160 p., 86 F.

ADMINISTRATION :

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tel. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Propos recueillis par ALAIN FRACHON

Ambiguïtés franco-allemandes

par Günther Nonnenmacher

ANS les relations franco-allemendes, les eymbolee jouent un el grand rôle qu'on e parfois l'impression qu'ils compensent un manque de subetance. La brigade franco-allemande stetionnée à Böblingen et Doneueschingen avait une signification symbolique: Jesn-Pierre Chevènement, alors ministre de le défense, l'avait qualifiée avec quelque condescendence d'« école de langues». En Allemagne, elle était concue comme une expérience. Le test e produit un réeultet : l'intégration multinationale de forces ermées au niveau de la brigade ne fonctionne pas, pour des raisone pratiques. Il était donc logique de tenter de nouveeu l'expérience, ins la mesure où on y tenait, au niveau d'un corps d'armée.

Des troupes de l'empleur d'un corps d'ermée représentent plus qu'un teet. Une unité militaire de l'ordre de 35 000 à 40 000 hommee n'est plue un symbole, mais un élément réel de la politique de sécurité. C'est pourquoi il est normel que le corps d'ermée franco-allemend, concu per Perie et Bonn comme le noyau d'une défense européenne et donc gratifié du titre « d'eurocorps», provoque une discussion de fond. Quel est la sens et le but de cette unité, quelle eet se mission militaire, quelle place doit-alle avoir dens le dispositif de sécurité européen qui est depuis quarante ens déterminé par l'OTAN?

Un début de réciprocité

La République fédérale a'est prononcée depuis des années pour une coopération plus poussée entre les Européens dans les ques-tions da défense ; la corps d'arlogique de cet engagement. Pour le gouvernement de Bonn, les bases juridiques souhaitées par la France pour le stationnement des troupes françaises en Allemagne sont d'autre part réglées par la création de cette unité. En même temps, il y a un début de «réciprocité»: dans l'état-major de ce corpe, qui doit être installé dans les environs de Strasbourg, participeront des soldats allemands qui seront ainsi le premier contingent wehr à être stationné durablement en France. De l'autre côté, le France participe ainsi, pour ls première fois depuis 1966, à uns unité militaire de taille significative intégrés dans un système multinational. A Bonn, on y volt uns chance de rapprocher les

troupes françaisaa de l'OTAN. C'est là que commencent les ambiguités. Du côté allemand, elles concernent l'interprétation de la Loi fondamentale à laquelle la gouvernement fédéral s'est atta-ché et qui n'autorise l'engagement de troupes alternandes que dans le cadre de l'OTAN, dens ce qu'on appelle l' « aire de l'OTAN ». Les

soldats de la Bundeswehr, y compris ceux du corpe franco-ellemand, ne peuvent être engagée cout of areas - ni dens les Répubilques de l'ex-Yougoelevie ni dans d'autres foyers de crises de l'Europe orientale, pour citer les exemples les plus immédiats. Selon l'opinion politiquement dominante, même une mission de soldats allemends sous la houlette dee « caeques bleue » n'est pae possible. Le SPD est cependant prêt à modifier la Loi fondamentale pour permettre de telles ections L'exigence de la démocratie chrétienne d'autoriser des opérations ellent eu-delà dee missions dee «casquee bleue» est juequ'à préposition social-démocrate. Il paraît peu vraisembleble qu'aprèe les élections de 1994 il y elt au Bun-destag une majorité des deux tiers nécessaire à une telle réforme de la Constitution, Quand I sera opérationnel en 1995, le corps francoallemend seca sens doute en partie constitué de soldats de la Bundeswehr dont les possibilités d'engagement eeront einguliärement

Des embiguités, il y en e aussi du côté français. Elles concernent les repports entre l'eurocorpe et l'OTAN. Les assurances du gouvernement frencels, salon leees la France ne veut pas affaibilr l'OTAN et se prononce pour un maintien d'une présence de troupes américaines en Europe. contrastent avec la politique de la France vis-à-via de l'Allience. Calle-ci e pour but de n'accorder à l'OTAN aucun rôle nouvesu, eucune tâchs nouvelle, meia eu contraire de la limiter à la fonction qu'elle avait au temps de la guerre froids : être le contrapolda nucléaire et stratégique de l'Union soviétique. Etant donné la disparition de l'Union soviétique, la dis solution du pacte de Varsovie et la altuation totalement transformée de la sécurité en Europe, cela ne veut rien dire d'autre que de déli-vrer un certificat de décès à terme pour l'OTAN.

L'snalyse du président Mitter-rand, pour qui les Etats-Unis, à cause de leurs faiblesses intérieures, réduiront de toute façon leur engegement dans l'OTAN et pour l'Europa, ast sana doute juste. Il y e cependant une diffé-rance entre accélérer ce processus comma eure prophétie qui se réa-liserait elle-même » - sinsi qu'on semble le faire à Paria - et le ralentir en essayant de le maîtriser, evec l'objectif de maintenir en Europe un engagement substantiel des Etats-Unis – comme le veut l'intérêt ellemand. Qu'une présence américaine reste nécessaire ressort du simple fait que, actuellement et pour l'avenir prévisible, les Européens ns disposent pas des possibilités logistiques trenseignement, communications, trans-port) qui existent dans l'OTAN.

Celul qui affirmerait qu'il est possible d'y pellier per des efforts de l'Europe au cours des prochaines années doit dire comment et par qui cee efforts seraient finencés, sinon il ee ment à lui-même.

Le corps franco-allemend est eu centre du débet perce que - à côté du pôle politique représenté per l'UEO, il pourrait devenir le catalyseur d'une défense européenne. Parce qu'aussi il est compris - contrairement eux interpré-tations officielles du gouvernament fédéral - comme une tentative française de détacher queique peu l'Allemegne d'une OTAN dirigée par les États-Unis, pas seulement outre-Atlantique st en Grande-Brepéene, mais eussi par des forces politiquee importantee de la RFA. Ainsi réapparaît une vieille discuseion, qui a commencé dans les années 60 et se maintient depuis à l'état latent, entre les «atlantistes» et les «gaulfistes», et qui ne respecte pas les frontières politiques établies, mais les traverse en par-

Ne pas choisir

entre Washington et Paris Le menière dont ce conflit e surgi jadis est eignificative de le politique extérieure et de la politi-que de sécurité allemande jusqu'à intenent : Bonn restalt (lé à Washington dane l'OTAN et cherchait, dens sa reletion evec le France, à raccommoder le porcelaine cessée, par un travail minutieux. La politique allemande, fondée sur le concensue et le compromis, e depuis constam-ment cherché à éviter un choix entre Parie et Weshington. Il ne peut être dans l'intérêt français de replecer Bonn eujourd'hui devant

Après la fin de la guerre froide

il y s en Europe de nouvelles marges de manœuvre qui rendent possibles, volre nécessaires, des périences. Pour l'Allemagne divieée, la politique de sécurité et donc l'Alliance atlantique était une on ne pouvait pas jouer. Aujourd'hui, la distance entre les mots sécurité et politique e'est agrandle - dans cet espace II est possible d'essayer ce qui était jusqu'à pré-cent impossible. Mais les liens svec l'Amérique restent vitaux pour le République fédérale, mêma devenue plus grande : ce n'est pas un secret que Washington est le seul partenaire et silié de l'Allemagne à evoir soutenu sens rve la réunification. La République fédérale reste un Etat sans armes nucléaires; dans le cadre du traité sur la stabilité classique en Europe, elle a eccepté une réduc-tion de la Bundeswehr jusqu'à un effectif maximal 370 000 hommes. Cette autolimi-tation rend d'autent plus indispen-sable l'intégration militaire multina-

tionale et l'aillence evec les

Etats-Unis. Tout eueei important eet pour l'Allemegne, le plue grande nation exportatrice d'Europe, le eoutien des Etats-Unis au

Enfin, les réectione d'eutres Etats européens montrent eussi que la coopération militaire entre la France et l'Allemagne réveille quelques sensibilités. Le rejet britanni-que est compréhensible ; le rang et le rôle de la Grande-Bretagne reposent sur les relations spéciales evec les Étate-Unie. La réserve d'Etats plue petits - le meilleur exemple en est les Pays-Bas - est liée à la crainte d'un condominium franco-allemand sur l'Europe occidentale. Que même l'Italie, en d'eutres temp e à le pointe du combat pour l'Intégration européenne, ne veuille pas rejoindre eurocorpe, n'e pes seulement a faire evec le « pression » eméricalne; cele met en valeur un fait fondamental de le politique européenne : le plupart des Etats de l'Europe occidentale - sans parier de ceux de l'Est - veulent gerder une présence eméricaine sur le Vieux Continent, afin que les différences de puissance et d'influence entre les États européens solent contrebalancées par le pulesance venant de l'eutre côté de l'Atlantique. C'est une position qui, après les expériences de ce siècle, est

compréhensible. On e l'impression que le gouvernement français pense que les rap-ports entre l'OTAN et la Communauté européenne sont déterminés par une sorte de jeu à somme nulle : ce que l'un gagne, l'autre la perd, et vice et versa. C'est sans doute une erreur fondsmentale. Pour mettre fin à leurs conflits séculeires, las Européene de l'Ouest ont eu besoin de la protection militaire dee Etats-Unis. Les hommee politiques des Etats postcommuniates volent égalament dens la présence eméricaine un élément de sécurité pour l'Europe tout entière. L'avertissement de Copenhague montre de plue que l'évolution dans le Communauté européenne est moins prévisible

qu'on ne l'e pensé à Maastricht. On doit trouver un équilibre raisonnable entre les Etats-Unis et l'Europe. L'OTAN, la Communauté européenne, l'UEO et le corps repports profitables. Quelle tache recevra ensuite telle ou telle organisation dépendra non des combats de cogs diplomatiques, mais de la volonté et de la capacité d'sgir efficacement. Pour le moment, quand un piller de la coopération Internationale en Europe tremble, les eutres sont ménacés d'écroulement. N'en profiterelent que ceux qui pensent qu'au-delà de l'Etat-nation, il n'y e que des égarementa politiques.

➤ Günther Nonnanmacher est chef du service étranger du quo-tidien allemend Frenkfurter Aligemeine Zeitung.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 16 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopleur : (1) 40-85-25-99

Edité par la SARL le Monde Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principaux associés de la société: Société civile Association Hubert-Beuve-Méry » Société zaonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant Imprimerie da e Monde » riolo 12 c. M. Gamboura 194852 IVRY Codex amission paritaire des journ et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

3 mois

6 mois _

Le Monde TÉLÉMATIQUE

15-17, rue du Colonel-Pierro-Avid

75902 PARIS CEDEX 15 Tel.: (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F

Teléfix : 46-62-98-73, - Société filiale de la SARL le Monde et de Médies et Résice Estates Si

ou 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS , place Histori-Beuro-Méry, 94852 IVEY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-48-32-90 SUISSE-RELGIQUE AUTRES PAYS LUXEMB-PAYS-BAS Voic Returnio-CER TARIF FRANCE 460 F 572 F 790 F 1 560 F 1 629 F 2 006 F

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce balletia accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

-	Durée choisie : 3 mois 🗆	6 mois □	201 MON 04
	Nom:	Prénom :	
- 6		Code mental	
١	Localité :	Code postal:	
1	Veuillez avoir l'obligeance d'écrire lous les nom	s propres en capitales	d'imprimerie.

La majorité de 1993 devra être « profondément européenne »

déclare M. Léotard à «L'heure de vérité»

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui était l'invité de l'émission «L'heure de vérité», dimanche 21 juin, sur Antenne 2, a jugé «injuste et politi-quement ficheuse» l'attitude hostile du RPR à l'égard de l'UDF après le vote de la révision constitutionnelle vote de la revision constitutionnelle par l'Assemblée nationale, « Injuste, a-t-il précisé, parce que nous avons été les vrais vainqueurs de cette confrontation entre le gouvernement et le Parlement; et je crois que e'est dangereux parce que nous avons bien évidemment vocation à gouverner ensemble. On ne gouverne pas graemble en c'injuriant » Interconf ensemble en s'injuriant. » Interroge sur la «non-participation» du RPR au vote sur la révision constitutionau vote sur la révision constitution-nelle et, éventuellement, sur la rati-fication, M. Léotard e déclaré : « Js ne comprends pas. La politique de la « chaise vide », ca peut se faire quand il s'agit de défendre un Etat (...). Je ne comprends pas qu'on l'applique lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts d'un parti. »

Parinchi, avec tre

qui éclairent le consider de la Sore

in see clans la coné

construction sup-

monétare en me the stringf ics question

F,Ensobe

déraizonnable

Programme par Prolippe d

Soon Pard

ar quel 20 je

and the second section and Beatan and an on the same

Transpire to the contract of t

The root of Vacation Man

L'Allemagne;

una nouvelle

négémonie?

magana di Periodi di Peranggan Basaran di Peranggan

met in the Medical

्राप्त १५३ व्हा तहा एउटा कर्या स्थिति होते. जन्मी । अस्ति स्थापना स्थापना स्थापना

. ಆರ್ಚಿಸಿ ಕಿ. ಕಿ.ಮೀ ಚಿತ್ರಗಳು

AUMINISTRATION

40 65 25-E

76-43 261 3115

1:45 555

MARCE HUSERT SERVE ZE

Charles with purity

יון אונצבניין פ ביו יבי

17.1) L. S. 3... SSI (fren Serenauer Cherenauer

> A THE PROPERTY OF ... 3 4 5 3 5 - 406 W

un recuei de

..... suspens

A marrie and actualities, a spice of married for the control of th

S. 14. 1 25. 1. 1.

3-5 ·

ý • .

化二基 化氯化二甲

All the second of the second o

WEARING

Le Monde

(e) post of

THE WALLS

W. 26 **** £

A. ...

CONCUMENTAL BOOK

Le president d'honneur du PR a souhaité qu'il y ait « deux mouve-ments parallèles : un mouvement d'adhésion à Maastricht, un mouvement qui consiste à trouver une nou-velle majorité pour le pays ». It e ajouté : « La nouvelle majorité qui sortira des urnes en 1993 n'a de chances de succès que si elle est profondément européenne ». Il a

indiqué qu'il ne pourrait sontenir à l'élection présidentielle un candidat qui se serait prononcé pour le «non» an référe endum : « Je ne rois pas comment les Français pour-raient ratifier une telle démarche, a-t-il dit. Cette direction, il faut bien l'appeler par son nom, cela veut dire « la France seule ». (...) Je suis convaincu qu'un homme qui aurait cet objectifià échouerait. En tout cas je ferais campagne contre lui. »

A propos de M. Philippe Séguin, il e déclaré: « J'ai entendu le discours de M. Séguin. Remarquable! Tout est faux, mais remarquable!»; et à propos de M. Philippe de Villiers: « L'intégrisme politique est toujours plus dangereux que l'intégrisme politique est toujours plus dangereux que l'intégrisme prime grisme religieux. (...) Dans les églises, ce ne sont pas ceux [qui eguses, ce ne sont pas ceux (qui sont) au premier rang qui sont les plus vertueux. Regardez derrière, au fund, dans l'obscurité, ce sont son-vent csux-là l«s plus rets. (...) »

M. Léosard e proposé qu'aux pro-chaines élections législatives chaque candidat investi par l'une des deux formations de l'opposition choisisse un suppléant qui appartienns à l'en-tre. Ce serait, selon lui, « le meilleur moyen de démontrer, au-delà de toutes les querelles, que nous avons une vocation commune à gérer le

M. Delors plaide pour la recomposition M. Chevènement la refuse

M. Delors a déciaré, dimanche 21 juin, au cours de l'émission «7 sur 75», sur TF 1, que M. François Mitternand avait « bien fait pour l'Histoire, pour l'avenir», de mettre fin à la bataille juridique avec l'opposition sur les pérogatives du Sénat, et de considérer qu'« il était plus important d'avoir une large majorité » pour la révision constitutionnelle préalable à l'atification du traité. Il ne croit pas, pour autant, « à une amorce de recomposition à l'accusion du débat que majorité, sur ce sujet, se constitues.

M. Delors estime néanmoins que adars les grands domaines de la politique économique et sociale, un accord est possible entre les socialistes et d'autres forces». «Il faut, dans l'outérêt de la France, une majorité d'idées et un accord, pour cinq ans, pour gouverner ensemble», a-t-il déclaré. «On peut, sans trahir, être d'accord avec ceux qui ne sont pas de voire parti sur un sujet, a-t-il affirmé. On peut, sans trahir, se mettre d'accord pour gouverner ensemble sur sept ans ou sur cinq ans.» Le président de la Commission de Bruxelles a précisé qu'il envisage Bruxelles a précisé qu'il envisage plutôt un tel accord pour les élections législatives parce qu'il est e partisan d'un rééquilibrage des pouvoirs entre le président de la République et le Parle-

Décidé à « participer pleinement au débat d'idées avec deux soucis en tête.

renouvellement du socialisme démocra-tique», M. Delors a précisé: « Ce tra-vail, je veux le faire pour les « qua-dras» du PS. Je veux « rouler» pour eux. Si, avec les quadras, on arrive à établir, pour les quinze années qui viennent, la doctrine du socialisme dimensitieme materies auxil pour not démocratique, partogée aussi par nos camarades sociaux-démocrates des autres pays européens, en bien, n'aura pas perdu notre temps!»

M. Lang: une démocratie «enfin adulte»

Pour M. Jack Lang, ministre d'Est, ministre de l'éducation natio-nale et de la culture, qui participait au «Forum» de Radio-Moute-Carlo an «Forum» de Radio-Monte-Carlo et de l'Express, le débat sur la révision constitutionnelle est « le signe d'une bonne santé, d'une démocratie enfin adulte ». « Nous nous sommes élevés dans la qualité du débat », a-t-il ajonté, considérant comme un « signe de civilisation» que des hommes politiques d'origines différentes fassent « cause commune » pour l'avenir. M. Lang s'est réjoui du fait que M. Jacques Chirac se soit « adressé à lui-même un bon conseil : se taire pendant quelques semaines». Il a affirmé que l'union de l'opposition est « un château de cartes», qui s'écroule à la moindre occasion. M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, a expriné et du commerce extérieur, a exprimé le même evis an «Forum» de Radio-I, en affirmant que «l'opposi-tion est disqualifiée pour conduire le

sée, samedi, à M. Jean-Pierre Cot président du groupe socialiste du Par-lement européen, M. Jean-Pierre Chevênement, député (PS) du Territoire de-Belfort, regrette, au contraire, l'attitude du gouvernement dans le débat constitutionnel. « Pour faire passer Maastricht, tout paraît bon aujour-d'hui, y compris la restauration des prérogatives du Sénat de la III-République, écrit-il. Jusqu'où ne faudra-t-il pas descendre?» L'ancien ministre de la défense ajoute : «L'Europe est devenue, pour le président de la Républi-que, le grand dessein de substitution à l'entreprise qui, jadis, nous avait réu-nis: rendre le pouvoir au peuple. (...) La logique du traité de Maastricht n'est pas celle des socialistes. Elle est

pays». Dans une lettre ouverte adres

celle du pouvoir pour le pouvoir.» La veille, 19 juin, M. Chevenement s'était abstenu de participer à une réunion organisée à Belfort, ville dont il est le maire, par deux parlemen-taires socialistes, MM. Michel Drey-fus-Schmidt, sénateux, et Raymond Forni, député, l'un fabiusien, l'autre jospiniste. Au cours de cette réunion, rapporte notre correspondant François Zimmer, M. Cot avait critiqué la position de l'ancien ministre, en déclarant : « Avoir voié en faveur de l'Acte unique, qui installais l'Europe du capital, et refuser de ratifier Maastricht, qui impose celle de la paix, est pour moi un mystère.»

«Le combat sera difficile»

estime M. Bianco au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité du «Grand Jury RTL-le Munde », dimanche 21 juiu, M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, des transports et du logement, a déclaré que « le oni au référendum ne va pas aller de soi». « Le combat sera difficile », a-t-il ajouté, face au «formidable parti de la peur, des «y'a qu'à», des immobilismes, des angoisses et il ne faut pas que ce parti soù le premier en France».

Soulignant que le traité de Maas-tricht u'est « ni un traité libéral ni un traité socialiste», M. Bianco a jugé « normal que des socialistes, des libéraux et des démocrates-chrétiens se retrouvent au couds à coude». « Depuis le début, e'est ainsi que s'est construité l'Eurone et il est heus'est construite l'Europe et il est heu-reux que cela continue», a observé le ministre de l'équipement, qui ne croit pas à « une opératiun de recomposition», «Si un jour, il doi! y avoir recomposition, a-t-il observé, elle devra se faire au grand jour, sur la base d'idées, d'un programme, ce qui est très difficile à imaginer en dehors d'une grande échèunce, telle que l'élection présidentielle.»

Comme nn lui suggérait que le président de la République pourrait chnisir son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet pour annouer la date du référendum, M. Bianco a estimé que ce serait, en effet, « une très bonne occasion ».

Une mise en garde de l'UDF à M. Chirac

Limdi, M. Millon était le premier à souhaiter que chacun puisse « retrouver ses esprits », mais chacun sait bien que la confiance pas plus que la sérénité ne se décrètent. Cette situation n'est pas saus rappeter la période de 1976-1981 lorsque M. Chirac faisait des misères à M. Chirac faisait des misères à MM. Giscard d'Estaing et Barre. Aujourd'hai, c'est l'UDF qui semble tirer evantage des événements. Depais le début, sous l'impulsion de MM. Giscard d'Estaing et Léotard, rivalisant à distance de zèle sur le terrain européen, son attinude n été d'une parfaite cohéreace. Elle est corres toute à le surprise d'avoir êtit. encore toute à la surprise d'avoir fait recaler la semaine dernière M. Mit-terrand. A l'exception de M. Philippe de Villiers et de quelques uns de ses amis, moins nombreux qu'on ne pouvait le penser, on peut s'attendre à voir la très grande majorité de ses parlementaires émettre un vote posi-tif su Congrès.

Quand il avait pris en main les destinées de cette confédération en juin 1988, M. Giscard d'Estaing svait expliqué qu'il souhaitait en faire « le mouvement de l'équité et de la raison». « Qui ne s'aperçoit, ajoutait-il, que sans nous la gauche serait bien plus à droite? » Force est de reconnaître qu'appès quelques erre-

M. Chirac devait décider fundi de laisser à set parlementaires la liberté de vote sur la révision de la Consti-tution. Dès lors, on peut s'attendre à ce que le couple Pasqua-Séguin, par-tisan du «non», fasse de nouveaux ravages. Le fait que M. Balladur ait indiqué que, pour sa part, il ne pren-drait pas part au vote n'est pas des plus encourageants pour les partisans

A Versailles, l'opposition risque de resembler à une cour des Miracles. Qu'adviendra-t-il après? Quelle campagne pour le référendum? Comment préparer les élections législatives qui suivrout? Persouus agiourd'hui u'a de véritable réponse. « Qu'ils se débrouillent», répondait samedi M. Barre. Il va falloir effectivement que l'opposition se débrouille pour éviter l'abîme. Mais tous ne peuvent pas afficher le détachement pour eviter l'aume. Mais dus ne peuvent pas afficher le détachement de M. Barre, qui continue, lui, de parier sur la décomposition finale de la droite.

Prendre son mal en patience

Dans l'immédiat, les responsables de l'UDF ne vont probablement pas reliècher la pression sur M. Chirac et ses amis. M. Léotard, dimanche à «L'heure de vérité», comme M. Millon le lendemain sur Europe I, ont été très claus: pas question de faire la campagne d'un candidat à la prochaine élection présidentielle qui n'aurait pas eu, vis-à-vis de la cause enropéenne, «un engagement clair et reconnaître qu'après quelques errements l'ancien président de la République est, de ce point de vue, en passe de tenir sa promesse. Soudainement, cette UDF semble avoir la révélation de ses capacités.

The reconnaître qu'après quelques errette tét très clairs: pas question de faire la campagne d'un candidat à la prochaine élection présidentielle qui n'aurait pas eu, vis-à-vis de la cause européenne, eun engagement clair et précis à L'avertissement est net. Si, précis à L'avertissement est net soulle faire la campagne d'un candidat à la prochain sur le campagne d'un candidat à la prochain et le campagne et le campagne d'un candidat à la prochain et le campagne d'un candid Face à elle, un RPR en suspendant la campagne référendaire, sion. Pour éviter l'irréparable, MM. Chirac et Juppé ne défendent

• HEC-ESCP 2s année entrée directe • E.N.M.-C.F.P.A. • DROIT-SCIENCES ECO D.E.U.G. et 3° année

pas le «oni». FUDF pourrait se considérer comme déliée de tout engagement d'union evec le RPR. Jusqu'où cette menace sera-t-elle mise à exécution?

Personne pour l'heure ne croit envisageable une grande recomposi-tion du paysage politique avant la seule échéance qui vaille pour une telle enfreprise, celle de l'élection pré-sidentielle. Il est patent qu'à son tour M. Léotard l'espère, quand il envi-sage déjà de lancer des ponts vers les rives de l'écologie et de la société civile. Mais M. Léotard sait bien aussi que s'il vent demain s'installer à Maugnon, il ne peut brûler défénitivement tous les vaisseaux du RPR. En réalité, RPR et UDF ne sont plus d'accord que sur un point : gagner les élections législatives.

Sur quel projet, pour quoi faire, bien malin qui saurait aujourd'hui le dire. Eutre RPR et UDF, ce ne fut certes jamais le mariage d'amour. On pouvait parler de mariage de raison. On semble se diriger maintenant vers une union libre de raison. Le Front

o M. Millon attend «un congagement enropéen chair» de tout candidat à la présidence de la République. — M.: Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, e estimé lundi 22 juin; sur Europe 1, qu'on ne pourrait éviter demain que l'Europe soit l'un des éléments du clivage dans le paysage politique français». Il a précisé : «Peut devenir président de la République demain la personne qui a un engagement européen clair, net et précis. On n'est pas obligé d'approuver Maastricht tel qu'il est, mais on ne peut pas être aujourd'un à la tête d'un grand pays comme la France sans avoir un engagement européen clair».

D Le château de Versailles fermé an public mardi 23 jain. - En rai-son de la reunion du Congrès du Parlement français, le château et le petit parc de Versailles seront fermés au public, mardi 23 juin, a annoncé inndi 22 juin, la direction du musée et du domaine national de Versailles et de Trianon dans un communiqué qui précise qu'en revanche, le Grand et le Petit Trianon et le grand parc, qui comprend uotamment le grand Canal et le hameau de la Reine, resteront

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT SCIENCES Le Monde et MÉDECINE national existe toujours. Les parlerebeller contre les états-majors, il va bien falloir recondre un tant soit peu le tissu de l'union, jouer la montre et prendre son mal en patience.

On peut penser qu'assez rapidement les groupes UDF et UDC de l'Assemblée nationale admettrout la nécessité de se réunic. Mais on peut aussi imaginer que plus personne ne s'aventure à préconiser la constituposition. Contrairement à ce que pensait encore M. Giscard d'Estaing en début d'année, l'Europe constitue une véritable ligue de clivage. Si l'opposition était conséquente, elle admettrait que se distinguent aujour-d'hui très nettement dans ses rangs un parti libéral européen et moder-niste, d'une part, un parti conseva-teur et national, de l'autre, comme on le voit an sein de la droite allemande entre CDU et CSU.

Le débat qu'avaient soulevé les rénovateurs du printemps 1989 méri-terait d'être relancé. Mais on peut déjà penser que M. Pasqua a, iui, cette idée en tête pour sevoriser l'émergence d'un courant à la fuis anti-curopécen et anti-cohabitationniste. Besucoup en tout cas le redou-tent. Dans un tel contexte, la multiplication de primaires pour les élections législatives, comme cela s'était fait en 1978, paraît être une hypothèse sérieuse. Chacun secrètement l'espère. Qui l'avouera le premier?

DANIEL CARTON

Selon la SOFRES

Le «oni» en forte progression

Une enquête de la SOFRES effectuée par téléphone auprès de 800 personnes, les 19 et 20 juin, et reudue publique sur TF 1, dimanche 21 juin, en cours de l'émission e7 sur 7», dont l'invité feit M. Delors, fait emparatire que tait M. Delors, fait spparatire que 51 % des Français sont disposés à voter en faveur de la ratification des accords de Maastricht. 18 % des personnes interrogées sont d'un avis contraire. En svril et en mai, seion deux autres sondages de la SOFRES, le «oni» avait recueilli respectivement 35 % et 34 %, et le «non» 14 % et 15 %. Cette forte progression est à mettre en parallèle evec la baisse des « iudiffé-

La croisade tranquille de M. Philippe Séguin

traité de Maastricht. Il n'est un secret pour personne, non plus, que l'ei engagé une campagne pour le « non» au référendum». A peine installé demère le pupi-tre, M. Philippe Séguin e abettu son jeu. L'ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi n'était pas là pour tergiverser. Pour s'abstenir d'avoir une opi-Pour s'abstenir d'avoir une opi-nion. Ou pour ne pae prendre part au grand débat qui egite les milieux politiques event, peut-être, de pessionner les foules. Le député KPR des Vosges est contre, et il le dit. Il le martèle avec d'autant plus de conviction que ceux qui dans con parti que caux qui, dans eon parti, eont puur, se sont mis eux ebonnés absents.

Fsrouchemsnt uppusé à «l'ex-traité», comme il se plaît à dre, M. Séguin e engegé une croisade tranquille pour «expli-quer, anelyser et préciser les enjeux» d'un texte qui, malgré tout, concerne l'Europe et la France. Le maire d'Epinal fait dans le didactique et le pédago-gique. Samedi 20 juin à Melun (Seine-et-Marne), il e'est livré à cet exercice ardu. Le spectacle était fascinant. Face à lui, cinq cente perso*nn*ee devant des assisttes vides ont bu, pendant près d'une heure et demi, ses peroles, sans piper mot. « Votez « oui », votez « non », mais, je vous en conjure, votez en toute connaissance de cause», avait prévenu M. Séguin. Car pour lui, Meastricht n'est pes un petit pas mais bien plutôt «une très grande affaire » .

Devant un auditoire attentif où l'on signalait, avec émerveil-lement mais discrétion, le présence d'un meire communiste noyé dans un eréopage d'élus de l'uppusitiun de druite, M. Séguin e retracé l'histuire récente du « Vieux continent », de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) eu Marché unique an passant par l'Euratom, la CED (Communauté européenne de défense) et la Traité de Rome.

Pour l'anti-Maastricht d'Epinal

« Il n'est un secret pour per-sonne que je suis hostile à l'ex-européenne « n'est pas la suite obligée et automatique de ce qui s'est pessé jusqu'à pré-sent». « C'est un tournant », attirma M. 3 que les pro-Maastricht commen-cent à le reconnaître. A peine. Et sous la pression.

Pour autant, l'ancien ministre. du guuvernement Chirae s'affirme européen de convictinn. Mais il dit non à la « construcriun supra-nationale, d'essence technocratique à vocation fédérale». Ah, les technocrates, cet encien élève de l'ENA les ebhorre l « Maastricht prend de nouveaux pouvoirs aux peuples et aux gouvernements pour les donner aux technocrates », dit-il. Et qui dit technocratie dit recul de le démucratie, elsme M. Séguin qui refuse les accusa tions de « passéisme, nostalgie ou rejet de la modernité ». Selon lui, c'est Meestricht qui est « cuneerveteur » car ses cauteurs restent à une concep-tiun de l'Europe qui date de Yalta, ils ignorent les bouleversements à l'Est .

A l'origine de son combat, le maire d'Epinal s'était fixé troie objectifs : «imposer le débat, faire prendre en considération see arguments et tentar de gagners. Il est sûr d'avoir déjà stteint les deux premiers et le troisième ne lui eemble «pas eussi irréaliste». «Nous svons, nous, les partisens du « non », du pain sur la planche », tout le travail nous revient mais nous sommes décidé à assumer nos responsabilité», a-t-il lancé, en guise de conclusiun, enregar-dant MM. Jean-Claude Mignon, jeune député (RPR) de Seine et-Merne, Philippe Françuis et Etlenne Dailly, respectivement seneteur (RPR) st seneteur (LiDF-radical) du même département. Après le eignature è la chaîne de ses livres et l'offrande de quelques pin's dont il est friand, il ne restsit plus à M. Séguin, le solitaire, que la rapide épreuve des questions.

OLIVIER BIFFAUD

Pour que nos villes vivent,

150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels du transport ont créé le Comité de promotion des transports publics. a number extposed to Tossa to Tombor Police of Indiana of exposed Proced CGA, Cogner GSC Ambhos, House Sabor C Decore Respective France, as to instruction of the control o

M. Bérégovoy célèbre l'Union européenne à Coblence

L'Europe unie est aussi le fruit des jumelages entre villes. La céré-monie arganisée, samedi 20 juin par le maire chrétien-démocrate de Cablence, à l'occasion de l'anniversaire de sa ville, en a été un nouvel exemple. Cette cité de la rive alle-mande du Rhin, connue pour avoir hébergé une partie des émigrés français lurs de la Révalutian, avait invité les maires de toutes les communes avec lesqueiles elle est jumelée. Maastricht et Nevers sont

L'occasian était trop belle paur le maire de la cité nivernaise, qui est aussi le chef du gouvernement français, de célébrer l'Union européenne. Il n'y a pas manqué. Au cours de son discours, M. Pierre Bérégovoy a affirmé qu'il ne crai-gnait pas plus «l'Europe alle-mande» que les Allemands ne devaient « redauter l'Europe napo-léonienne ». Il a ajouté : « L'Europe n'est pas la fin des identités nationales, mais la canditian de leur rajeunissement à travers un ensem-ble solidaire. (...) Ce n'est pas la fin des natians, mais la conditian de leur renaissance au sens où on entendait ce mat il y a déjà quel-ques siècles lorsque, de Londres à Francfort en passant par Paris, un vaste mouvement traversait le conti-nent pour réunir les hommes ant-més d'un dessein humaniste.»

I M. Charasse est hostile nax «directives stupides de la bureau-cratie». - M. Michel Charasse, ministre du budget, a déclaré, samedi 20 avril, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), que «si les citoyens ne se mobilisent pas pour Maastricht, cela veut dire que. demain, ils occepteront qu'on des directives sur les ofseaux et les fromages», et que «si l'on veut èvi-ter toutes ces directives stupides qui émanent de la bureaucratie, il faut adopter le traité de Maastricht».

DI ML Krivine vent créer « un front commun de gauche» contre Maas-tricht». - M. Alain Krivine, porteparole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a souhaité, samedi 20 juin, à La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), à l'occasian d'un rassemblement « contre l'Europe de Maastricht, pour l'Europe des travailleurs et des peuples », la création d'un « comité national» contre la ratification du traité sur l'Union européenne, a fande sur des valeurs internation nales et tournant le dos à des replis frileux et nationalistes ». MM. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, Didier Motchane, membre du camité directeur du PS, Julien Dray (PS), animateur de la Gauche socialiste, participaient à ce rassemblement. Range, l'hebdomadaire du mouvement trotskiste, avait appelé, le 11 juin, à la constitutian d'un « front commun de gauche », nuvert à « laus les courants de gauche et écologistes qui rejettent Maastricht mois entendent se démarquer sans ambiguités des replis chauvins et nationalistes ».

 M. Michel Barat rééin à la tête de la Grande Loge de France, - La Grande Loge de France a tenu son convent annuel, du 18 an 21 juin. A l'issue de celui-ci, M. Michel Barat, quarante-quatre ans, a été réétu pour la traisième aunée grand maître de la deuxième abé-dience maçonnique française. La Grande Loge de France revendique 20 000 membres répartis en près de cinq cents loges.

LE DÉGRIFFÉ : L'ART ET LA MANIÈRE D'AVOIR DU BEAU MOINS CHER

Un tissu Kilim en 2,80 m de large à 60 F le m/i : prix dégrité Artirec. Une moquette bouclée berbère. une moquette bouciée berbère, taine et synthétique, à 49,50 F le mètre carré : prix dégriffé Artirec. Un parquet chêne massit 10 mm à 79,50 F le m2 : prix dégriffé Artirec. Artirec, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements sols et murs à prix dégriffés (rachat lots d'usine).

Artirec, 5 dépôts en régian parisienne, Paris-12-, 4, bd de la Bastille - Tél.: 43-40-72-72.

> Le Monde **SCIENCES** ET MÉDECINE

Devant la Convention libérale européenne et sociale

M. Barre souhaite le rétablissement d'« un climat de dignité nationale »

pathisants réunis, samedi 20 juln, au CNIT à La Défense, M. Raymond Barre a souhaite le retour à una France marale, citoyenne et ambitieuse. Définissant son projet d'alternance, l'ancian premier miniatre a notamment préconisé l'organisation d'un référendum an vua d'appliquer da nouvelles règles

Patiemment, M. Raymand Barre continue de soigner les semences de l'espoir dans son petit potager entretenu dans les ombres confondues de Matignan et de l'Elysée. Mille de ses amis, œuvrant depuis l'élection présidentielle de 1988 an sein de la Canventian libérale européenne et sociale (CLES), se sont retrouvés, samedi 20 juin, pour une de ces journées de ressont retrouves, sameon 20 Julia, pour une de ces journées de ressaurcement politique et maral qu'ils affectiannent. Des bammes et des femmes venus de la France entière (1) – entraînés par Mes Gilberte Beaux qui, sans délaisser les intérêts de M. Bernard Tapie, n'a terretie deuté de l'estient bernier à jamais douté de l'action barriste à la corbeille politique – qui ont pu faire ample provisian de bons préceptes et de sages recommandatians pour les difficiles temps qui

Le goût de la citoyenneté

Présenté comme un «laboratoire d'idées » au service « de l'action et de lo réflexian », la CLES est aussi pour M. Barre l'occasion de démantrer que la politique peut être débattue sans sombrer «dans cette médiocrité» qui, à l'entendre, cette médiocrité» qui, à l'entendre, constitue « la caractéristique la plus répandue dans le débat politique actuel, ci en échappant à l'obsession des étiquettes politiques». Bref, on aura compris que l'assistance n'aura pas été surprise de retrouver un Raymond Barre, fidèle à luimêtne, accroché à son tibre arbitre, condamant toujours avec le même. condamnant toujours avec le même emportement aussi bien le régime des partis que l'appétit des médias, et ne se reconnaissant toujonrs qu'un seul tort, celui d'avoir ralson avant tout le monde.

Au cours de cette réunian voulue « atypique », nourrie de débats avec la salle et d'interventions de quamanifestement en bonne forme.

La nouvaau président du

conseil régional da la Réunion,

M. Camille Sudra, fondateur da

Radio et Télé Fraa-DOM, a été

recu par M. François Mitterrand,

mercredi 17 juin, à l'Elysée, an compagnie de M. Pierre Lagour-gue (div. d.), son prédécesseur,

et de M. Paul Vergès, secrétaire

général du Parti communista

reunionnais, son principal allié.

«Le président de la République

ast disposé à agir pour lutter contre las injustices, a-t-il

notamment déclaré au terma de

cette audiance, J'ai confiance

en lui. On va s'acheminer vers

une égalité effective réelle, une

reconnaissance des droits des

Réunionnais, très vite, avant la

fin de l'année. » Cette rencontre

suscite localament diverses

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION

de notre correspondant

que le président de la République a accardée au « directoire » du conseil régional de la Réunion ren-

dent perplexe la droite réunion-

naise qui se plaît à observer que M. Mitterrand n'a donné aucun «engagement precis» à ses interlo-

cuteurs sinon queiques « encourage-

Les canciusians de l'audience

reactions.

s'est surtout attaché à tracer les contours de ce qui pourrait être demain san projet d'alternance pour la France. Il peut se résumer par ces trois mats: une France marale, citayenne et ambitieuse. Réconcilier l'éthique, qu'elle soit, Réconcilier l'éthique, qu'elle soit, selon la distinction connue de Max Weber, étbique de conviction ou éthique de responsabilité, avec la politique, voilà pour M. Barre « le sujet qui commande l'avenir du pays». Citant à l'envi Paul Valéry qui se plaignait que la politique ne für que « rolonté de conquête et de conservation du pouvoir », M. Barre a mis son exerce l'urence de la a mis en exergue l'urgence de la revalorisation de « la fonction poli-tique » afin de rétablir dans le pays « un climat de dignité nationale ». La priorité, a-t-il souligné, est de faire « disparaitre toute possibilité de suspician sur les rapports entre les responsables politiques et l'or-

Premier remède, selon lui, régler

le problème majeur de la justice:
«On pourra faire ce que l'on voudra, les Français n'ouront pas
confiance tant qu'ils se diront qu'il
y a une justice pour les faibles et une justice pour les puissants». La première décision à prendre est de « décider que la chancellerie n'intervient plus auprès des parquets ». Deuxième remède : redéfinir les incompatibilités au niveau des règles constitutionnelles. M. Barre préconise « l'unicité» du mandat électif, l'impossibilité de conserver, pour les responsables politiques, des activités privées, la gestion du patrimoine de ces élus par des personnalités indépendantes, vaire une limitation dans le renouvelle-ment des mandats. Conscient de la ment des mandats. Conscient de la difficulté de l'entreprise, M. Barre ne voit qu'une seule solntion : le référendum. « Celo peut se foire vite, a-t-il expliqué, à une seule condition, l'organisation d'un référendum par un président de la République nouvellement élu. Seuls les Français peuvent fixer de telles règles. Jamais la classe politique ne se réformera elle-même». se réformera elle-même ».

Pour l'ancien premier ministre, les hommes politiques doivent tracer le nouveau chemin ponvant, redonner aux Français le goût de la citoyenneté. Une France citoyenne, c'est-à-dire une France qui aura a retrouvé le sens de la collectivité et des intéréts glabaux ». Ce che-min doit passer par l'école, qui devrait redevenir «le garant de l'élitisme républicain »; par des associations capables de proposer

Après l'audience accordée par M. Mitterrand à M. Sudre

Perplexité et amertume à la Réunion

sociale entre la Réunian et la

métropale, il estime néanmoins

que l'alignement des prestations sociales et familiales doit être réa-

lisé en tenant compte des «spécifi-

« La vraie dignité créole, estime

te président du conseil général, repose sur l'emploi et le logement.

Sur ces priarités, force est de constater que les résultats de l'entre-

tien sont inversement proportionnels

Une véritable

gitle

Beaocoup plus amers sont les

socialistes réunionnais. Il est vrai que, depuis 1981, les relations

entre la fédération locale du Parti

à sa converture médiatique.

« des codes déonsologiques » pour mieux lutter, par exemple, contre l'indigence des médias ou « le fléau social » que représente « la porno-graphie bestiale ».

Enfin, le député du Rhône sou-haite une France plus ambitieuse. De ses fréquents déplacements à l'étranger, il retient la conviction que la France aurait tort de douter d'elle-même, de «cèder à cette espèce de masochisme selon lequel notre pays serait en triste élat, à ce dénigrement systematique » qui ne consiste qu'à condamner « lo France de Mitterrand ».

«Des sujets pour les diners en ville»

Pour M. Barre, la France va bien et les défis qui se présentent à elle ne paurrant être relevés qu'« indépendamment des étiquettes politiques ». A commencer bien entendu par celui de l'Europe. Ne pensant pas appartenir « à la race des cobris européens ». M. Barre estime que la question n'est pas de « prendre position en faveur de l'Europe de M. X. ou de M. Y. ou vice-versa», mais de faire camprendre aux citayens que « Maastricht est une étape Indispen-sable pour le maintien de la paix en Europe accidentale et san progrès économique et social». Tout le reste n'est à ses yeux qu'occupa-tions médiatiques ou « bons sujets pour les diners en ville ».

M. Barre veut une classe politique saine, des Français responsa-bles, une France droite. Dans ce combat pour ces valeurs, marche-t-il, ainsi qu'il fut insinué devant lui, sur les traces de M. Philippe de Villiers? Il ne trouve rien à redire au fait que d'autres que lui «se remettent à parler des valeurs», mais lui se défend, bien sur, « de toute opération de marketing électotoute operation de marketing etecto-ral». M. Barre ne veut imiter per-sonne, et on sait qu'il est inimita-ble. Dès lors, on peut lui laisser le soin d'une conclusion provisoire. «Je sais qu'on dira-que je suis de plus en plus timbre et on se demandera comment je peux espérer encore un seul instant que les Français puissent me faire confiance».

(1) M~ Christine Boutin, député UDC les Yvelines, et M. Jean-Yves Haby, léputé UDF des Hauts-de-Seine, étaient es deux seuls parlementaires présent.

Une élection municipale partielle

Saint-Gilles (Gard): le front anti-FN frôle le succès

Rassemblant communistes, socialistes, divers gauche, centristes, UDF, RPR et divers droite, la liste de M. Roland Gronchi (le Monde du 20 juin) rate de 18 voix le succès au premier tour de l'élection municipale de Saint-Gilles (Gard). Ce scrutin était rendu nécessaire par la démission de M. Charles de Chambrun (FN), intervenue le 18 mai dernier et suivie de celle de douze conseillers. La décision de M. de Chambrun, seul maire lepéniste d'une ville de plus de 10 000 habitants, était devenue inévitable après les rétrécissements successifs de la majorité qu'il conduisait en 1989, et qui avaient conduisait en 1989, et qui avaient abouti à sa mise en minorité lors de l'examen du budget primitif les 28 février et 13 avril derniers.

La liste de M. Gronchi, «hostile à la gestion de M. de Chambrun et à l'idéologie de son parti », arrive en tête avec 49,63 % des voix. Elle précède celle de M. de Chambrun, ancien secrétaire d'Etat de Georges Pompidou et ancien député, qui réalise un score supérieur tant en voix (+ 26 suffrages) qu'en pourcentage (+ 4,52 points) à celui qu'il avait obtenu au premier tour des municiobtenu au premier tour des munici-pales de 1989. Toutefois il n'atteint pas le score qu'il avait réalisé au second tour de 1989, où les quatre listes en présence s'étaient mainte-mes; - 418 voix et - 0,86 point de

En troisième position, M. Maurice Blanc, dissident du RPR en 1989, n'atteint pas l'abjectif qu'il s'était fixé, Deuxième adjoint de M. de Chambrun qui l'avait privé au début

de 1992 de ses délégations, M. Blanc, espérait un partage équitable des suf-frages entre les trois listes. Il a été victime du duel opposant le FN à ses versaires politiques.

Les résultats du premier tour : L, 7 481; V., 4 884; A., 34,71 %;

Liste d'union, conduite par M. Roland Gronchi, div., 2 314, (49,63 %); liste du FN, conduite par M. Charles de Chambrun (FN), vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, 1 803 (38,67 %); liste divers droite, conduite par M. Maurice Blanc (div. d.), 545 (11,69 %).

BALLOTTAGE. 12 mars 1989 : 1. 7 012; V., 5 375; A., 23,34 %; E., 5 202.

E. 5 202.

Liste du FN conduite par M. de Chambrun, 1 777 (34,15 %); liste divers droite conduite par Louis Girard, maire sortant, 1 500 (28,83 %); liste divers droite conduite par Olivier Lapierre (RPR), 1 200 (23,06 %); liste du PC, conduite par Guy Londez, 725 (13,93 %).

L. 7012; V., 5715; A., 1849 %;

Liste du FN, 2 221 (39,53 %), 21 ELUS (4 RPR, 10 div. d. et 7 FN); liste de M. Girard, 1 900 (33,81 %), 5 ELUS (2 PS, 2 div. g. et 1 div. d.); liste de M. Lapierre (RPR), 1 048 (18,65 %), 2 ELUS (1 RPR et 1 div. d.); liste dn PC, 449 (7,99 %), 1 ELU (1 PC).

Deux élections cantonales partielles

GERS : canton de Lectoure (2 tour). I., 5 080; V., 3 425; A., 32,57 %; E., 3 256.

Robert Castaing, PS, sen., m., 1949 (59,85 %) ELU Jean-François Buffet, apo. UDF, cons. mm., 1 307 (40,14 %).

Provoquée par la démission de l'ancieu, président du conseil général, M. Jean-Pierre Joseph, P.S., député et conquiller régional, stréint par le cumul des mandats, cette partielle a donné une large et revigorante victoire au Parti socialiste.

M. Robert Castalug sémateur et évaige de la Catoure ou synt memoré de 58 voix son election an premier sour face à une droife divisée, améliore au second tour, de 271 voix, le tous PS+PC du premier tour. Cela suppose un hou report de voix conmunistes qui avaient tant fait défaut sux camélidats socialistes le 29 mars dernèer, unis sussi un apport son négligeable de voix de droite, hypothèse d'antant plus crédible que M. Buffet, son adversaire du second tour, actase un déficit de 183-voix par rapport au total des suffrages obtema par les trois candidats de droite du premier tour. Il s'agit là, assurément, d'un sigue de couvalescesse pour le Parti socialiste gerois, transmisée par le poute de courôle du couseil général en mars et ce dans un département seconé par une crise agricole sans précédent. Mais c'est sussi la victoire personnelle d'un sénateur socialiste a tendance ecuniéalque», dont la faconde guscoune et la convivaité milibrante repoussent l'influence de la gauche au-deià de sea frantières traditionnelles.

An premier tour, les résulters étaient les suivants: L. 5 080; V., 3 360; A., 33,85 %; E., 3 206. Robert Castning, 1 546 (48,22 %); Jean-François Buffet, 730 (22,76 %); Jean-Paul Lahun, RPR, cous. tuna., 527 (16,43 %); Charles Dieuzalde, div. d., 233 (7,16 %); Fernand Laval, PC, cous. tuna., 132 (4,11 %); Ysette Leuserier, ext. d., 38 (1,18 %).

En 1988, Jean-Pierre Joseph (PS) avait été réélu des le premier tour, dont les

En 1988, Jean-Pierre Joseph (PS) avait été rééla dés le premier tour, dont les résultats evalent été les suivants : 1. 5 036; V., 3 075; A., 38,93 %; E., 3 003; M. Joseph, 2 to 772,16 %); Gerard Tramond, dv. d., 558 (18,58 %);

Guy Bouttau, PC, 147 (4.89 %); Jean-Jacques Martin, FN, 104 (3,46 %); Yvette Lemercies, ext. d., 27 (0,89 %).] VAI_DE_MARNE; canton de Saint-Maur-La Varenne (2º tour). L. 11 654; V., 3 452; A., 70,37 %;

Denis Constant, sout. UDF, add. m., 2.084 (63,40 %) _______ FLU Yves Juhel, div. d., cons. mun., 1 203 (36,59 %).

Airive fargement his tell his premier tost avec 50.75 % des voix, mais le faible han de participation (34,74 %) l'avait empéché de franchis la part des 25 %, d'inscrits, M. Denis Constant, souteun par l'UDP, succède à M. Luclen Lauler, senateur et conseiller régional, qui, pour senateur et conseiller régional, qui, pour server de la mandaire quite le cause de cumul de mandats, a quitté le conneil général. M. Yves Jubel, bien que non souteur par le RPR, et qui avait nonocé son raillement à ce mouvement en cas d'élection, a'a pu refaire son trop grand hantilesp.

a lareller -

en cas a cectors, en por tenne son trop grand basticap.

Avec l'élection de. M. Constant, M. Jean-Louis Beaumont (div. droite), maire de Saint-Mant-des-Fossés, apparaît comme le grand vainqueur des derniers scratius, puisque les trois cantons de la commune sont détennes par trois de ses adjoints. Le RPR, qui svait perdu le canton de Saint-Mann-ouest en mars dernier, ue conserve pas celui que détenait M. Lauier qui, bleu que sétgeant sar le hanc des non-inscrits au conseil général, est apparenté RPR su Sénat et su conseil régional.

En 1988, Lucien Lanier avait été rééin au second tour avec 3 229 voix (72,12 %) contre 1 248 (27,87 %) à M. Beraard Martia (PS) sur 12 011 inscrits, 4 629 votauts (soit 61,46 % d'abstention) et 4 477 suffrages exprinés.]

Le fonctionnement des conseils régionaux vn par les Verts

«Les grands partis ne savent pas ramer»

de notre envoyé spécial

Près de trois mois après les élections régionales, une petite moitié de la centaine de militants Verts qui ont été élus, à cette occasion, conseillers régionaux, s'est retrouvée, vendredi 19 juin, à Lille, pour tenter de noner les premiers contacts utiles à l'exerles premiers confacts utiles à l'exer-cice de ce mandat. Bien que décidés à a faire le pari de la provinceu, les nouveaux étus ont pu vérifier l'écart qui sépare encore les groupes formés par deux ou trois écologistes seule-ment de ceux qui occupent un rôle-charnière ou qui, comme dans le Nord-Pas-de-Calais, se trouvent véri-tablement placés au centre des restablement placés au centre des res-

Livrant sa toute fraîche expérience de présidente d'un conseil régional.

M= Marie-Christine Blandin a ainsi jugé « abominable » la lenteur des processus de décision. Evoquant le rôle de l'UPF, mais aussi celui des socialistes, partenaires de la nouvelle majorité du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M= Blandin a ca recours à cette image : «Les prands partis sont comme des hors-bonds tombés en panne de carourant

leurs équipages dans notre barque, et nous avans découvert qu'ils ne savent

Après trois mois d'expérience du ponvoir, les Verts du Nord-Pas-de-Calais se plaignent en effet de l'in-capacité des paris dits «de gouver-nement», et principalement de celle du PS, pour avancer des proposide ponvoir, des représentants de groupes minoritaires, tel que celui de l'Aquitaine, laminé par l'influence de l'Aquitaine, laminé par l'influence de M. Noël Mamère, maire de Bègles (Gronde) et vice-président de Génération Ecologie, se sont demandés si leur mouvement n'avait pas tout simplement abandonné telle ou telle région aux amis de M. Brice Lalonde. Enfin, après la publication du rapport des ainontés de sûreté sur la remise en service du surgénérateur de Creys-Malville, les conscillers de Creys-Malville, les conseillers régionaux écologistes se sont engages à «soumettre au vote de leurs ass blées respectives le van adopté le 16 avril par le conseil régional Rhône Alpes et réclamant une notivelle enquête publique avant tont redéma-rages de la centrale.

socialiste et l'Elysée n'ont jamais été vraiment sereines. Cette ten-sion s'était d'ailleurs ravivée, «Je suis très dèçu par les résultats obtenus au cours de cet entre-tien, a souligne M. Jean-Paul Vira-poullé, député UDC, maire de Saint-Audré. Ils sant très éloignés en sévrier 1988, lors de la visite de M. Mitterrand à la Réunion. L'en-

tretien accordé à M. Sudre par le Saint-Andre. Ils sant tres etotgnes du programme incohérent et démagogique signé le 26 mars par la
majorité hétéroclite qui dirige
actuellement la région. L'égalité
sociale ne se quémande pas. La
conquète de l'égalité vraie se conjugue avec celle de la liberté et nécessite une politique tournée vers plus chef de l'Etat est donc ressenti par les responsables de la fédération comme une véritable gifte. D'autant plus que le président de la République, lors de sa visite au sommet de Rio, avait invité à ses côtés le maire de Saint-Pierre.

de développement et moins d'assis-tance, » Si M. Virapoullé n'est pas hostile à la réalisation de l'égalité deux du PCR. Au-delà de son aspect médiatique, l'unanimité de la démarche du directoire du conseil régional à Paris cache une sourde lutte d'influence entre le secrétaire général du PCR, M. Vergès, et M. Sudre. Le 22 mars, le président de Télé Free-DOM a su ea effet capter un électorat qui vatait traditionnellement commo-

M. Elie Horarau, député, numéro

Le président du conseil général, M. Eric Boyer (div. d.), a regretté lui aussi que «l'approche des problemes reunionnais soit toujours C'est avec cette base populaire présentée au gouvernement dans une logique d'assistance». « Cesque M. Vergès souhaite anjanrd'hui se réconcilier, grâce à la.. sons de gémir, agissons!», a-t-il lancé. M. Boyer a proposé récem-ment à l'Etat et à la région de télévision. Parmi les hmit projets de télévision privée déposés au CSA par des apérateurs rénnionnais participer à un dispositif visant à (pour deux autarisatians d'émetla création de cinq mille emplais par an sur l'île, qui s'appuie tre), se glisse en effet celni de Télé notamment sur un allégement des Korail, sontenu par Radio Korail charges sociales des entreprises. très proche da PCR.

AUX DUOUX

a Saint-Pierre-et-Miquelon : « très grande fermeté» en gonvernement. Les principaux élus et les délégués des organisations socio-profes-sionnelles de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ont participé, du 16 au 18 juin, à Paris, à plusieurs réunions de tra-vail consacrées aux conséquences de la décision du tribunal international qui a fixé de manière défini tive, le 10 juin, à New-York, les espaces maritimes entre le Canada et la France autour de l'archipet (le Monde du 12 juin). Une négociation entre les deux pays étant pré-vue à partir du 7 juillet à Ottawa afin de fixer les quotas de pêche accordés à compter du mois de septembre 1992, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, a affirmé anx représentants de Saint-Pierre-et-Miquelon que le gouvernement ferait preuve d'une a très grande sermete (...) afin que soient préservés les intérêts de nos pécheurs».

Située dans une zone de rénovation immobilière, la maison d'un retraité hospitalisé après une agression est rasée « par accident »

TOURS

de notre envoyé spécial

est une affaira que M. Serge Lampson, cinet une affeim que M. Serge Lampsin, dendème adjoint au maire de Tours, assimile aux «chiens écrasés». Un fait divers « sans infrêt». Est-ce à dire qu'agressar cruellement un retraité chez lui et raser sa meison durant ach hospitalisation, cela se produit tous les jours dans cette bonne préfecture de l'indrestable? Ou bien faut-il croire que M. Lampsch, notamment chargé de l'urbanisme et du domaine communal, cherche à minimiser cette histoire perce qu'il est aussi président — deux peu — de la Société transposée d'il M. depuis peu - de la Société tourangelle d'HLM, Impliquée dans la démolition de cette mai-

en est un, en tout cas, qui juge cette afaire epas banale du toute: M. André Serboin, la victime, qui s'avoun même «dépasse pel les événements ». Rien ne prédispossit ce mideste retraité, ancien maçon qualifié, à elre mis en vedette » au-delà du boulevard Pruffly, où il habitait, à deux pes de la Loire. Eta considéré comme eune figure du quertiels suffisait amplement à son bonheur.

in homme petit, noueux, volubile, serviabid Jamais d'histoires, sauf celles qu'il racon-tai lui-même nur sa vie de «bourlingueur». Ne dans une famille d'agriculteurs, à La Bosse-de-Bretagne (file-et-Viaine) – d'où son faille sumon de «Dédé la Breton» –, trois ant passés « dans la coloniale», puis plus de trente-cinq ans dans la bâtiment, « sur tous les chantiers de France et de Navarre », ce vieux garçon da sobranta-sept ans n toujours eu s'la bougaotte».

> Un « tandis » loué par la ville

Ses ressources (4 000 à 4 500 F par mois) ful permettent, depuis sept aris qu'il est en renaire, de partir equand ca fui chantes. Pes des voyages eu long cours, non, mais des esapades à travers la France et notamment des sa Bretagne natale, avec e des bouquins su les deux guerres mondiales » comme lives de chevet.

Que n'a-t-il eu l'idée d'être en voyage le 25 mai demier l Ce soir-là, il est «chez kil», un masure d'une pièce, au soi en terre batun signée dens un ensemble de loceux en - most pes question, afors, de toucher à Thabi-

mois depuis 1980.

« C'était une mesure sans eau, sans daz et sans électricités, assurent, chacun de son côté, MM. Jean-Maria Rieutord, directeur gánéral de la Société tourangella d'HLM, et Dominique Bonneau, régisseur à la Régie municipale des loyers. « C'était un tautis », renchérit M. Lampson. « Mais, c'est faux l. n'insurge Décé, j'eveis l'eau et l'électricité» et, témnigne un voisin, «il avait un pauvre mobilier, un ils en fac par exemple, mais c'étalt propre et bien rangé».

> Pleines : de sollicitude

M. Barbotin est chez lui le 29 mai au soir et rois marginaux, qui la connaissant pour squarter dans le quartier depuis uin 1991, le savent. Stéphane, Philippa et Anland, trois âtres frustes — arrêtés et déférés, jaudi 18 juin, au perquet —, âgés d'une vingtaine à une trantaine d'années, et qui rançonnent à l'acception les margins de les arrêtés et déférés. l'occasion les retraités isolés, ont décidé, ce jour-lè, de «rigaler un peu avec le vieux», ils sont «fin saoûis» larsqu'ile enfancent se porte, l'abreuvent d'injures et le rouent de coups, l'étendant à demi assummé sur son lit. Puis, I'un d'eux, avisent une bouteille d'alcool à brûler, en verse le contenu sur le pantalon de M. Barbotin et y met le feu. Devant les hurlements de leur victime et un début d'incendie, ils jettent une couverture sur M. Barbotin avant de s'enfuir.

L'homme trouve la farce - e j'ai la peeu dures, sourit-il - d'aller à pied au commissarist central, S'explique-t-il suffisemment? Toujours est-il qu'un policier de garde edge un certificat médicel avant d'enregistrer sa plainte, Voilà M. Barbotin reperti, toujours à pied, pour l'hôpital Bretonneau, qui n'est pes tout proche. Là, devant la gravité de ses blessures, il est admis au service des brûlés du CHU Trousseau, à Chembray-lès-Tours, où il subire des greffes de peau.

Pendent ce temps, les travaux de démolition continuent boulevard Praulily, La Société tourangelle d'HLM en a conflé la réalisation à l'antrapplac Gaschess! de fout-liès Traise !!-

cours de démolition devent telesser la place à tation de l'ancien maçon, assure M. Rieutord, quarente-cinq fogements sociaux. Une bicoque, que la Ville de Tours lui louait 95 F par en main « des plans très précis ». en main e des plans très précis ».

Or. la demeure de Dédé le Breton n'est plus, dans la première semaine de juin, qu'un tes de pierres. Version officielle : le pelleteur n accroché « accidentaliement » la toiture. Il faut dire que, dans la frénésie immobilière qui paraît avoir saisi Tours depuis la demière rééection au fauteuil de maire de M. Jean Royer (div. dr.) en mars 1989, les peleteuses multiplient les meladresses : c'est le troisième incident de ce genre en moins de deux mois . Encadrement insuffisant, personnel intérimaire sous-qualifié : M. Rieutord avance des expli-

Pour M. Barbotin, le résultat est là : enn logement a été rasé. Ses maiores affaires ont été entreposées dans un local voisin, fermé avec un bout de fil de fer et, bien emendu, du linge, des objets les ont été volés. Il e fallu que la Nouvelle République du Centre-Ouest, quotidien régional, soit alertée pour que l'on considère d'un autre œil Dédé le Braton et qu'on le prenne pour M. André Barbotin.

Une rumeur a einra parcouru la ville : on aurait sciemment blessé l'ancien maçon pour démolir, pendent son séjour à l'hôpital, cette masure qui gêneit. Sans écartes e totalement » cette hypothèse, les policiers chargés de l'enquête n'y croient guère. D'autant que M. Barbotin n'était pas un locataire récalcitrant et que le profil des trois marginaux ne correspond pas à celui d'hommes à geges. « Violences sediques gratuites», estime pour sa part le commissaire Olivier Le Gouestre.

Aujourd'hui, la mairie et la Société d'HLM sont pleines de sollicitude pour M. Barbotin. Sord, marcredi 17 juin, du CHU Trousseau, il a été placé (gratuitement) le même jour dans une maison de repos, l'Ermitage, annexe de l'hôpital Bretonneau, avec droit de visite et de sortie. «Tout est arrangé!», clame M. Lamp-son. M. Barbatin diaposerait fin juillet d'un studio rue Eugène-Sue. Une chase est, en tout cas, certaine : il devra quitter le boulevard Preuitly, dans ce quartier baptisé... Cour-

MICHEL CASTAING

Au cours de leur assemblée plénière

Les évêques catholiques des Etats-Unis

en désaccord sur la situation des femmes

RELIGIONS ----

plénière qui a eu lieu du

jeudi 18 au samedi 20 juin, à

l'université Notre-Dame, près

d'Indianapolis (Indiana), les deux

cent quatre-vingt-cinq évêques

DÉFENSE

Du 22 au 27 juin au Bourget

Le salon français de l'armement terrestre s'ouvre à des exposants européens

salon 1992 de l'armement terrestre a quitté le camp de Satory (Yvelines) pour le parc des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis). 11 devient un salon européen et, pour la première fois, il s'ouvre aux pays membres du Groupement européen indépendant de programmes (GEIP), qui rassemble les Douze de la CEE (moins l'Irlande) auxquels il faut ajouter la Norvege et la Turquie. Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, devait l'inaugurer lundi 22 iuin.

Avec quatre cent-soixante exposants et quelque quatre-vingts délé-gations étrangères invitées, le salon Eurosatory 92 se tient en une période très unuvelle pour les industriels de l'armement terrestre, celle où les budgets de la défense (à l'exception de l'Asie-Pacifique et du Proche un Moyen-Orient) se réduisent; l'exportation se fait plus difficile; le volume, les missions et, bien sûr, l'équipement des armées sont révisés à la baisse, et le secteur industriel concerné est contraint de se restructurer et anssi de supprimer des emplois.

> Une évolution voulue par le gouvernement

Globalement, le marché de l'ar-mement dans le monde a décliné en 1991, avec une chute - calculée par l'Institut international de recherches sur la paix à Stockholm - de 25 % de son montant par rapport à 1990, année qui mar-quait déjà elle-même un recul de 35 % sur 1989. Pour 1991, l'institut suédois estime à 22 114 mil-

Pour sa treizième édition, du livraisons – et non pas des prises de commandes, toujours plus délide commandes, toujours plus déli-cates à évaluer - à l'exportation.

La France n'échappe pas à cette règle. La seule industrie de l'armement terrestre y emploie directe-ment cinquante mille personnes pour un ebiffre d'affaires de 40 milliards de francs, dont 52 % vant à l'exportation et 20 %, en moyenne, sunt consacrés à la recherche et en développement des matériels. Le reste e trait eu marché purement national.

Cette abservation, avancée par les industriels eux-mêmes, sur un secteur qui a désormais du mal à tronver son équilibre - sans l'exportation ou sans la coopération et qui doit s'imposer des reconversinns, peut être illustrée d'une antre manière. Il y a vingt ans, l'industrie nationale se glorifiait de faurair 90 % des équipements de l'armée de terre française. Aujourd'hui, elle est responsable de 60 % des armements vendus au client

Dans ce climat-là, la part prise en France par les opérations lancées en coopération bi ou multinatinnale progresse. Ainsi, en juillet 1991, plus de cent soixante programmes de toute nature étaient conduits en collaboration entre Etats, soit le cinquieme des projets d'armement en développement ou en production et près du tiers des crédits de recherche et développement dans la défense.

A sa façon, le salan Eurasatory 92, qui innove sur cette vnie de le coopération européenne, consacre une évolution voulue par le pouvernement français. La création d'un Eurocorps, à partir d'unités françaises et allemandes pour commencer, conduit thut droit à une mise en commun des matériels - selon qu'on l'appelle « inter-opé-rabilité » nu standardisation - et donc à des programmes d'armement conjuints, par exemple les bélicoptères Tigre-Gerfaut nu NH-90 et les unuveaux missiles antichars censés équiper ces unités.

Les industriels impliqués ne sont pas hostiles à une telle perspective. Meis, sur le terrain, ils en mesurent les périls mieux que ne les percoivent sans doute leurs dirigeants politiques. D'abord, cette nrientation entraîne un certain degré de spécialisation, pays par pays, en fonction des compétences de ebacun, de snrte qu'il n'y ait plus de rivalité stérile et an risque qu'un industriel ait perdu snn savnir-faire le jour nu il lui sera réclamé par son gnuvernement d'en apporter la preuve pour un projet purement national. Ensuite, il faudra faire jouer à chaque fuis la préférence européenne, quitte à imiter les Américains qui - à l'abri derrière l'American Buy Act - protègent leur marché intérieur et s'affirment ainsi le numéro l mondial des ventes d'armes, très înin devant tous les autres.

JACQUES ISNARD

FAITS DIVERS

D Un nomade tué lors d'un contrôle routier dans le Val-d'Oise. - Un nomade âgé de trente ans a été tué d'une balle en pleine tête dimanche 21 juin lors d'un contrôle routier à Méry-sur-Oise (Val-d'Oise). Une équipe de la brigade de surveillance nocturne avait tiré en direction d'un véhicule volé après evoir vainement tenté de l'intercepter. Sans doute tué sur le coup, Gilles Falempin, l'un des quatre passagers de la voiture, a été retrouvé une beure plus tard à bord du véhicule abandonné dans un chemin à Frépillon (Val-d'Oise). Les trois autres occupants de la voiture avaient pris la fuite. Une information judicizire a été ouverte et l'inspection générale des services de la police H. T. | nationale a été saisie.

La transhumance de 20 000 hippies en Grande Bretagne

chasse aux «travellers» a commencé

Arec le début de la saison estitale, les festivals hippies ont repis. Le mouvement a bien chaige depuis les années 60, mêne si musique pop et drogue resent de riqueur. Aujourd'hui, les ravers » et les « travellers » circilent en convois : leurs relations avec les populations pas améliorées.

LONDRES

de notre correspondant -

Léjen du chat et de la souris a repri, avec le beau temps. Le terrainest grand comme la Grande-Bretigne, les règles avant été nettemen renforcées par la loi de 1986, qui permet aux forces de l'ordre d'interdire et de disperser les confois des « New Age travellers » (les yoyageurs du nouvel âge), si le maintien de la loi et de l'ordre l'exite. Ce durcissement de la législatifn avait été décidé après la « basille» de Beanfield, en 1985. A l'poque, la police s'était violemment heurtée aux « voyageurs » en rout vers le grand pèterinage mystice druidique de Sionehenge, au mnnent du solstice d'été, le 21 luin. Il y avait en plus de 420arrestations, quelques blessée seges et pas mai de dégâts. L'expérience ayant laissé des souvenirs aux policiers, ceux-ci font tout pour éviter nu nouvel affronte-Le jen du chat et de la souris a pour éviter un nouvel effronte-

Ecolos, mystiques pacifiques

Dautant que, à la fin du mois Dautant que, a la tin du mois deriier, plus de 20 000 jeunes avaint couvergé vers ce malhen-neu village de Castlemorton Com-mor au sud de Birmingham, dans le conté de Hereford et Worcester, pour un festival non-stop de musi-quel pop, pimentée de drogues divases (« acid » et hallucino-gènés). Pendant cinq jours, ces noueaux hippies ont installé un camement provisoire, provoquant la cière impuissante des résidents, la cière impaissante des résidents, la fispeur des brebis, et la réaction prudate de la police de West Mercia, esponsable de Castlemorton. Dans les jours précédents, les force de l'ordre de chaque comté travesé par cette transhumance de millèrs de véhicules bigarrés et hérépolites s'étaient efforcées de

Cinq jours d'enfer, à en croire

les habitants de Castlemarton, szoulés de musique « rave », confrontés à des vols, à diverses déprédations, aux attaques de bro-bis et de poulets par les centaines de chiens qui accompagnent les locales et la police ne se sont «voyageurs», aux tonnes d'ordures et d'excréments, à la drogue... C'est que le «monde hippie» ressemble plus que jamais à une tour de . Babel. Les «voyageurs» sont les plus proches de la tradition des «sixties»; écolos inystico spiritua-listes et pacifistes, ils préférent «traverser» la société matérialiste; en voyageant à travers la Grando Bretagne, au gré des rassemble-ments du «New age», lequel fait référence au mouvement spiritualiste américain.

Ils côtoient des «bippies». de luxe, plus proches de la traditina californienne, davantage soucieux de copier la mode vestimentaire des e travellers » (avec qui ils font un bout de chemm), que préoccu-pés par les problèmes d'écologie. Les eravers a (littéralement, ceux qui « font la fête»), accusés par les a travellers » de ternir la «pureté» dn mouvement, sont les adeptes de ces gigantesques « parties », les « raves », qui sont des marathans dansants où la consommation de drogues comme l'ectasy est de rigueur. Ils sont les héritiers des violentes e acid parties » clandes-tines qui ont fait l'objet de nombrenses descentes de police dans les années 80.

Aux « ravers » et « travellers ». se greffent des squatters de tout poil, et aussi une poignée d'anarchistes du groupe Class War. Bref, devant cette invasion, les résidents ont exhorté la police, puis l'armée, à déloger une « nuisance » de quelque 20 000 individus... Rendue modeste par la disproportion des forces en présence, la police, dont un bélicoptère à été accaeilli par des tirs de fusées de détresse, n'a pas jugé utile de pénétrer à l'intérieur dn camp.

Elle s'est contentée de procéder à 70 arrestations, pour des infractions liées à la vente et à l'usage de drogues. La grande messe des «tra- la moitié des estimations de départ. tus par les conservateurs, comme

repousser le coovoi de leur propre vellers » a alors repris la route, sur-territoire, obligeant celui-ci à rester veillée discrètement par des « hip-en mouvement:

vellers » a alors repris la route, sur-veillée discrètement par des « hip-py watchers », c'est à dire des reprispy-watchers », c'est-à-dire des représentants de la police et des autorités locales, chargés de donner l'alerte lorsque les «envahisseurs» menacent de s'installer quelque part. La leçon nyait été retenue : lors da grand rendez-vous annuel de Stonehenge, le 21 juin, le «happening» prévu n'a pas eu lieu, les forces de police ayant hermétiquement entonré le site, empéchant ainsi e travellers s et néo-druides de « recevnir l'énergie cosmique », sous les mégalithes.

· LAURENT ZECCHINI

SCIENCES L'éradication de la «mouche tueuse» est confirmée par la Libye

Les autorités libyennes out confirmé, landi 22 juin à Tripoli, que la incilie bouchère, ou «mouche tueuse» (Cochliomyla hominivorux), a été complètement éradiquée di pays. Cette mouche redoutable, dont les larves dévorent tout vivants les animans à sang chend (les hommes aussi, éventuellement), est bien connne en Amérique tropicale et subtropicale. Elle est apparue en 1988 en Libye, d'où elle amait pu se répandre dans de très vastes régions d'Albique, d'Europe et d'Asie.

Sous la houlette de la FAO (Oraznisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), du Programme des Nations unies pour le développement, du Fonds internatio-nal de développement agricole et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, une campagne d'éradica-tion a été organisée avec le concours de quinze pays «donateurs» dans les de quinze pays unanatament de 40 000 kilomètres cants infestés du territoire libyen. Déjà annoncée par la FAO (le Monde du 9 octobre 1991), cette victoire est aujourd'hui confirmée après onze mois de futte (par importation et láchers répétés de plus d'un milliard de males stérilisés) en lien des deux ans envisagés à

catholiques des Etats-Unis ont constaté leur désaccord sur un projet de document touchant la situation de la femme dans la société et dans l'Eglise. Ce document de la biérarchie catholique sur les femmes était en

préparation depuis neuf ans. Mais, pour qu'il soit adopté à la prochaine assemblée de novembre, à la majorité des deux tiers, il fandrait aun miracle», a déclaré Mgr Joseph Imesch, évêque de Juliet (Illinnis), président de la commission de rédaction. « Oserans-nous faire comme si nous n'avians rien à dire aux femmes de ce pnys?», e-t-il ajoaté. Le sentiment domine pourtant que ce texte est d'ores et déjà enterré.

Confirmant une certaine image libérale, les évêques américains avaient publié, en 1983 et en 1986, deux documents très critiques sur l'armement nucléaire et sur la situation économique des Etals-Unis. Mais la rédaction du texte sur la situation de la femme dans la société et dans l'Eglise est besucoup plus laborieuse, compte temt notamment des interventions du Vatican. Le projet déunnee comme eun mai moral et social s toute attitude sexiste, mais il cundamne l'avartement, le contraception artificielle et, contrairement aux premières réductions, il ferme la porte à toute perspective d'ordination des

An cours de l'assemblée piénière, des évêques progressistes comme le cardinal Bernardin, archevêque de Chicagn, nn comme Mgr Charles Buswell, nnt exprimé leur déceptinn, ce dernier soulignant que l'Eglise se rendart Porigine, et pour un coût d'une cin-quantaine de millions de dollars, soit (« sexisme ». Mais ils ont été bat-

dans l'Eglise et la société A l'Issue d'une assemblée Mgr Elden Curtiss, d'Elena (Mnutana), qui a déclaré que e la théo-logie féministe radicale est un

pěché ». Le renouvellement de l'épisco pat américain sons Jean-Paul il inquiète de plus en plus les milieux catholiques progressistes. a Nos évêques sont nommés presque uniquement en fanction de leur apinian sur les questions de la contraception et de l'avortement », nnus dit M= Margaret O'Brien-

Steinfels, rédactrice en ehef de la

revue Cammon Weal Le fossé ne cesse ainsi de s'élargir entre une hiérarchie catholique antrefnis plus audacieuse et l'opinina. Cammendé per sept organisations féminines, réalisé en mai auprès de huit cent personnes et publié à l'occasinn de cette assemblée plénière des évêques, un sandage vient de révéler que plas des deux tiers des catholiques américains (67 %) seraient aujourd'hui favorables à l'ordination des femmes au sacerdoce, contre 47 % en 1985. De même 70 % approuvaient l'ardination d'hummes mariés, contre 58 % il y a dix ans. Senls 13 % des catholiques interrogés sont d'accord evec leur épiscopat pour dire qu'en eueun cas l'avartement ne doit être autorisé, alors que

41 % l'estiment possible en certaines circonstances.

Le Monde de l'éducation juin 1992

EXAMENS: MOBILISATION GÉNÉRALE

EN VENTE CHEZ VOTRÈ MARCHAND DE JOURNAUX

ands partis ne savent pas me

int-Gilles (Gard):

ti e komunin

Contact to the

And promote lights

tine all residen

Administration of the contract of

36 3 34 4 50

 $X^{\bullet,i} = \{ x \in X \mid x \in \mathcal{T} \mid x \neq y \}$

11 garage

grant to the second second

between the Parist

. 15 Mar. 16 37 --

neig allege beite genogen gelegte gen neigenführ Et genogen um 70 som beiter

Anny Table | Brown Williams

or the fair details give

partition of ACT \$41 pines when your and removable 100 page artifice. He is a reco

Section of the secondary

7-7 17 - 15 1-

Book of the second

anti-FN frôle le succès

A Colonian Manager

drough dry condens to the FN condens of the Chambran (FN) of the condens of the c

a start in a start of the start

he pringer to make the property of the biggs of the biggs

And the second s

ections cantonales partie

cobborni e torie cobborni e torie correcte margine es c correcte margine es c

Trenting de preser la

12 mars 1989

That is suffici

19 1000 1460;

MINN HOW THEN

and for Marian and particular to the second second

Freite Committee out the YEST

SALDI-MARNER : #2

Sa et Maur-Lu Varcen C.

have no largement of the a time need all the deep out the time of a participation of all expectes the frame has a parti-tion of all thems to think partitions at contained of manager acts to contain the manager company general of the particles are a placed participation of the

sor angland par ie Rift eit

ARMITIC ATE THIS COURT & IT SE

ere l'election de l'imperent de la marche de la sel Viste des houses

क्षा १३व देशन देशता १ ड व्या स्टेडिंग पुरस्ताने समार्थित हो

The makes the first and the second se

Secretary of the second of the

Service Commends for the service of the service of

The control of the co

Les deniers du sang

Ensuite, le professeur Jacques Roux, soixante-neuf ans, et le doc-teur Robert Netter, soixante-cinq ans, hauts fonctionnaires dn minis-tère de la santé, à la charmère des sphères médicale, administrative et politique, apparemment incapables de mettre un terme à une stratégie commerciale aujuurd'hui incom-prébensible.

Sans dnute ne faudra-t-il pas moins d'un mois au tribunal pour cerner le rôle exact des quatre inculpés dans une affaire que cer-tains qualifient de « scandale de la décennie ». Une tragédie, à coup sûr, qui s'explique en grande partie par le télescopage, au déhut des années 80, entre une vértable libéannecs 80, entre une vertable noc-ration des hémuphiles A grâce à une nnuvelle génération de pro-duits sagains hyper concentrés et l'irruption du sida, qui va frapper les bémophiles par l'intermédiaire de ces mêmes dérivés sanguins...

Choc martel, longtemps imprévi-sible. Choc particuliérement traumatisant pour une petite commu-naute (un recense environ quatre mauté (nn recense environ quatro mille bémophiles A eu Francs) qui accédait eufin à uue vie, sinnn annraie», du mnins infiniment plus confintable qu'auparavant. Jusque dans les années 50, les bémophiles A devient en effet nécessairement recourir à des tran-fusinns sanguines de bras à bras pour pallier leur déficience en fac-tenr coagulant VIII, e'est-à-dire pour survivre, lutter notamment contre de très douloureuses hémni-ragies dans les artieulatinns (les bémarthroses).

Or une série de progrès scientifiques, dans lesquels le système de transfusion français allait jouer un rôle déterminant, leur apportaient bientôt la possibilité de s'autoperfuser grâce à de gros flacturs de produits cryocongelés, puis, dans les années 60, avec des concentrés lynphilisés encore plus pratiques. Les bémophiles pouvaient des lars se soigner préventivement et moduler leur traitement selon leurs besoins, comme l'explique foct bien Anne-Marie Casteret dans l'Affaire du sang (Ed.-La Découverte).

Inertie

Ainsi les hémnphiles A pas-saient-ils du statut de grands malades, condamnés à mourin avant l'âge de vingt ans, les membres perclus, au rang de personnes aptes à vivre précautionneusement. Une troisième révolution devait encore bousculer leur mode de vie, leur permettant par exemple de leur permettant par exemple de pratiquer des sports sans danger. Ce fut la découverte, au début des années 70, sous l'impulsinn de firmes américaines, de produits sanguins byper-concentrés (des fla-cons de 20 millilitres ponvant se, conserver deux ans dans un réfrigé-

de dons de sang. Mais ce brassage du sang dans des unités ultramodernes, puis le traitement du plasma à partir de: mille, parfois cinq mille dons, pour en wextraires le facteur VIII sera des le début des années 80 à l'origine du drame des hémophiles. Un seul don infecté contamine de fait l'ensemble des concentrés, et il fau-dra attendre la découverte du achauffage » des produits dérivés du sang, en 1984, pour tuer le-virus du sida dans les préparations, destinées sux hémophiles.

C'est l'histoire de ce défi lancé à la enmunauté scientifique et médicale qu'il faut evoir à l'esprit pour comprendre la faillite des res-ponsables aujourd'hui jugés par la 16- chambre correctionnelle. Une

plaintes avec constitution de

parties civiles, le 31 mars

1988, eu nom d'hémuphiles

contaminés par le virus du sida,

M- Georges Holleaux se trouve

à l'origine du procès de guetre

des responsables de la transfu-

Le docteur Michel Garretta,

ancien directeur général du Cen-

tre national de transfusion san-

guine (CNTS), et le docteur

Jean-Pierre Allain, ancien res-

punsehle du département

recherche et développement

des dérivés du sang au CNTS,

sont tous deux inculpés da

a tromperie sur les quelités

substantielles d'un produit s.

Aux termes des articles 1 et 2

de la loi sur les fraudes du

1 août 1905 modifiée par celle

sion sanguine française.

histoire où l'éthique proclamée de la transfusion sanguine française (bénévulat du dun, refus du pro-fit...) semble avoir été progressive-ment oubliée. Un terrible scénario dans lequel on peut distinguer trois

- Juin 1981 à juin 1983 : l'in-- Juin 1981 à juin 1983 : l'in-certitude. Tout commence par le signalement d'nn syndrnme inconnu que des médecins repèrent chez un patient aux Etats-Unis, et qui prendra bientôt le nom de sida. Durant plusieurs années, une mul-titude d'interrogations et de phan-tasmes se grefferont sur une très légitime inquiétude. La enmmu-nauté scientifique elle-même est désemparée. La découverte capitale désemparée. La découverte capitale du professeur Lue Mnntagnier, qui identifie avec son équipe le virus LAV, intervient en février 1983. Un an plus tard, ce virus sera iden-tifié comme le vecteur de la mala-

sont une chose, l'informatinn une antre. Durant toute cette période, les médias et l'npininn circonscri-vent sommairement le sida, mala-die sexuellement transmissible, au acancer gay». Ce virus ne touche-rait que les homosexuels, les héroi-nnmanes et les... Haîtiens. A ce groupe des trois « Ha, faut-il ajou-ter celui des hémnphiles? Jusqu'en mai 1983, personne ne le dira net-tement, même si certains experts le laissent entrevoir. laissent entrevoir.

Le docteur Garretta n'en écarte pas l'bypothèse en décembre 1982 lorsqu'il évoque la possibilité d'une contaminatinn par voie sanguine. Et le professeur Jean-Pierre Sonlier, ators son supérieur au CNTS, l'envisage en février 1983 dans une « lettre ouverte aux hémophiles » : « Les hémophiles français feraient peut-être bien de tempérer quelque peu leur enthousiasme pour les pro-duits d'importation provenant de plasmas mercenaires (...). » Le signal d'alerte est positif mais le professeur se trompe en sacralisant de la sorte la production française de dérivés sanguins...

Dans des courriers en date des 4 et 10 mai, la firme américaine Travenol-Hyland informe les docteurs Allain et Garretta de la mise an point d'un nnuveau concentré des-tiné aux hémophiles A dont le traila «contmination virale» du sida.

Juin 1983 à novembre 1984 : la rétentinn. Cette deuxième période est marquée par une sucsion de prises de conscience et de phases d'inertie. De fait, la transmission du sida par le sang n'est plus contestée. L'examen clinique de trois hémophiles français qui n'nnt reçu que des produits français laisse apparaître qu'ils sont probahlement infectés. Le 20 juin, le professeur Rnux signe nue circulaire enjnignant que les «donneurs à risque» soient écartés lors des collectes de sang.

« Tous nos lots sont contaminés »

Mais outre que cette circulaire ne sera pas respectée, une autre circulaire, dn 13 janvier 1984, signée par M= Myriam Ezratty, alors directrice de l'administration pénitentiaire, encuurage les col-lectes de sang dans les prisons où les toxicomanes sont numbreux. Les responsables du CNTS tardent à prendre des décisions, et les autorités en ebarge de la santé publique ne inuent pas véritable-ment leur rôle de vigle. Rares sont ceux qui prennent l'initiative de demander aux bémophiles A de réduire leur ennsommatinn de concentrés ou d'y renoncer provi-

soirement pour revenir aux traite-

médacins, s'ils nont reconnus

coupables, encourent de six

mois à quatre ennées d'empri-

sonnement at une peine

d'amende de 2 000 F à

Le professeur Jacques Roux.

ancien directeur général de la

santé, et le docteur Robert Net-

ter, ancien directeur général du

Laboratoire national de la santé.

sont pour leur part inculpés de

« non-assistance à personne en

dangers. Aux termas da

l'article 63 du code pénal, les

deux hommes risquent, dans

l'hypothèse nu le tribunal les

reconnaît coupables, une paine

d'emprisonnement de trois mois

à cinq ans et/ou une amende de

360 F à 20 000 F.

Quatre inculpés, deux chefs d'inculpation

En dépanent plunieurs du 10 Janvier 1978, ces deux

500 000 F.

ments antérieurs, à l'évidence plus

Des négociations entreprises en 1984 par le docteur Garretta avec la firme antrichienne immunn, pour l'achat et le transfert d'une technique de «chunffage» des concentrés, sont interrompues durant de longs mois pour des raisons que les débats judiciaires devront éclaireir.

devront éclaireir.

— Novembre 1984 à octobre 1985 : l'opacité. Cette troisième période met en lumière le formidable décalage entre les informations scientifiques en possession des responsables et celles dont disposent les hémophiles. En novembre 1984, le docteur Brunet indique ainsi dans un rapport, destiné à la Commission consultative de la transfusion sanguine, le danger que constimission consultative de la transmission sanguine, le danger que consti-tuent les conceutrés sanguins distribués en France. Il précouise l'utilisation de produits «chauf-fésa. Le niveau de connaissance et la prise de conscience des direc-teurs du CNTS semblent avérés.

Le 8 février 1985, le docteur Garretta précise au cours d'une rémion de travail que « les hémophiles vierges ou ayant un anticorps anti-LAV négatif» devront recevoir des produits chauffés « en priorité». Il evertit du resta lui-même, en mai 1985, les pouvoirs publics de la contamination de 50 % des quatre mille hémophiles français. An cours d'une réunion interne du CNTS, il est précisé: « Trus nos

An même mnment, le ducteur Garretta et ses collaborateurs met-tent pourtant en place un dispositif savaut qui permet au CNTS d'écouler sur le marché la totalité des produits contaminés. On peut lire dans une note de synthèse en date du 7 mai : «L'hypothèse d'une distribution simultanée de produits chauffés et de produits supposés contaminants a été abandannée. contaminants a ete abanannee.
Toute la stratégie repose sur un basculement à 100 % à une date donnée de la totalité de la distribution, donc de la production, en produits chauffés. Ceci suppose naturellement que le stock de produits «contaminants» soit distribué dans sa totalité avant de proposer des produits chauffés de substitution.»

Comptes d'exploitation et drames individuels

A partir de cette date, tous les efforts du CNIS riseront en effet à liquider les vieux stocks et à assi-rer une montée de leur production produits chauffes pour satisfaire demande au cours de l'été 1985. On s'interrogera sans doute encore longtemps sur les raisons profondes qui purent faire prévaloir chez ces médecins le culte de la gestion au détriment du simple humanisme et de leur code de déontologie. A la lecture de tous ces documents, sai-sis par le juge Sabine Faulon an cours de son instruction, un ne peut qu'être frappé par le style de ces mandarins en proie à des ssions de boutiquiers.

Si les uns, hants fonctionnaires, semblent avoir été progressivement vaincus par nne torpeur politicoadministrative, les antres, promus co-gérants d'une véritable «usine à sang», ont apparemment été aspi-rés dans une stratosphère délétère. A cette altitude, les visages des malades se sont visiblement effacés derrière les comptes d'exploitation, les drames individuels ont été sol-

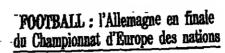
dés par pertes et profits. Le procès déterminera peut-être ce que fut précisément le dilemme des docteurs Garretta et Allain, «blouses blanches» aventurées dans une jungle commerciale... Quelle fut la part de l'impérieuse nécessité – mais impérieuse pour qui? - d'écouler des stocks conta-minés pour éviter au CNTS et à mines pour éviter au CN15 et a une large partie du système trans-fusinnuel français un nanfrage financier? Et quelle fut la volonté de démontrer que le CNTS pouvair rivaliser avec la concurrence étran-gère et surclassait tous les autres centres de transfusion sanguine de France et de Navarre?

Mais au-delà de ce débat sur les «impératifs de gestinn» et les «impératifs de la santé publique», le procès ne pourra pas faire l'éconamie d'une interrogation : est-il vraisemblable qu'aucun ministre n'ait été saisi de ce dossier, avisé des dangers encourus ? Il est permis d'en douter, ne serait-ce qu'en raison de la demande pressante de la communanté scientifique et médicale en vue de la généralisation des tests de dépistage du SIDA, début 1985, et de l'inectie des pouvoirs publics jusqu'à l'été.

L'ensemble des parties au procès ont cité comme témoins Me Georgina Dufnix, alors ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, son secrétaire d'État à la santé. On imagine volontiers que M. Dufoix répétera qu'elle se sent « profondément responsable mais pas coupable a, selon une formule du reste empruntée au docteur Garretta. li apparaitra peut-être, ent, que beaucoup de responsables furent... irresponsables.

LAURENT GREILSAMER

SPORTS



La force de l'habitude

En battent le Suède 3 à 2, l'Allemegne s'est qualifiée, dimanche 21 juin à Stockholm, pour la finale du Championnat d'Europe des nations. Au cours d'une agréable demi-finale, les buts ont été inscrits par Thomas Hassier (11-) et Karlheinz Riedie (59-, 89-) pour l'Allemagne, tandis que Tomas Brolin, sur penalty (65%, et Kennet Andersson (90-) réduisaient le score pour la Suède.

STOCKHOLM

de notre envoyé spécial

Vendredi, les Snédnis se sont retrouvés dans lenrs parcs pour célèbrer « Midsômar », la fête annuelle d'un soleil, qui désormais ne se décide plus à s'absenter de leur ciel que pour quelques minutes. Dimanche soir, ils avaient tous rendez-vous antour d'une pelouse pour une cérémonie dont ils avaient perdu l'habitude depuis les années 50, et qu'ils osaient à peine imaginer il y a quinze jours : une demi-linale d'une grande compétition internationale. Las leurs footballeurs auront attendu le jour disparaître de ce Champinunat d'Europe. d'Europe.

Comme leur soleii, ils ont pour-tant tont essayé pour retarder l'échéance. Un premier penalty de Brolin pour combattre l'obscurité qui commençait à emplir les têtes, puis une dernière fusée éclairante d'Ingesson en direction de la tête du géant Kennet Anderson, une ultime plaisanterie jetée à la face de l'irrémédiable.

Car il était trop tard, et depuis très longtemps. Depuis cette première mi-temps nu les Suédois avaient commis l'erreur fatale : laisser les Allemands marquer les premiers. On peut toujours espérer revenir sur l'équipe d'Angleterre, surtout lorsqu'elle est aussi pâle que celle qui s'est alignée dans cet Ento, mais l'un ne peut pas pas voler aux Allemands un match qu'ils tiennent bien en main. qu'ils tiennent bien en main.

L'équipe d'Allemagne voit de temps en temps lui échapper une temps en temps lui échapper une fandammais elle af laisse très rarement expulser de la table des deminales, à laquelle elle est invitée permanente. Les Français en savent quelque chose : depuis des années, leurs voisins se sont fabri-

qué une réputation de briseurs des rèves, d'impêcheurs d'arriver au bout. Ils sont devenus les fos-soyeurs des demi-finales. Et leur domination confine à la tauto-logie : les Allemands vont en finale parce qu'ils y sont toujours allés. Dimanche soir, ils nut donné l'impressinn de s'imposer avec la force de l'habitude. Ont-ils douté un seul instant? « Les deux dernières minutes», concédera seule-ment Jürgen Klinsmann. Ils n'ont ment Jurgen Annsmann. In John semblé accorder aux Suédois le droit d'espèrer revenir au score que pour ne pas tuer le spectacle. Mais face à eux tunt muvement an tableau d'affichage n'est qu'illu-sion. Un but est obligatoirement annihilé par sa réplique.

Le système Matthäns

En Spède les Allemands sont En Suède, les Allemands sont pourtant venus sans leur soleil à eux. Sans ce Lothar Matthäus, blessé, autnur duquel l'équipe entière semblait graviter. Sans ce meneur de jeu hors pair qui savait si bien les placer sur orbite, et qui leur servait aussi bien de capitaine que de porte-parole, « Lothar Maithaus est irremplaçable a, gémissait evant le débnt de l'Euro le sélectionneur Berti Vogts. Comme si, depuis. Ses pranesses du depuis ses princesses du Mondiale 90, l'équipe était deve-nue un gigantesque «système Mat-thaus».

Mais, comme le soleil sur la Suède, le talent se couche rarement sur le football allemand. Et les sur le tootisul auemand. Et les joueurs u'attendent pas poliment que leurs aînés se soient blessés ou qu'ils décident de raccrocher leurs crampons pour révendiquer leur place. Avec la réunification, le réservoir s'est accru. Et encore, ceux qui, comme Franz Becken-beuer y vousient le moven de renceux qui, comme rianz. Secuen-bauer, y voyaient le moyen de ren-dre l'Allemagne a imbattable » ont du déchanter provisoirement. Seula deux ressortissants de l'ex-RDA, Thomas Doll et Matthias Sammer, sont au bord de gagner leur place de titulaire dans la sélection.

de triulaire dans la selection.

Ceux de l'ex-RFA, championne du monde, auraient suffi de toute manière. Ainsi Berti Vogts en était-il encore à se lamenter sur l'absence de Lothar Matthaus, à choisir qui d'Effenberg ou de Sammer le remplacerait, qu'un lutin a surgi de sa boîte, et s'est approprié de fait la place de meneur de jeu. Il s'appelle Thomas Hässler, et il revient de nulle part. Il y a un an, il se faisait effecter de la Juventus

de Turin après une saison nulle. Parti se reconstruire un moral à l'AS Roma, il n'était même pas sûr de figurer parmi les titulaires de cet Euro. Sa place, il l'a gagnée des le premier match contre la CEL en-inscrivant le but égalisateur d'un accomptueux comfranc. somptueux coupfranc.

Jeudi soir, au milieu de ses équi-piers et des grands Suédois, i évo-quait un gname — il mesure 1,66 mètre — aussi efficace que laid quait un ganme — il mesure 1,66 mètre — aussi efficace que laid à voir courir, avec son torse bombé et ses épaules qui roulent. Mais Inrsqu'il june aussi bien, Hassier reseamble aurtout à un croissment étrange entre Alain Gireise et Michel Platini. De l'ancien kordelais, il possède la petite taille bien sûr, mais surtout cette capacité de a'infiltrer dans les défenses, evec le ballon rivé au bout de sa chaussure. De son prédécesseur à la Juventus, il tient cette scierce du ennpfranc élevé au rang d'art majeur — contre les Suédos, il a réussi un autre chef-d'œuve — et ce goût pour les ouvertures affutées eu millimètre. Ainsi, à vingt-six ans, Thomas Hässler est-il pessé du statut de titulaire contesté, on souverture de remplaçant de luxe, à celui de chef d'orchestre de son squipe. Au stade Rasunda, il a souvent

1

trouvé au bout de ses passes ouvra-gées Kariheinz Riedle, auteur du premier doublé de ce Championnat d'Europe. Celni-là a chnui nue autre technique pour gagner sa place. Au lien de se glisser, il a place. Au lien de se glisser, il a tout bousculé sur snn passage, comme lorsqu'il court au but. Il a volé la sienne à Jürgen Klinsmann, une des grandes vedeties du Mondiale, qui ne doit aujnurd'ui sa titularisation qu'au bras casé de Rudi Völler. C'est la dure bi des foothalleurs allemands, et e'est aussi peut-être le secret de leurs succès. Il leur faut d'abord agner entre eux leur place au sole.

JÉROME FENOGLIO

n Hooligans: un jenne Stédnis poignardé et 190 arrestations. -Des hooligans succiois et allenands se sont répandus dans Stochnim dimanche 21 juin, après la qualifi-cation de l'Allemagne pour la finale de l'Euro 92, en brisant des vitanes et en blessant un ainlescent suedois au couteau en cours d'une bagarre. A l'aube, la solice suédoise avait arrêté 190 perpanes our troubles de l'ordre, detruc il se faisait éjecter de la Juventus : tion de biens publics ou ivrese.

Avant le match Pays-Bas-Danemark

La gloire de Gullit

GOTEBORG

de notre envoyé spécial

A force de subir l'admiration, certains footballeurs se renferment, ne concèdent leurs peroles qu'avec une parcimonie de diva. A trap rester expaséa eux regards, d'autres voient leur ego se boursoufler, et ne parient plus que pour a ériger un piédestal. Presque tous vivent dans une buile, tellement isolés du monde qu'ils n'ont, da toute manière, plus grand-chose à dire. Pas Ruud Gulit. Dens les salons de la luxueuse résidence des Néerlandais, sur le littoral du sud de Göteborg, les micros l'encer-cient, les caméres l'essiègent. Le capitaine orange répond inlassablement, et sourit encure. Il ne cherche même plus à se réfugier derrière ses moustaches, ce dernier mince rempart qu'il a rasé

Ruud Guilit est un condamné à la gloire heureux. Dans les milieux freiarés du footbal professionnel, il réussit tous les jours l'exploit de faire oublier sa faqueuse villa milansisa, aca 35 miliona de france de revenus annuels, pour s'exprimer simplement sur les sujets qui kul tien-nent à cœur. Au milieu des intérêts qui l'entourent, il parvient encore à paraître authenti que. Sans doute parce qu'il est un peu plus qu'un des meilleurs footballeurs du mondn : un emblème. Peut-être parce qu'il se sent investi d'une mission plus largn que celle de faire

trembler des filets. L'adminstion, Roud Gullit a de toute manière l'habitude de la suscitor depuis son entance. Depuis cas parties de footbalf dans les rues de Kinkerbuurt, son quartier netal d'Amsterdam, avec d'autres gamins, Surinamiens d'origine comme lui.

Ruud était déjà le plus fort d'entre nous, se souvient Frank Riikeard, son eamarade de jeux d'alors, devenu son coéquipier eu Milan AC et en sélection. Il était toujours en mouvement.

Rien ne pouvait l'arrêter. »

Les regards, la footballeur sait qu'il les simante depuis langtemps. Son gebarit d'ethiate complet l'a rapidement fait émerger du commun. A quatorze ana, lorsqu'il jouait au petit club du DWS Amsterdam, il le destinait à échapper très vite au statut de footballeur amateur. Aujourd'hui, davenu l'un des meilleurs du monde, il continue à attirer l'œil eu milieu des vedettes de l'équipe des Pays-Bas. Chaz kii, tout est spectacle, mais sans cabotinage. Cette manière de démarrer balle au pied, de se lancer dans une série de dribbles dévastateurs. Lorsqu'il ne touche pas le ballon, même sa façon de se replacer toute en sautillements nonchalants est à voir, comme cette manière de diriger la manœuvre sans hauseer le ton ou de sa fendre d'un sourire qui relativise la gravité du moment, en secouant ses longues boucles

La cause des Surinamiens

Quand on porte catte cheveture, cuand on naît de cette couleur, peut-on envisager de se couper du monde, de se replier sur son confort? Ruud Gullit a'y est toujours refusé. Depuis qu'il e échangé son nom de Ruud Dill, le patronyme de sa mère, une Blanche d'Arnsterdam, contre calui de son père, un ancien footballeur noir du Surinam, il s épousé une cause : celle de la communauté des Surinamiens des Pays-Bas, évidemment, mais plus largement celle de l'intégratinn dea gens de coulaur. En 1987, il dédie son Ballon d'a à Nelson Mandela.

«D'une certaine manière, dt-li dans un entretien à France-Fcotball, ma popularité e eu les effets bénéfiques sur la vie les Surinamiens aux Pays-Bas et les Africains en Italie. Moi, je suis reconnu, mais on ne peut imaginer de quelle manière certans Noirs sont parfois traités, dens les grandes villes, a Au lieu de se réfugier derrière son mur de lins. Ruud Gullit continue à se tenir informé, à sa servir de sa novo-

nété comme d'un porte-voix. Tenace dans ses combats, il l'ast aussi dans sa manière de gérer sa carrière de footballeir. Ces demières années, son gerou a été opéré à quatre reprises, et chaque cicatrice l'inscrivait in peu plus sur la longue liste des retraités du football. Chaque fos. Gullit est revenu, comme cete saison, où il e brillé à nouveau avec le Milan AC et e enchahé avec l'Euro.

Mais Guilit sait que ses birssures lui ont ôté à jamais une partie de ses capacités nthieiques. Il a accepté une nouvelle place, lui qui n joué dans toures les lignes depuis le début de sa carrière. Sur le côté droit du terrain, davantage en retrait, il peut lancer sa grande carcasse dans cas espaces dant il raffde. Conscient de see limites actuelles, il a accepté un muveeu rôle. Il ne fonce plus fonément au but. Il joue l'équipier modèle, sans rechigner. Il centre pour Van Basten, il lance Bergkamp. D'eutres s'insurgeraient, refusereient ces tâches suialternes si mai proportionnées à leur Importance. Pas Ruud Gillit.

J. Fe.

THE RESERVE I there are a second

Service of the servic

Mary .- The good of the same

2004 IN 4 4 12 12 11

Military was an a

SEC 2. - MATERIAL 445. 17

AND THE RESERVE AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUM

State of the state of the state of

MERCH SAN TURBER

THE CONTRACTOR OF STATE SERVICE

100 mm

to his last Water and

The state of the s

Berry Park Carrier

Marie Dan Co.

Market and the state of the second

and the same of the same of

SAFERED THE STORY OF THE

the supplementary of the state of the state

WHEN WINDOWS CONTROL

THE RESERVE THE PARTY OF THE PA

A General Same Control State

Bergangenere je vera 1969 (# 185)

marger West Commission of the s

grand encourse to the district

wiff of Fifth, out , dentine .

there is seamed and their

the the work of the continue of the continue of the

A Milliand A M fr. 192.

we make to a set after the in steel to reserve it

have more the land owners.

54 Megr 79 918. 4

year and a

AND SHOPE IS MISTER A

in in 1815

A STREET

Marchael

tigen Company of the

WHITE PORCHARDS

de l'habitude

property states are sales at the property states and states are property states as the property states are property states and property states are property states are property states are property states and property states are property states are

South war, as milion de me

The state of the front of the state of the s

A STATE LOUISIT, DICE SON GOSE

to chanles qui soulent in the constant in the chanles dei soulent in the change ben, in the change centre Alain Guer Manci Platmi. De fancin in the change can be constant a metal constant can be constant a metal can be constant a metal can be constant can be constant a metal can be constant

And it presents in petite but-dent it presents in petite but-tance surrout ente capat dans les défenses p

at his rice an boat de sie

the life of proceeding

appliant cieve au raig.

ready on actic their form

to some interest and a re-

the' ... de tit ... are comere o

pers kantabent Rietle ter

personal articles as es Compiliar articles as es Compiliar articles as es Compiliar articles as es gives a compiliar articles as es gives as est compiliar articles are est compiliar a

um un grandet tadenet da

P. Viner f'en a dare

and the same of the same of

Ring green : en jeune Si

muit under et 190 arrestatio

har harutgare ructos et siet

print i impendes dans Sted

Sines & Terr V. en brisa

with the state themself and &

Steen har John by couters as grower regulers in Caube, fait

ing, e Justin be die arreite 190 pers

ंत्र के निवास प्रकृतिक व्याप्ति

JEROME FEM

der einde Rasunda flag.

Spielergen eine ber nacht auf der bei geben geben gestellt gestell

Appending for any Market of the Appending Section of the Country of the Appending Section of the

by the species of the state of

mit person preste in a a commer pour mouther de l'ordine de

La lionne remporte son défi

En l'absence de Mercedes et de Jaguar, hostiles à la nouvelle réglementation du championnat du monde des voltures de sport, la soixantième édition des Vingt-Quatre Heures du Mans, disputée les 20 et 21 juin sur la circuit de la Sarthe, a été remportée par la 905 Peugeot pilotée par les Britanniques Derek Warwick, Mark Blumdell et la Français Yannick Dalmas. Elle a devancé de six tours la Toyota de Sekiya-Raphanel-Acheson, de sept tours la Peugeot 905 de Alfiot-Baldi-Jabouille, et de seize tours la Mazda de Herbert-Weider-Gachot. Le premier véhicule à moteur turbocompressé, una Toyota 92 C, termine cin-

LE MANS

de notre envoyée spéciale

Ce fut une course au suspense inespéré. Lancée avec un famélique plateau de vingt-neuf véhicules quand les précédentes épreuves en accueillaient plus de cinquante, cette soixantième édition des Vingt-Quatre Heures du Mana, Vingt-Quatre Henres du Mans, troisième rendez-vous de l'année du championnat du monde des voitures de sport, doit son succès aux invités surprises de l'épreuve, les moteurs turbocompressés. Ecartés en 1991 du championnat du monde des voitures de sport et renvoyés au musée par la Fédération internationale de soort automobile internationale de sport automobile (FISA), ces derniers avaient été acceptés in extremis au Mans avec trois autres véhicules (deux spides et nue «barquette» Alfa-Romeo), afin d'étoffer le nombre des concurrents, qui, sinon, n'auraient été que quinze sur la grille de

La course, selon certains, aurait pu être encore plus belle, plus sur-prenante. Les ouze véhicules turbo out en effet comm derrière les Peutée à 2 410 litres d'essence (16 % de moins que lors de leur dernière participatinn) afin de brider leur puissance. «Les turbo sons là pour faire de la figuration et servir de faire-valoir à Pengeot. » Quatre fois victorieux au Mans, Henri Pescarolo, qui disputait ses vingt-sixièmes Vingt-Quatre Houres sur une Cougar à moteur Porsche (turbo), ne cachait pas sa tristesse : «A ce régime, nous sommes forcès de conduire en douceur en attendani que devant les « atmos » cas-

Une révision du règlement du chempionnet?

Les atmos n'ont pas cassé parce qu'il ne fallait pas perdre. Jean Todt, directeur de Pengeot-Talbot Sport, a compris que la firme sochalienne ne pouvait pas seule-ment compter sur le titre fantoche de champion du monde des voide champion du monde des voi-tures de sport, qui semble à sa portée cette année. Il hui fallait ins-crire pour la première fois le nom de Peugeot au palmarès du Mans, car, même si son prestige s'est écorné, la course reste mythique. Et la pluie qui est tombée pendant les toutes premières heures, nim-bant les monstres d'un cotonneux

dollio) Sp

Pour gagner l'épreuve mancelle, Pengeot-Talbot Sport a investi pins d'un tiers du budget consacré à la saison des voinures de sport. Dans le «laboratoire» de Véixy, les 905 ont été endurcles pour résister aux quelque 4 800 kilomètres de course. Afin de ne pas casser la moteur a été àbaissé, forçant les pilotes à martyriser ieurs boltes de vitesse. C'était le talon d'Achille de Peugeot. La botte ou ten le choc.

Pourtant, Penseot n'a pas eu la victoire facile. La 905 n'a jamais caracolé en tête. Elle a seniement précédé une course ouverte, touours talonnée par une agressive Toyota, représentante d'une firme japonaise affligée d'un palmares peu convaincant quand Honda brille en formule 1 et en moto 500 cm³, quand Nissan survole le championnat automobile des Etati-Unis (INSA) et quand Mazda est le premier constructeur japonais à avoir remporté les Vingt-Quatre Heures du Mans, en 1991.

Ponr beancoup, cette belle course ne serait qu'un écran de fumée et les Vingt-Quatre Heures du Mans, comme le championnat,

voile blanc, aura rendu l'édition de la FISA, qui n'admet désormais 1992 homérique. de les moteurs atmosphériques que les moteurs atmosphériques dans la catégorie des voitures de sport comme en formule 1. « Une sport comme en formule 1. « Une course automobile est l'expression d'une capacité technologique exceptionnelle, et Peugeot l'a montré, constate Bob Wollek, coéquipier de Henri Pescarolo. C'est aussi du speciacle. Asec un si petit plateau même technologique, le champion nat flowe les specialeurs.

La solution? Admettre de nouveau les voitnres de grand inn-risme, ces Ferrari F40 ou ces Lam-borghini dressées pour le spectacle. Et puis, des petits modèles turbocompressés, ni trop puissants ni trop chers, pour attirer des petits constructeurs. e Revenir mux règlements qui régissaient la discipline il y a quinze ans, avec la technologie actuelle, 'ce serait formidable », explique Henri Pescarolo. Le sort du championnat du monde sera dépattu à partir de mardi, à Paris, lors du conseil mondial de la FISA. Son président, Max Mosley, espémit une nouvelle reglementation dans ce sens, qui, selon hui, permettrait « le grand retour à la tradi-tion automobile ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

BASKET-BALL TOURNO PRÉOLYMPIQUE EUROPÉEN

Battue, par lazali la 19 juin, l'équipe de France a dominé l'Albanie (108-87) la 21 Juin, mais semble avoir peu de chances de se quellfier dans un groupe qui est dominé per l'Italia.

ATHLÉTISME

PARIS-COLMAR A LA MARCHE Le Polonais Zbigniew Klape a gagné pour la troisième année consécutive

terminé les 518 km es 62 h 38 min, soit 2 h 20 min de moins qu'en 1991. Il a devancé de 1 h 1 min le Français Noël Dufay et de 1 h 12 min Jean Cécillon. L'épreuve féminine qui partait de Chiliore-sur-Marne a été remportée par Edith-Couhé en 47 h 38 min devent le Britanni-

ESCHIME

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SABRE

que Brown (50 h 30 min).

Champion olympique de sabre à Los Angeles et à Sécul, le Français Jean-Francois Lamour poura briguer une troisième

selection à la tête de l'équipe de France d'escrime qui comportera 15 hommes at 5 ferranes, en gegnant dimanche 21 juin à Annecy (Haute-Savoie) pour la treixième fois le titre national.

RUGBY

TOURNÉE EN ARGENTINE

L'équipe de France de rugby a poursuivi sa tournée en Argentine - qui verte pour premièra fois les essais comptés points - per une victoire 28-12 sur une adaction de Buenos-Aires grâce, notamment, à trois essais per Sadoumy, Mar-

ATHLÉTISME: sélections olympiques

Carl Lewis battu, Harry Butch Reynolds repêché

La revenche des Jeux olympiques de Sécul entre le Canadien Ban Johnson et l'Américain Carl Lewis n'aura pas lieu. Mais pas pour les raisons qu'on avait pu imaginer l'incapable de réaliser les minima olympiques (10 s.28) depuis qu'il evait été autorisé à reprendre la compétition après deux ans de suspension pour dopage, Ben Johnson a réussi 10 s 16 an se classant deuxième des épreuves de sélection canadiennes qui ont et lieu à Montréal dimanche 21 juin. Le banni de Séoul s donc gagné son billet pour Barcelone tandis que le «roi» Lewis, champion (1991) et recordmen (9 s 86) du monde, a échoué dans cette entreprise.

A La Nouvelle-Orléans, il a terminé sixième des sélections sméricaines dans la tempa médiocre de 10 a 28 (avec vent défavorable). Ce sont Dennis Mitchell et Mark Witherspoon (10 s 09 tous les deux) ainsi que Leroy Burell (10 s 10) qui défendront les couleurs américaines à Barcelone. En dépit de ses six médailles d'or olympi-ques (quatre à Los Angeles et deux à Séoul) et de ses cinq titres de champion du monde, Lewis, qui est êgé de trente et un ans, n'est même pes sûr de faire partie du ralais 4x100 m, discipline dont il est également recordmen. Il reste à savoir si cet échec affectera Lewis au moment où il participera aux sélections de saut en longueur le 24 juin et sur 200 m le

Autre sensation des sélections américaines : le bras de fer juridique entre Harry Butch Reynolds, le recordmen du monde du 400 m, disqualifié pour dopage et suspendu pendant deux ans après un comrôle positif au meeting de Monaco

en 1990, et la Fédération internetionale d'athlétisme (IAAF) qui entend lui interdire de participer aux Jeux de Barcelone, Les coups de théâtre se sont succédé au cours du week-end : proclament son innocence, Reynolds s d'abord été autorisé à disputer les sélections par un juge de Columbus (Ohio), puis interdit en appel per un juge de Cincinnati avant d'être autorisé à participer par un juge de la Cour

Menacant d'abord de discusio fier les athlètes qui participeraient aux sélections contre kii, l'IAAF a ensuite accepté de ne pas appliquer la règle de la contamination » tout en main-tenant la décision d'exclure Reynolds des Jeux. Après avoir repoussé plusieurs fais, dimenche 21 juin, le départ des séries du 400 m, la fédération américaine (TAC) a finalement décidé de reporter les courses à mardi. Toutefois, il n'est pas exclu que la sélection ait lieu ultérieurement, soit à Maxico. soit à Narbonne, où l'équipe américaine d'athlétisme séjournera avant de se rendre à Barceione. L'affaire - dont l'enjeu est la politique de lutte contre le dopage mise en place par les ances sportives - est donc loin d'être terminée.

Dernière victime des sélections : le champion olympique en titre de décarbion, l'Allemand Christian Schenk. Lors de la réunion de Bernhausen, l'ex-Allemend de l'Est, 8gé de vingt-sept ans, n'a terminé que quatrième avec un total de 7 925 points, le minima étant fixé à 8 100 points. L'épreuve du saut à la perche lui a été fatale, Schenk réalisant une contre-performance avec 4,40 m.

mine Popular Paperum oire de Gullit

the tree that the second nutir for Belon fil Complian on Albin Mary Load & (E) were considerable in many time a standard בל ביים אינו וויים או וויים או the bill and entered to figure ? the the properties of Company of the world and the STATE OF STATE an and the same of the same o 20 Fers-585 Fil " The good on dame \$50, \$5 THE OF THE OF THE SEAL PR The state of the state of To the services well \$ THE MANAGEMENT OF STREET as where where i he that THE GREAT WAY SHEET AND THE et das design for the SA 2 3 8 7 Company of the Compan The state of the s the last transfer to hammer care see through graphical to the same of the The There was a light to the same and the sa Many trans to the property of THE REPORT OF THE PROPERTY OF THE STATE OF There we will be a set of the set Takes with it is in THE MARKET THE PARTY OF THE PAR THE WAR AND THE PERSON S. Markon Markons de Service de S 7 5-2 - 204 Train 2.1. 1 251 5 4 113 75 a total and and the target

A SHOP

the second second second MARKET ST. A Section of the second مريد المالية المالية المالية المالية The state of the s The state of the state of The second second at states tert A A PI TO S STATE MALE

The state of the s

The second secon

Pour en savoir plut sur le grand de la commutation numérique présent dans plus de 80 pays, Méphonez au: (1) 49.07.24.27 au écrivez à Northern Telecom - la place de l'Irls - 92082 Paris .

© 1992 Northern Telecom



Les compagnies les plus performantes ne prennent pas de décision en l'air.

C'est pourquoi 90% des compagnies dériennes dans le monde font confiance aux réseaux de communication de Northern Talacom.

En deux temps, un seul mouvement

Créée en 1982 à l'initiative de Maurice Fleuret, la Fête de la musique s'est, étendue au week-end entier et s'est élargie de la Chine à la Suisse en passant par les Etats-Unis

il a sorti son piano, un vrai piano de bastringue, avec roulettes et sons calfeutrés. Il a posé dessus une marguerite jaune dans une houteille en plastique. Le trottoir s'est empli d'amateurs de fox-trot et de swing à l'ancienne. Heureux chalands qui ont choisi le quartier du Marais, à Paris, pour flaner en musique, promeneurs d'un musique, promeneurs d'un dimanche pas tout à fait ordinaire où les portes des hôtels particuliers s'ouvrent avec une facilité inusitée. Les pelouses de l'hôtel de Sully ont été piétinées avec gentillesse, mais qu'importe, le guitariste Rafaël Fays, l'accordéoniste argentin Raul Barboza on les afro-funk d'Azikmen terminaient une « Renontre des deux montes à avec une délides deux -mondes» avec une déli-catesse parfois écornée la veille. Dimanche en fin d'après-midi, la dixième Fête de la musique jouait à Paris les sessions de rattrapage

Coup du sort ou don dn ciel, ce dixième aoniversaire d'une fête que Maurice Fleuret, ancieo directeur de la musique, avait imaginée comme une floraison spontanée de musiciens amateurs témoignant de la vitalité de la musique en France avait le week-end pour lui. En province, on profita de l'occasion pour nimenter d'uo peu de musique vince, on profita de l'occasion pour pimenter d'uo peu de musique ambiante qui sa kermesse, qui sa manifestation paysanoe. Reggae, classique et variétés à Lyon, joies rurales avec les polyphonistes génois de La Squadra, concert bon marché (40 francs) de Jacques Higelin à Toulouse, avec cent cinquante choristes du Mirail. A Paris, le programme se scinda en Paris, le programme se scinda en deux : an samedi soir les grosses machineries (le bal d' Antenne 2 place de la Bastille, Joe Cocker place de la République, podium MCM, avec Texas, Soul II Soul, MC Solaar, sur l'île Saint-Germain

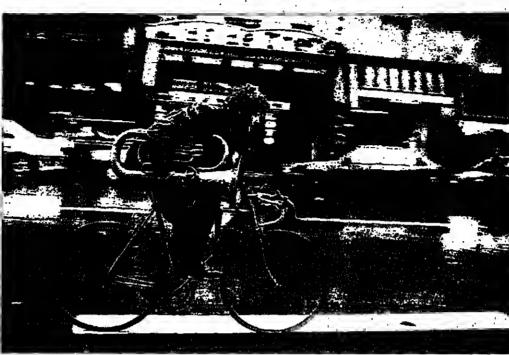
à Issy-les-Mnuliocaux, Kassav' à Créteil) et la pluie. Au dimanche, l'esprit hon enfant et le soleil retrouvé.

La grisaille de samedi et les averses en continu auront eu pour effet de pousser au démarrage tar-dif des festivités et de créer des privilèges. Ainsi, vers 20 heures, l'Institut du monde arabe dut rabattre, devaut la non-clémence des cieux, son généreux et très éclectique programme prévu en plein air vers son auditorium. Seuls environ cinq cents chanceux enrent le loisir d'écouter le dialogue Orient-Occident. Les autres, dans le hall de l'auditorium, se contentaient d'une haut-parleur qui dans le hall de l'auditorium, se contentaient d'une haut-parleur qui voulait hien retransmettre des mélodies traditionnelles d'Afghanistan et d'Irak ou de la musique baroque. De l'autre côté du pont, place de la Bastille, la foule était au rendez-vous. Environ cinquante mille personnes attendaient autour de l'imposante scène montée par Antenne 2, avec l'appui de la bois-son fruitée dont il a raflé le spon-soring cette année à TF 1, absent de la fête.

Avec plus d'une heure et demie de retard, Pascal Sevran, tout en nous rappelant que la Bastille est un haut lieu du bal musette, lançait les réjouissances, distribuées par tranches de quelques dizaines de minutes pour cause de contraintes télévisuelies.

Rappeurs et joueurs de java

L'attente est longue entre les séquences et bientôt les apparitions du présentateur sont accueillies par des jets de projectiles qui l'obligent à s'écarter le plus possible du bord



danseurs aux ballets bien réglés en arriére-plan des artistes. La soco est désastreuse, et la scandaleuse pratique du play-back saupoudrée de-ci, de-là, casse l'ambiance. On pourra ainsi regarder une démonstration de tango sans orchestre et voir des chanteurs ouvrir la bouche sans que leurs voix parviennent au public. Ainsi, les Forbans tombent plat. Seuls les accordéons du bal musette, où l'on retrouvait Yvette Horner, et le groupe Kaoma, qui

lançait pour l'occasion la nouvelle

GENÈVE

«Et si nous faisions de la musi-que ensemble?» demanda Anne Gazeau-Secret, consul géoéral de France à Genève, au conseiller administratif Alain Vaissade, fai-

sant office de ministre de la culture

de Genève. Ainsi, dix ans après la

France, la sage et calviniste Genève s'est offert à son tour une

Fête de la musique, et les 25 000 Français de la ville parrai-nèrent l'affiche inspirée du logo adopté par toutes les Fêtes de la

masique d'Europe : une main-trompette. La fête débuta, comme dans les autres villes, le samedi

20 juin. Ce n'était pas l'ambiance du carnaval de Rio, mais tous les

concerts spontanés et gratuits dans les rues, les fanfares et chorales pas

forcement ringardes auraient

inquiété quelque peu les commer-cants et les couches les plus fri-leuses de la population. « Et si la fête dégénérait? »

Elle ne dégénéra point. D'autant moins que spectateurs et musiciens furent assagis par une pluie capri-ciense et que les autorités avaient

danse de l'été, la «salsita», ont réussi à obtenir quelques résultats. Rappeurs ou joueurs de javas, découpés eo tranches minutées, n'eurent pas le temps de mener à bien quoi que ce soit. Même le dynamique Manu Dibangn a clôtnré la manifestation en oc jouant que trois morceaux et en

Quelques bagarres entre des spectateurs avaient déjà marqué la fin du coocert. Après un quart d'henre de flottement, des bon-

teilles vides voient sur les forces de l'ordre. Bilan ; des cabines téléphoniques et des abribus en morceaux, deux policiers légèrement blessés, quelques magasins pillés rue de la Roquette et une vingtaine d'inter-pellations. Des beurts auxquels la frustration née de l'attente d'une fête qui n'a jamais voulu être autre chose qu'une parodie pour télé-spectateurs n'est peut-être pas

Les concerts réconciliatents de cultures (musique arabo-andalouse

an Musée des arts africains, Japon Inde, Chine au musée Guimet voyage pluri-ethnique rue de la Grange-aux-Belles; Black Ballad d'Archy Shepp à la Défense, ral à Créteil, Salif Keita à Nanterre) ne manquaient pas. Mais le message oe fut pas cotendu par tous. A Crétcil, une balle de petit calibre tirée an jugé vers la scène atteint la manager du groupe Kassav', Béatrice Faye, aujourd'hui hors de danger. L'enquête confiée à la danger. L'endueur contre l'active direction régionale de la police judiciaire de Créteil dira s'il s'agit bien, comme on le suppose, de l'acte d'un habitant des immeubles

Dimanche, les militaires se sont joints à la Fête de la musique. Sur l'esplanade des Invalides les musi-ques des différents corps d'armée se sont relayées. Les troupes du marine qui ont interprété (entre autres) Baguettes en duelle, où les tambours miment en rythme un combat amusant en entrechequant Trenet par les Equipage de la Flotte; «La mer qu'on voit danser le long des golfs clairs» avait enfin les reflets des cuivres et des boutons rutilants au soleil de juin. Le concert sur invitation des jardins de l'Elysée s'était déroulé dans le calme. Pendant ce temps Bernard Lubat et sa compagnie de Gas-cogne faisaient les fous dans le parc de La Villette sons des feux d'artifices qui illuminaient le canal

VÉRONIQUE MORTAIGNE et CHRISTOPHE MONTAUCIEUX

En Périgord noir Cro-Magnon siffle aussi

LES EYZIES

de notre envoyée spéciale

Sortir de son corps. Communiquer avec l'espace, avec les espèces animales, se les rendre bienveillants: telle est la fonction du soh, lorsqu'il n'est plus fortuit et pas encore musical. Tel a été l'objet d'une très passionnante el très nunication dont on ne sait si la bizarrerie tenait davantage de lieu choisi - Les Eyzies, capitale mondiale de la préhistoire, sépulture d'un certain homme de Cro-Magnon et de sa famille - ou de la date retenue pour lancer les invitations: 21 juin à la nuit, Fête de la musique, première mondiale in situ, de la musique préhistorique

La gorge d'Enfer, large et confortable trouée à flanc de colline, cathédrale naturelle où les n'ont jamais cessé de se réfugier, servait tout naturellement d'audito-rium. Pour lutter contre le froid. un petit vin blanc avait été préféré aux peaux de bêtes. Mais il y avait tout de même quelque chose de tribal là-dedans : cérémonie scerète pour sympathisants.

Les hommes préhistorisques avaient des oreilles, comme nous. Et comme nous le souei de se situer à l'intérieur de l'espace sonnant et résonnant. Ces grottes, ces boyaux qu'ils habitaient, ils en exploraient la richesse acoustique, la balisaient, et s'en servaient à des fins peut-être magiques, peut-être ludiques, comme des musiciens s'approprient certaines encoignures bien placées dans les couloirs des

Le hasard, hien sur, dictait ses lois: les loups mordaient rennes et bovidés au tibia, au sabot. Mais, quand ils trouvaient ces phalanges percées d'un trou, les uns les inspi-

HAMADI ESSID

L'intelligence au service

Chroniques du monde arabe 1987-1991 aux Éditions L'Harmattan ávec le concours

de Radio-Orient

208 pages, 110 F 16, rue des Ecoles 75005 Paris

peut-être, alors que les autres tibias percés par les loups resteut muets. La main de l'homme ne les a pas élevés à la dignité d'instruments Le timbre de la corne de mammouth

raient, les autres pas. Et les os dont

ils arrondissaient la percée pour la

rendre bien lisse sonnent toujours

aujourd'hni comme des sifflets de

bonne qualité, un peu chuintants

Ce concert préhistorique était réservé à une centaine d'Amis du musée des Eyzies, établissement en cours de restauration et d'agrandis-sement sous l'impulsion d'un jeune conservateur, Jean-Jacques Cleyet-Merle, coffre-fort receisant des trésors cachés mais reconnus mondialemeot, qu'un plan d'expansion ambiticux et bien doté par le gou-vernement devrait transformer dans deux ou trois ans en formidable outil pédagogique : il y a là la plus belle collection de blocs gravés dn monde, soit une source inépui sable d'information sur la période antérieure à l'Homo sapiens (trente région est de plus un musée en soi. Classé par l'UNESCO patrimoine mondial de l'humanité, le site des Eyzies, à 25 kilomètres de Lascaut, se fond dans un cirque immense de collines rocheuses qui, toutes, recè-lent d'inépuisables gisements pré-

M. le Conservateur venait de signer en ce débnt d'été l'acte de propriété de la gorge d'Enfer, avec niches et abris y attenant. L'an dernier encore, on y recyclait le gogo en peintures rupestres et danses primitives autour d'un feu de bois. Les temps ont bien changé : au soir d'une Fête de la musique plus œcu-ménique que jamais, Michel Dau-vois, technicien an CNRS et chercheur ès sons préhistoriques à l'Institut Pierre-et-Marie-Curie, dans l'équipe de Michèle Castellengo, y dissertait cette fois doctement. Du timbre de la corne de mammouth, de l'existence attestée à cette époque de la flûte nasale et de l'ocarina, de la fantaisie de nos ancêtres néandertalieus, capables de se servir d'un grattoir comme d'une rape, de transformer un outil en percussion et de percer os et coquillages de trous réguliers. Non, comme on le croyait, ponr les sus-pendre à leur cou. Mais pour y souffler, en toute convivialité avec

Bain classique à Genève

dans les rues opérerent avec succès le brassage des musiques et celui de notre correspondante

Portes ouvertes a l'Opéra

Mais le grand jour de la fête fut le dimanche 21. Un grand nombre de Genevois out rempli les salles de concert et profité de la journée

Mais ce înt la mezzo-soprano suedoise Anne-Sofie von Otter (accompagnée au piano par Bengt

Vorsberg) qui souleva le plus d'en-thousiasme en interprétant quatre chansons de Francis Poulenc, sur des poèmes de Guillaume Apoll naire. Le soir, Genève eut droit à

Verdi, avec Samuel Ramey dans le role principal.

portes ouvertes offerte par le Grand Théâtre (Opéra de Genève) dirige par Hugues Gall. Selon les animateurs de la fête, 60 % du public de cette journée n'avait jamais mis les pieds à l'Opéra. Tous ces spectateurs ont écouté religiousement, puis applaudi avec fougue et bissé le trio en sol majeur Hoboken de Haydo et le Quatur avec piano en sol mineur de Brahms, les chœurs du Grand Théâtre, qui interprétèrent Wagner, Rossini, Mozart, Beethoven et Verdi, sous la direction de Jean Laforge, ainsi que la soprano Mar-tina Musacchio, accompagnée an tina Musacchio, accompagnée an piano par David Gowland, et des chants orthodoxes et traditionnels

une représentation de l'Attila de

D'autres concerts classiques furent également donnés au Conservatoire, dans la cour de l'oniversité, et sous l'égide du mouvement Musique Espérance, créé par Mignel Angel Estrella, au Musée de la Croix-Rouge, ainsi que dans les temples et églises. Les amoureux du jazz furent comblés dans physicurs quartiers, et là aussi on se montra très éclectique. Quant aux mordus du rock, ils n'eurent rien à leur envier, et les musiques de tous les continents furent représentées à travers la ville et ses faubourgs. Les ensem-bles africains, brésiliens et portugais compterent parmi les plus de France, encouragé par le réveil musical de Genève, rêve à présent d'une coopération culturelle trans-

ISABELLE VICHNIAC

décidé que la musique se tairait à minuit. 3 000 musiciens déployés

Accordéon à Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

Un «bœuf» à la sauce chinoise. plutot douce qu'aigre. Et, à vrai dire, nn régal. Deux des plus saintes vaches sacrées de l'accor-déon, Jo Privat et Marcel Azzola, et un troisième larron qui mérite d'argence la canonisation, Marc rrone, ont apporté, dimanche juin, à Pékin, la démonstration absolue que le plaisir de jouer et d'entendre transcende toute préoc cupatinn scholastique et que le sublime échappe aux chapelles.

Contrairement aux apparences, ce n'était pas une quelconque variété inférieure de musique, de la simple musiquette à danser, le musette, qu'ils ont offert à un mil-tier de Chinois invités dans un grand hôtel – en terrain neutre, donc, sur le plan politique – avec l'appui du Centre culturel de l'ambassade de France et le coup de main de l'Association des accordécaistes chinois, parce qu'en pays communiste il laut que tout soit organisé. C'était infiniment plus. C'était de la musique, de la vraie,

tête. Pour créer ce plaisir par les temps qui courent à Pékin, capitale austère et grincheuse d'un régime austre en fin de carrière mais encore prêt à mordre avant de quitter la scène, il faut beancoup de talent et d'énergie.

Pourtant, comme pour la cuvée 1991 de la Fête de la musique, les autorités, dont la hantise de la poé-sie relève de l'obsession, avaient bien tenté de retirer le tapis sous les pieds des organisateurs au dernier momeot.

Absolue complicité

Elies n'ont tontefois pas pu empecher, malgre une présence policière appuyée, les Chinois de se laisser posséder, sur la piste de danse, par les trois magiciens au son d'un instrument qui ne leur évoque plus senlement, grâce à cette soirée, les marches militaires de l'épopée, agrémentées d'un zeste de piano à breselles d'unportation soviétique.

Leur complices, indispensables ANNE REY celle qui remonte du ventre à la réussite de la sauce : Muriel, chan-

teuse au naturel acidulé, la pianiste Lina Bossati... Et on n'oubliera certainement pas un vétéran des tournées mondiales, Didi Duprat à la guitare, un peu surpris de se retrouver ici, pour la première fois, lui qui a accompagné Marlene Dietrich dans ce pays où l'âge compte plus que tout. « Alors, tu crois que je peux continuer?s nous demanda-t-il, émouvant de sincérité, à l'issue de l'affaire. Et comment | Et si Perrone revieot un jour en Chine pour une tournée, avec son art de l'absolue simplicité qui arrache l'accordeon à soo ghetto méprisé, on devrait ponvoir lui promettre, an nom du public chinois, un succès fabuleux.

FRANCIS DERON

a Rectificatif. - Dans notre numéro coasacré aux « Rendez vous de l'étés (le Monde du 11 juin), le numéro de téléphone du bureau du Festival Django-Reinhardt de Samois était erroné. Il fallait lice le 64-24-64-82.

World music. en Californie

LOS ANGELES

correspondance

Célébrée pour la troisième fois à Los Angeles, la Fête de la musique s'est choisi pour cadre un festival « Europe 92 » organisé par le Club culmaire français de Californie, sur le site du Hollywood Park Race Track. Le pare est situé en plein quartier noir de Inglewood, cotre l'aéroport et South Central où commencerent les émeutes il y a presque deux sur la ville en ce premier jour

Avec pour fond de scène les tribunes d'un champ de courses en pleine activité dominicale, la en piente sativite doutinaste, la première partie du programme o favorisé les dégustations, les mots d'accueil de tons les consuis européens, et une musique greeque et française discrète (pour ne pas déranger les chevaux!) jus-qu'à la fin des courses... Ensuite, la tronpe espagnole de flamenco Coro Rosiero de la Pena de la Luz a fait danser le public (envi-ron trois mille personnes), mais c'est avec le groupe Makina Loca littéralement « les donses folles») et leurs rythmes africains et afro-cubains à plein volume que la fête a réellement com-

Multiple et ambulant

Ces Zaïrois résidant en Califor-nie ont l'ambition de faire déconnie ont l'ambition de faire décon-vrir la world musie à Los Angeles, où ils ont déjà enregistré nn aibum. Un programme inté-ressant, mais court : on pent regretter que, par manque d'ini-tiative et de fonds, les représen-tants consulaires français n'aient pas cherché à renouveler le beau succès du concert donné l'an der-nier à l'UCIA par Cheb Khaled et Mory Kanté.

A San-Francisco, la Fête de la musique a pris pour la première fois l'envergure d'un événement multiple et ambulant, avec des groupes de rock d'Asie et d'Amérique dispersés dans la ville et relies par des tramways spéciaix mis à la disposition des participants par la municipalité. Preuve que la Fête de la musique, initiative française, peut plaire outre-Atlantique et faire école, tout particulièrement un Californie, un Etat toujours en mal d'événe-ments cosmopolites.

CLAUDINE MULARD

Section .

19. Sec. 14

ويا سبة غد عد ست

2

and the second

warm Fagers

After Cinginger

The first of the first

mining. .

Suppose : 5

it if aberta befege

子のない りましかい

Arme . Sca

(1) A

ালকালিক 🕝 😘

📅 🏎 🗫 in in z

海() 第) 数2:

And other street

The wat the wind.

I THE PROPERTY SALES

philippens or and

PA MONETALISM

AND MAKE IN MAKE

李春春

** 37

gradient was provided

Section 1985

20 m E. 1 17

Swamp Co. . Date of a

1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1

grade to present the contract of the

M. Markey / et . 188 4 2 7

Springer and margin 1994.

Diensey & course

graphic to refer the company of the

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

THE PROPERTY OF A STATE OF

A resident of Table 12

general and the second

in the second second second

Marine Section of the

the Report Propagation and

See a property of the

The second of the second

A MANAGER OF THE STATE

Section 18 Section 18

The second secon

· 118

at the same of the same of

a section of general

personal desirable of Tables

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

the met it

gan parels of an arrangement of

THE RESERVE OF THE PERSON OF

section to the section of

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER.

4-34-5-4-4-7 E

The State of the S

de first was grade

THE BOTTON

100 25 6 2 Se come on and

A STREET OF SHIP

4 1.54

Mill Server A

resultats du premier la d'union, condoite & fand Gronetti, div. 18 fand de FN, confest et control et n: dis comed resondels Reussellen, 1803 (300) trees droite conducts

B.ALLOTTAL 12 mars 1989 : Britte und mate. 1 3 6 m 1900 Et Transport L 1 - 1 - conduns per H. 11 7 20 35 6 4 7 10 Park the second duite pa la **秦利 《红鹭诗》** in the diversity of the control of t PERSONAL PROPERTY. Marie M. France See. Market Come per train London \$1,644 mile 95 Water and a second September from the 19 BEARS 1989 bene die Villagite

The state of the s Salar Sa A Section Contracts KPR 0 2021 (503) Same a granded training St. Control (600 mg) (2 mg Car Fall Car M. Laborre di ELI Supe grade and the first Company of the control of the contro MATTERNA THE TANK THE LE CAPE MARE granted to fire the rain try of a the section that the

les partiele 27 FT. 127 (4.99 %), a signim. FN. 164 (22) worder err er 2. 7 mil 1 MARM : COR

m-La varenne la p

ortion (cut 10) e do a come: to the state of th emirde a M. Larris interiller reguesi (\$1)
tert for combilate \$100
12). If they find the

: talliement # 10 m der, en pe refert ut er from de Ni Con are frommen des se and Mana des hands and sampare to as agar for the rease of thirties on the to bild on that some the first and the to bild on the some The control of many property of the control of the

the premier that could be a feet of the later of the late

THE PARTY SEED THE SEED OF T

A STATE OF THE STA

MUSIQUE

Une carte postale expédiée des mages Sortie mondiale du dernier disque de Miles Davis

Doo Bop, de Miles Davis, est un disque d'eprès la vie qu'il appelle, un disque d'après les affrontements de Los Angeles qu'il pressent, un disque d'eprès la mort qu'il oublie. Aujourd'hni, où les musiciens commencent par se répéter, on ne veut plus entendre cette ardeur à vivre qui porte les deraières notes de Mîles Davis. Sur des nappes de rythmes, de figures et de bruits, Mîles joue comme on siffiote dans la rue, sur nue plage; il irimbale des airs incessants, il étrangle no rire que l'on devine, il fait écho à sa voix que l'on perçoit, saie, lasse, tendre, gouailleuse, très écorchée,

Dog Bop est un disque en pas-sant, une carte postale expédice des ouages, un sorte de bleu qui se grave et qui danse. Les airs légers tourbillonnent longtemps après dans la tête. Avec le rappeur Easy Mn Bee, dans un style de bateleur de foire, de parade et de ferce, Miles résume à le va-vite tont ce que saurait un enfant d'eujourd'hui t tous les souvenirs d'un musicien de jazz. C'est eussi, mais il faut savoir se mettre à l'écoute l'air de ien, une symphonie de bruits, de klaxons, de comptines qui racon-tent la ville et la vie d'aujourd'hui, les bnmmes et les femmes, et le musique. Pour ces raisons et quel-ques antres moins évideotes, ce disque est celui des eofants du jazz, des gosses de Los Angeles et l'enregistrement de demain. Sans savoir qu'il fnoctionne déià evec eux comme uo test de Roschach, ou mieux comme un miroir, les critiques et les pingres ont com-meocé de le némonter comme un enfant triste dévisse le ventre de son juuet, Les trompettistes, eux, qui jonent sans exception evec beaucoup plus de précision et infi-niment moins de désinvolture que Miles dans Doo Bop, adorent Doo Bop. Et il est très difficile de trom-

FRANCIS MARMANDE ► Ref. 1 CD, WB 755 926-9 382 gradine werd ?

en valuable.

WINSTON LE G E N D FESTIVAL ____ DU 26 JUIN AU 4 JUILLET

.26/06 GALLIANO OMAR URBAN DANCE SQUAD KEZIAH JONES

02/07 JIMMY OIHID **RUFUS** THOMAS BLUES **BROTH ERS** BAND

Reservation: (1) 41199909 Télérama

Location : Fnac.

Virgin Megastore et agences.

Winston

THÉATRE

Magie de Florence et crevettes du Croisic

CULTURE

Au Festival de Saint-Herblain, c'est la folie des planches qui « pleut sur Nantes »

de notre envoyé spécial

Sur la route de Saint-Nazaire. après un on deux carrefours circu-laires comme it en naît partout en France (priorité à gauche), les yeux sont alertés par une affiche étrange : sur un grand drap rouge est couché un escarpin vert, à haut talon pointu, fait aon pas de cuir, ou de soie, mais l'hable. C'est l'approprie du Festival. d'herbe. C'est l'annonce du Festival de Saint-Herblain, qui a lieu chaque mois de juin, où sont venus ces dernières années Royal de Luxe, Zin-garo, Lavaudem, par exemple, ou Gildas Bourdet, Christian Rist, L'Aquarium...

Le site est un parc enchanté, genre Belle au bois dormant : un château de mystère qui hésite entre forteresse et ferme de laitues et de roses, et puis des prairies en pente, des bois de chêne, des lacs d'argent. Les théâtres se cachent sous les arbres assez loin les uns des antres : on doit faire de (petites) trottes, mais il y e aussi des buffets, ponr se requ quer: crevettes roses du Croisic, beurre demi-sel de Guérande, muscadet maison...

Un monde fou, vonn pas sculement de Nantes, va et vient d'un spectacle à l'autre, ou se repose dans les prairies, dans ce château de la Gournerie. Ce mois de juin 1992, le CRDC (sigle austère du Centre de recherche et de développement cultu-rel), qui anime ce festival, propose aux publics de Loire-Atlantique Clo-tilde Mollet dans Quatre heures à Charila de Genet, Jean-Quentin Chatelain dans Mars de Fritz Zorn, d'autres choses aussi fortes qui ont été comme celles là créées en France cet

hiver, mais aussi des troupes pas encore vues chez nous – le Cirque O – ou des créations : ainsi le spectacle Jean-Louis Benoît (L'Aquarium): la Nuit la Télévision et la Guerre du

C'est une suite d'entretiens de C'est une suite d'entretiens de «têtes» politiques, comme Roland Dumas ou Valéry Giscard d'Estaing, avec des journalistes connus de la télévision. Style «Heure de vérité» ou «7 sur 7», et cela se passe dans les jours qui unt juste précédé le comp d'envoi du général Schwartz-kopé. D'un côté, il y a les politiques qui savent un petit quelque chose, pes forcément exact, et qui ne répon-dent pas, on ceux qui ne savent rien dent pas, on ceux qui ne savent rien et qui essaient de le cacher. De l'autre côté, il y a les interviewers qui ne sont vraiment pas curieux, ni ouverts, ni malins, et rabâchent les mêmes questions sensass, les plus «mclo».

> Petit diable italien

D'une terrible voix de croquemitaine. Louis Merino ioue les intervie wers, et Jean-Marie Frin, Christine Pignet, Karen Recurel, Paul Minthe, sont les ministres, anciens ministres, sidents, ou membres de l'équipe télé. Spectacle assez maigrichon, sans regard particulier sur les facteurs politiques, économiques, de ce conflit, ni sur son déroulement, ni sur la vocation de l' «information» télévisée. Une gemille drôle parodie, qui vient trop tard. Mais le public, pas méchant, rit un peu.

ses mains, ses pieds, et quelques poches de pardessas, fait rire et rever assistance. Ce petit diable stalien a la poésie dans la peau, des idées faramineuses de magie bêtes comme chou, an point que l'on croit qu'il est né dans un cirque, d'un père acrobate et d'une maman écuyère, mais non, Papa à Florence fabriquait des peignes d'écaille, et Maman des bou-

Le CRDC de Nantes, organ du Festival de Saint-Herblain, crée, dans le courant de l'année, de nombreux événements. La rive sud de la Loire, à Nantes, riche en immenses usines et entrepôts désertés, permet les répétitions et les représentations de troupes importantes comme Royal de Luxe, Archaos, Zingaro, Dromesko. Il y e anssi une école d'ac-teurs, intitulée Studio-Théâtre : les néo-acteurs jouent ce mois de juin à Saint-Herblain (et vont reprendre Avignon) Grand-peur et misère du Ils Reich de Brecht, et un montage d'après von Horvath.

MICHEL COURNOT

u «Jours tranquilles à Cliche». Sous ce titre littéraire, trente-trois artistes français ou travaillant en France (peintres, photographes et sculpteurs) exposent dans un appartement parisien, loin du marché de l'art et de ses conventions, loin des musées et de leurs typologies. Parmi cux des noms célèbres, Barré, Albe rola, Lacalmuntie ou Kirili, et de Parmi les autres événements du jeunes artistes à découvrir. Du 21 au festival, meotion très bico eu 26 juin, de 13 heures à 19 heures, mime-illusinnuiste-poète-ecteur-clown-danseur Bustric, qui, juste evec 75009. Tél.: 48-78-57-96.

Témoin de la « vingt-cinquième heure »

Virgil Gheorghiu est mort

l'Eglise orthodoxe roumeine de Paris - Virgli Gheorghiu est mort le lundi 22 juin à Paris, où il vivait depuis plus de quarante ans. Il était né le 15 septembre 1916 à Rasboleni, en Moldavie.

Même si l'on ignore beaucoup de la trentaine d'ouvrages publiés par Virgil Gheorghiu, il demeure dans la memoire collective comme l'auteur de la Vingt-Cinquième Heure, roman entitotalitaire qui parut à Paris en 1949 (evec une préface du philosophe Gabriel Marcel). Gheorghin y dénonçait ce qu'on nommait à l'époque « la déshumanisation du monde moderne». La «vingt-cin-quième heure», c'est celle qui vient trop tard. Et c'est ce moment-là, ce etrop tards, que vit la civilisation occidentale. Gheorghie en a fait un roman noir, violent, éciatant, dont

Bibliographie

Voici la liste des principales ceuvres de Virgil Gheorghiu:

Calligraphie eur la naige (1940); la Vingt-Cinquièma Heure (1949); la Seconde Chance (1952): L'homme qui voyagea seul (1954); le Peuple des immortels (1955); les Amazones du Danube (1957): Saint Jean Bnuche d'ne (1957); Cravacha (1960); Perahim (1961); la Maison de Petrodava (1961); la Vie de Mahomet (1963); les immortels d'Agapla (1964); De la vingt-cinquième heure à l'heure éternelle (1965) ; la Jeunesse du docteur Luther (1965); le Meurtre de Kyralessa (1966): le Vie du patriarche Athénagoras (1969); l'Espionne (1971); l'Œi américain (1973); Dieu ne reçoit que le dimenche (1975); les Inconnus de Heidelbera (1977); le Grand Exterminateur (1978); Christ au Liban (1979); Dieu à Paris (1980); Mémoires (1986); la Corée. la belle inconnue de l'Extrême-Orient à l'heure des Jeux olympiques (1987).

La plupart des livres de Virgil Gheorghiu ont été publiés chez Plon.

L'écrivain - et patrierche de les héros magnifiques et pathétiques Sans dante pas de trop nombreux romans assez médiocres aux intrisont broyes par les sanglantes utopies de l'histoire contemporaine. Ce texte inspiré, prophétique pour cer-tains, eut un immense succès.

Trois ans plus tard, soit un autre livre, la Seconde Chance, accueilli evec la bienveillance qu'a suscité le succès du précédent. C'esi à ce moment-là qu'intervient un scandale qui devait ternir à jamais l'image de Gheorghiu. On apprend que «l'hnmanisme» dont fait preuve cet écrivain dans ses deux livres sortis eo France est plus qu'abseut d'un texte précédent -non traduit en français, - Les rives du Dniestr sont en flammes. Ce reportage, écrit au temps où l'armée roumaine combattait aux côtés de la Wehrmacht, faisait notamment l'éinge du soldat hitlérien et conspuait «le juif malfaisant». Gabriel Marcel exige que sa préface soit retirée des éditions à venir de la Vingt-Cinquième Heure. Boudé par le public, Gheorghiu quitte la France pour l'Argentine, d'où il revient toutefois assez vite. Il public en 1954 un roman eutobiographien 1954 un roman eutobiographi-que, L'homme qui voyagea seul, à propos duquel, malheureusement pour lui, les critiques se déclarent incapables de démêter vérités et affabulations.

Ce fils de pope, qui, eprès des études dans des collèges militaires roumains et à la faculté des lettres de Bucarest, evait étudié la théolo-gie en Allemagne, à Heidelberg, est ordonné prêtre en 1963, et devien-dra patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris en 1971.

Cela, bien sûr, ne saurait l'am-mistier. Et ses compatriotes installés en France attendront longtemps une vraie « confession ». Ils crotent ce moment arrivé quand paraît en 1981 no entretico exclusif de Gheotghiu sur lui-même. « Mals, écrira Edgar Reichmann dans le Monde (20 juin 1986), celui qui se proclamait le poète du Christ et de la Roumanie dénonçalt cette fois ses propres compatriotes en exil, écri-vains défenseurs des droits de l'homme et intellectuels dissidents. Il les accusait d'être des «agents trou-bles» manipulés par le KGB.» Sa « vraie » confession, brillante

et ambigue, Gheorghiu la fera dans oo livre clairement autobiographi-que, Mémoires, le témoin de la que, memoires, le temoin de la vingt-cinquième heure (Plon, 1986, le Monde du 20 juin 1986) «mon œuvre capitale, disait-il, selan laquelle je serai jugë, dans la postè-rité, par les hommes, et, au Jugement dernier, par Dieu ». Mais n'avait-il pas dit lui-même que la «vingt-cinquième heure» était-celle qui venait trop tard? Alors, que faut-il garder de Vingil Gheorghru?

VERTICALEMENT

1. Des fervents de la piste. — 2. Communique tout ce qu'on lul confie. — 3. Fin de participe. Prò-

gues policières peu convaincantes. Mémoires et, évidemment, «le» roman, «soo» roman. «Comment cerner le personnage pour le moins ambigu de l'écrivain sous l'appanous proposail, en pleine guerre froide, cette fiction humaniste desti-

Mais il feut, à coup sûr, lire ses rence généreuse d'un homme qui née à marquer sa génération?» se demandait Edgar Reichmann, rendant compte des Mémoires. Et il récondait : «Le témoin de la vingtcinquième heure, aujourd'hui prêtre sans paroisse, s'est enfin confesse. Seule demeurera de son œuvre cette Vingt-Cinquième Heure, inexplicable miracle, étincelant comme un diamant dans le noir de sa peur».

<u>Décès</u> son épouse,

M. et Mª François Benhamou,
son fils et sa belle-fille, et leurs enfants,
M. et Mª José-Mazuel Nogueira Mª Mathilde Lacheré.

CARNET DU Monde

sa fille et son gendre, et leurs enfants, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile BENHAMOU. officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, directeur central adjoint honoraire de la police judiciaire, chargé de mission à la Banque de France.

survenu le 19 juin 1992.

M= Emile Benhamou,

L'inhumation aura lieu le mardi 23 juin, à 9 h 30, au cimetière de Bou-logne-Billancourt (rue de l'Ouest).

7, rue de Rémusat, 75016 Paris.

M. et M= Nicolas Boulouis,
 Hélène, Marc et Grégoire,
 ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 19 juin 1992, de

leur fils et frère, né le 22 octobre 1991, baptisé le 16 novembre 1991. Les obsèques nut en lieu ce lund:

Une messe sera célébrée le vendrede 26 juin, à 11 beures, en l'église de la communauté des Franciscains, 7, cue Marie-Rose, Paris-14.

23, rue du Père-Corentin, 75014 Paris.

- M. Jean-Marie d'Hoop. son époux, M. et M= Jean-Michel d'Hoop, M. Daniel d'Hoop, ses enfants,

Emmanuel, Marie-Laure, Guillaume, Jérôme et Virginie, Les familles parentes, elliées

et amies, out la douleur de faire part du décès de M- Jean-Marie d'HOOP,

nce Andrée Rieumajou, professeur honoraire au lycée Hélène-Boucher

survenu à Evian, le 17 juin 1992, dans sa quatre-vingtième année.

mercredi 24 juin, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 55, boulevard de Ménilmou-tant, Paris-I l'.

105, avenue de la République,

44, rue de Fleurus, 75006 Paris: 133, boulevard J.-J.-Bosc, 33000 Bordeaux. - Les Ateliers Layauté arts et métiers, Les amis hienfaisants du Grand

Orient de France, unt la tristesse de faire part du décès docteur Jacques MASSON,

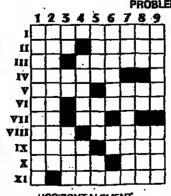
survena dans sa snixaute-quatrième année, à Dallas (Texas).

Le retnur des cendres anra lieu au crématorium du cimetière du Père-La-chaise, le mercredi 24 juin, è 16 h 45.

G.G.G.E.

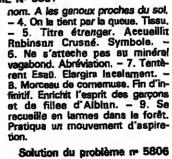
MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5807



HORIZONTALEMENT I. Atteint son but e'il tire bien. II. Autant dire « dément ». A la dent ionque. - III. En service. Permettent de récupérer. - IV. Résume collectivement un programme pieux. - V. Souffle enoque. Don

d'une femme à san enfant. -VI. Initiales d'un dreyfusard militant. Chair à pâté. — VII. Un peu de thé. Article étranger. — VIII. Un étrange garçon, une fille bizarre. Permettent de suspendre de belles pièces. — IX. Animal. Sait ce qu'il veut. - X. Petite, elle était vraiment roulante. Résiste eux coups de pioche. - XI. Avec lui, certains ne sentent den.



Horizontalement

I. Jules. Vacherie. - II. Onomato-péa. Arts. - III. Ha I Proie. Ph. Ere. - IV. Audacieux, Ob. Im. - V. Ela. Spectacle. - VI. Noces. Etiolé. -VII. Oro, Maternelles. - VIII. Ten-deurs. Lie. - IX. If. Son. - X. Plis. Eperian. Pr. - XI. Akercation. Oie. - XII. Réunion. Sciages. - XIII. Zr. Cohérite. - XIV. Liés. Carne. Avon. - XV. Ensevelissement.

Verticalement 1. Johannot. Parole. - 2. Unau. Oredle. In. - 3. Lô. Déconfiture. -

.4. Empalé. Sen. Se. - 5. Sercasmes. Riz. - 6. Toi. Au. Ecorce. - 7. Voies. Trépen. Al. -8. A-peu-près. Et. Cri. - 9. Ce. Xe. Prisons. - 10. Hep ! Cent. Loches. - 11. Hotte. Sanie. - 12. Ra. Baillon, Aram. - 13. Ire. Colin. Ogive. - 14. Etrillée. Piéton. -15. Semées. Présent.

- M. et M™ Georges Lacheré, ses enfants, Mª Marie-Elisabeth Lacheré, Mª Ghislaine Lacheré,

M™ Mathilde Lacheré,
M™ Anne Lacheré,
M. Amaury Lacheré,
ses petits-enfants,
Le Père Pierre Bailereau,
aumūnier de l'höpital Vuugirard,
Sœur Marguerite Letourneur
et M. Gustave Hareau,
de l'Union mayennaise.

M. ct M= Antonio Da Silva. Maria et Véronique, La directina et le personnel de

l'hôpital Vaugirard, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de M. Jules LACHERE

endormi daus la paix du Seigneur, le 18 juin 1992, à Paris-15°, dans sa qua-

La cérémonie religiouse sera célébrée le mardi 23 juiu, à 10 h 30, eu l'église Seint-Lambert de Vaugirard, Paris-15.

L'inhumation aura lieu le même jour

dans la sépulture de famille, au cime-tière de Wimille (Pas-de-Calais). 54, rue des Entrepren 75015 Paris.

75015 Paris. 4, rue de la Source, 60240 Mauneville. 68, avenue de la République, 7501 | Paris. 10, rue Vaugelas, 75015 Paris.

- Le Mage (Ome).

M= Odette Mélesse et ses enfauts Brigitte, Michel, Véronique, Frédéric, M. Luc Mélesse,

son trere,

M™ Jeannette Ricordeau,

sa belle-sœur

et sa fille Anne,

M. et M™ Yves Personnic,

ses neveu, nièces

et leurs filles Christine, Françoise

Nathalia

Ses petits-enfants Alexandra, Mélissa et William, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre, Walter, José MÉLESSE,

survenu le 20 juin 1992 en sa soixante

La messe de requiem sera célébrée dans l'église du Mage le mardi 23 juin, du Mage.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bourg. 61290 Le Mage.

P.F. agréées Roger Eon, 61290 Longay-au-Perche, Tél.: 33-73-59-14.

M= Dany Sudreau, M Laure Sudrean, sa fille,

M. et M= Pierre Sudreau. ses parents, M= Hubert O'Connor, sa sœur, son époux et leurs enfants.

M. Bernard Sudreau, son frère, son épouse et leurs enfants M. et M- Pierre Louis-Dreyfus,

Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de Jean SUDREAU.

Les absèques ant eu lleu dans l'inti-mhé familiale, le 17 juiu 1992.

12, rue Bixio, **Anniversaires** - Les familles Dayan et Bénichou, rappellent le souvenir de

Simone DAYAN,

à l'occasion du vingtième anniversaire

Soutenances de thèses - M. Damien Schoevaert-Brossonh présentera ses travaux en vue de l'ob-tention du diplôme d'habilitation des recherches, le jeudi 25 juin 1992, à recherches, le jeudi 23 juni 1992, a 14 beures, salle Baurneville, niveau 3, faculté de médecine Paris-Sud, 63, rue Gabriel-Péri, 94276 Krem-bn-Bicètre Cedex, sur le sujet suivant : « Microscupie quantitative et reconnaissance des formes : développements méthodnlogiques et applications en

JOURNAL OFFICIEL

biologie et en médecine »

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 21 juin 1992 DES DÉCRETS

- r 92-544 du 19 juio 1992 portant iotégration de certains fonctionnaires appartenant à des corps relevant du ministère des affaires sociales et de l'intégration dans des corps relevant du ministre chargé de l'éducatioo nationale;

- o 92-545 du 17 juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libé-ral de directeurs et directeurs adjnints de laboratoires d'analyses GUY BROUTY de biologie médicale.

the state of the s September 1 Section of the sectio

POINT / LE PERMIS A POINTS

Pour une bonne conduite

Telle est l'ambition de M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux. Cette mesure intervient après les limitations de vitesse, la lutte contre l'alcoolémie au volant, les obligations de port de casque et de ceinture, la réforme de l'aple Parlement le 10 juillet 1989, l'application

L'entrée en vigueur, le 1= juillet prochain, d'informatisation du tichier national des perdu permis à points va-t-elle enfin entraîner mis de conduire. La plupart des infractions un véritable « changement de comportement vont désormais entraîner le retrait d'une pardans la façon de conduire des Français »? tie des six points attribués, sans eucune distinction, à tous les titulaires du permis de

Le non-respect de la réglementation et les gine des accidents. Ils provoquent, chaque année, la mort de près de 10 000 personnes prentissage de la conduite et enfin le en France, alors que la Grande-Bretagne et contrôle technique des véhicules. Votée par l'Allemagne - qui appliquent depuis plusieurs années les principeo du permis à de cette loi e été retardée par les difficultés points - ont respectivement 5 000 et 7 500 plus de 2 800 pages.

tués sur leurs routes, avec une circulation comparable à celle de l'Hexagone. L'insécurité routière, qui fait également plus de 200 000 blessés, dont 10 000 restent handicapés, coûte environ 100 milliards de francs par an à la collectivité.

Le Parlement examinera dans six mois le fautes de conduite sont, pour 95 %, à l'origouvernement a engagé une refonte en profondeur du code de la route, qui devrait aboutir, d'ici deux è trois ans, à une clarification et à une simplification d'un texte qui date de 1958, et qui comporte actuellement

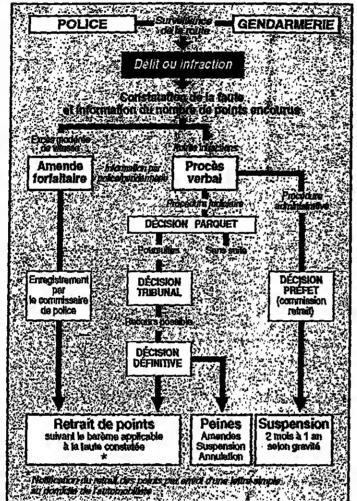
Mode d'emploi

Un capital à conserver ou à reconstituer

Chacun des 33 millioos de déteoteurs do permis de conduire disposera, le 1º juillet prochain, d'un capital de six points. Chaque fois que les services de police ou de gendarmerie constateront une infraction ou un délit, tout conduc-teur sera, ooo seulement passible d'une amende forfaitaire et éventuellemeot d'une suspeosioo du permis de condoire, mais aussi d'un retrait de poiots. Ce retrait o'aura lieu qu'après paiement de l'amende forfaitaire (qui indique la reconnaissance de la faute par le conducteur) ou après une décision de justice définitive (e'est-à-dire après épuisement de tous les recours judiciaires éventuels),

Il o'y aura retrait de points que pour des délits ou des cootraventions qui mettent en danger la vie des eutres. En seront donc exclus des suites, en seron donc exclus le défaut du port de casque ou de ceinture, et le stationnement irré-gulier, s'ils o'eotranoent pas une situation dangereuse pour les

Uo excès de vitesse de moins de 20 km/h sur route et en ville ou de moins de 30 km/h sur eutoroute, ainsi que le maintien des feux de route ou de brouillard en cas de croisement, entraînera la perte d'un point. Les occasions de perdre deux points seront : la circulation sur la partie gaussie de la chaussée; le franchissement ou chevauchement d'une ligne contince; un changement important de direction assuré que la manœuvre est sans danger; l'accélération alors qu'on est sur le point d'être dépassé; le non-respect de la priorité, do pau-neau stop, ou du feu rouge fixe ou clignotant; l'arrêt ou le stationne-ment dangereux; la circulation ou le stationnement sans éclairage ni signalisation quand ils sont neces-saires; les manœuvres interdites sur autoroute : la circulatioo en



sens interdit: l'excès de vitesse de 20 km/h ou plus sur route et en ville, et de 30 km/h oo plus sur actoroute, et enfin on eccident

ayant occasionné des blessures involontaires n'entraînant pas une incapacité de travail de plus de trois mois.

Trois points secont retirés nous des délits comme la conduite en état d'alcoolémie ou le refus de se soumettre au dépistage d'alcoolé-mie; le délit de fuite; le refus d'obtempérer; l'entrave on la gêne à la circulation; le défant de plaques et les fausses déclarations; conduite sans permis en période de suspension et enfin l'homicide ou blessures involontaires entraînant une incapacité de travail de plus de trois mois.

Le retrait maximum est de trois points pour plusieurs contraven-tions en même temps, et de quatre points s'il y e plusieurs délits et contraventions simultanés. La perte de six points a pour conséquence l'annulation du permis pour tous les usages : voitures, motocyclettes, poids lourds. Pour retrouver le droit de cooduire, il faudra avoir été reconnu apte après nn examen médical, et repasser l'examen do permis de conduire après un délai de six mois à comp-ter de la date de remise du permis à la préfecture. Il sera possible de reconstituer le

capital de points, soit en oc commettant ancune infraction pendant trois ans, soit en suivant des stages payants de sensibilisation d'uoe. durée de deux jours. Ces stages, que l'on ne pourra suivre plus d'une fois tous les deux ans, permettront de récupérer un ou deux points perdus à chaque fois. Mais législateur a prévu que ces stages autoriseroot la reconstitutioo du

Dans le cas d'un professionnel de la route, s'il est établi que l'organisation de son travail et les instructions doonées l'oot incité à commettre l'infraction, la responsa-bilité du donneur d'ordre pourra être mise en jeu. Mais les sanctions prévues seront tout de même appliquées au conducteur.

L'Europe des limitations de vitesse

(en km/h)

En agglomé- ration	Sur route	Sur autoroute
50	100	néant (1)
50	90	120
50	80	100
50	90	120
50	90 (2)	130 (2)
- 50	80	80
48	97	97
50	de 90 à 110 (3)	de 90 à 140 (3)
50	90	120
50	80	120
60	90	120
48	97	113
50	100	130
50	80	120
50	80	90
50	70	110
50	. 80	120
	50 50 50 50 50 50 50 48 50 50 60 48 50 50 50	ration 50 100 50 90 80 50 90 80 50 90 (2) 80 48 97 de 90 at 110 (3) 50 90 50 80 50 90 50 80 50 100 50 80 50 80 50 80 50 70 70 70

(2) Respectivement 80 et 110 km/h par temps de pluie.

Des stages pour les contrevenants

La « conversion » d'un homme pressé

contrarié. Directeur dons une société multinationale, il se sent «bloqué» dans le sous-sol de le Chambre de commerce et d'industrie de Versailles on compagnie do onze hommeo et une femme. Pendant deux jours, il va devoir subir, comme eux, le discours, qu'il imagine « moralisateurs, d'un formateur et d'une psychologue. Monsieur D. participe à un stage organisé por le Prévention routière, préfigurant ceux qui seront proposés dans quelques semaines aux conduc-

Monsieur D. e payé 1 500 francs et pris deux jours de son précieux temps pour être lè. Comme ses douze compagnons, Il o recu une lettre du procureus de la République lui proposant de 2 300 francs dans son cas, plus une suspension de 15 jours du permis de conduire, et ce « stage de sensibilisation oux causes et aux consequences des accidents de la route ». Monsieur D. n'a pas vraiment apprécié que le procureur ait cru bon d'ajouter dans sa missive que ce stage allait lui que la conduite automobile est une activité sociale». Monsieur D. n'est-il pas un homme très civilisé? D'ailleurs, s'il roulait à 170 km/h our une route où la vitesse érait limitée à 110 km/h à l'ouest de Paris, o'était perce que sa famille grentrait dans une autre voiture, après un diner au restaurant » et qu'il voulait « la précéder et lui ouvrir les portes de la mai-

pressé. Il o envoyé sa femme à sa place pour présenter sa défense aux membres de la commission administrative de retrait du permis. Elle devait leur expliquer « qu'avec sa voiture confor-table et sûre, ses qualités de bon conducteur qui percourt 30 000 kilomètres par an sans problème, il ne faisait courir aucun risque aux autres usagers ». S'il avait eu le temps, dit-il, il leur oursit expliqué combien «il est absurde de maintenir pendent la nuit des réglementations... indispensables le jour la Monsieur D. s'est «senti piégé». Il pense que la réclementation est faite « pour les mauvais conducteurs a dont il ne fait pas partie. Monsieur D., qui e gagné deux minutes un sor d'hiver, n'apprécie guère de perdre deux journées de travail en cette fin de printemps.

La «bonne conscience» de Monsieur D. est partagée. Qu'ils soient cadres, professeur d'anglais, maçon, techniciens, cuisi-nler, promoteur immobilier ou directeur d'entreprise, les douze contrevenants, qui vont vivre avec lui pendant deux jours, om en commun d'avoir toujours eu une «bonne reison» de commettre l'infraction qui justifie leur présence è ce stage. «La première faute sanctionnée », prétendent-ils pour la plupert. Reconnaissant cependant qu'ils en commettent chaque jour de plus graves. L'un se dépêchait de « retrouver une épouse malade », l'autre empruntait is voie d'urgence pour le e besoin pressent d'un enfants. celui-cl « ne connaissait pas la

la signalisation changer d'un jour à l'autre ». Enfin, ce dernier n'avait rien trouvé de misux pour échapper au rendez-vous qu'il appréhendait, que de rouier à gauche dans un tunnel : un «acte manquá réussi a qui n'avait, heureusement, provoqué qu'un accident material

L'insécurité c'est les autres

Comme monsieur D. - ou monsieur F. qui se din cêtre le plus en sécurité à 180 km/h dans se GTI sur la voie de gauche des autorootes . -, tous s'estiment d'a excellents conducteurs ». « Curieux, intéressés, désireux d'apprendre quelque chose et de ne pas perdre leur temps » pen-dant ces deux journées consecrées, bon gré mal gré, à la sécurité routière, ils vont cependant noter, avec attention, de terribles statistiques. 163 000 accident corporeis en 1990, plus de 1D 000 morts, 226 000 blessée dont 3 000 handicapés à plus de 50%. En bon gestionnaire, Monsieur D. se dira aussi sensible au coût économique de l'insécurité routière : près du didême du budget de l'Etat, autant que le budget de fonctionnement de l'Education

Les témoignages de victimes et de parents de victimes diffusés sur le matériel vidéo, commencent menifestement à ébranier les certitudes. « Il faut renforcer les moyens de faire respecter la réglementation », s'enhardissent à dire ceux qui protestaient quel-

la sévérité et l'injustice des sanctions dont its se disalent l'objet. Monsieur D. lance une audacieuse comparaison : « Certains, dit-II, utilisent leur véhicule comme une machine à tuer. » Il faudra l'étude de cas, basée

sur des procès-verbaux d'occi-

dents graves syant provoqué mort d'homme, pour que Mon-eieur D. et ses amis d'un jour découvrent el'évalusion objective du risque». Le formateur et le poychologue soulignent leurs erreurs dans l'analyse des responsabilités des accidents présentés. Ainsi, cet outomobiliste, qui a tardé à indiquer son changement de direction, n'est-il pas le grand responsable de la collision ayant entraîné la mort du moterd qui la doublait, même si celui-ci roulait trop vite, et sans permis? D'autres exemples leur font comprendre que, dans la multitude des facteurs (infrastruc-tures, état du véhicule, réactions du conducteur) qui interviennent, cet excès de vitesse, qu'ils jugent pour la plupart « anodin », est très souvent le facteur aggravant qui transforme la fameuse « perte de contrôle du véhicule » en drame.

« Interdiction des véhicules rapides aux conducteurs, mellleur apprentissage de la conduite, ibilisation aux problèmes de la sécurité, amélioration des infrastructures, de la signalisation et du marquage.» Ces douze hommes et cette femme sont, au deuxième jour de leur stage, de valeureux militants de l'amélioration de la sécurité routière. Ils voient pourtant encore dans «les

eutres » les principaux responsables de l'Insécurité. Le seul motard du groupe, jeune cadre « décalé », passe un moment difficfie quand il ose dénoncer l'attitude générale des automobilistes.

(3) Ea fonction des cylindrées.

L'information sur la répression de l'alcoolémie se heurte au scepticisme quasi général. « Comment donc? Boire quatre verres de vin avant de conduire suffirait à mettre en situation délictuelle?» Monsieur D. conteste radicalement : «L'alcool ne provoque pas les mêmes effets sur tout le monde. Et d'ailleurs, je ne bois jamais. s Les autres acquisacent, mais beaucoup avoueront avoir décidé alors de ne plus prendre le volant annès des libetions.

Une chose, une seule, provoquere la « conversion » de Monsieur D. L'appréciation positive. qu'il portera comme tous leo autres sur le rapport - anonyme - de stage, en témoigne. Ces deux jours se sont terminés sur una description détailée du fonctionnement, qu'il juge « diabolique», du permis à points. Et Monsieur D. qui craint de voir son papier rose s'écomer, a compris qu'il était temps pour lui de «changer de conduite».

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) 160 000 à 200 000 conducteurs ourraient, selon les estimations de la pourraient, selon les estimations de la Prévention routière, sonhalter ainsi récupèrer chaque année une partie des points perdus après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation sur le per-

A chaque pays son barème

(1.6)

45

1150

11.0

Le premier permis à points a été institué en 1947, aux Etats-Unis, dans le Connecticut. Pins de la moitié des Etats américains otilisent aujourd'hui un système basé sur le recyclage permanent des conducteurs. Le permis à poiots existe aussi eu Québec.

Les conducteurs japonais, des qu'ils ont commis un certain nombre d'infractions, soot convoqués au commissariat de police, pour que ieur soit notifiée, soit une suspension, soit une annulation de leur permis.

Eo Allemagne, chaque conducteur dispose d'un capital de 18 points. Uo délit entraîne le retrait de 7 points. Après la perte de 9 à 14 points, le conducteur recoit un avertissement. Des qu'il a perdo 14 points, il peut se voir imposer un contrôle de connaissances sur les règies de circulation. Les stages de recyclage permettent de récupérer 3 points. Ce système a reçu l'appui des organisations de professionnels de la route (taxis,

VRP, chauffeurs routiers). En Grande-Bretsgue, les tribuoaux conservent oos certaine marge d'appréciation sur le retrait éventuel de points à la suite d'une infraction. Dix points peuvent être soustraits cu une seule fois des 12 points du capital initial pour duite en état d'ivresse. Dans ce cas, se conducteur devra attendre dix ans pour reconstituer son capital, an lieu de trois ans pour une infraction moins grave. Après la perte de 12 points le permis o'est pas annulé, mais suspendu pour une période aliant de six mois à

deux aus, en cas de récidive. La Belgique a récemment voté une loi instituant un permis à points sur le modèle français.

C. de C.



•• Le Monde • Mardi 23 juin 1992 19

ECONOMIE

BILLET

Tandis que M. Delors déplore le manque d'explications sur la nouvelle politique agricole commune

La Bundesbank réformée

Après une longue procédure, le Bundestag vient d'adopter une réforma des structures de la Banque centrale allemande, la Bundesbank, qui limite (e pouvoir des Lander. Cette réforma avait été rendue nécessaire par la réunification. Le conseil central de la Bundesbank, qui est l'organe de décision de la politique monétaire, était composé en effet des membres du directoire et des présidents des banques centrales régionales. Le directoire - l'organe exécutif comptait huit membres au maximum, mais seulement cinq ces temps demiers, du fait de décès et de départs. Les présidents des banques régionales étaient onze, autant que de régions de le République

Après l'unification, da nouvelles banques centrales régionales auraient dû être créées dans chacune des cinq régions nouvelles de l'Est et la conseil central de la « Buba » aurait dû compter cinq présidents de banque régionale supplémentaires, Mais le directolre, comme la gouvernement, a'est ému de ce qu'un déséquilibre soit ainsi provocué, En outre, les poids économiques des seize régions sont très disparates. Une réforme a été préparée pour limiter le nombre de banques centrales régionales et modifier la conseil central. Le principe «Un Land, une voix» a été abandonné, provoquant l'ire des régions. Le projet a été repoussé par la Bundesrat (chambre heute) et n'est finalement adopté qu'au bout da la procédure de conciliation.

Différentes banques centrales: régionales vont davoir fusionner et leur nombre sera réduit à neuf. Seuls la Bavière, le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-du-Nord-Westohalie conservent en propre une . 1 banque centrale régionale. D'autre part, la conseil central sera composé des neuf nouveeux présidents et des membres du directoire dont le nombre maximum reste fixé à huit. Toutefois, il ne sara dans l'immédiat que de sept. ÉRIC LE BOUCHER

Coordination rurale confirme son intention de bloquer les accès de Paris

tre de l'intérieur, M. Paul Quilès, estimant que « la liberté de circulation des Français et leur sécurité » na pouvaient ître « mises en cause », les responsables bioquer les accès de Paris dans la nuit du kundi 22 au mardi 23 juln, e jusqu'à ce que la réforme de la PAC - politique agri-

cette montée de colère, et à l'occasion de l'émission télévisée €7 sur 7 » sur TF1, dont il était l'invité dimanche 21 juin, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a affirmé : « L'agricul-Je la Coordination rurale s'apprêtaient à ture est mon souci de contrariété numéro de la nouvelle politique agricola commune. «Depuis un an, on n'explique pas cole commune - soit retirée ». Devant aux paysans les enjeux et les solutions chaque année, 4 % des agriculteurs fran-

agricoles en France actuellement. Si l'on continue la politiqua actuelle, il n'y en aura plus que 300 000. Avec la nouvelle politique, on peut en garder 600 000 à 700 000», a plaidé M. Delors.

una. déplorant le manqua d'explications La PAC e ne pouvait plus continuer comme ella était puisque nous avons doublé les dápanses, et, malgré cela,

naît», a souligné M. Delors. Renationaliser la PAC « aurait été un désastre pour la France par la perte des débouchés du grand marché », et « une libéralisation totala, souhaitée par les Anglais et les Hollandais, c'était désastreux pour tous les petits et movans agriculteurs français », a-t-il conclu (lire également p. 20

Les pouvoirs publics interdisent les cortèges de tracteurs

tale recensés par la police nationale. Le blocage des voies d'accès à Paris envisage par la Coordination rurale n'inquière pas outre mesure le ministère de l'intérieur et de la sécurité publique. Attendant près de trois mille manifestants, la Coordination de la securité publique. Prenant effet à partir de lundi minuit, à une distance de 30 à 50 kilomètres de Paris, la tentative de «blocus» n'en créerait pas moins de sérieux embarras. Aussi une soixantaine de compagnies républi-caines de sécurité (CRS) et d'esca-drons de gendarmerie mobile, équine devrait en effet pas attirer dans son sillage une armada de tracteurs. A 30 kilomètres-heure, au prix de pés d'engins de levage et de poussage capables de s'en prendre à un trac-teur, ont-ils été mobilisés dans la l'essence et de l'usure des pneus sur le bitume, les organisateurs ne pourraient guère compter que sur plu-sieurs centaines d'engins (entre cinq cents et deux mille, selon des estimaperspective d'une semaine sociale déjà chargée et encore agrémentée par la réunion du Congrès à Ver-sailles. Dès samedi 20 juin après-midi, M. Paul Quilès avait en outre interdit toute manifestation d'agriculrspective d'une semaine sociale tions encore hasardeuses) venus de la grande couronne parisienne et des franges de l'Ile-de-France. Aucun monvement de troupes, n'était teurs entravant la circulation. signale, hundi en milieu de matinée, en direction des quelque trois cents points d'accès stratégiques à la capi-

Quinze préfets de la région lie-de-France et de départements limi-

trophes ont suivi les consignes minis-térielles les incitant à « interdire par arrêté les rassemblements ou cortèges de véhicules qui viseraient, dans les prochains jours, à entraver ou à gêner la circulation sur la voie publique ». Non seulement les agriculteurs contrevenant au code de la route se verraient sanctionnés (le délit de gêne on d'entrave de la circulation occasionne des amendes de 1 000 à 30 000 francs, assorties de trois mois à deux ans de prison, voire du retrait de permis de conduire). Mais, en se plaçant en situation de non-respect du droit, ils se priveraient du rem-boursement par les compagnics d'as-surances des dommages occasionnés lors des interventions des forces de

Dans leur « quartier général» du

école désaffectée de la Beauce, les dirigeants de la Coordination rurale n'en ont cure. Leur opération a été résolument maintenue malgré les consignes ministérielles et préfectorales. Et le président du mouvement, M. Jacques Laigneau, a estimé que les manifestants auront etouiours moyen de passer par les petites routes» et que leur mode d'action sera « non violent ».

La menace de dérapage reste pour-tant grande, au regard des incidents récemment constatés aux quatre coms du pays. A Tarbes (Hautes-Py-rénées), la préfecture a été l'enjeu d'affrontements opposant un millier de paysans aux forces de l'ordre, ven-dredi 19 juin, après qu'une vingtaine de barrages eurent été établis sur les

tonnes de lisier ont été déversées devant l'hôtel préfectoral. A Arles, une centaine d'agriculteurs ont tenté d'accéder au domicile privé du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, puis ont déversé des fruits et légumes devant la permanence qu'il occupait lorsqu'il était député des Bouches-du-

Aussi des dispositifs particuliers unt-ils été prévus en région parisienne. Le Marché de Rungis, les aéroports et le château de Versailles (qui accueillera mardi le Congrès pour ratification des accords de Maastricht) seront spécialement sur-

ERICH INCIYAN

Avec des investissements en recal La chimie européenne progresserait de 1,8 % en 1992

Après avoir progressé de I % en 1991 pour atteindre 322 milliards decus (2 252 milliards de francs), la production chimique européenne devrait légèrement s'améliorer cette année et augmenter de 1,3.7a seson les prévisions du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC). Cette croissance sera alors plus forte que celle des autres industries manufacturières. Elu vendredi 19 juin pour deux ans à la tête de cette organisa-tion, M: Jacques Puéchal, président d'Atochem, a précisé que cette modeste progression ne sera pas suf-fisante pour enrayer le talentissement des investissements (-3,5 % prévu en volume) et la diminution des emplois (-1,3 %). La production devrait progresser pour les produits pharmaceutiques, cosmétiques et les parfums, et stagner dans les antres domaines. Quant aux engrais, ils devraient connaître un nouveau recul.

En dépit de l'arrestation de deux de ses ravisseurs

Le président d'Exxon International n'a toujours pas été retrouvé

de notre correspondant

Un ancien agent de aécurité de la compagnie Exxon, M. Arthur Seale, ainsi que son épouse Irêne, ont été arrêtés, vendredi 19 juin, par les inspecteurs du FBI et aussinét inculpés de grat et d'avancien de fonde au de conte de con de rapt et d'extorsion de fonds en relatiun avec la disparition, le 29 avril de M. Sidney Reso, président d'Exxon International, peu après son départ de son domicile, dans le New-Jersey (le Monde du 20 mai). Mais cette double interpella-tion n'a pas permis, pour l'instant, de retrouver M. Reso.

La police a pu remonter jusqu'au couple Seale en localisant tout récemment un de ses appels téléphoniques, qui donnait les instructions à suivre pour obtenir la libération de M. Reso. Les ravisseurs réclamaient

une rançon de 1 million de dollars « en billets de 100 dollars usagés».

De source policière, ces derniers annaient agi sous l'emprise de graves difficultés financières et, notamment, d'une faillite personnelle. An moment de l'accessation des Seale, les policiers ont découvert à l'intérieur de leur voiture un annuaire de la société comportant l'adresse privée de plusieurs de ses dirigeants que Arthur Seale aurait emporté en 1987 en quittant Exxon, où il était alors employé comme agent de sécurité avant de vivoter dans plusieurs affaires qui ont mal toumé. Cet enlèvement d'un responsable d'Exxon a incité plusieurs grands groupes amé-ricains à renforcer sérieusement la sécurité de leurs dirigeants pour leur éviter un tel sort

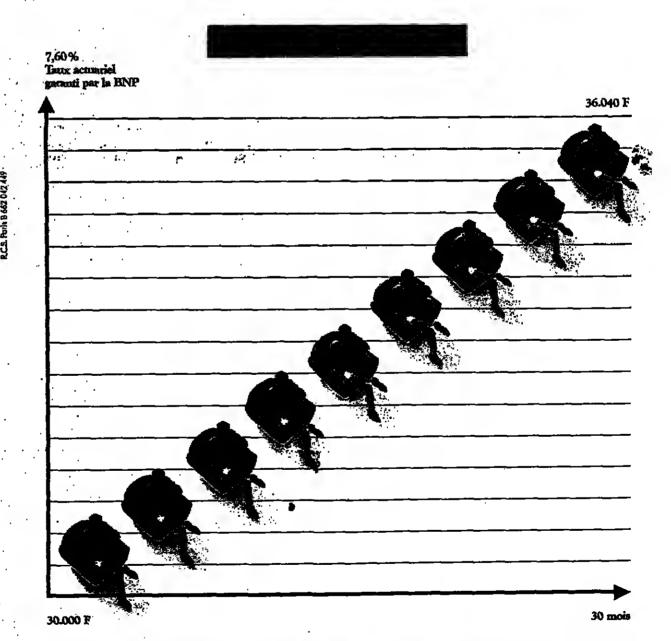
SERGE MARTI

EN BREF

u La catégorie D disparaît dans la fonction publique territoriale. -M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a annoncé jeudi 18 juin que près de 90 000 femmes de service des écoles et 50 000 agents d'entretien de la fonction publique territoriale, jusqu'ici classés en catégorie D (sans diplôme) - le bas de la grille de la fonction publique, vensient d'être intégrés en catégorie C (uiveau brevet). Cette mesure intervient à la suite d'un décret publié le 11 juin, qui poursuit le suppression de la catégorie D dans la fonction publique territoriale, objectif prévu dans les accords Darafour signés

en février 1990 (le Monde daté 11-12 février 1990).

n Pas de troisième marché boursier en Chine. - Le gouverneur de la banque centrale chinoise, M. Li Guixian, a confirmé que les antorités, préoccupées par le développement quelque peu anarchique de la Bourse, avaient renoncé à ouvrir un troisième marché dans l'immédiat (le Monde du 31 mars). Les autorités souhaitent d'abord tirer les enseignements du fonctionnement de ceux de Shanghal et de Shenzhen, qui ont connu de nombreux ratés depuis leur création en 1990 et 1991. -



Natio Fonds Confiance 30 : ce serait vraiment dommage de ne pas en profiter !

Ce placement s'adresse à vous si vous recherchez une rentabilité claire et certaine sur une courte période: 30 mois seulement. Pas de droit d'entrée et un taux actuariel garanti de 7.60% pour les souscriptions intervenant avant le 24 juillet 1992: pour chaque part de 30.000 F, la BNP vous garantit 36.040 F à l'issue des 30 mois. Vous profitez aussi de la fiscalité des Fonds de capitalisation selon la réglementation fiscale en vigueur.

Taux actuariel

avez la liberté de disposer de votre capital en bénéficiant au moins d'un taux de rendement actuariel garanti

Des le 31.12.1992 puis à chaque fin de trimestre, vous

Nario Fonds Confiance 30: une opportunité à saisir avant le 24 juillet 1992.

Toutes informations auprès de nos conseillers dans chacune de nos agences ainsi qu'au (16-1) 40 14 39 33.



--h h last. C 901 25 Mark Car thinkers in

Bit President र्गेक्ट-पद <u>े</u>ट ganga att, dan. Ser Terran Fare Carry AND THE SEC. in the second of

numéro spécial su l'actualité au l'actualité de La Serie de La Serie le consider de la Serie de la Serie de l'actualité de l'actualité de l'actualité de l'actualité de la Serie de la Serie de la Serie de la Serie de l'actualité de or struction euro-m Raux examina a manger dans le mus et Christian de avvse l'Union éco-monétaire en Itesse

TIONCIAIRE EN ME ef ins questions արբըրբ поре sonnable E as Philippe de . . .

Spécial

acestricht

un recueil de is a maastrick ' (C vers outsi divers er veriennen a Gallert Parol. 17.7 ers le profes ic ich ou le 1.00 и псет Ов ווא פונקרדי אנור י nin a din 4 54 Partinchi Ele

٤.. nagna: puvella nonie? n under fall Gelige i 1.0. DES ~~3~65.16

cc Suters . Significan ran plus and : or couler THE RESERVE NAME OF STREET 1.7 9.736 e recouple big renne faculti renne familie al Cong Bi

ATION . SELVE JEB SEINE CEB 16 25-25 49 63-3510 311F

32 P.

n hareme

ent of the second of the secon

and organization of the state of

gradient de la constant de la consta

The second secon

1

3F. 2.

Jan American State Control

International

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE met eu coocours un poste de professeur en TECHNOLOGIE DES POUDRES CÉRAMIQUES

et de directeur du Laboratoire de technologie des poudres céramiques au Département des matériaux Les candidatures féminines soot vivement encouragées. Délai d'inscription : 31 soût 1992 Entrée en fonction : à convenir.

sonnes intéressées voudront bien demander le dossier relatif à ce poste au : Secrétariat général de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne CE-Ecublens - 1015 LAUSANNE, SUISSE

L'INSTITUT DE LANGUES ROMANES DE L'UNIVERSITÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES DE VIENNE recrute au 1" OCTOBRE 1993 UN PROFESSEUR

(statut : professeur titulaire de chaire) Il sura pour tâche d'assurer et d'encedrer l'enceignement

- Les candidats ne disposant pas des conna seires devront se déclarer prêts à les acquérir Pries d'amorpe lette de candidature en allemend et dossier à Universitätsdirektion der Wirtschaftsuniversität Wien, Augasse 2-6, A-1090 Wien, Autriche, avant le 15 octobre 1992



DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

CONSEILLER/CHEF D'UNITE TOXICOLOGUE IN VITRO COM: 6/4/95 (grade 42)

Tâches: Chef du Centre européen pour la validation des méthodes alternatives (CEVMA) (méthodes de substitution eux essais sur l'animal) an Centre commun de recherche de la Commission des Communautiès européennes à Ispra.

Formatilos: Doctorat dans un domaine de la biologie correspondant à la nature des tâches; liste de publications de heut pieceu.

de publications de haut niveau.

Profil: Les candidats devront avoir une expérience d'au moins cing ans dans le domaine de la troxocologie expérimentale ou théorique (notamment en matière de troxocologie in vitro et d'essais de validation intertatoratoire). Ils devrant un outre être informés des activités déployées à de validation intertatoratoire).

Profil: Las candidais devront avoir une expérience d'au moins cint ans dans le domaine de la toxicologie experimentale ou théorique (notamment en matière de toxicologie in vitro et d'essais de validation intertaboratoire). Ils devront en outre être informés des activités néglées à l'échelle internationale dans le domaine des méthodes "attentatives", connaître les directives et les procédores comminautaires rélatives au domaine concerné, et avoir une expérience suffisante dans le domaine de l'administration.

CONDITIONS GENERALES: Contrats: Les contrats offerts au personnel de la Recherche sont exclusivement des contrats temporaires à durée déterminée ou indéterminée, Nationalité: Etre réssortissant d'un des Etals membres de la C.E. Lieu d'effectation, y compris en deliors de leur pays d'origine, Age: Etre né agrès le 31/07/1937. Comaissances linguisitiques: i Une bonne matiris de la langue amplisse et une conneissance satistaisante d'au moins une autre langue officielle de la Communauté (allemand, danois, espagnol, français, prec, laalien, néerlandais, portugals) sont deux conditions essentielles de selection, Détal d'Introduction: Les formulaires de l'active de candidature doivent être demandés par écrit à fadresse suivante; C.E., Secrétaintal des Compilés de Sélection Recherche, SORE R254, run Monteyer 75, B-1849 Brucultes (Belgique), Tél. 32.2/235 56 89 - Fax: 32.2/238 22 39. Ils doivent être renvoyés, d'Ament complètes et signés, à l'adresse suivante; C.E., Secrétaintal es complètes et signés, à l'adresse suivante; C.E., Secrétaintal es complètes et signés, à l'adresse suivante; C.E., Secrétaintal es complètes et signés, à l'adresse suivante; C.E., Secrétaintal es montes des fonctionalités des fonctionalités des fonctions et l'attentaires au près des hestitutions européeauxes n'est pas recevable.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX Le Monde

Avec 14 % de sa diffusion

1er quotidien français à l'étranger

Le Monde

SÉLECTION **IMMOBILIÈRE** appartements ventes

3º arrdt 20° arrdt MARAIS ARCHIVES NTLES MY RAMBUTEAU, Innin, chase, EAU 2 P. 3" St. arc. Cuis. Tr of MÉTRO BUZENVAL charges. Digloode. 405 000 F. crid. 43-70-04-84 14° arrdt Hauts-de-Seing M* ST-JACQUES. R4cont. 3 P. Tr cft 73 m² + terresse 42 m², étage élevé. Box. 2 585 000 F. 47-83-82-74 BOULOGNE SUR PARC MONTSOURIS.
Gde maieon + jard. privé.
vue exceptionnelle, preveux
UTTRE - 45-44-44-45. Livezison immédiate 4 pièces, 102 m². 3° ét. Superbe aéj. 45 m². 9 chi Prix : 2 680 000 F Parking Inclus 16" arrdt BREGUET JASMEL Imm. 1930. 2* asc. Gd 2/3 P. 82 m² (1 chbre). 2 400 000 F. 47-83-112-74 47-58-07-17 94 Val-de-Marne 18 arrdt

CIMETERE MONTMARTRE Près. URGENT, STUDIO. Cdu., 11 cft. 3- ét. Calme. Clair. Faibles charges. 2 10 000 F. 48-04-84-48 19° arrdt 71 m². 1 050 000 F

3 PCES, Standing 1976. mmo Marcada: 42-52-01-82

LA VARENNE LA VARLARIE
PROPRIÉTARIE vos VALLA
MAMBARD 1989, hall, ouis,
śgulp., office, Rv. de SO m².
chernin. casts. evc. 1º ét.
3 chhova, baine 1 a d'aeu,
Se-soi : gar. 2 voltumes.
Cithre sev., cave buendenie. JARDIN PAYSAGER
350 m² clos mgrs 2,50 m.
pr: 3 200 000 Fixe frais récles.
Té. soir (1) 48-58-43-99.
Bor. (1) 64-68-63-70.

non meublées NOGENT-S/MARNE demandes **VUE EXCEPTIONNELLE** 4 P. 5° étage Belle terrasse plein aud L'ivalion kranddiste Prix : 1 585 000 F Cave et parlding inclus **Paris EMBASSY SERVICE**

recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEURIES et BUREAUX BREGUET 47-58-97-17 (1) 45-62-30-00 appartements achats proprietes

10 KM QUEST PARIS CNATEAU 1 000 m² utiles. 7 000 m² perc. 45-89-89-29 Rech. URGENT 100 à 120 m² Peris préf. 8°, 6°, 7°, 14°, 15°, 15°, 4°, 8°, Paie contr. chez notaire. 48-73-48-07. EXCEPTIONNEL locations Magnificus post, pierus apperentes, Emire FORET RAM-BOURLET, cuis chien, gd sg. 4 salon, t. a manger, 4 chires, i s.d.b., 2 s. d'ess, s/2 500 m² em, arbonis, UN ETUNNEMENT. 1 500 000 F. MGN (16) 37-51-44-34, non meublees offres

13". Place G. Henocque, 70 m", date fiving + chb., neuf. Szandg. 2" st., s/jard. Caler. Calve. Cals. sq. Par-king, Calve. 8 800 F/ms cc. Libre 5 juillet.

T4L tor: 45.80.77.59 STUDIO A LOUER 48-57-53-29 (après 17 heures)

Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et ta serv. 43-65-17-50

bureaux

Les manifestations de la Coordination rurale

Le combat du désespoir paysan

TOULOUSE

Un pendu balance sa longue silhouette de paille sous un gibet de guingols. Autour du cou, un panneeu : « Paa de pays sans paysans. » Aux confins du Tamet-Garonne et du Gers, là où la terre s'arrondit comme grosse de ses céréales à venir, les sym-boles du désespoir paysan cueillent à froid le voyageur. Ici, les fermiers ont pris comme un arrêt de mort la réforme de la politi-que agricole commune (PAC), et le commissaira européen Mac le cammissaira européen Mac Sharry, son inspirateur, est mau-dit jusqu'à la didème génération. Ailleurs, des dezibeos, version hexeganale, expliquent : « Demain alimentation eméri-caine, voitures japonaiees, chômeurs français. » La France es recroqueville sur sea terres, La Coordination rurale est passée nas à File agr persont même le par là. Elle est pertout, même la où elle n'est pas, capable d'ubi-quité. La Sud-Ouest profond l'invoque, la condamne, se donne à

ell faut errêter le train evant qu'il ne déraille complètement », lance, à propos de la PAC, Phi-lippe Amaud, secrétaire général et membre fondateur de la Coordination. Fils d'agriculteur, il a trente-huit ene, cultive 30 hec-tares de céréales dans le Gers et dirige une entreprise d'une dizaine de salariés. Il e le verbe calme et assuré de celui qui sait.

Elite et modèle

lle étaient trois, un dimanche de novembra 1991, pour jeter les bases de la Coordination rurale. C'est Jacques Laigneau, son président, un autre Gersois, qui lui e trouvé un nom. Jean-Peul Couvreur, le troisième, a, depuis, prie ses distances, se rantaine d'egriculteurs, tous cooptés, participent quelques... jours plus tard à la réunion 1991, le Coordination fait sa première epparition publique à L'Isle-Jourdain, un gros bourg du

Ces hommes ont en commun un profil idéologique (« On est de type conservateur »). Ile edhàrent, comme lee tout premiers membres du mouvement, à une easociation de conseil, Agro

D'Oc : créée il y a vingt-cinq ans, cette structure technique, moyennant une cotisation de 39 france à l'hectare, assure à ses quatre cents membres (presque tous céréallers) des sept départements de Midi-Pyrénées suivi technique et assistance en gestion. « C'est l'élite de l'agriculture gersoise », reconnaît un chitate de la ENCEA de la contra de la CALLER adhérent de la FNSEA. « Ils ont fait de leurs exploitations de véritables entreprises. Ils pensent marchés internationaux et savent jouer à fond des règles communauteires », ajnute un expert régional. Avec des rendements nettement eupérieurs à le moyenne de Midi-Pyrénées, ila font figure de modèle.

Front du refus

Nombre d'entre eux, les pères fondateurs en tout cas, conservent un pied dens le syndica-lisme traditionnel. C'est le cas de Dominique Rougeau, l'attaché de presse de la Coordination, Ingénleur, Il eet adhérent du CDJA. Jacques Laigneau est membra de la FDSEA du Gers. Mais ce sont les vilains petits canards du syndicalisme, dénonçant le « monstre à l'organization stalinienne» que serait devenue la FNSEA. Tout en jurant de leurs bonnes intentions e Nous ne voulors pas distabiliser le syndicalisme traditionnel. Nous encourageons nos sympethisants à demeurer à l'intérieur pour en faire demeurer à l'intérieur pour en faire desparer le fares de Cons faire changer la ligne. La Coor-dination revendique aujourd'hul sept mille à huit mille adhérents, qui versent chacun un écot de 20 francs, Malgré ce qui semble être la ligne officielle, les deux tiers auraient coupé les ponts avec le syndicalisme traditionnel.

Sus à la PAC, crient en chosur ces révoltés, tout en reconnais-sant — les plus honnêtee du moins — que la PAC encienne mouture 'n'eveit pas que des inconvéniénts. Sus à la PAC et home à le FNSEA, coupable à de cautionner les choix de. Bruxellee. En janvier, les ténors de le Coordination ont fait le voyage jusqu'en Aveyron. «On a proposé une armée à Reymond Lecombe (président de le FNSEA), il n'en a pas voutu. Il nous à demandé de faire acte de soumission. On a cessé de lui tendre la main. » La concurrence

est certaine, le conflit latent. Par-tout, en Midi-Pyrénées, les res-ponsables syndicaux rameutent leurs troupes. Ils sentent bien la comagion et s'inquiètent, dénoncant les boutefeux qui barrent les routes et n'indiquent d'autre chemin que celui du refus.

Quelques commerçants et artisans fort cause commune avec la Coordination, qui se défend de tnut cousinage nvec le pouja-disme, né à Saint-Céré, plus eu nord, dans le Lot. C'est en fait un front du refus qui e'est créé en quelques mois : viscéralement en queques mois : visceralement hostile à Bruxelles, le MODEF, proche du PCF et défenseur de la petite exploitation familiale, e fait ellégeance, en mars 1992, à la Conrdination: Tout comma le Fédération française de l'agricul-ture (FFA), à l'autre extrémité de l'arc politique. eCe sont des par-tenaires avec qui mus avons passé un accord sur les objectifs et les moyens d'action », explique Philippe Amaud.

Au Front national, on applaudit. Evelyne Dutertre, agricultrice en Tarn-et-Garonne, conseiller régionel et secrétaire départementale de la formation de Jean-Marie La Pen, estime que ela FNSEA e trahi les agriculteurs et pactise evec le gouvernement ». Mais, promis juré, la FFA n'est pas le cache-sexe du FN. Reste qu'Alexis Arette, son fondateur et président d'honneur, adhère à l'organisation lepéniste. e J'évite de me montrer dans les manifestations », concède M. Dutertre, qui se vante pourtant de soutenir la Coordination. Certains partis politiques, comme le CNI, ont proposé leurs services meie se sont heurtés à une fin de non-re-

e Objectivement, la nouvelle PAC concerne très peu de monde. Subjectivement elle choque beaucoup de gens », commente un ingénieur agronome. La Coordination a a pas de ces subtilités. Tout mécontentement est bon à prendre pour refuser la PAC, mettre en difficulté le pouvoir et faire le ménège à la FNSEA. «Elle changera naturellement d'orientation et de directions, confie Philippe Amaud, qui ne dit pas les ambitions de ses emis et son souhait, sauf de rentrer un jour chez lui.

GÉRARD VALLÈS

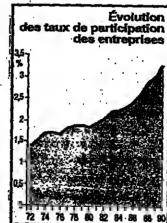
Selon le CEREQ

Les entreprises ont dépensé 3,1 % de la masse salariale en 1990 pour la formation

Pour la première înis, indique le Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CEREQ), les dépenses pour la formatinn continue ont représenté, en 1990 – dernier chiffre connu, – plus de 3 % de la masse salariale. Alors que le minimum fixé ponr la contribution légale s'éleveit à l'époque à 1,2 %, et qu'il est passé à 1,4 % en 1991 : les entreprises françaises de plus de dix salariés y nnt en effet consacré 3,1 % de leur masse salariale, soit 36,2 milliards de francs. La progression e été dn 7 % par rapport à 1989 et figure parmi les plus importantes de ces quinze dernières aunées.

Au' total, 140 millions d'heures de formation out ainsi été financées, qui out bénéficié à 2,9 millions de stagiaires; c'est-à-dire au tiers des salariés des entreprises assujetties, contre oo sur dix en 1972. Mais, au-delà du résultat global, des différences perdurent. Pour obtenir une firmation, il vant encore mieux qu'il y e vingt ans travailler dans une grande entreprise et y occuper un emploi de cadre, d'ingénieur, d'ageot de maîtrise ou de rechnicien. L'accès eu stage est aussi fonction de l'âge, du sexe, et, surtout, du secteur d'activité. Au' total, 140 millions d'heures

En 1990, le taux de participa-tion financière concerne les seules entreprises de plus de 50 salariés, tandis que celles qui emploient de 10 à 19 salariés se situent encore, 10 à 19 salariés se situent encore, pour 80 % d'entre elles, au minimum de l'obligation. Les sociétés de plus de 2 600 salariés, réactiseot 50,1 % des dépenses. Plus de la moitié des techniciens ou agents de maîtrise (52 %) ont suivi une formation, 49 % des ingénieurs, mais seulement 29 % des employés et 25 % des ouvriers qualifies. Pour cent hummes formés, on comptait 69 stagiaires femmes en 1980 et 82 en 1990. Si certaines branches ont porté leur effort à des niveaux très élevés, comme le transport aérien (13 %), d'autres l'ont plus que double depuis 1975, comme l'automobile ou la chimie, qui atteignent de 13 % à 4,8 %. En revanche, en dessous de 2 %, on trouve l'ensemble des industries des disconde des industries des bieos de



consommetion (sauf la pharma-cie), du travail des métaux, le bâtiment et les travaux publics, le commerce alimentaire de gros et les services marchands aux parti-

Des disparités réginnales demeurent, L'Ile-de-France, qui concentre 32 % des salariés, rassemble anssi 43 % des dépenses de formation.

La fin du congrès de l'UGICT-CCT

M. Viannet admet l'existence de « désaccords » au sein de la CGT

M. Louis Vienoct, secrétaire général de la CGT, e reconnu dimanche 21 juin que l'adaptation du syndicat rencontre « des réticences et des obstacles, des désaccords même ». M. Viannet, qui clôturait le nazième congrès de l'Uoion des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT), a souli-gné que e changer est une nécessité vilale » pour son organisation, qui duit s'efforcer de e réhabiliter un syndicalisme ancré sur le lieu de travail et qui soit de plus en plus l'affaire des salariés eux-mêmes».

Faisant allusion aux conflits internes qui traversent piusieurs fédérations (le Monde deté 21-22 juin), le secrétaire général a récusé « les comportements autoritaires, les démarches d'exclusion». « Nous savons bien que les réflexes d'hier ont la vie dure et sommes sans complexe sur les causes inter-nes de nos difficultés », a effirmé M. Viannet, qui e écarté « l'autofla-gellation stérile». A l'issue de ce congrès, Me-Malté Demons a succédé à M. Alain Obadia, membre du burean confédéral, eu secréta-riat général de l'UGICT

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

provessus de partifica

dimanche 21 juin que le m essort, être décidé par

di seconi. Jo dirais même que ce

2 2 20175 partis, notamment le Par le fait que «la futue for se la futue for se l

Street pour une Slovaquie denor

त्र से देशना रेव 'a gauche démocratique, eti

† 2777-27-23 3 37. noncé qu'il s'opposent

ses chances d'etre alu par le Pai

t ere dant l'une des Ring.

1 Cities discasion bossis

Laquelle les élemen

n .. 101 . | a 2088.22100" que

an authorities of B

in the second second

selectors but some

de demanda a

to Spalent Linder

r serent, elle ausa, inc.

CATHERINE NOT

disent «attriste-

mangeras des Douse son can

raine in in Tobecostoraque, and the control of th a Transcorrunduse en cus de é

A TO THE SAME OF WICE PRESIDENT

· a morrow des accords d'asse

sent et Varsoine considérés en

nic a part entiere de ces tass

1 . 150 tiene e demande est

mulamatique a a affirme. Se

un des relations economission squerrent redefinir is const

· : serial > entre ces mare

2bandon de Ma

a 3 jest Jance, le 3 juillet conpro

ent Havel demande

d'un référendum

29 septembre 1991: an soir d'un immense rassemblement sur les pavés de Paris, solennel, chaleureux et discipliné, la France citadine redécotive ses campagnes et ses racines et se prend d'alfection pour sa paysamerie. Sur un balcon du boulevard Voltaire, une aeste fille défende samerie. Sur un balcon du boulevard Voltaire, une petite fille a déployé une bauderole : «Quand je serai grande, je veux voir encore des pay-sans.» M. Raymond Lacombe, prési-dent de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, en a les lacmes aux yeux.

21 juin 1992 : la menace d'un blo-21 min 1992: la menace d'un blo-cus de la capitale se répand. Les agricultems, paraît-il, sont à bout de nerfs et vont marcher sur Paris. Têtes brûlées et boutefeux n'hésitent pas à tancer les forces de l'ordre. Les runeus enflent, déclarations et com-muniqués véhiculent avec eux la peur de débordements et d'affionts-ments.

Entre cette fin d'été-là, ensoleillée, vivifiante, qui avait dunné au «dimanche des terres de France» un retentissement populaire, et aujunr-d'hui, ce début d'été menaçant et morose, deux faits marquants servent de repère : l'appartition de la Coordi-nation rurale et la signature, le 21 mai, de l'accord sur la nouvelle politique agricole commune (PAC), sacrilège pour certains, favorable à la France selon la thèse officielle, mal venue mais perfectible aux yeux des venue mais perfectible aux yeux des syndicats traditionnels agricoles. C'est un cuphémisme de noter que le monde paysan est inquiet et découragé, d'autant qu'un troisième événement, les chamailleries améri cano-européennes continuelles dans le cadre du GATT, n'est pas fait pour éclaireir l'avenir. pour éclaireir l'ayenic.

> Craquements professionnels

Entre MM. Bérégovoy, affablé, et Mennaz, proféssoral, qui affirment qu'aucua autre gouvernement n'autait pu obtenir des Douze un meilleur accord, et les syndicats classiques – dont l'un, la FNSEA, va changer de président, alors que l'autre, le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), vient tout juste de s'en donner un nuvean – qui métendent qué ce n'est pas en définitive Waterloo, et qu'on peut partielle prétendent que ce n'est pas en définitive Waterloo, et qu'on peut partiellement réparer les déglis, qui croire?
Surtout que selon qu'on est céréalier
dans la Marne, propriétaire de
vaches laitières dans le Jura, fermier
de polyeulture dans le Gers,
maraicher nantais, vritculteur alsacien on éleveur de ports en Bretagne,
la donne varie du tout au tout. Chaceu fait sa propre lecture de la PAC,
ce qui n'est pas bon pour la cohésion
du message et de l'action syndicule.
Et pour broniller encore un peu plus
le tableau, les éruptions de colère,
signalées ici ou là, sont immédiatement condamnées par l'opinion; que
les producteurs bretous de pommes
de terre demandent des mesures de
soutien pour endiguer les importations marocames massives, qui ne le comprend? Mais qu'ils transforment les inbercules en purée sons les roues de leurs tracteurs, tout le monde

C'est parce que le syndicalisme traditionnel, habitué à jouer tour à traditionaei, natotue a jouer tour a tour la cogestion, la harangue et le bras de fer avec les pouvoirs publics, a pu apparaître ces derniers mois trop légitimiste, sous prétexte de demeurer responsable, et trop conciliant afin de se ménager des manges de manœure ulterieures, que la Coordination, preside his a cavil le Coordination rurale fui a ravi la

Apparue cet hiver dans le Gers – un département ultrarural, dont le président du consoil général est un ancien leader agricole, – elle a habile-ment profité de ce flottement dans les organismes dirigeants parisiens et a base. Mais comme toutes les coordinations, qu'elles aient fleuri dans le passé chez les ouvriers, les lycéens, les infirmières nu les routiers, elle s'engouffre là où elle croit voir un vide syndical, une atonie politique et des craquements professionnels.

> Confusion et pagaille

Généreuse et sympathique au départ, la Coordination cristallise néammoins autour d'elle des mécontentements disparates. Peu habituée aux méthodes de l'action syndicale any methodes de l'action syndicate agricole qui s'appuie sur un savant quadriliage, soit géographique, soit par branches professionnelles, elle lance des mots d'ordre si spectaculaires qu'ils apparaissent comme des rodomontades risibles un des appels manifestes à l'illégalité. On parte de quartier général, de veillées d'annes, de rassemblements nocturnes, de messages oodes, de genéral en chef des opérations et presque d'affaments de Ams... Or, le hon peuple n'aime pas cela.

La FNSEA et le CNUA continuent à privilégier un dialogue constructif bien que laborieux et heurté avec le gouvernement; la Coordination gonvernement; la Coordination rurale, entre son siège administratif du Gers et sa base avancée d'Eure-ct-Loir, chez les céréaliers opuleats, veut être l'armée d'élite de la paysanuerie qui ne baisse pas l'échine; très anticonformiste, la Confédération paysanne de M. Guy Lefur exige le label de syndicat official et représentatif maintenant que ses leaders out été reçus, il y a dix jours, par le président de la République Entre ces trois piliers de la revendication agritrois piliers de la revendication agri-cole, le divorce semble complètement

Un désordre qui entretient la Un desordre qui entrettent la confusion et la pagaille, d'autant que dans tel ou tel département de l'Onest ou du Sud-Ouest, les délégations locales de la FNSEA et du CNIA apportent un soutien public aux actions de la Coordination bien que, au plan national, leurs dirigeants autour de MM. Raymond Lacombe

COMMUNICATION

soutien pour endiguer les importa-

ci Lancement du magazine « Grand air». - Connaître et comprendre is nature est le but poursuivi par Grand Air, dernier-né des magazines consacrés à l'environnement Projet datant d'une dizaine d'an-nées d'un «artisan». Vincent Lafu, Grand Air bénéficie d'un budget de lancement de 9 millions de francs, dont 4 millions consacrés à la promntion. La revue comprendra un catalogue d'objets relatifs aux loisirs de plein air (cerfs-vallants, par exemple, en vente par correspon-dance). Sous le slogan «La nature, quelle aventure», Grand Air est en vente au prix de 35 F avec un guide spécial pour l'été.

Départ du directeur des pro-grammes d'Antenne 2. – M. Jean-Pierre Dusséaux, directeur des programmes d'Antenne 2, va quitter prochainement ses fonctions et devrait être remplacé par M. Claude Otzenberger, M. Dusséaux occupait ces fonctions depuis le début de 1991. Son départ s'inscrit dans la stratégie de rapprochement entre Antenne 2 et FR 3 menée par leur PDG commun, M. Hervé Bourges. Depuis avril, M. Pascal Josephe, ancien bras droit de M. Bourges à TF 1, est directeur de l'antenne des deux chaînes et il entend faire prévaloir ses vues pour les grilles de rentrée.

M. Bourges n'avait pas caché sa réprobation de certaines émissions lancées sous l'antorité de M. Dusséaux, comme « La nuit des

héros». M. Otzenherger est un ancien de TF 1, comme M. Josephe ou le directeur de l'information des

a «L'Expansion» rachète le fichier

abonnements de «Science et vie Economie». – Le groupe Expansion de M. Jean-Louis Servan-Schreiber vient de racheter, pour un montant tenu secret, le lichier d'abonne-ments du mensuel Science et vie Economie. Lancé en décembre 1984 par le groupe Excelsior publications (Science et vie. Vingt ans, etc.), affecté par une baisse de la vente an numero et par un recul de son chiffre d'affaires publicitaire, Science et vie Economie va cesser sa parution, après le numéro double d'été. C'est le bimensuel l'Expansion, dont le portefeuilles d'abonnés dépasse les 120 000, qui recueillera les 71 682 abonnés que Science et le 120 000 qui recueillera les 71 682 abonnés que Science et le 120 000 qui recueillera les 71 682 abonnés que Science et le 120 000 qui recueillera les 71 682 abonnés que Science et le 120 000 qui recueillera les 120 0 vie Economie revendiquait en 1991, selon l'Office de justification de la diffusion. En outre, le magazine vedette du groupe Expansion réintégrera, à partir de septembre, des rubriques de Science et vie Economie susceptibles d'attirer le lectorat du mensuel. L'opération n'est pas sans rappeler l'absorption de A pour Affaires par l'Entreprise - autre titre du groupe Expansion - réalisée Pan dernier par M. Jacques Barraux, anjourd'hui directeur de la rédaction de l'Expansion. Mais le titre Science et vie, emblématique d'Excelsior, empêchait une opération

Il est facile au gouvernement, dans ce climat de dissensions internes et

ce climat de dissensions internes et de surenchère, de manier à la fois la carotte et le bâtou. Toute une série de questions techniques et fiscales seront étudiées paritairement, d'ici à la fin juillet, et le budget de l'année prochaine pourra prendre de considération des mesures propres à contrebalancer les effets les plus arbitraires et les plus néfastes de la réforme euronéenne. Mais si des groupouscules européenne. Mais si des grouposcules préférant la jacquerie à la concerta-tion sement le désordre sur les voies ibliques, ameutent les populations menacent la tranquillité des et menacent la tranquillité des citoyens, alors les lois de la République s'appliqueront sans faiblesse et la justice fera son devoir. C'est, mutatis mutandis, la réplique exacte du langage – fermeté et ouverture – qu'avant tenu le président de la République à l'automne 1991, au plus fort de l'agitation entretenue par les éleveurs de bonjire levenue Man Editation de l'agitation entretenue par les éle-veurs de bovins, lorsque M= Edith Cresson avait été contrainte de

Au-delà de la question inévitable-ment controversée de savoir si la PAC sera profitable, neutre nn

demander à ses ministres de ne plus se déplacer en province car leur sécu-

moins de la crise actuelle méritent de retenir l'attention. L'agriculture serat-elle, pour cause d'Europe, a ce point bureaucratique et administra-tive que les paysans passeront plus de temps à remptir des formulaires de primes qu'à creuser les sillons ou à couper les mais? Sait-on que le règlement viticole européen de 1988 ne prévoit pas moins de vingt-trois taux de primes différents pour l'arrachage des vignes? La jachère, nou-veau mot-clé de la PAC, est ressentie par beaucoup d'agriculteurs non seu-lement comme une mesure autoritaire et malthusienne, mais comme un non-sens économique et un scan dale moral quand tant de peuples, à nos portes, souffrent de famine. La société française, plus urbaine chaque jour, croit-elle encore que ses paysans sont porteurs de valeurs et les-quelles? A l'opposé, s'il est vrai qu'ils des pleurnichards, des profiteurs des subventions européennes et des nos-talgiques qui s'accrochent à une civiation révolue, il serait temps de le

dire. Mais, anjourd'hui, personne n'osera proférer un tel blasphème. FRANÇOIS GROSRICHARD

Le Monde ■ Mardi 23 juin 1992 21

classes pilotes PREPA.HEC

igrer une grande école de commerce grâce à un

Centre Paris 17ëme tël. 42 38 21 21 INSTITUTION

FRILLEY Prépa HEC fondée en 1864 **Droit-Eco** ça se prépare Préparation 2º Session 4 Semaines en Aout Stages de Pré-rentrée Semaines en Septembre



INSTITUT SUPÉRIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

L'Institut Supérieur de Management Culturel créé par Claude Mollard

propose une année de spécialisation en management et en ingénierie culturels. Diplôme niveau 3ème cycle en cours d'homologation. Concours d'entrée ouvert aux étudiants des universités et aux diplômés des grandes écoles. Clôture des inscriptions le 8 juin.

LTSMC prépare à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à l'ingénierie culturelle.

Le salaire moyen en début de carrière est de 170 KF/an. Renseignements : ISMC (Exblissement privé d'enseignement supérieur)

3. RUE DANVILLE - 75014 PARIS - TEL.: (1) 43.20.73.73

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ACTIONNAIRES DE SUEZ, votre Assemblée Générale s'est réunie le 17 juin 1992

 Bonne résistance de votre groupe et confiance dans l'avenir

Devant l'Assemblée Générale des actionnaires réunie le 17 juin 1992, M. Gérard Worms, Président-Directeur Général de la Compagnie de Suez, a souligné le comportement satisfaisant des sociétés du Groupe Suez dans la conjoncture difficile de 1991. Il a confirmé les progrès réalisés dans le recentrage des activités et dans la maîtrise des charges d'exploitation.

Tout en indiquant que l'environnement économique continuerait de peser sur Suez en 1992, il a exprimé sa confiance dans les perspectives d'avenir du Groupe, de la réorganisation et de la stratégie mises en œuvre dans ses divers métiers.

 Votre dividende en actions ou en espèces

L'Assemblée Générale a approuvé la distribution d'un dividende de FRF 8,20 par action, soit FRF 12,30 avec avoir fiscal, qui sera versé le 29 juillet.

Vous pouvez opter pour un paiement en actions. Ce choix devra s'effectuer impérativement entre le 29 juin et le 17 juillet prochain auprès de votre intermédiaire financier.

Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces.

Quelle que soit l'option choisie, le dividende est imposable dans les conditions du droit commun. L'option pour le paiement en actions ne peut concerner que la totalité de vos dividendes. Le prix des nouvelles actions est de FRF 287 (90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse ayant précédé la réunion de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende de l'exercice 1991). Ces actions nouvelles (créées avec jouissance du 1º janvier 1992) seront cotées dans le courant du mois d'août prochain.

qui devrait en 1993 recueillir les fruits • L'Assemblée a entériné l'absorption par la Compagnie de Suez de sa filiale à 100 %, Suez International. Cette mesure de simplification n'entraîne pas de création d'actions.

Elle a renouvelé, pour un an, le mandat d'administrateur de M. Bernard TRICOT. Le Conseil d'Administration a coopté M.

Peter CHRISTOFFERSEN, Directeur Général de Baltica Holding et nommé, en qualité de censeur, M. Reto DOMENICONI, Directeur Général de S Nestlé SA.



Pour tout complément d'information, Suez Actionnaires, Direction de la Communication 1, rue d'Astorg, 75008 PARIS. Tél. (1) 40 06 64 00 Minitel 3615 SUEZ

🍕 / Allemagne

ENTREPRISES

Alliance japonaise pour «Big Blue» dans les semi-conducteurs

IBM veut produire des «mémoires flash» avec Toshiba

IBM complète son réseau d'al-liances. Le géant américain de l'informatique qui, au cours des douze derniers mois, a établi un combre impressiconant de ecopérations avec des constructeurs d'ordina-teurs (Apple, Bull), des éditeurs de togiciels et des fabricaots de semi-condocteurs, oégocie actuellement avec le japonais Toshiba un accord pour le développement et la com-mercialisation de mémoires ultraapides, on « mémoires flash ». Selon le quotidien économique Nihon Kenzai Shimbun, un accord définitif entre les deux partenaires devrait être conclu d'ici la fin août.

Ces nouveaux circuits intégrés devraient remplacer d'ici peu les mémoires dynamiques (les fameuses DRAM) qui truffeot les ordinateurs. Plos denses, plus rapides, non volatiles (à la difféence des DRAM qui s'effacent, elles peuvent conserver des infor-mations même lorsqu'elles ne sont pas sous tension), moins gour-

mandes en énergie, ces mémoires avaient un coût de développement considéré jusqu'à présent comme prohibitif. L'explosion du marché des micro-ordioateurs portables, pour lesquelles les mémoires flash semblent particulièrement adap-tées, pourrait favoriser le passage à la production de masse. Selon cer-taioes estimations, les ventes, qui s'élévent actuellement à 130 millions de dollars (715 millions de francs). pourraient atteindre 1,5 milliard de dollars (8,25 milliards de francs) en 1995.

Au début de l'année, le groupe japonais d'électronique Sharp et le premier fabricant américain de composants Intel décidaieot de groduire en commun ces mémoires sinstantanées» (le Monde du 5 février). L'accord que négocie IBM avec Toshiba serait einsi la seconde alliance d'ampleur sur ce type de produits. Le Japonais apporterait à «Big Blue» sa technologie et les deux firmes travailleraient ensemble sur des appli cations dans le domaine des ordinateurs individuels.

S'il se concrétise, cet accord sera

la première alliance d'IBM avec un industriel japonais dans le domaine des semi-conducteurs. Ce partenariat éventuel reflète les limites de la stratégie européenne du groupe américain. Associé à l'allemand Siemens pour le développement des mémoires DRAM 64 mégabits, le géaot d'Armonk tente depuis plusieurs mois de fédérer l'industrie européenne des puces pour contrer la suprematie des Japonais. Le groupe américain revendique depnis plusieurs mois nne place dans Jessi, ensemble de programmes communautaires consacrés à la micro-électronique. Un accord avec Tosbiba risque de refroidir quelque peu ses parte-

20,40 millions de francs. L'an der

nier, le chiffre d'affaires s'est élevé à 446,73 millions de francs, contre 291,4 millions en 1990, grâce notamment au rachat de Trayvou.

a Swatch : bénéfice record en

1991. – La Société suisse de micro-électronique et d'horlogerie (SMH), qui produit les mootres Swatch, a

réalisé son quatrième exercice record en 1991 avec un bénéfice net de 252 millions de francs

suisses (940 millions de francs français), en progression de 32 % par rapport à l'année précédente. A 2,37 milliards de francs suisses (8,8 milliards de francs français), le

chiffre d'affaires est en hausse de 10,9 %. Première société mondiale d'horlogerie, la SMH est en passe

de renouveler cette performance en 1992 puisque pour les cinq pre-

miers mois, le chiffre d'affaires est

en progression de 27 % par rapport

à la même période de 1991 et de

7 % par rapport au budget. Les

75 sociétés regroupées au sein du

groupe SMH employaient 14 246 collaborateurs fin 1991

Le Monde

Edité per la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Goiu directeur de la gestion Manuel Luchert secrétare général

Rédacteurs en chef :

Hubert Bauve-Méry (1944-1969) Jecques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

- 25 127

(12 771 en 1990).

CAROLINE MONNOT

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

NOMINATIONS

D M. Jean-Pierre Anbert devrait remplacer M. François Cariès à la tête du CIC. — M. Jean-Pierre Aubert, président du CIC Paris ocquis 1989, a été nommé, par un arrêté publié au Journal officiel du 21 juin, administratur de l'Union autorité publié du CIC en et milion autorité par la CIC en et milion autorité par de CIC en et milion autorité par de CIC en et milion autorité du CIC en et milion autorité du CIC en et milion de CIC en et m 21 jun, administrateur de l'Union européenne du CIC, en remplacement de M. François Cariès, atteint par la limite d'âge. Sa aomination officielle à la présidence de la maison-mère d'un ensemble qui regroupe 11 banques régionales devrait intervenir lors du pophain conseil des ministres. du prochain conseil des ministres. M. Aubert a été président de la Banque La Hénin de 1982 à 1984 puis du CEPME jusqu'en 1987.

a M. Jean Matonk devrait succéder à M. Jean-Paul Escande à la présidence de la Société marseil-laise de crédit (SMC). – M. Jean Matouk vient d'être nommé admi-nistrateur de la Société marseillaise de crédit (SMC), en remplacement de M. Jean-Paul Escande. Sa nomi-nation à la présidence de la banque devrait intervenir lors du prochain conseil des ministres. M. Matouk, professeur agrégé d'économie, a été président de 1982 à 1986 de la banque Chaix et se trouve depuis 1989 à la tête de la Caisse nationale de l'énergie. M. Escande était président depuis 1982 de la SMC. Cet établissement, en proie à de grandes difficultés, notamment celles de sa caisse de retraite, sera sans doute repris par un grand

□ M. Jean-François Théodore nommé vice-président de la Sico-vam. – M. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises (SBF), a été nommé ven-dredi 19 juin à la vice-présidence de la Sicovam (Société interprofessionoelle de compensatioo des valeurs mobilières), dont il prendra la présidence en novembre 1993 en remplacement de M. André Serre. sidence de deux établissements indispensables aux marchés, la SBF, chargée du fonctionnement de la Bourse, et la Sicovam, de la gestion informatisée du dépôt des valeurs mobilières. Démentant tout

comptes de l'exercice 1991.

revenu global de 7,50 francs par action.

réseau bancaire.

projet de fusion, les deux sociétés évoquent des synergies possibles afin de lutter contre la concurrence

ACQUISITIONS

socia. – socia, fabricant de roinetterie industrielle, au chiffre d'affaires de 200 millions de francs en 1991, et qui emploie une centaine de personnes à Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire), où elle a été fondée en 1951, vient d'être rachetée par le groupe danois Danfoss. L'entreprise châlonnaise apparte-nait à la famille Tremeau depuis sa création, qui fut à l'origine du pre-mier brevet de clapeta anti-retour, dont Socia tira ensuite toute sa propriété Danfoss dont le sièce dont Socia fira ensuite toute sa notoriété. Danfoss, dont le siège social se situe à Nordborg, au Danemark, possède des filiales dans vingt-deux pays. Ce groupe compte 14 000 employés au total et ses ventes en 1991 se chiffrent à 6,5 milliards de francs. Le groupe est spécialisé dans les robinets ther-mostatiques les contrôles automamostatiques, les contrôles automa-tisés d'iostaliations de chauffage urbain, le monitoring assisté par

faires de 100 millions de francs avec 660 personnes, CKD-ES a été créé le 1 mai 1992 à partir des activités de contrôle industriel de la société CKD Polovodice. La société sera rebaptisée Cegelec CKD, précise le communiqué publié par la société française. Cegelec a réalisé en 1991 un chistre d'affaires de 15,9 milliards de

RÉSULTATS

de balances), que l'bomme d'af-

faires cherche à vendre, a enregistré en 1991 une perte consolidée de 68,01 millions de francs, selon de 08,01 minions de trancs, seion le Bulletio des annonces légales obligatoires (BALO). En 1990, cette société, doot le siège est à Béthune (Pas-de-Calais) et qui est contrôlée à 88,75 % par le groupe Tapie, avait réalisé un bénéfice de

Danfoss (installation de chauffage urbain) nehète le français Socia. - Socia, fabricant de robi-

Cegelec (Alcatel-Alsthom)
reprend ane société tchèque. –
Cegelec, filiale d'ingénierie et d'installation électriques du groupe
Alcatel-Alsthom, a signé un accord
lui conférant 97 % des actions de
la société tchèque CKD-ES. Réalisant actuellement un chiffre d'affaires de 100 millions de francs

ordinateur, etc. (Corresp.)

Testut (groupe Tapie) : perte de 68 millions de francs en 91, - Tes-tut, une des sociétés du groupe Bernard Tapie finance (fabrication

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 juin Nouvel accès de faiblesse

Après la reprise enregistrée vendredi demler, la Bourse de Paris
amorce le nouvelle semaine sur une
note pessimiste, l'imdice CAC 40.
retombant sous la berre des
1 900 points. En recul de 1,28 % à
l'ouverture, l'indice CAC 40 abendonneit toujours pes 1,26 %, à
1 693,14 points, vers quatorze
heures. A la veille de la liquidation
mensuelle, les perres pour les quetre
semaines écoulées etteignent 6,2 %
soit autant qu'à l'iesue du mole
de décembre demier.

La rechute de la Bourse de Tokyo

de décembre demier.

La rechute de le Bourse de Tokyo handi (un recul de 3,6 %) expliquait en partie certe dégradation de la tendence. A cela s'ajoute l'augmentation du passimisme embiant. Selon un sondage affectué auprès des bourciers et publié dans le quoditéan économique la Tribune de l'Expansion, il n'y aurait plus que 29 % d'acheteure à Parie contre 37 % le mois précédent. D'autre part, la rééchelonnement de la dette publique, pour un montant jamala vu de 140 milliarda de francs, a fait plutôt mauvais effet dans les salles de marché. Cette opération signifile « que les caisses de l'Etat sont vidos » n'hésitalent pas à affirmer certains gestionnaires déplités.

Lors de son point de presse heb-domadaire, fundi dans la metinée, le ministre des finences, M. Michel Sepin, a affirmé que les 2 % de crois-sence escamptés par le gouverne-ment pour 1992 « devraient être atteints sans difficulté». Evoquant la cession d'une partie des eculis déte-nus par l'Etat dans Total, il a précisé qu'elle «ne se fara que si les condi-tions du marché sont bonnes». Du côté des plus fortes hausses de la séance figuraient Sogénal, Géophysi-que et Groupe de la Cité. En baisae, on notair Ciments français, Beil Equi-pement, et Centrast.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

RINSTITUT RATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMICUES

31 decembre 199	a		
	12-5-92	1 9-6- 92	
Valence hear, à rev. variable	710,4	108,5	
Valent introductions	111,E 163	108,8	
Pitrolet-Esergia	193	116,1	
Hitalingie, adeadque	111,7	123 183,9	
lad, de content and afet,	111,2 718,8	110,3 116,6	
Agreellmenture	106,2	106,1	
Assessment	112,5	110,1 100,5	
Siconi	105	194,5 32,6	
immobilier of functor	105.8	99.6 104.5	٠.
Base 100 : 31 décemb			r
Mrs. Aug. No. 1			١.

Base 700 en 1949

Base 100 on 1972 Base 100 : 31 décembre 1980

COMPAGNE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 déces	bre 198	39 .	
	12-6-82	19-6-9	
Indice gladed	630,5 468,9	\$20,1 440,1	
Construction Elect d'équipement Elect de constant durables	514,1 289,3 907,5	276.1 276.1	
Plans de consom, nou durables	787 878,5	784	
Sociétés financières	\$30,2 \$00	821. 485,	
test principalement à l'étranger Valours industrielles	497,2 \$47,4	391,3	
		304/	

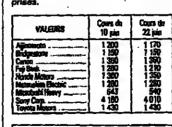
TOKYO, 22 juin 👃 Toujours plus bas

Les séances se suivent et se res-semblent à le Bourse de Tokyo, qui n'en finit pas de balsser. Le reprise de vendredi 19 juin sura été un feu de paille, et l'Indice Nikkei a plongé de 3,6 % lundi 22 à la ctoure. En tout, le Nikkei cède 596,65 points à 15 921,22 points et bet un nouveau record à le balsse depuis près de six

ans.

Seule bonne nouveile, le premier ministre japonais, M. Kilchi Miyazawa, le ministre des finances, M. Tsutomu Hata, et les responsables des princheux partis politiques se sont enfinmis d'accord sur la nécestité d'adopter d'urgence de nouveiles mesures pour relancer l'áconomia nipponne. Elles devreient comprendre une tallonge budgéteirs, des réductions d'impôts ainsi que des mesuras en faveur des petites et moyennes entre-prises.





Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67

PARIS:

Second marché (addoction)						
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours	
Alcasel Cibles Amant Associes B.A.C. Boue Vernes Boiros (-y) Boisset B.yord C.A.I.de-Fr. (C.C.I.) Carberson Cardif C.E.G.E.P. C.F.P.L. C.N.I.M. Codetour Conforant Creeks Democity Worns Cia. Owentry Devile	4550 236 40 765 486 50 235 740 385 831 189 250 10 1180 289 80 1219 181 306 10 1100 500 1216 178 50	4535 	Iramob. Hössläre	1000 150 62 70 50 224 90 174 463 80 334 98 259 90 818 90 490 364 237 104 840	1040 149 90 212 30 455 258 308 482 90 365 236 103 835	
Delices Editions Belland Europ. Propeleion Pinacor	115 135 189 123 73 10	715 190 72 50	LA BOURSE	SUR N		

MATIF

Notionnel 10 9 No.	mbre de con	trats estimés	: 179 995				
COURS	ÉCHÉANCES						
COOKS	Juin 92	Sep	£ 92	Déc. 92			
DernierPrécédent	107 106,98		7,18 7,24	187,52 187,48			
	Options	sur notionn	ei				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE				
TOTAL DESCRIPTION	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92			
109	0,18	0,66	0,71	0,94			
	34 C 40	A TER	ME				

Volume: 21 979	lister		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			<u> </u>
COURS	Juin	Jaillet	Aout
Précident	210 1312 1 886	1911	THE STATE OF

Dollar: 5,2865 F. 1

Le dollar s'inscrivait en légère haosse, le lundi 22 juin, à 5,2865 F lors des premiers échanges interbançaires, contre 5,2850 F vendredi 19 juin en clôture. Un raffermissement dû à la chute de la Bourse de Tokyo et à l'impact jugé positif de l'approbation du traité de

Maastricht par les Irlandais. FRANCFORT 19 ium 22 ium Doltar (cn DM) __ 1,5678 1,5750 TOKYO 19 min 22 juin Dollar jez yeas). 126,92 127,47

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (22 juin) ... 5 15/16 % Now-York (19 jain) ...

BOURSES PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

18 jula 19 jvin Valeurs françaises ... 110,10 111,10 Valeurs françères ... 101,40 103,10 (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice général CAC 518,48 520.06 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 891,80 1 913,92

NEW-YORK (Indice Dow Jones)
18 Juin 19 Juin . 3 274,12 3 285,35 LONDRES (Indice e Financial Times s) 18 juin 19 juin 100 valcurs 2 562.10 30 valcurs 1 988,40 Mines d'or 163.20 Fonds d'Etat 88,75 103,49 88,73 FRANCFORT 18 Juin Clos 19 luin TOKYO Nikkei Dow Jones 16 519.87 15 921,22 Indice général 1 267,27 1 248,18

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	MPTANT	COURS TERME TROIS MOIS		
	Demandé	Offert	. Demandé	Offert -	
\$ E-U Yes (100) Ecs Destychemack Pranc raisse Lire italienus (1000) Live sterling Penetz (100)	\$,3000 4,1617 6,9945 3,3668 3,7342 4,4490 9,8400 \$,3384	\$,3020 4,1666 6,9065 3,3673 3,7383 4,4510 9,8450 5,3621	5,3815 4,2207 6,8260 3,3690 3,7418 4,4098 9,8433 5,3230	5,3865 4,2284 6,9030 3,3718 3,7480 4,4155 9,8549 5,3323	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UNI	MOIS	TROIS	MOIS	SIX MOIS		
	Demandé	Offert	Demande	Offert	Demandé	Offect	
S & U Yen (100) Ecc Describenark Prace shake Lire Italiane (1000) Livre sterling Presen (100) FRANC FRANÇAIS	3 3/4 4 1/2 10 3/8 9 5/8 9 1/16 14 1/4 9 15/16 12 1/4 9 15/16	3 7/8 4 5/8 10 1/2 9 3/4 9 3/16 14 1/2 16 1/16 12 1/2 10 1/16	3 13/16 4 3/8 10 3/8 9 5/8 9 1/16 13 5/16 9 7/8 12 5/16	3 15/16 4 1/2 10 1/2 9 3/4 9 3/16 13 9/16 10 12 9/16 10 1/8	4 1/4 4 1/4 10 15/16 9 9/16 8 15/16 13 1/4 9 7/8 12 3/8	4 1/8 4 3/8 10 7/16 9 1/16 9 1/16 13 1/2 10 12 5/8 10 1/8	



COMPTANT

RIEDI 22 JIIN

dustrie d'équipement.

Fin avril 1992, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 279 MF contre 160 MF en 1991. La forte progression de l'activité est principalement due à la consolidation des sociétés DEVTEC, ERMA et PRECILEC. Bien qu'en augmentation, les facturations sont inférieures de 20 % par rapport aux prévisions. Toutes les actions sont menées pour rattraper ce retard et comprimer les charges. Malgré une conjoncture difficile, les investissements stratégiques ont ensure une conjoucure duricile, les investissements stratégiques out été maintenus. La position de leader mondial de TELEFLEX dans le domaine des équipements d'assistance aéroportuaire vint d'être renforcée par l'acquistion de 60 % du capital de la société américaine LANTIS, basée en Californie. Deuxième fabricanu mondial d'engins de chargement

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

TELEFLEX LIONEL-DUPONT

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'ELEFLEX LIONEL-DUPONT

s'est tenue le 17 juin 1992 sous la présidence de Monsieur Alain CLA-ROU. Elle a approuvé, à l'unanimité, toutes les résolutions ainsi que les

Ao niveau consolidé, le bénéfice net est de 9,7 MF contre une perte de 36 MF en 1990. Le redressement du Groupe a permis la reprise du dividende. Ce dernier sera de 5 francs majoré de l'avoir fiscal, soit un

de frêt pour les avions, cette société réalise un chiffre d'affaires de 13 millions US dollars. Cet lovestissement permet une meilleure rentabilisation du réseau commercial de TELEFLEX et l'ouverture des marchés européens et asiatiques aux produits de LANTIS dont la gamme sera élargie grâce aux moyens industriels et financiers du Groupe.

Fort de ses 365 millions de fonds propres, le groupe TELEFLEX a une activité de 1 milliard de francs bien répartie dans des secteurs dont les marchés sout en développement. Son endettement est limité à 30 % de ses capitaux et de ses réserves. Les investissements réalisés pendant cette période difficile donneront leur pleine rentabilité dés la reprise de l'in-



ANCIERS

d marché

PARIS

BOURSES

•• Le Monde • Mardi 23 juin 1992 23

MARCHÉS FINANCIERS

1	BOURSE	DU 2	2 .11.1	N					<u>.</u>				Cours rel	evés à 14 h 00
	Campus VALEURS Cours Premier cours	Durring % COLES +-			Rè	gleme	nt me	nsuel				Compen VA	Citing Cours Pre	emier Demier %
	AFF	822 + 1 51 875 401 60 - 6 02 475 825 + 0 36 385 1405 + 6 21 1 100 400 + 1 01 275 803 - 1 85 655 8050 - 2 84 20 3564 - 1 46 755 780 - 1 43 1500 3152 - 6 85 700 563 - 1 04 125 580 - 1 34 1000 110 50 + 1 65 38 1082 - 0 82 1400 110 50 + 1 65 38 1082 - 0 82 1400 150 - 2 86 1360 94 - 2 68 1360 94 - 2 68 1360 94 - 2 68 1360 94 - 2 68 1360 94 - 2 68 1360 94 - 2 85 635 418 80 - 2 85 635 418 80 - 2 85 635	Colde Loc Forest. C'1501 (CII Conde Nat. C'1502 (CII Conde Nat. CSE. Damer. Dassari Avision. Estari Cital Estari Cit	230 90 225 588 583 900 955 275 271 10 33 910 403 391 403 391 384 50 410 333 80 355 0 440 375 80 651 862 675 865 665 862 675 865 665 862 675 865 665 862 675 865 862 862 862 862 862 862 862 862 862 862	Companies	Loendus 7 LVMH 99 Lyon EastdDones 5 Majoratre Ly 1 Mar Wandid 8 Marra 1 Marin-Gave 5 Marin-Gave 5 Marin-Gave 5 Marin-Gave 6 Marin-Gave 6 Metalaurop Metalaurop 1	1014. COMB 38 740 38	Capp Sept	Souter Gene Souter Stal Souter	## 19 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	43 50	90 Gd Miles 5 5 23 Hamson 10 36 Hamson 11 34 Hamson 11 34 Hamson 11 34 Hamson 12 355 Horn 15 500 Hamson 16 2 355 Horn 17 3 556 Manson 18 355 Manson 18 3730 Marson 19 335 Manson 19 335 Manson 19 335 Manson 19 335 Manson 19 336 Manson 19 337 Marson 19 338 Manson 19 338 Manson 19 338 Manson 19 338 Manson 19 339 Marson 19 330 Marson 19 331 Manson 19 331	Septembox 347 348 347 348 347 348 347 348 347 348 347 348	7 50 47 90 +8 84 6 20 -0 57 3 80 -2 48 3 8 3 8 -2 48 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 3 8 -2 48 -
	285 CPH (Parks Ries.) 237 241 986 Cred. Fongier. 674 874	370 -046 450			41 -200 500 sélection)	Signs	6 479 4		CAV	1 400 1 34	06 402 50 - 0 8	2 4 20 Zamba	Cop 4 12 4	19/6
	VALEURS du nom. % the		ours Demler	VALEURS	Cours Dernier	VALEURS	Cours Dernie préc. cour	L MAIRWANN	Emission Frak incl	Rechat.		ission Rechet is incl. net	VALEURS	Emission Rachet Freis Incl. net
	Obligations Emp.Bart 8,8%77— 129 90 740— Emp.East 9,8%78— 0 26 10,80% 78:84 861 Exp.East 13,4%83— 861 Exp.East 12,2% 84 360 10,26% 89:85— 0 28 860 10,26% 89:85— 102 65 5 071 OAT 9,9% 12/1997 103 60 6 19 OAT 0,9% 12/1996— 102 20 3 85 PT 11,2% 85— 104 85 0 78 CF 10,25% 100 90 105-50 2 78 CF 10,25% 100 90 105-50 2 78 CM 10% 1979— 100 304 CM 1879— 100 304 CM 1879— 100 304 CM 11,5% 95— 101 10 32 CM 11,5% 95— 105 80 4 59 CH 10,90% dic.85 105 80 4 59 CHARS FCE 3% 100 139 CNARS FCE 3% 100 135 Applications Hydr 1530 1530 Arbit 153	CLIM S.I.F 14 CLT R.A.M. 83 27 Cogilia Coniphos 5 Can belowridia 55 Can belowridia 65 Congradia 7 Cong	217	Perference Paris Prisides Paris Prisides Paris Prisides Paris Prisides Paris Orisina Parthern Invest Proches P	162 160 2772 10 226 60 :: 2772 10 1005 1130 162 10 244 50 105 50 162 10 244 50 105 50 162 10 122 131 140 100 122 131 140 100 122 1375 370 500 476 2700 2588 220 210 211 214 1110 1100 500 490 1401 1111 200	ASG 99 9 ALSG 99 9 ALSG No Seo. Alcon Aleminian. American Brands. Ather. Assasieme Bines. Banco Popular Espa. B Reyleneers Int. Con Pacifique. Chysier Corp. C I R. Conmerchank. Dow Chemical. Flex. GRU Brux Lamb I. Gewert. GRun Holdings Int. Goodyerr The. Grand and Co (WR). Horsywell Inc. Im. Loleneethurg. Konskiljan Pakhood. Kafotta. Michael Bank. Norianth Mines. Offesti pice. Pizer Inc. Brand. Robeco. Rodamco NV. Rollino. Sepan. Sens Group. SKF-Alcoholyst. Tunneco Int. Thora Bactrical. Totay Ind. West Rand Cont.	970 456	Ana Ob-Fr Ecram Ana Prem.Ex. Age Ana SEE-LDrSal Ana Selle-LDrSal Ana Selle-LDrSal Ana Selle-LDrSal Ana Selle-LDrSal Ana Selle-LDrSal Carlenon 3	257494 40 257494 40 129 43 7242 49 1985 77 1188 55 1892 77 168 97 7969 95 908 73 131 86 169 16 120 93 139 46 1120 93 149 12 122 29 1048 33 1038 19 1023 79 5339 70 1300 07 1317 14 352 44 352 44 352 17 17 18 98 07 17 19 107 19 1140 30 186 58 1830 70 1140 30 186 58 1830 70 1140 30 186 58 1830 70 1140 30 186 58 1830 70 1879 55 128 86 1270 95 1270	773 41 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68 68	iaroce Pierra. smoic Regions	78 32 13449 42 133 09 75 00 285175 66 46 17511 37 125 70 7778 62 21 99 1362 52 27 98 25407 68 53 78 1317 53	State Street Act: From St. Str. Act.Japon State Street Erner, Miss	116 15 109 05 29582 11 1009 28 984 65 133 52 130 56 785 30 769 50 160 68 158 48 5283 41 5241 1136 57 1119 87 987 99 943 19 1220 31 11224 10 225 58 215 35 780 88 745 45 588 83 543 04 534 42 550 19 15023 24 14963 39 1760 82 1760 92 12861 92 1760 92 12861 92 12609 73 186 53 18 1853 10 844 53 127 00 186 57 3 1163 46 441 44 429 63 1306 45 1268 41 1307 85 1315 44 129 63 1316 44 1303 78 1272 62 1247 85 574 48 552 38 2211 22 2005 71 10945 60 10626 80 9220 91 9488 80 12594 62 11869 30 18165 75 9966 45 1814 46 780 27 1404 20 1360 1092 40 1060 58 5635 64 5418 78
	Sidemment Internat	Magners	(86 552 68 80 79 200 200 200 200 201 75 472 60 751 751 445	FINAN Renseigr 46-62	ICIÈRE nements : -72-67	Boan Hydro Energia. Calciphas	274 101 101 11 611 011 339 286 79 229	Econorii Montenni Econorii Tronesti Econorii Tronesti Econorii Enargia Epartic	2442 35 2005 64 2805847 288 40 3614 93 4326 56 25395 98 10725 36 1709 31	2442 35 N 1986 784 N 2 8058474 O 0 256 23 O 0 3814 93 O 0 4315 774 O 0 1663 56 O 0 188 28 O 0		78 54 853 08 4668 90 1582 64 150 41 150 41 150 41 173 85 175 47 173 85 1356 1340 16 1356 19 13	Trition	663 23 556 66 1282 52 1269 82 1207 65 • 1207 65
	MARCHE OFFICIEL Préc. Eusts Units (1 usd)	COURS 22/6 achet 5 28/6 5 6 907 338 890 326 16 380 288 4 453 4 2 87 450 9 835 9 4 2 767 2 4 373 030 360 93 220 89 88 080 48 5 5 336 5 1 4 086 3 8	SBLETS MO ET 55 346 Or fin 158 Or fin 308 Napolé 47 Picc 5 31 Picc 5 380 Souver 90 Pipcs 2 5 6 Pipcs 2 5 7 Pipcs 2 5 Pipcs 2 5 Pipcs 2 5 Pipcs 2 5 Pipcs	Sign en berra) 58 sin lingori 58 sin (20f) 58 sin (20f) 58 sin (20 f) 58	e de l'or OURS COURS 22/6 500 58300 58450 336 334 385 340 335 345 429 920 1990 950 1030 580 170 2210 346 348	Geston S.A	90 59 440 151 1680 22 217 218 1801 1850 6 40 280	Eperge Premere Eperge-Unie Eperge-Unie Eperge-Unie Eperge-Unie Eperge-Unie Estimate cap Estimate cap Exerce Landes Eprodyn Exerce Landes Eprodyn Exerce Landes Eprodyn Exerce Landes Epone Landes France Grantie France Grantie France Obligatora France Obligatora	6435 80 564 91 14470 42 9970 24 258 87 112 47 467 44	1243 22 Pr. 8285 65+ Pr. 652 57- Pr. 1083 59 Pr. 1190 94 Pr. 539 28 Pr. 14470 42 Pr. 256 35 Pr. 105 18 Pr. 452 51 Pr.	arbas Capanisaeon	71 51 6636 74 1469 63 121 62 57 5 549 93 122 95 218 58 509 20 1430 05 77 25 97 950 53 33 25 129 68 1248 66059 45 10607 94	UAP Also Scare	155 40 149 78 138 97 133 95 100720 53 100333 04 122 01 123 51+ 1205 35 1175 95 593 14 576 57 1266 80 1261 35 1392 27 1358 31 237 34+ 1240 78 1219 31 1791 80 1747 50 2056 73 2056 67 53503 25 53476 52

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE. Orchestre netional d'Ile-de-France : 20 h 30 sam. Marika Esnaaki (soprano). Michael Krutikov (baryton), Innokenti Smotonovski (récitant), Chœur Tcharkovski, Vitaly Kataev (direction). Ivan le Terrible de Prokofiev. Dans le cadre du Festival musiques slaves Orchestre à cordas de Peria-Sorbonne : 20 h 30 mar. Jacques Grimbert (direction). Tchal-Festival musicues staves.

AMPHITHÉATRE RICHELIEU. Mireille Patrois, Eliane Tantchef, Suzan Manoff: 20 h 30 mer. Soprano, mezzo-soprano, piano, Tcharkovski, Gretchaninov, Moussorgski, Rachmaninov, Dvorak. Cans le cedre du Festival musiques staves Robin Colvill, Quatuor Arpeggione ; 20 h 30 jeu, Pieno. Borodine, Stravinsky, Dvorak. Dans le cadre du Festival musiques pans le caure du restival musiques slaves Nathanaëlle Marie, Martin Muller, Igor Lazko : 18 h 30 sam. Violon, vio-loncelle, pieno. Mertinu, Tchalkovski. Dana la cadre du Festival musiquee slaves Histoire du soldet ; 18 h 30 dim. De Stravinsky. Georges Descrières (récitant), Sylvie Gazeau (violon), Eric Lamberger (claimette), Alexandre Cuzounov (basson), Pierre Graffin (trompette), Jasn-Christophe Pouget (trombone), Felipe Canales (contrebasse), Jean-Guillaume Cattin (percussions), Philippe Cambreling (direction), Dens le cadre du Pestival musiques slavee Marie-Annick Nicolas, Marie-Paule Skuguet : 20 h 30 lun. Violon, piano. Prokofiav, Dvorak. Dans le cadre du Festival muaiques slavee Duo Benzakoun : 18 h 30 mar. Piano à quetre mains. Rachmaninov, Stravinsky, Tchaikovski. Dens le cadra du Festival musiques alaves Ensemble de vents de l'Orchestre de Paris-Sorbonne ; 20 h 30 ven. Catherine Feiss (piano), Alexandre Ouzoumov (direction). racek, Kramar, Dvorak. Dans le cadre du Festival musiques slaves.

CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAU-DRON (43-28-97-04). Ensemble SIC:

CHATELET, THEATRE MUSICAL OF PARIS(40-28-28-40). The Philhermonia Orchestra : 20 h 30 lun. Krysdan Zimerman (plano), Christoph von Dohnenyi (direction), Webern, Beethoven, Brahms. ÉGLISE DE LA MADELEINE, Ensemble Instrumental Alexandre Stejle: 20 h 30 netrumental Automote Stojie; 20 ii 30 jeu., Chosur Arpeggione de Gagny, Alexandre Stajic (direction). Requiem de Mozart Orchestre et chour Musici Europeg : 20 h 30 mar, O. Pacitti (direction). Sectioven.

ÉGLISE RÉFORMÉE SAINTE-MARIE. Tartini, Bach. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Mareis Encemble Sine Titulo : 21 h mer. Colombi, Castello, Uccelini, Dane le cadre dee Rencontres de mueiq encienne du Maraie Laurant Stewart : 18 h 30 sam. Clavecin, Byrd, Bull, Gibbons. Dans le cedre des Rencontres de musique ancienne du Merais C. Plubeau, 5. Moquet : 18 h 30 lun. Violes de gambe. Merais, Sainte-Colombe. Dens le cadre des Rencontres de musique angienne du Marais Ensemble' Sweet Musicke : 21 h sam. Froberger, Syrd. Lawes. Dans le cadre des Rencontres de musique ancienne du Marais Ensemble la Récréation de musique : 21 h lun. musique ancienne du Marais.

ÉGLISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIA-QUE. La Camerata de Parie : Jusqu'au 28 juin. 20 h 30 ven. Nicole Malson (soprano), Isabells Quellier (viole de gembe et percussion), Elena Polonska (harpes), John MacLean (10tes). Musique mádiávale et Reneissance franceise es espagnole Thérèse Hindo : 18 h 30 dim. ÉGLISE SAINT-EUSTACHE, Sarah Vel-

PARIS EN VISITES

MARDI 23 JUIN

«La quartier Montpsmasse : ses brasseries, ses eteliera d'artistes, ses jardins «, 13 h 45, métro Geité (Paris «Sur le tracé de la Bièvre, de

Reine Blenche au Jardin royal c. 14 h 30, 3, rue des Gobelns (Paris

«Un jardin du souvenir : le cime-ère Montpamasse», 14 h 30, métro Respeil (Approche de l'art).

«La Seine et ses vieux ponta, les nautes, la batellerie», 14 h 30, place du Châtelet, devent le fontaine (Paris «Les muses de Picasso», 14 h 30,

Musée Picasso (Cavalier ble «Deux siècles de musique à l'Opéra Garnier «, 14 h 30, en heut des a de l'Opéra, arcada centrale (Europ explo).

«1. Ecole militaire, chef d'œuvre de Gabriel «, 14 h 30, mêtro Ecole mili-taire, statue du maréchal Joffre (Sauvegarde du Paris historique). «L'Opéra Gamier «, 14 h 30, hall

d'entrée, statue Lulii (D. Fleuriot). « Ménimontant d'hier et d'eujour-d'hui «, 15 heures, angle rue des Ron-deaux et avenue du Père-Lachaise (Paris et son histoire).

« Promenade de la place des Vosges à la Parisienne de Jacques-Cœur », 17 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

«Les hôtels célèbres du Marais illu nard Colin (mise en scène), minés », 21 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

den, Mertin Lücker : 20 h 30 jeu. Soprano, orgue, Wagner, Vardi, Puccini. Qans la cadre du Fastivel d'orgue da

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Nouval Ensemble philharmonique de Peris : 20 h 45 jau. Rié Akiyema (soprano), Catherine Cardin (mezzo-soprano), Adrian Brand (ténor), Jean-Louis lerdon (besse), Stéphene Blivet (orgue). Thœur Vsrenne, Antoine Berth (direc tion). Messe en si de Bach Du Synapse: 21 h ven. Sylvie Hue (clari-nette), Sabine Chefson (herpe). Tisné, Lemeland, Debussy, Demase, Robert. ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE Ensemble Claudio Monteverdi : 20 h 45 mer. Jocetyne Dovillez (clavecin), Christine Plubeau (viole de gambe), Laurent Boar (direction). Momeverdi, Frescobaldi Les Trompettes de Versailles : 21 h sam. Vivaldi, Mercello, Purcell, Tele-menn Akatedra : 20 h 30 lun., mar. Jean-Françoia Ott (violoncetle), Salva-tore-Michel Picardi (piano), Vivaldi, Bach,

EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Haj duezoboezioi varosi pedagogue enekkar ; 20 h 45 sam. ; 17 h 30 dm. Chosurs, Monteverdi, Palestrina, Mozart, Bartok Kodaly, musique liturgique ortho

EGLISE SAINT-PIERRE (42-82-36-00). lvry Gittis ; 21 h ven, Violon, Ana-Maria Vera (pieno). Bartok, Gerschwin, Villa-Lobos, Ginestera, Copland, Dans le

ÉGLISE SAINT-VINCENT-DE-PAUL Orchestre du conservatoire Hector-Ber oz : 21 h jeu. Yves Permentier, André Guilbert (direction). Fauré, Duruflé, Elger HOTEL D'ALBRET(42-33-43-00). Qua-Gagneux, Haydo. Dens le cadre des sci-rées de l'hôtel d'Albret Le Voyags de Mozart à Pregue : 21 h sem, Fantsisie de Setalle, Véronique Sriel (plano), Sté phane Hénoch (violon), Christophe Bri quer felto). Nathalie Caron (violoncelle) Vincent Thomas (clarinette), les Musico médiens, (sabelle Albouker (direction)

INSTITUT POLONAIS (42-25-10-57)

beth Zapolska, Olga Miler: 20 h 30 ven. Mezzo-soprano, piano, Tchalkovski Chostakovitch, Monkusko, Lutoslawski, JARDIN D'ACCLIMATATION (39-58-49-41), Quatuor à vent avec flûte : 16 h dim. Mozart, Viveldi, Rossini. LE MADIGAN (42-27-31-51). Cyrille Tricolre, Vincent Leterme : 22 h 30 mer., ven. Violoncelle, piano. Certer, Prokoflev Volentins Vegliani, Thierry Boulenger : 22 h 30 sam. Extraits de comédies musicales américaines Jean-Merc Philipa, Alexandre Tharaud : 22 h 30 cm. Visitat des Comédies au letrandre Tharaud : 22 h 30 cm. Visitat des Cares Visitat des MAIRIE DU IX- ARRONOISSEMENT. Orchestre de chambre Pro Arte de

Vivaldi, Tchalkovski. MAIRIE OU VI- ARRONDISSEMENT. Quarteto dos Mundos : 20 h 30 jeu Dans le cadre du Festival foire Saint-Ger

OPERA DE LA 8ASTILLE (44-73-13-00). Orchestre philhermoniue de Radio-France : 20 h ven. Marek Janowski (direction). Bruckner Cheryl Studer: 20 h lun. Soprano, Irwin Cage (piano). Schubert, Wagner, R. Strauss. OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Jacques Prat, Emmanusi Geugue, Yvea Rault : 22 h mer., ieu., ven., sam,

PALAIS DE L'UNESCO. Hervé Galii. Teresa Laredo : 20 h 30 mer. Piano, cla recin. Dans le cadre du Festival Musica ble vocal Ars Nova : 19 h leu. Dans le cadre du Festival Musica

PARC OE BAGATELLE (45-01-20-10). Grahem Scott : 18 h 30 sam. Pieno. Chopin, Rachmaninov. Dans le cadre du Festival Chopin à Parls flian de Wall : Festival Chopin a Paris rueli de vum ; 18 h 30 dim. Pieno, Chopin, Liszt. Dens le cadre du Festival Chopin à Paris Nama Hansen ; 20 h 45 jau. Piano. Honegger, Grieg, Gade, Sibelius, Chopin. Dans le cadre du Festival Chopin à Paris.

SAINTE-CHAPELLE (46-81-55-41). SAINTE-CHAPELLE (46-81-55-41). Ensemble Ars Antique de Paris 18 h 45 21 h mer. Musique du tempe des troubedours et des trouvères, musique des XVIII et siècles Ensemble Are Antiqua de Paris : 18 h 45 21 h ven. Musique du temps de Saint-Louis, musique française des XVIII et et avec des Gabriel Fumet, Dominique Plussan : 21 h jeu. Flüte, harpe. Bach, Mozart. Glück, Peganini, Donizetti, Ravel, Debussy.

SALLE GAVEAU 149-53-05-07). Ruggero Ralmondi, Edsimtro Amaites : 20 h 30 jeu., km. Basse, piano. Bellini, Donizetti, Uszt, Ibert, Tosti Jean-Fran-cols Gardell, Denis Manuel, Billy Eldi : 18 h 15 aam, Baryton, comédien, piano. Debussy, Feuré, Poulenc.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orchestre de Paris: 20 h 30 jeu. Leon Fleisher (piano), Semyon Bychkov (piano). Revel Dublieux Orchestre de Paris: 20 h 30 lun. Aliela de Larrocha (pieno), Serriyon Bychkov (direction). Ravel, Dutillaux. THEATRE DU LIERRE (45-88-55-83)

Les Navigateurs immobiles : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. ; 18 h dim. Spectacle de Frédéric Stoch. COMBS-LA-VILLE. LA COUPOLE (64-88-69-11). Drchestra de Meiun-Sénart : 20 h 45 ven. Chœur d'oratorio Eurole, J. von Websky (direction).

COULOMMIERS. COMMANDERIE OES TEMPLIERS (64-65-08-61). Jean-Claude Mara, Elisabeth Valletti : 21 h

sam. Flûte de Pan, harpe. MAISONS-LAFFITTE. CHATEAU DE MAISONS. Parcours d'un soir, musique et voix : 21 h 30 22 h 22 h 30 km, Wanda Kozyra, Jeanne Btelle (Juth, théorbe), Julie Hassler (soprano), Ber-

SAINT-DENIS-BASILIQUE, Orchastra

Nons publions le landi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

national de France : 20 h 30 ven. Bar-bara Hendricks (soprano), Alessandra Safina (ténor), Gino Guilico (baryton), Philippe Lefabyra (orgue), Didier Benetti (timbalea), Chosur d'oratorio de Paris, Ensemble vocal Audia Nova, James Conten (direction). Gouned, Poulenc. Dans le cadre du Festival de Saint-Denis VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. La Symphonie du Marais : 17 h 30 sam. Jill Feldman, Noémi Rime, Miniam Ruggieri (sopranos), Hugo Reyne

VERSAILLES. PALAIS DES CONGRES. Orchestre philitarmonique de Versailles : 20 h 30 mer. Akiko Ebi (plano), Trajan Popesco (direction). Rameau, Saint-Saens, Bizet.

OPÉRAS

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Così fan tutta : jusqu'su 5 juillet. 19 h 30 ven., dim. mer. Opéra de Mozart, Amande Roccroft, Eirian James (soprenos), Rosa Mannion (mezzo-soprano), Rainer Trost (ténor), Rodney Gilfry (baryton), Claudio Nicolai (basse), The English Baroque Soloists, The Montaverdi Choir, John Eliot Gerdiner (direction, mise en scène). MUSÉE GUIMET (45-39-97-83). L'Ament jeloux : jusqu'au 11 juillet. 20 h 30 ven., mar. Opéra de Gratry, Compagnie Nadie 8ell, Anne Bruneteau, Denièle Peretz, Caroline Fuss (sopranos), Marc Perrotin, : Martial Defonteins (tánors), Frédéric Lipski (baryton), Ensemble internacional de chambre, Dominique Patrouilleeu (direction), Nadia Baji (mise en scène).

OPÉRA-COMIQUE SALLE FAVART (42-88-88-83), La Scala di seta, L'occa-sione fa il ledro : 19 h 30 mer. Opérasbouffes de Rossini. Nova Thomas, Andrea Andonian, Susan Patterson (sopranos), Robert Gembili (ténor). Alberto Rinaldi, Alessandro Corbelli. Natale de Carolis (barytons), Ensembl Instrumental Jean-Wafter Audoli, Maurizio Barbacini (direction), Michael Hampe (mise en schne).

Diaz (beryton), Kallen Esperian (soprano), Susan Shafer (mezzo-soprano), Orches-tre national et chosurs de l'Opéra de Peris, Myung-Whun Chung (direction), Petrika lonesco (mise en scène) Les Noces de Figaro : jusqu'au 25 juin. 19 h 30 jeu. Opéra de Mozart. Tom Krause (baryton), Margaret Price, Adelina Scarabelli (sooranos). Ferruccio Fur-Berblé (mazzo-sopranos), Michel Séné-chel (rénor), Choeurs et orchestre de l'Opéra de Paris, Arnold Ostman (direç-

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Le Berbier de Séville : jusqu'eu 7 juillet. 19 h 30 jeu., lun. Opéra de Rossini. Jean-Luc Viste (trinor), Philippe Dunimy, Louis Quilico, Gino Qui-lico (barytons), Luigi Roni, Ferruccia Ferlanetto (basses), Gioria Scalchi, Jenifer Larmore (sopranos), Orchsetre et chœurs de l'Opéra de Peris, Marcello Viotti (direction), Darlo Fo (mise en

THEATRE OU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Così fan tutte : jusqu'au 15 juijet. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam., mer. : 15 h dim. Opërs de Mozert Barbera Franch-Weselak, Isabelle Seuvageot, Joële Brun-Cosme, Julia Hassier, Dominiqua Henry (sopranos), Sandrine Sutter, Virginia Landrá (mezzo-sopranos), Marc Gollerd, Jean-Pierre Belfort, Olivier Peyrebrune (basses), Marcial Detontanta Teranta Newcombe. Graco-(48-06-72-34). Così fan tutte : jusqu'au Defontaire, Terante Newcombe, Grego-rio Rangel (ténors), Philippe Bodin, Mathieu Lecroart, Charles Seillofest (bayrons), Anne Champar, Frente Muller tpiano, direction), Serge Catanese (mise

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON THEATRE NATIONAL DE L'ODEON (43-25-70-32). La Del Manojo de Rosas : jusqu'au 1ª juillet. 20 h 30 mer., jeu., ven., sein., mar. ; 15 h dim. Zarzusiz de Pablo Sorozabai, fivrat de Francisco Ramos de Castro et Anselmo Carreno. Avec Milagros Martin, Victoria Manso, Carlos Alvarez, Mario Bodrigo, Chour du Testro Ricco nacional, Orcheste de Conserte Columna. Alfavel Ramonde. tre des Concerts Colonne, Miguel Ros (direction), Emilio Segi (mise en scène), Goyo Montero (chorégraphie).

CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉ-RIEUR DE MUSIQUE (40-40-46-46). Les Avenoures du roi Pausole : 20 h lun., mar. Opérette d'Honegger, livret d'Al-bert Willemetz. Atelier lyrique et Nouvel Ensemble instrumental du conservatoire national supérieur de musique, Jean-Sébestian Béreau (direction), Nicola Broissin (mise en scène).

JAZZ, POP, ROCK

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Yann Mareschal: 20 h 30 km. ALLIGATORS (42-84-11-27), L'Incroyable Jungle Beat : 22 h mer., jeu. ; Bill Dobbins Quartet : 22 h ven., sam. ; Manuel Rocheman Trio : 22 h mar.

AU DUC DES LOMBARDS (42-33-22-88), Rosa King: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.; Simon Goubert Chintat: 22 h 30 dim., km.; Jam Session : 22 h 30 mar.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Jam Session: jusqu'au 24 juin, 22 h 30 mer.; Mario Canonge, Karm: 22 h 30 Jeu., ven., sam.; Captain Mercler! jusqu'au 29 juin. 22 h 30 lun.; Abraxas : 22 h 30 mer.

mer., Jeu. Piano, saxophone ; Duo Lou-lou Leguerre ; 22 h Lan., mar. Plano. 8ATACLAN (47-00-30-12). Zapp. Roger Troutmen: 20 h mar.; Maretho pour Marley: 20 h jeu., ven., sam. LE BILBOQUET (45-48-81-84). Polya Jordan, J.-C. Benetseu, Marc Des-champs: 22 h 45 lun., mar. Cham. basse, piano, Olivier Robin (batterie). BLUES DU NORD (42-09-00-77). J. Scott & the Hooker: 22 h jeu.

BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53). Yakovieff Quarter: 17 h sem. CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62). Paulo Prata : 22 h 30 mer., jeu. ; Cefé Rive-droite : jusqu'au 27 août. 22 h km.,

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-28-85-05). Stephene Guérault Quintet : jusqu'su 7 jullet. 21 h 30 mer., jeu., ven., sem., den., lun., mar. LA CIGALE (49-25-81-75). Wa Yego: 20 h eu.

CITY ROCK (47-23-07-72), Las Cochons dens l'espace : 0 h mer. : Dixie Stompers : 0 h jeu. ; Meievel : 0 h ven. ; Kart : 0 h sem ; Buffer froid : 0 h dim. ; Naz Rock : O h lun. ; Hot Kiss : O h mar. ELYSÉE-MONTMARTRE. Bad Religion, Cosmic Psycho, Surning Heads 19 h 30 ven.; Violent Femmes: 19 l

ESPACE ORNANO. Nactumus, Morgoth, Confessor: 19 h 30 dim.; Fata's Warning: 18 h 30 mar.; House of love: 19 h 30 jau. L'EUSTACHE (40-25-23-20), Therry

Sruneau. Charles Saudrais, Vincent Segal: 22 h 30 jeu.; Jef Sicard Trio: 22 h 30 ven., sem. FRONT PAGE (42-36-98-69). Ze

FRONT PAGE 142-30-30.

800m: 22 h 30 mer.; Swamp Devils: 22 h 30 jeu.; Franck Ash: 22 h 30 ver.; Blues'n Sluesy: 22 h 30 sam.; House 8end: 22 h 30 dim.; Frogmouth: 22 h 30 lun., mac. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03), Tric Jezz Middle : Jusqu'au 26 juin, 21 h ven, ; Trio New Orleans : 21 h sam.

HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Sherry Mergotin: 22 h 15 mer.; Pep Jer: 22 h 15 jeu.; The Dide Stompers: 22 h 15 ven.; Soul Time: 22 h 15 sem.; O'Bundenssa: 22 h 15 lun.; The Wombers: 22 h 15 mar.

NOTEL D'ALBRET (49-27-08-62). Michel Portel Unit: 21 h mar. Dans le cadre des soirées de l'hôtel d'Albret; Michel Legrand Trio: 17 h dim. Dans le cadre des soirées de Fhôtel d'Albret. JAZZ CLUS LIQUEL-HAMPTON (40-88-30-42). Screeniin Jay Hawkins: Jusqu'au 4 juillet. 22 h 30 mer., Jeu., ven., sem., km., mer. Chem., pieno, Gery Snider (gutters), Rodney Schnitz (basse), Surry Southern (saxophone), Zachary Prather (betterie) : Boto e Novos Tempos ; jusqu'su 28 juin. 22 h 30 dim. LATITUGES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Philippe Loas Quartet: 22 h mar.; Hollywood Swing Soys: 22 h jau.; Bruce Johnson, Trio Arventtae : 22 h ven., sam. ; Oriol Bordas Quartet : 22 h lun. ; Laurence Allison

Quartet: 22 h mar. LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Sexy Frogs: 0 h ven.; Chatterton: 0 h mar. LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boo-Caroff Group: 21 h ner: Jacques Caroff Group: 21 h jeu.; Michel Marci-gian Jazz Group: 21 h ven.; Philippe de Preissec Group: 21 h sam., mar. Michel Bescom Trio: 21 h km.

LE MONTANA (45-48-93-06), Tric René Urtreger : 22 h 30 mer. ; Globe-Trotters : 22 h 30 jeu., ven. ; Quertet Mancel Zarúni : 22 h 30 km., mer. MONTGOLFIER (40-60-30-30), Marc Richard: 22 h mer., jeu., ven., sam. Secophone ; Philippe de Pressec: 22 h

LA MUTUALITÉ. The Wallers, Zoanst Come.s, C45: 19 h 30 sem. NEW MODN (49-95-92-33), 100.000 Indecis: 21 h 30 mer.; City Kids: 21 h 30 jeu.; Fun Carmen: 21 h 30 ven.; Verskavis: 21 h 30 sem.; Skarface. Molodot: 21 h 30 km., mar. NEW MORNING (45-23-51-41). Idrisse

NEW MORNING (45-23-51-41). krisse Diop: 21 h 30 mer.; Kenny Wheeler, Reiph Towner, Gary Pescack: 21 h 30 jeu.; Safy Boutella: 21 h 30 ven.; Amer Sundy Group, All Farka Toure Group: 21 h 30 sem.; Dirty Dozen Brass Bend: 21 h 30 km.; Setty Carter: 21 h 30 mer. PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-

BERCY (40-02-60-02). Bruce Springs-teen: 20 h lun. PASSAGE OU NORD-DUEST (47-70-81-47). Ros: 22 h van., sam.; Los Lobos: 22 h mar.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), Jean-Pierre Como Quintet: 21 h mer.: Chance Orchestre: 21 h jeu.; Le Médile Jezz Quinnet: 21 h ven.: Five o'Clock Jezz Group: 21 h sam.; Soitée CM: jusqu'au 29 juin. 21 h fun.; Tower of Power: 21 h mar. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-55). Sexomenis de Claude Tissendier: 21 h mer.; Coconotes: 21 h jeu.; High Society Jezz Band: 21 h ven.; West Land: 21 h sam.; Orpheon Celests: 21 h km.; Claude Bolling Trio:

PETIT OPPORTUN (42-38-01-36). Jimmy Souriey, Dominique Lemeris:
23 h mar. Guitara, contrebasse, Philippe
Combelle (batterie); Turk Mauro, Michel
Graffer, Michel Geudry: jusqu'au 27 juin.
23 h jeu., ven., sam. Savophone, piano,
contrebasse, Richard Portier (batterie);
Cat Schileger, Empressed Rev. Empres. Carl Schlosser, Emmanuel Bex, François let : 23 h mar. Saxophone, orque,

REX CLUS (45-08-93-89). Family 22 h 30 mer. ; Wake up : jus-BAR OU POTAGER (40-26-50-96), qu'au 25 juin, 23 h jeu. ; L'Eurdiante : Alain Fougersy, Stéphene Gueralt : 22 h jusqu'au 26 juin, 22 h 30 ven. ; Nuit

exotique : jusqu'au 27 juin. 23 h sam. SALLE BRASILIA (48-07-20-17). Jee Louis Chautemps, Alain Jean-Maria : 20 h 30 mer., Jeu. Saxophone, plano, Pierre Michelot (contrebasse), Sangome Everett (betterie).

SALONS HOCHE Guayacan Orquesta 22 h sam.

SENTIER OES HALLES (42-38-37-27). Les Ray-Ban : 20 h 30 mer., jeu., ven., eam. ; L'Echo râleur : 20 h 30 km., mer. SING SONG (43-43-82-02). Philippe Mace: 23 h mer., jeu.; Melainto: 23 h Vent, sem. SLOW CLUB (42-33-84-30). Les Domi-

nos : 22 h mer., jeu., ven., sam. ; Alain Bouchet Cuintet : 22 h mar. SUNSET (40-26-46-60). Alex Migale Cuartet: 22 h 30 mer.; Sylvin Bauf, Aldo Romano, Bojan Zulfikarpasic: 22 h 30 jeu., ven., sam. Saxophone, batterie, plano; Emmanuel Sourdekt Trio, Daniel Huck: 22 h 30 km.; Foot Print Quintet: 22 h mar.

TROTTOIRS DE SUENOS AIRES (40-26-28-58). Alma Rosa, Trio Di Guisto : O h 30 sem.

UTOPIA JAZZ CLUS (43-22-78-56) Chinois & Co : 22 h mer.; Wolfpack ; 22 h jeu.; Marques Club : 22 h ven.; Blues Martiscs : 22 h sam. ; J.-J. Militeeu & Co: 22 h mar.; Alain Giroux & J. L. Mahjun: 1 h sam.

LA VILLA (43-26-60-00). Venessa Rubin: 22 h mer., jeu., ven., sem., dim., km., mar. Georges Arvanitas (pieno), Vrzyne Dockery (besse), Georges Brown ZENITH (42-08-60-00). Nirvana

20 h 30 mer. ; Roxette : 20 h 30 km,f9Periphérief0 BOULDGNE, LATITUDES PORTE-DE-SAINT-CLOUD (49-10-49-10). Slep'n and Boogle; 22 h ven., sem.

CORSEIL-ESSONNES, LE SELLEVUE

(60-75-63-00). Ducky Smokton : 21 h ISSY-LES MOULINFAUX, PARC DE 15 T-LES MOULINEAUX. PARC DE L'ILE S A I N T - G E R M A I N (42-89-90-34). Galliano, Kazish Jones, Omar, Urben Dence Squad : 20 h ven. Dans le cadre du Winston Legend Festival : Jarry Lea Lawris, Chuck Berry, Little Richard : 20 h sam. Dans le cadre du Mantre Legend Festival : Abbrela Jean de Cartinal : Abbrela Jean Winston Legend Festival; Johnnie Johnson, Levine Hudson, Albert King: 18 hdm. Albert Collins And the Icebreekers.

cadre du Winston Legand Festival. MASSY, CENTRE PAUL-BAILLIART (69-20-57-04). Bocata, Moulde, Picaduos. Donke : 14 h sam.

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRES (42-87-25-91), Jam Session: Jusqu'au 22 Juiliet: 21 h 30 mer.; Sophia Doman-eich Trio: 21 h 30 ven.; Frenck Ash Blues Band: 21 h 30 sam; ;Juilien Louired Groove Gang : 21 h 30 mer.

CHANSON

CASINO DE PARIS 14 Adonis : jusqu'au 11 juillet. 20 h 30 (42-33-80-78). Maseki twana : 20 h 30

CAVEAU DES- OUBLIETTES (43-54-94-97), Cebaret de la chenson frençaise : 21 h mar., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les

ESPACE HÉRAULT (46-33-00-56). Comedie flamence : jusqu'au 27 juin, 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. Pepe jehanti, Mochuelo (guitare), Olivier Cape-lier (misa en scàne) ; Michel Arbetz ; jusqu'au 27 juin. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Taxi Dancing.

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Jean-Maris Leblanc : 19 h dim. ; 19 h 30 km.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Antoine Larcher: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.; Soraya Esseid, Esther Lehocsky: 18 h 30 mer. Dans le cadre du Fastival C'est dans l'air ; Valérie Jane, JMC : 18 h 30 jau. Dans le cadre du Festival C'est dans l'air ; Laurent Mercou, Naty Nais ; 18 h 30 ven. Dans le cadre du Festival C'est dans l'air ; Stéphanie Llesenfeld, Karin Zelie : 18 h 30 sam. Dans le catire du Festival C'est

THÉATRE DE LA RENAISSANCE 42-08-18-05). La Java des mémoires : 21 h mer., jeu., ver., mer. ; 17 h 21 h sam. L'histoire d'une drôle d'époque. Spectacle musical concu et mis en schne per Roger Louret.

3.50 m

TOURTOUR [48-87-82-48]. Merie Line : jusqu'au 4 juillet. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., mar. Alain Pievic (clarier), Denis Aigret (guitare).

MUSIQUES DU MONDE

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Maximo Demian et son ensemble ; 20 h 30 mer., eu., ven., sam. Chants andins et danses

BALLETS

AUGITORIUM GES HALLES (40-28-28-40). Compagnia Tempa pré-sent : 20 h 30 jeu., van. ; 19 h mar., sam. Un coin de peradis, Thierry Melandein (chor.).

MOGADOR(48-78-04-04). Académie emetionale de la dance : 15 h dim. La Fête de le dense. OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER

(47-42-53-71). Saliet de l'Opéra de Paris : jusqu'ae 30 juin. 19 h 30 mer., mar. Orchestre national de l'Opéra de Paris, David Coleman (direction). Vaslaw, John Neumeler (chor.); Carmen, Roland Petit (chor.) ; Etudes, Hurald Lenser (chor.). THÉATRE DE LA VILLE 142-74-22-77).

Pine Beasch; jusqu'au 4 juiller, 20 h 30 mer., jeu., ven., sarii, diffic, jun., mar. Tanzabend II, Pine Bausch (chor.). THÉATRE - MONTORGUE mer., jeu., ven. Dansé buto.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Your êtes abonnéis

FAITES SULVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT LES VACANCES Removazinous su moins 15 jours à l'avence le belletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'aborné (note provincez de numéro en haut et à gauche de le « une » de votre journell.

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ :		
Suspension vacances (vot	e abgranement sens prolongé d'eutami	
du	av	
_ T	annus (France military afficies uniquement)	

Vous n'êtes pas abonnéle

RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VAÇANCES Renvoyez-nous su moins. 15 jours à l'avence de bulletin accompagné de votre chalement THANCE THANCE

2 mais (\$2 mg ... 3 mmines |10 mm 114 F

VOTRE ABONNEMENT VACANCES: VOTRE ADRESSE DE VACANCES:

NOM _ ADRESSE

ADPESSE

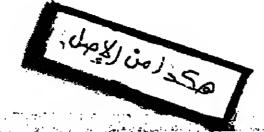
VOTRE ADRESSE HABITUELLE:

A envoyer à « LE MONDE ». Service abox 1, place Hisbert-Beuve-Mery, 94852 Ivry-sur-Seine Cede

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

4.2.

198



■ Le Monde • Mardi 23 juin 1992 25

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 JUIN 1992 A 0 REURE TUC

OES OUBLIETE

A 7 75 (45.27 1975) June

THALLES NO SEEDING

2 h 30 ser inc.

S J 30 cm Date in the state

----- TE LE RENAISSANGE

an 145 1843

Aug Part In

MUSIQUES DU MONDE

WHEN A 215 CULTURES IN

time

BALLETS

THE RESERVE

72 m

A PARK CONT.

t on tongot

the same than the

. . .

Le Monde

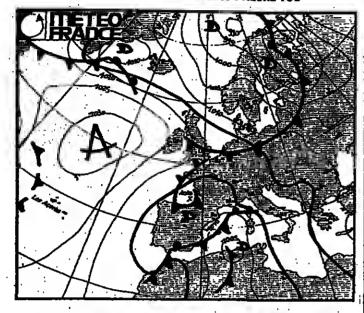
NALMENTS VACANCES

Consultation of the consul

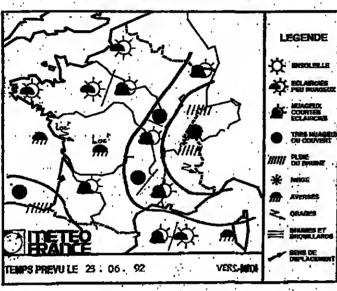
A STANDARD OF THE STANDARD OF

. In the second in

er 194m



PRÉVISIONS POUR LE 23 JUIN 1992



Mardi : pluvieux à l'Est, variable

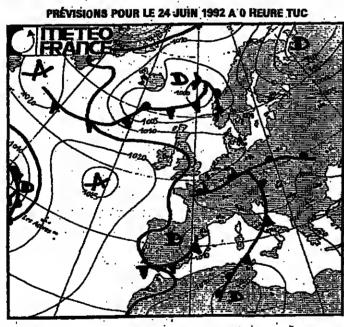
Sur l'est de notre pays (Franche-Comté, Alpea, valée du finône, et Pro-vence-Côte d'Azur), fa journée sera maussade, avac un ciel gris et des niules : calles et pouront par momants

plues pourront se produire sur la moi-tié ouest de la chaîne.

phies; calles of pourront hat moments for bragations. It is in bragations. It is managed second pourront hat moments are bragations of the bragations of the

de la pluie l'après-midi.

Le vent sera partout assez faible, de Sur les Pyrénées, les nueges seront secteur nord ou nord-est sur la moitié également abondants ; quelques peutes nord, de secteur Sud sur la moitié sud.



TEMPÉRATURE Valours ex le 21-6-1992 à 1H hourse	S manux i man — rêmes relevées entre IUC et le 22-6-1992 à	minime Hhoures TUC	et tem	о н обн 22-6-9	ærv é 2
FRANCE AJACCIO 35 18 BIARRITZ 29 14 BORDRAJIX 18 13 BOURGES 18 10 BREST 16 10 CARN 16 10 CHEROURE 14 12 CLEMONTE 17 10 CREMORE 12 13 LRIJE 15 8 LIMORES 12 23 LRIJE 15 8 LIMORES 12 24 MARSHIJE 29 16 NANCY 12 14 MARSHIJE 29 16 NANCY 19 13 NOCE 18 15 PARIS HONTE 22 11 PERPERIAN 22 11 PERPERIAN 22 14 RERORS 18 15 PARIS HONTE 22 14 PERPERIAN 22 14	TOULGASE P TOURS P TOURS PORTE A PITE ETHAN A ALGER N AMSTERDAM N ATERNES N BARGEONE C BELGRADE B RESLIN C LE CAURE	110 N C C C C C C C C C C C C C C C C C C	LUXIMBO MADERALI MARRALI METADO MARRALI MONTELL MONTEL	MURE 19 MURE 24 MURE 24 MURE 24 MURE 28 MURE 2	13 N C B P C B 113 P C B 114 P C B 115 P C B 1
A B C cle	D N ciel ciel nt desage ntrage	O Orage	P phrie.	T tempēte	# neige

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Bébés Europe

ANS ce débat sur l'Europe gogie de Giscard fait toujours meroù l'éloquence et le veille, meis on n'imagine pes qu'il franches tuenes. La corps d'armée envoyé dire à son bon ami Philippe franco-aliement? Très bien. Il avait de Villiers, avec qui il pertages,

ses précédentes apparitions, il évo-

isées par le camp du crions, deux l'Europe de Giscard sent l'énarchie et le sience des salles des coffres, elle apperaît comvivale comme un cet françois Léotard. La président est dens son personnege, agitant est dens son personnege, agitant

Sur l'autre sujet du moment concurrents à droite. Raymond que l'Europe comme ce qu'elle l'intrusion en lorce de la morale les valeurs de la République.» Il n'y dans la discussion politique, – un envie de sécher l'amphi. La péda-

voici à peine quatre ans, le ministère de la culture et de la communication : « Dans les églises, ce ne comme la foudre de Zeus le fracas des batalles et des siècles. Emission après émission, François Léotard, kui, ne parle pas de monnaie unique. L'économie l'ennuie de manière flagrante point commun avec le président, avec qui il espire à cohebiter. Mais sont nés avec le traité de Rome.

1 est vrai qu'il n'e guère de siècles. Emission, François Léotard, kui, ne parle pas vers l'Europe la tête courbée, comme vers un cimetière, demère un corbilard. On le devine plus intéressents sont souvent au fond, dans l'obscurité. » Ou encore, à propos de l'eintégrisme politique s'exclamait l'autre semaine que le comportement des individus échappe au pouvoir l'e Ses ses précédentes apparitions. Il évo sont pas ceux qui sont au premier

Landi 22 inin

	Duitur Du Juni
TF 1	1.05 Musique : Mélomanuit. Invité : Yenn Queffélec. Bellades pour plai
20.50 Cinéma : Les Valseuses. mm Film français de Bertrand Blier (1973). Avec	op. 10 n ^m 2 et 3, de Brahms, par Artu Benedetti-Michelangeli.
Gérard Depardieu, Patrick Dewsere, Miou- Miou,	CANAL PLUS
22.55 Magazine : S. O. S.	20.35 Cinéma : Lola Zinner D

Présenté par Brigitte Bardot. Trois ans déiè. 23.50 Magazine : Minuit sports.
Automobile : 24 Heures du Mens (résumé) ;
Voile : Europe 1 star. 1.00 Journal et Météo.

20.00 Sport : Football Euro 92 (demi-finale) : Danemark-Pays-Bas, en direct de Göteborg. 22.20 Cinéma : Les Caprices de Marie, mm Film français de Philippe de Broca (1969). Avec Philippe Noiret, Valentina Cortese, Fernand Gravey.

23.50 Journal et Mátéo.

FR 3

20.45 Cinéma : Le Nom de la rose. mm Film franco-italo-allemand de Jean-Jaco Annaud (1986). Avec Sean Connery, Christian Stener, Fred Murray Abraham.

22.55 Journal et Météo.

23.15 Océaniques.
Magazine Les Arts. Alechinsky-sur-Fihône,
de Pieme Coulibeut; Klenholtz, par Michel Le
Bayon; Le Louvre en chantier, par Jacques
Meny; Photofolies, par Aurélia Jaubent; Un
musée américain pour Giverny, par Alein
Jaubert.

0.10 Magazine : Aléas. Le Mauvais Cil, de Parrick Le Gall : Amère marine, de Parrice Chagnard : L'Aérotrain d'enfer, de Deniel Edinger ; Pigeon... vole I, de François Porcile.

18.25 Jeu : Une famille en or. 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.

20.50 Cinéma : La Complexe

FR 3

13.00 Magazine : Sports 3 images. 13.40 Série : La Grande Aventure de James Onedin.

14.30 Magazine : Conscience Terre. 15.30 Série : La Grande Vallée.

19.00 Le 19-20 de l'information.

20.00 Un livre, un jour.

16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. 18.30 Jeu : Questions pour un champion.

13.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
15.25 Variétés : La Chance aux chansons.
16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.30 Magazine : Défendez-vous.
18.45 Magazine : Giga.
18.20 Série : Magrum.

19.20 Divertissement : Caméras indis-

20.35	Cinéma ; Lola Zipper.
	Film franco-canadien d'Ilan Duran-Cohen
	(1990), Avec Judith Reval, Jean-Paul
	Comart, Arielle Dombasie,
22.05	Flash d'informations.
22,10	Le Journal du cinéma.
27 45	Cinfun a He name and hat an

22.15 Cinéma: Un cœur qui bat. III Film français de François Dupeyron (1991). Avec Dominique Faysse, Thierry Fortineau. Jean-Marie Winling.
23.50 Cinéma: Le Sang des heros. II Film américain de David Peoples (1989). Avec Rurger Hauer, Joan Chan, Vincent Phillip D'Onofrio.

1.20 Cinéma : Arsène Lupin, détective.
Film français d'Henri DiamantBerger (1937). Avec Jules Berry, Suzy
Prim, Gebriel Signoret.

M 6

20.40 Cinéma : Le Lion et le Vent. ■ Sean Connery, Candice Bergen, Brian Keith. 22.50 Téléfilm : La Fille du lac.
De Claude Jura, avec Kathleen Beller,
Joseph Bottome.
Suspense.

0.20 Magazine : Culture rock. Présenté par Tom Novembre. La saga du

0.45 Six minutes d'informations. 0.50 Magazine : Jazz 6.

ARTE

20.30 Cinéma : Les Favoris de la lune.

Film français d'Otar lossellani (1984). Avec Aix de Montaigu, Pascal Aubler, Gaspard Flori.

ies

ai-

les

i\$!

uđ

22.10 Court métrage : Les Astronautes. De Waterian Borowczyk,

22.25 Cinéma : Le Voyage.
Film Italian de Virtorio De Sica (1973). Avec Sophia Loren, Richard Burton, lan Brannen.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. L'Europe face aux nations. Avec Claude Cheysson, Jean François-Poncet, Maris-France Garaud, Didier Motchane, Bernard-Henri Lévy, Philippe de Saint-Robert. 21.30 Dramatique.

Petits rôles, de Noelle Renaude. 22.40 La Radio dans les yeux. L'actienté de l'architecture.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Allen S. Welss (Miroirs de l'infini).

0.50 Musique : Coda. Kavin Ayers. 1 . L'esprit des années 60.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 janvier à l'auditorium du Châtelet) : Le Chevelier imaginaire, opéra en un prologue et deux actes, de Fenelon, par l'Ensemble InterContemporain, dir. Peter Eòtvos. 23.10 Ainsi la nuit...

Per Denise Bahous. Œuvres de Beerhoven, Chopin, Mozert, Schubert. 0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue. Par Hanri Renaud . Petite histoire de Billie Holiday : Le piano : Thelonious Monk : L'au-teur de thèrnes : Jérôme Kem.

Mardi 23 juin

TF 1	20.10 Divertissement : La Classe. 20.35 INC.
13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour. 14.30 Feuilleton : Côte Ouest. 15.30 Série : Hawali, police d'Etat.	20.45 Les Aventures de Tintin. Tintin au Tibet, de Stéphane Bernesch d'après Hergé, avec les voix de Thie Wermuth, Christian Palissier.
16.20 Club Dorothée. 17.25 Série : Loin de ce monde. 17.55 Série : Hélène et les garçons. 18.25 Jeu : Une famille en or.	21.35 Magazine: Faut pas rever. Chine: la fête de l'eau, de Daniel Trager: Michel Marion; Sénégal: Saint-Louis, reine déchue, de Geneviève Roger et Fré

reine decide, de Genevieve roger et Prede-ric Tonolli; Costa-Rica : le nouvel or vert, de Frédéric Chignac et Thierry de Lestrade. 22.35 Journal et Météo. 22.55 Téléfilm : Les Ephélides. D'Eric Le Hung, avec Marina Vlady, Pierre Vaneck. 19.20 Jeu: La Roue de la fortune. 19.50 Divertissement : Le Bébête Show. 20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert. 20.50 Cinéma : La Complexe
du kangourou.

Film français de Pierre Joivet (1986). Avec
Roland Giraud, Clémentine Célarié, Zabou.

22.20 Magazine : Ciel, mon mardi !
Présenté per Christophe Dechavanne.

0.15 Journal et Météo.

0.25 Série : Mésaventures.

Vaneck.

O.20 Magazine: Regards sur court.
Réveries d'un promeneur solitaire, de Christian Réberzen: Lucien Lacombe, de Gilles
Lacombe.

O.50 Musique: Mélomanuit.

CANAL PLUS

CANAL PLUS	
	Cinéma: La Loi criminelle, D Film américain de Martin Campbell (1989) Avac Gary Oldman, Kavin Bacon, Karer Young.
18.00	Canzille peluche.
	En clair jusqu'à 20.35
18.30	Ça cartoon.

18.50 Le Top. 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma: Uranus. II II.

Rim français de Claude Berri (1990). Avec Gérard Depardieu, Philippe Noiret, Michel Blanc.

22.10 Flash d'Informations.

19.20 Divertissement : Caméras indiscrètes.
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Rendez-moi marnan.
Da John Patterson, avec Valérie Bertinelli, Juliet Sorcey.
22.30 Débat : Raison de plus.
Animé par Claude Sérillon. Des enfants sans enfance.
23.40 Journal et Météo.
0.00 Magazine : La 25º Heure.
Présenté par Jecques Perrin. Talk 16-Par-lez-moi de vos 16 ans, de Janis Lundman et Adrienne Mitchell (1992). 22.15 Cinéma : Business oblige.
Film américain de Jan Egleson (1990). Avec Michael Caine, Elizabeth McGovern, Peter Riegert (v.o.).

23.40 Cinéma : Placard de l'angoisse

(Cameron's Closet). III
Film eméricain d'Armand Mastrolanni
(1987). Avec Cotter Smith, Mel Harris,
Scott Curtis.

1.05 Cinéma : Casanova, III Film italo-français de Stano (1954). Avec Gabriel Ferzetti, Corinne Calvet, Marina Vlady.

M 6

18.30 Série : L'Etalon noir. 19.00 Série : Le Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.

20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Magazine : Ecolo 6. 20.38 Météo des plages.

20.40 Téléfilm : Nadia. D'Alan Cooke, avec Leslie Weiner. 22.25 Téléfilm :

La Mort à retardement. De Jeff Bleckner, avec Keith Corradine, Kerl

0.00 Six minutes d'informations.

ARTE

20.30 Soirée thématique : Voisins.
Documentaires : Fenêtres, de Philippe Costantini (courtes séquences diffusées à six réprises au cours de la soirée); Vecinos, d'Enrique Colina. 20.45 Court metrage :

Je suis votre voisin. De Karine de Villere et Thomas de Thier.

21.05 Série : A Lady of Letters.
De Glies Foster, avec Patricis Routledge.
21.35 Cinéma d'animation : Voisins.
De Norman McLaren et Wolf Koenig. 21.45 Court métrage : La Guetteur. De Dina Zvi-Riklis.

22.15 Documentaire : Jour ordinaira à Ménilmontant.
De Philippe Costantini.
22.40 Cinéma : Une journée

particulière.

III

Film Italien d'Ettore Scola (1977). Avec Sophia Loren, Marcello Mastrolanni, John

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. L'humour scientifique. 21.30 La Tunisie entre modernisme 21.30 Les Nuits magnétiques. Vies à vir [1].

22.40 Les Nuits magnétiques. Vies à vir [1].

0.05 Du jour au lendemain. Avec Roger-Henri
Guerrand (Mœurs citadines).

0.50 Musique : Coda. Kavin Ayers. 2, L'écri-

20.30 Concert (donné les 21 et 22 avril 1989 au Chatelet): Symphonie m 3 en ré mineur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de France, dir. Ellahu inbal; soi.: Wattraud

FRANCE-MUSIQUE

Meier, mezzo-soprano. 22.30 Soliste. Régine Crespin, soprano. 23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Beethoven. Chopin, Brahms.

0.30 Dépêche-notes 0.35 L'Heure bieue. Par Philippe Carles.

Le gouvernement belge envisage la suppression du service militaire

Le premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, e annoncé à le télévisinn belge, dimanche 21 jain, que son gouvernement eovisage de supprimer le service militaire. Seloo M. Dehaene, le système de la conscription ne correspond plus à la façoo dont « les guerres se font actuelle

Le concept d'armée de métier n'est pas « une idée neuve », « cela existe en Grande-Bretagne, par exemple», a-t-il fait remarquer. Le ministre belge de la défense duit présenter dans quelques semaines an gouvernement un plan d'ensemble, susceptible de concilier restrictinns budgétaires et respect des obligations ioternetionales de le Belgique, qui réglera notamment cette question, a précisé le premier ministre. – (AFP.) Un des derniers barons de l'orthodoxie chinoise

M. Li Xiannian, ancien chef de l'Etat, est mort

M. Li Xiannian, ancien chef de l'État, un des gérontes qui se sont vivement opposés aux réformes prônées par M. Deng Xiaoping, ast mort, dimanche 21 juin, à Pékin, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

PÉKIN

de notre correspondant

Li Xiannian passait pour un des Li Xiannian passait pour un des dirigeants les plus compétents dont Zhou Enlai se soit entouré pour maintenir le bateau à flot dans la tourmente maoiste. Grand argentier depuis 1957, il paraissait peu intéressé par l'idéologie, quoique doté d'une échine assez souple. Pourtant, sur la fin de sa vie, il fut un des plus féroces opposants eux initiatives de M. Deng, qui lui paraissaient rompre avec le dogme marriste-léniniste. Né, officiellement, en 1909 d'une famille de paysans du 1909 d'une famille de paysans du

Hubei, il s'engage en 1926 dans l'ar-mée constituée par le Kuomintang et les communistes. Quand, l'année suivante, Tehiang Kaï-chek se retourne contre ses alliés, Li Xiannian se range du côté communiste. Il grimpera la hiérarchie militaire à travers la Longue Marche et la guerre anti-japonaise. Comme plusieurs grandes figures du régime, il devient, après 1949, patron de sa région natale, à quoi il ajoute la fonction de maire de Wuhan.

Vice-premier ministre en 1954, il traverse le catastrophique Grand traverse le catastrophique Grand Bond en avant, la reprise en main économique suivant les trois années consécutives de famioe, la révolu-tion culturelle, sans dire quoi que ce soit qui puisse lui valoir des enunis. Critiqué par les gardes ronges comme partisan du «capitalisme», il sera protégé par Zhou Enlai.

Il ne se montre pas très franc du collier durant les decniers mois du règne de Mao Zedong, puisqu'il dis-

paraît de la scène à la mort de Zhou pour ne refaire surface que le jour où M. Deng est limogé, le 7 avril 1976. Sentant peut-être que le vent va tourner, il se garde de s'identifier à l'éphémère interrègne de M. Hua Guoreng pour s'aligner sur le nou-veau pouvoir incarné par M. Deng. Avec plusieurs autres vétérans, cet éternel survivant va s'efforcer de freiner les élans réformistes.

Nomme chef de l'État en 1983, il prend sa retraite en 1988 au nom d'un «rajeunissement» qui porte à sa succession M. Yang Shangkun, son aîné de deux ans. M. Li prend alors la présidence de la Conférence consultative politique du peuple (CCPPC), poste qui lui permet de continuer à exercer son influence en continuer à exercer son infinerce et coulisse. Il fut l'un des premiers à réclamer, après la répression de Tia-oanmen en 1989, un énergique retour à l'orthodoxie.

FRANCIS DERON

L'assemblée générale de la Société des lecteurs du « Monde »

Uo peu plus d'un millier d'action-naires ont participé, samedi 20 juin, sous la présidence d'Alain Minc, à l'assemblée générale de la Société des lecteurs du Monde dans la Grande Halle de La Villette, à Paris. Devant un public très attentif, Jacques Lesourne, directeur-gérant du Monde, a brossé à grands traits la politique suivie par son équipe depuis sa nnminatinn an début de l'ennée 1991.

Jacques Lesourne a énuméré les innovations rédactionnelles introduites dans le quotidien au cours des derniers dix-hunt mois et qui témoisgnent d'one «volonté de renouvellement et de dynamisme». Il a mentionné notamment la simplification de la formule des cahiers. Sauf exceptions liées à des opérations spéciales, le Monde se présente désormais chaque jour sous la forme de deux cahiers – le cahier d'actualité et un supplément. Il a aussi souligné la

transformation du supplément écono-mique du lundi, dont la nouvelle for-mule, lancée en janvier 1992, paraît, an vu des résultats de diffusion, avoir reçu un bon accueil des lec-

Parmi les autres initiatives rédactionnelles, le directeur du Monde a mentionné le renouvellement de la «une», la créatinn des pages «Espace européeo» (le lundi, numéro daté du mardi), les pages «Point», l'importance prise par la page «Débats», qui occupe la page 2 du mardi au vendredi, et la publication systématique, le lundi, en cette même page 2, d'un grand entretien avec une personnalité acientifique, littéraire, philosophique, religieuse, etc.

Le gérant do Monde a souligné d'autre part le succès du Monde diplomatique, dont la diffusion men-suelle moyenne a frôlé, en 1991, les 150 000 exemplaires (+ 35 % en

La dixième Fêta de la musiqua en

France et dans le monde...... 16

Au Fastival de Saint-Herblain,

magie de Florence et crevettes du

La réforme de la Bundesbenk ... 19

Las dépenses des entreprises pour

L'ÉCONOMIE

deux ans), le redressement du Monde de l'éducation (+ 28 % au premier tri-mestre 1992 par rapport au premier trimestre 1991) et la boane tenne des Dossiers et documents.

Dossiers et documents.

Dans un contexte économique très difficile — «peut-être la crise la plus grave traversée par la presse nationale depuis la guerre», — le Monde, a indiqué Jacques Lesourne, s'efforce d'améliorer sa diffusion et sa distribution, comme en témoigne la vente le soir même du quotidien depuis le mois de février dans soixante cinq villes de France, Antre manifestation de cette politique : le prochain pasvilles de France. Autre manifestation de cette politique: le prochain passage à l'édition en continu, qui devrait permettre, à partir du mois d'août, tout en actualisant le journal pendant le tirage, de mieux utiliser la capacité de l'imprimerie d'ivry et de simplifier la distribution, notamment à Paris.

à Paris.

Afin d'atteindre, cette année, l'équilibre financier, le Monde va continuer à réduire ses coûts dans tous les secteurs de l'entreprise. Compte tenu de l'ampleur de la crise publicitaire – le chifire d'affaire des annonces, d'emploir a chuté de 44 % en 1991 et la baisse a continué cette année, – des économies supplémentaires par rapport au budget seront sans doute nécessaires, la direction ne pouvant exclure par ailleurs, a déclaré Jacques Lesourne, de procéder à un aménagement du prix du journal.

journal

En dépit de cette conjoncture morose, le Monde, a dit Jacques Lesourne, va prendre d'ici à la fir de l'année de nouvelles initiatives rédactionnelles. La principale sera le lancoment à l'automne d'une publication mensuelle, au format du quotidien, appelée le Monde des débats. Comme son nom l'indique, ce titre sera consacré, pour l'essentiel, au débat d'idées sur de grandes questions de

□ LIBYE: 17 morts et 143 blessé:

dans l'incendie d'un dépôt d'explosifs.

— Sclon le dernier bilan donné par le ministère libyen de la santé, dix-sept personnes out péri et cent-quarante trois antres out été blessées par une explosion, samedi 20 juin, dans un centre de fabrication de «feux d'artifice et d'explosifs à usage civil», à Al-Sanouani, à 20 kilomètres de Tri-poli. Le dépôt a été entièrement détruit. Officiellement, l'origine de l'incendie 0'a pas encore été établie. Les autorités libremes accusent l'embargo aérien insposé par l'ONU d'être olessés graves n'ayant pu être évacués dans des hôpitaux étrangers pour y être soignés. - (AP, AFP.)

avec de nombreuses signatures exté-rieures. Le quotidien devrait aussi renforcer sa couverture régionale grâce au développement des pages «Heures locales» du samedi.

Deux nouveaux administrateurs

Au cours de l'assemblée qui a suivi cet exposé, les actionnaires ont procédé à la désignation de deux administrateurs. L'assemblée a ratifié par 18 199 voix la cooptation du professeur Jean-Louis Funck-Brentano, déjà administrateur de la Société des fecteurs de 1985 à 1990, M= Evelyne Picard, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a ensmite été élue par 18 465 voix an poste laissé vacant par M= Marie-Claire Meodès France, déquissionnaire, 4 994 actionnaires étaient présents ou représentés détenant 25 916 actions donnant droit à 19 095 voix.



SUBLIMES : la beauté et la qualité des Tissus, les stocks fantastiques, le chic des dessins et des coloris. FABULEUX: des prix souvent

dérisoires et combien profiter, quantités limitées. DES SPLENDEURS DE TISSUS.

de merveilleuses surprises ! IRREMPLAÇABLES : sochez-en .. DEPUIS 15F LE METRE! 36, CHAMPS-ELYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Jacquerie

Y'EST complètement surréaliste, avouez i Pourquoi Paria? C'est Versailles que vous devriez encercier, vous les paysans en pétard l C'est à Verseilles que nos élus diront oui à l'Europe, cette Europe qui vous a enrichis, suréquipés, endettés, subventinnnés et qui a décidé d'arrêter les fraia. À la brutale : vos terres, va falloir les mettre en jachère, vos pròc on peut plus les tenir, vos stocks, on sait plus où les entreposer, alors basta, suffit comme ça. Noa princes savaient qu'on en arriverait là, ils n'ont rien dit, ils n'ont rien fait. Silence et lâcheté, ils ont reculé pour mieux vous sauter à la gorge. Réservez-leur donc votre jacquerie I D'ac-enrd, Meastricht, c'ast pas Bruxelles, C'est l'Europe sans être l'Europe tout an étant l'Europe. Faut pas confondre la PAC et l'écu. Même si un sou est un sou. Et qu'nn va faire compte joint. N'empêche, quastion symbole, château pour château, celui du Roi-Soleil, vaut bien l'Elysée et à plus forte raison le mas provencal où S.M. Mimi I va passer quel-

ques jours de vacances. Ils jouent les gros bras, les agriculteurs dont les bétallères et les tracteurs roulent déjà sur Paris : Vous allez voir ce que vous eller voir l On n'eat paa des infirmières i Merci pour elles I Et merci pour nous, les citadins, seules victimes de cette apération militaire, Céréaliers contre CRS, lance-fumier, contre lance-grenades, Paris bloqué, Paris embouteillé, Paris à bout da nerfs, Paris terrain de toutes les manœuvres, champ de toutes les batailles sociales. Vous ne croyez pas que ca commence à bien faire? Ayez donc le courage d'aller vous an prendre aux politiciens pour une fois que vous les avez tous là sous la main.

Imaginez un peu votre furibarde stupeur si, pris d'un énorme res-le-bal, on profitait da nos vacancea pour se soulever et rouler en 4/4 sur Puy-du-Fou, Avignon, Orange, ou Aix. Et barrer l'eccès da tous les sons et lumières et autres pièges à gogo tendus l'été venu dans nos vertes campagnes: A cultures, culture et

MUS.

-311

...

250

Mar. 10

2 7 m

12:

La célébration du «Gay Pride» a rassemblé 2000 personnes à Paris

Près de deux mille personnes ont défilé, samedi 20 juin, entre la place de la République et le Palais-Royal à Paris, à l'appel d'une trentaine d'associations homosexuelles pour célébrer la journée du «Gay Pride» commémorant les émeutes de juin 1969 à New-York.

Les slogans affichaient la volonté. de ne pas sombrer dans le pessimisme en dépit du sida : ils

demandaient aux pouvoirs publics de ne pas tergiverser dans la lutte contre le fléan. Au centre du cor-tège, une Jeanne d'Arc en tuta rose était intronisée « reine des homos». Le projet de cootrat d'union civile, récemment proposé par des dépotés socialistes, apparaissait comme la principale revendication défendue par l'ensemble

orientations

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

1, MUIPC PINC	
dresse	
ode postal	
ireau d'études 91-92	Age
ésire recevoir gratuitement des in ent aux secteurs sulvants (cochez	formations sur les écoles qui los
Classes Préparatoires Grandes Ecoles Scientifiques Grandes Ecoles de Commerce, Gazilion	. C Esthétique, Comptétique C: Expertise Comptable C Formation en Alternance
Priparer un MBA 3= Cycles de Gestion, Drok	☐ Formation Continue ☐ Gestion Financière
Ecoles & Vocation internationals Vente, Commerce, Distribution, Gestion	Gustion de Personnei Hötellerie, Tourisme, Acqueil
Métions de la Défense Architecture lutérieure Aris Graphiques	Informatique Ingénieur Afronautique/Automobile Ingénieur Chimisie
Arts et Techniques du Spectacle Assistante de Direction/Burequique	Ingénieur informaticien Journalisme
Assurances Consistencesion Audiovisuelle	☐ Langues ☐ Logistique Production
Communication et Culture Communication, Publicité	Paramédica) Prothésiste Dentaire
Comptabilité Cours per Corresp. Expertise Comptable Danse	☐ Relations Internationales
Detico, Desiro Industrial	Sciences Politiques

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trém 75008 Paris (réponse par courrier uniquement) on composes sur

LES GRANDS TRAVAUX SONT DE RETOUR mégaprojets pour doper croissance mondiale.

· Eau, transport, énergie, space, SCIENCE & VIE ÉCONOMIE présente les chantiers de l'an 2000, toujours plus chers et plus ambitieux.

 Sondage exclusif: le hit-parade des entreprises intelligentes.

. Jeu: testez votre culture économique.

NOUVEAU: 3617 SVE 2 - Base de données de La France en Chiffres sur Minitel. Sélectionnez les articles qui vous intéressent à partir de vos propres mots-clés.

· SOMMAIRE

CULTURE

ÉCONOMIE

la formation .. Vie des entrepri

DÉBATS

Un entretien avec Yimiyahu Yovel 2 ÉTRANGER

Israël : les « hommes en noir », coûteux arbitres des élections.... 3 Les Dauze veulant éviter toute polémique à propos de l'élargissement de la Communauté..... 4

ESPACE EUROPEEN

Moldavie : les combats unt fait des dizzines de morts à Bendery 7

• Mēlée transetlentiqua • La métamorphose de l'Union de l'Europe occidentale • Des organisations imbriquées e un entretien avec M. Halmut Sonnenfeldt e Tri-bune : « Ambiguités franco-alle-

POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maas-

SOCIÉTÉ

Le Salon français de l'armement terrestre s'ouvre à des exposents POINT/Le permis à points...... 18

SPORTS

Football : l'Allemagne en finsie du Championnat d'Europe des nations: Automobilisme : succès de Peugeot aux Vingt-Quatre Heuras du Mans; Athlé Heuras du Mans ; Athlétisme : les sélections olympiques 14 et 15 La folle audace du Crédit lyon-nels Industries de terroir
 L'épargne-logament rajeunle Lea « gniden boys » russes broient du nair • Une pluie de enntrats pnur GEC-Alatham
 Dassier : Le Fanda monétaire intamational • La chronique de Peul Fabra : «La Bril décrit un monde à la dérive » • Opinions : Le traumatisme de Maastricht », per Robert Pelletier....... 27 à 38

Services

Abonnements. Annonces classées Météorologie. 17 . 25

. 24 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «La Monde-L'Économie » folioté 27 à 38 Le auméro du « Monde » daté 21-22 juin 1992 a été tiré à 518 300 exemplai

– Demain dans « la Monde »-

« Dépasser Maastricht » : un point de vue d'Edouard Balladur

Le débet sur le ratification du traité de l'union européenne va s'engager aussitôt après le vote du Congrès sur la révision constitutionnelle.

« Sciences-médecine » : sauver la tour de Pise La tour de Pise menece ruine. Les chercheurs de l'IGN sont à son chevet pour dresser un état des lieux avant toute opération de sauvetoge. Lire égalament, le mort aubite du nourrisson ; la controverse sur un médicament anti-migraine, le Sumatriptan.

Le Monde

L'épargne-logement rajeunie



et durée raccourcie pour les plans épargne-logement (PEL), versements et plancher relevé pour les comptes épergne-logement (CEL). Mele il est toujours difficile

Les boursiers russes broient du noir



On échange de tout dens lee innombrables Bourees commerciales qui ont vu le jour dens l'en-cienne URSS. Mais euphorie touche à se fin, constatent les boursiers qui tlennent

La BRI décrit un monde à la dérive



Les marchée des changee tiennent moins compte des données fondementales de l'économie que des eppréciations plus ou moine subjectives sur la conjoneture, ce qui accroît l'insta-bllité, déplore le

Humeur par Josée Doyère, La core Une pluie de contrats pour GEC-Als-

DOSSIED Le Fonds monétaire internations Livres : l'entreprise tous azimuts. Notes de lecture. Le traumetieme de Mass-

tricht CONJONCTURE L'Asie du Sud : l'enjeu démographique. Le Pakistan : succès et déficits. Las prix : des anticipations coûteuses. Equi-

Dessous d'Orient

Fondé au Japon au sortir de la guerre, Wacoal, leader mondial de la lingerie féminine, s'installe aujourd'hui à Paris

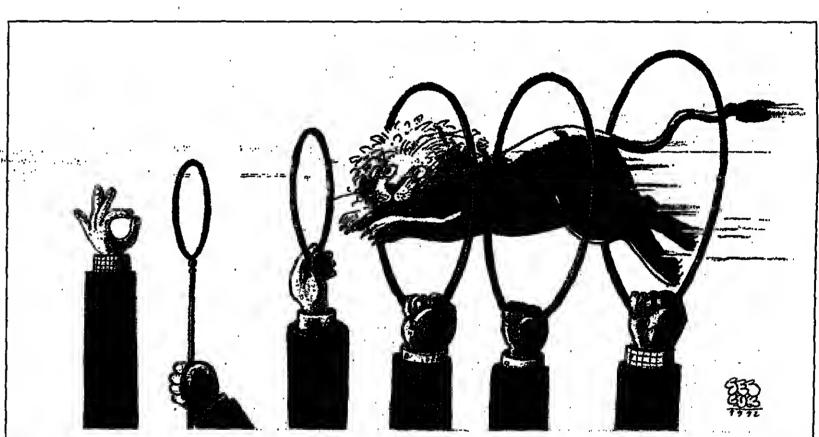
lors: j'ai compris que la femme voulait égaler l'homme, s' C'était en 1946. Dans un Jepon en ruine et occupé par les Américains. Koichi Tsukamoto evait vingt-six ans et pressentait que rien ne serait plus Jemais comme avant. Ses parents tenalent boutique de tissus à Sendai, au nord de la grande île, et vendaient des imprimés pour confectionner des kimonos. Un monde finissant. Désormais, les Jeponaises vaieu modemite, Pen tique. Se sentaient prêtes à remiser la superposition ancestrale de simples combinaisons de coton pour des sous-vêtements occidentaux. « Elles étaient belles dans leur tenue traditionnelle. Mais cela ne facilitait pas leurs mouvements.»

Assis dans les salons d'un grand hôtel parisien, Koichi Tsukamoto, les cheveux tout juste poivre et sel, ne dit pas si, ou fund de lui, il approuve ces changements. Mais eu sortir de le guerre, il a constaté le bouleversement. Et, comme nombre de Japonais victimes de cette guerre perdue, il a décidé de partir de zéro. « Des cinquantecinq soldats de ma section, dit-il, trois seulement sont revenus : j'étais l'un d'entre eux. Dieu nvait préservé mn vie. Je devais le remercier en reconstruisant le Japon. Rien ne peut se faire sans croyance ni foi.»

Pierre-Angel Gay

Lire la suite page 32

La folle audace du Crédit lyonnais



Candidat à sa propre succession, Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais, peut présenter un bilan se multiplient face à une stratégie si audacieuse qu'elle en pereît téméraire. Dans sa course à la mondialisa- l'Etat. Mais il peut réussir... tion, la banque nationalisée a pris de gros risques. Ces derniers temps, on la retrouve dans tous les grands

sinistres financiers : Maxwell, Olympia and York, MGM et Parretti, La Cinq, sans parler de ses engagements flatteur en termes de résultats. Pourtant les critiques dans l'ex-URSS... Le pari de la croissance à tout va semble fou, même pour un établissement adossé à

Lire page 30 les articles d'Eric Leser et de François Renard

Industries de terroir

Que reste-t-il des industries traditionnelles?

«Le Monde de l'économie » entame, avec la Franche-Comté et la Sevoie (lire page 31) un voyage de six semaines à travers la France de toujours

MAGES d'Épinal, savons de Marseille, toile de Jouy, bérets basques, charentaises, «Bac-carat», «Limoges», etc. Qui ne les connaît? Ancrés au plus profond de la tradition, de l'histoire et du folklore, ils sont entrés dans le lan-

Qui sait, pourtant, ce qu'elles sont deve-nues, ces industries traditionnelles, vieilles d'un, deux, trois siècles ou plus, ces « industries de terroir», issues d'une région, d'une vallée ou d'une ville, dont elles ont si longtemps assuré la prospérité que leurs noms y restent à jamais attachés?

Certaines ont purement et simplement disparu. D'eutres ont changé de caractère: soit il n'en reste plus qu'artisanat ou folklore (dentelle de Calais, dinanderie de Villedieu-les-Poèles, etc); soit, à l'inverse, en sont issues de très grandes industries comme la sidérurgie, l'automobile, la mécanique lourde, ou le textile, qui n'ont plus rien à voir ni evec le métier d'origine ni evec le tissu local.

Il en survit pourtant, souvent malades, parfois condamnées, mais aussi de très vivaces.

«Le Monde de l'économie» commence aujourd'hui un voyage de six semaines à travers la France des industries de toujours. Un itinéraire pointilliste, qui ne vise pas l'exhaustivité, mais prend l'exemple de quelques régions, où les savoir-faire restent vivants et les entreprises traditionnelles nombreuses.

Si on exclut l'agroalimentaire et les alcools, eux prospères dans tous les coins de l'Hexa-gone, mais délibérement écartés de l'enquête, on constate en effet que rares sont encore les régions où les « industries de terroir » ont su garder un poids important. Parmi celles-là, nous avons retenu - dans l'ordre de parution - la Franche-Comté et la Savoie, le Midi-Pyrénées, l'Alsace-Lorraine, le Centre, l'Aquitaine et le

Pourquoi ces régions sont-elles encore riches de traditions locales, alors qu'ailleurs les survivances restent ponctuelles? Pourquoi ces industries ont-elles survécu, avec, il est vrai, plus ou moins de difficultés, quand tant d'au-

tres se sont éteintes? Chez les rescapés, quel que soit le secteur

(arts du feu, travail du cuir, du bois, du métal, textile, papier, mécanique de précision, etc.) et malgré la diversité des situations, on retrouve quelques points communs : un crenezu souvent étroit, mais durable, un savoir-faire précieux qui rejoint l'evance technique, une capacité d'adaptation aux modes comme aux mutations technologiques, une forte cohésion sociale sur le

plan local, et un «goût du large» prononcé. Mais le tableau général est loin d'être rose. «Aide-toi et le ciel t'aidera», telle a été la devise de ces micro, mini, ou moyennes entreprises. Car si elles sont tombées par milliers, si beaucoup restent menacées, c'est que, victimes du jacobinisme français, elles n'ont, contraire-ment à leurs voisines suisses, italiennes ou allemandes, reçu jusqu'à une date récente qu'un sontien très limité des pouvoirs publics. Et qu'elles ont souffert de toutes les tares de la petite et moyenne industrie française ; indivi-dualisme, manque de fonds propres, frilosité, laxisme et successions difficiles...



Management Commercial et Marketing

· Droit Européen Appliqué Audii Financier et Comptable Admission : Dipiôme universitaire & cycle, d'École de Commerce, d'École d'ingénieur ou reconnu équivalent.



MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES NEWCASTLE - PARIS - HAMBOURG

Programme d'Échange entre l'EDC La Défeuse, la Newcastle Upon Tyne Polytechnic et la Hochschule für Wirtschaft und Politik

• Formation bilingue - Durée : 18 mais Concours ouvert aux titulaires d'un dipiôme

Reuseignements et hiscriptions 47.73.63.41 70, Galerie des Damiers - La Défense I 92400 Courbevoie

Metro : La Defense Esplanade

LOGEMENT L'épargne-logement rajeunie

La réforme des comptes et des plans d'épargne-logement aidera-t-elle réellement les futurs propriétaires? Il est presque impossible de bénéficier pleinement de ses avantages

E gouvernement a donné an mois de mars un petit coup de neuf aux bons vieux duits phares de l'accession à la propriété. Le 14 mai demier, une circulaire mettait les points

Les comptes d'épargne-logement (CEL). -Les retouches apportées ne sont applicables qu'à compter du 31 décembre 1992. Pour ouvrir un compte, il faudra déposer eu minimum 2 000 francs.

Dés que le niveau des dépôts tomcompte sera obligatoirement clos. Le client perdra donc ses droits ou Sachant que le montant minimal était euparavant de 750 francs,

les détenteurs de CEL qui sont à ce plancher devront imperativement remonter leurs dépôts jusqu'à 2 000 francs avant la fin de l'année s'ils ne veulent pas risquer une clôture intempestive (et devront se méfier, toujours, du petit jeu des dates de valeur). Autre changement apporté aux CEL : les versements devront s'élever au minimun à 500 et non plus à 150 francs.

Les plans d'épargne-logement (PEL). - Ce sont eux qui ont subi le plus de changements. La période d'épargne est réduite de cinq à quatre ans. Alors que le plafond des prêts est porté de 400 000 à 600 000 francs, celui des dépôts passe de 300 000 à 400 000 francs. Ces mesures sont applicables à compter du 1=

avril 1992. Si le plan est clos entre la troisième et la quatrième année, la prime versée par l'Etat est réduite de 50 %. Pour les prêts, la hausse du plafond est applicable aux demandes déposées à

compter du l'a avril.

Il est également appplicable aux prêts jnmelés avec un compte d'épargne-logement (dans la limite d'un plafond de 150 000 francs,

inchangé pour les CEL), Lorsqu'un PEL arrive à terme, son titulaire n'est pas obligé de retirer ses fonds. Mais s'il le fait, il devra utiliser ses droits au prêt dans un délai d'un an. Sinon ses dépôts ne sécrètent plus rémunération habituelle. Disposition nouvelle : en particulier en cas de clôture de plans ou de plus le maximum de dépôt de 400 000 francs... les plans ouverts après le premier evril 1992 ne pourront evoir une durée supérieure à 10 ans. comme en cas d'utilisation des droits à prêt issus françoise Vaysse

Ceux ouverts avant cette date ne pourront de ces plans ou comptes. Ils doivent notam ses avenants le prévoyaient explicitement.

PATRIMOINE . La circulaire rappelle également une série de dispositions réglementaires. Pour bénéficier de la cession de droits à prêt issus d'un CEL ootamment, il faut soi-même

avec ces réformes a l'acces

ON NE CRAINDRA PAS L'EXCÉS

être titulaire de droits à prêt provenant d'un CEL ou d'un PEL. Pour bénéficier de la cession

de droits ou prêt d'un PEL, il faut soi-même

être titulaire d'un PEL depuis eu moins trois

ans. Par ailleurs, la cession d'un PEL (capital,

intérêts, droits à prêt, et prime) ne peut être effectuée qu'au profit des personnes suivantes :

le conjoint, les ascendants, descendants, oncles, tantes, frères, sœurs, neveux et nièces, les

Un compte on un plan d'épargne-logemen

peut être ouvert au nom d'un enfant mineur et

forme son patrimoine. « Il appartient aux éta-

blissements de crédit de veiller 6 ce que les

conjoints des frères, sœurs et descendants.

dépasser ces dix ans que si le contrat initial et exiger la signature de chacun des parents lors de

ces opérations. »
Un prêt d'éparane-logement ne peut être utilisé pour financer les frais notariés, les droits de succession, l'acquisition d'actions de soulers immobilières d'investissement (SCI) ou de parts de sociétés eiviles de placement immobilier.

(SCPI). En revanche, il peut financer l'acquisition en pleine propriété d'un parking on d'une place de staement, « sous réserve que les acquéreurs soient propriétaires de leur résidence principale et que ces parking ou place de stationnement soient situés à proximité de cette résidence principale». Enfin, il oc peut être octroyé pour le seul achat d'un terrain. Il faut que ceiui-ci soit destiné à la construction et que la demande de prêt inclue simultanément les dépenses de construction. Uo même emprunteur ne peut

financer concomitamment une résidence principale et une résidence secondaire. Quel que soit le régime matrimonial, chacun des conjoints peut bénéficier d'un prêt maximum, sous réserve que le prêt total par objet soit limité à 600 000 francs.

Mais, pour bénéficier d'un prêt de 600 000 francs sur quinze ans, il fant avoir obteou 91 029 francs d'intérêts cumulés. Plus que jamais, il faut done avoir les moyens d'appliquer le secret du PEL : déposer des l'ouverture un gros capital et

ocquitter ensuite de petites mensualités. Mais, même dans ce cas, oo n'y acrive pas sur 4 ans! Car, même en supposant un coquet versement initial de 385 600 francs et 300 francs par mois (soit au total 400 000 francs de dépôt), on ne sécrète que 77 220 francs d'intérêts ouvrant droit à prêt, et on ne peut emprunter les 600 000 francs que sur 12 ans (ce qui repré-sente des mensualités de 6 107,88 francs).

Pour pouvoir emprunter la somme maximale sur 15 aus, il feut donc modifier le

Par exemple en prolongeant l'épargne sur 10 ans et en abaissant le versement initial intérêts des enfants mineurs ne soient pas lésés. (143 033 francs). Mais dans ce cas, ou n'atten

HUMEUR e par Josée Doyère

Rendez-moi l'« Espérance »

M Ol, la mer, ça m'a tou-jours feit rêver... Sane doute parce que ces hommes, des Phéniciens eux Vikings, puis à Colomb et Bougainville (vous pouvez allonger la liate...) sa lançaient sur l'immensité salée, parfoie « ivres d'un rêve hérolque et brutal », à bord de coquee de noix que l'ocean pouveit briser d'une pichenette, sene même se mettre en colère.

Aujourd'hui, la planète, on la connaît, mais les marins des grandes compétitions, Transat en solitaire, Route du rhum ou America'e Cup, vivent encore la grande aventure, eux qui affrontent tempête ou calma plet, et ces « quarantièmes rugissants », qui nous font paur, à nous les terriens. L'océan leur prouve, jour après jour, que l'équipement le plus technologiquement sophistiqué ne sert de rien quand l'élément liquide se déchaîne... Ils me donnent à rêver, les Philippe Ponpon, Florence Arthaud, Loie Peyron, Titouan Lamazou ou Laurent Bourgnon.

Meis le rêve evorte, des que j'ellume la radio, à toute heure du jour, car j'antende Fujicolor-II, Fleury-Michon-XI, Primegez... ou neguere Eff-Aquiteine, Jet-Services. Et l'Imege vient, immédiate, de boîtes de conserves, de rouleeux de pellicules, de bonbonnes de gaz plua ou moins éraillées, flottant sur la grande bleue,.. Sur les plages, quand la mer, cette grande poubelle, les rejette, on appelle ça de la pollution. Et nous faire penser à la pollution evec l'aventure, faut la faire l Pour autant que 'aie écouté Pierre-1" pourrait racheter l'ensemble. Le nom est royal, digne des grandes courses en mer. Mals il ne s'agit ni du roi d'Aragon, ni de l'empereur du Bresil, ni du Cruel, roi de Castille; ni du Jus-

rans et autres voillers rapides coûtent une fortune et seules les entreprises peuvent financer de telles courses en mer. Tout sportif eet ainsi perpétuellement à la recherche d'un « sponsor », passage obligé sur la route de l'aventure et de 'exploit.

Manque de chence, les sponsors en question, même s'ils sont fanas des courses en mer, y voient aussi et eurtout la moyen de se faire una méga-pub, car les affaires sont les affaires. Et s'ils sont indécents, de faire prendre les ris à leurs pompes à essence ou à leurs boîtes de conserve, ils n'en ont cure. Imagine-t-on Christophe

Colomb baptisant son navire amiral du nom d'un usurier? Remarquez, je me suis lelssé dire que la Santa-Maria s'appa-lait à l'origine Maria, tout eimplement, du nom d'une demoiselle de petite vertu, et que Nina, c'est une petite fille, mais c'est aussi une fille de joia... Meis où sont la Cybèle, la Thétis, l'Espérence et l'Etaile de Bougainville, l'Amazone et l'Astrée de La Pérouse, la Favonte et l'Arté-

mise de Laplace? Encore aujourd'hui, dans la Royale (le Floréal) comme dans le commerce (le Monte-d'Oro, un cargo), on falt souvent eppel à l'histoire ou à la géographie. Il y e même un carferry qui s'appelle Champs-Elysées... Sans parler des Norvégiens qui alignent, entre autres, un Sovereign-of-the-

S'il vous plait, Messieurs les Sponsors, rendez-moi mes rêves, redécouvrez le «grand poème de la mer, infusé d'astres et lectescent », quitte à relier le beau nom choisi pogr l'eventure à celui de votre man que, dans les espaces réserticier, roi de Portugal... mais vee, spots telé, messages bien d'un promoteur immobi- radio, placards dans les journaux ou affiches.

BLOC-NOTES

LA COTE DES MOTS Centre commercial

L'arrêté du 17 février 1986, relatif au vocabulaire de l'urbanisme et du logement, ordonnait aux administrations, services, établissements, institutions et organismes dépendant de l'Etat d'utiliser dorénavant centre commercial à la place des anglo-américains shopping centre et shopping center, au sens d'« ensemble de bâtiments commercioux entourés d'une

aire de stationnement s.

Un an plus tard, le 18 février 1987, un outre arrêté – concernant les termes économiques et financiers – revenait sur shopping-center (ecrit evec un trait d'union, cette fois...), pour préconiser fermement l'emploi de ce même centre com-mercial, evec une définition un peu différente : la surfece de stationnement o'encercle plus forcément les bâtiments!! (« Grande surface de vente rassemblant plusieurs commerces et comprenant un parc de stationnement »).

Les Québécois sont sans doute plus près du terme anglo-américain lorsqu'ils disent centre d'achat (s), puisque shopping (-) center équiveut, littéralement, à « centre pour faire des achats ». Mais cette expression pourrait, chez nous, entrainer une confusion avec centrale d'achat (s), qui désigne eutre chose : une association de commerçants, d'artisans ou de particuliers gérant les commandes d'approvisionnement des magasins qui lui sont

Sans donner une définition qui s'applique à tous les centres commerciaux de Paris, par exemple, les auteurs du petit guide Logiciel et épinglette ont actualisé avec bonbeur l'acception officielle : « Groupe de magasins de détail, qui peut comprendre généralement un ou plusieurs magasins o grandes surfaces et divers services (notamment postes, banques), occu-pant un ensemble de bâtiments donnant sur un parc de stationnement dans une

zone urbaine ou à proximité». Cette définition « ratisse » effectivement large, et correspond plutôt bien à la notion actuelle de centres qui peuvent comporter, oussi, des restaurants, des salles de cinéma, un poste de police... parfois au sein d'un unique bâtiment. gratte-ciel ou immeuble plus modeste.

Jean-Pierre Colignon

D'une semaine...

LA BRI CRITIQUE L'UEM. Dans son rapport annuel, 15 juin, le Banque des règlements internationaux (BRI) a émis des réserves sur le projet d'union économique et monétaire, ootamment les « incertitudes lièes aux critères de convergence » qui rendront difficles « les résultats économiques d'ensemble » sur la productivité, le chômage et l'inflation (le Monde

du 16 juin). HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL DE 0,3 % EN MAI seion les calculs provisoires de l'INSEE. Cette progression a été identique depuis jaovier. Sur un an, de mai 1991 à mai 1992, l'augmentation a été do 3,1 % (le Monde du 16 juin).
DIFFICILES NEGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE. Lors de l'ouver-

ture de la négociation le 15 juio sur l'avenir financier du régime d'assurance chômage, les partenaires sociaux ont mis en cause l'accord de décembre 1991, qui n'a pas rapporté les économies et les recettes attendues (le Monde du 17 juin). VERS UN COMPROMIS SUR LE BUDGET COMMUNAUTAIRE. Les ministres des affaires étrangères des Douze réunis le 15 juin à Luxembourg ont déliberé des propositions budgétaires de la Commission européenne pour 1993-1997. Le plafond des dépenses communes est égal eo 1992 à 1,20 % du PNB communau-

taire; la Commission propose de le rele-ver progressivement jusqu'à 1,37 % du PNB en 1997 (le Monde du 17 jain). LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE RETARDÉE. Les ministres de l'agriculture des Douze, réunis les 15 et 16 juin, ne sont pas parvenus à adopter l'ensemble des règlements mettant en forme juridique l'accord sur la réforme de la PAC conclu le

> Pierre Bérégovoy a annoncé le 18 juin que des décisions seraient arrêtées « avant la fin du mois de jutilet » en faveur de l'agriculture. Des manifestations contre la PAC ont eu lieu le 19 juin dans le Loiret après celles de Toulouse et de Versailles dn 9 juin (le

Monde des 18, 19 et 20 juin). LE DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN EN HAUSSE. En avril, il a augmenté de 25 % par rapport à mars, atteignant 6,97 milliards de dollers (37 milliards de francs), alors qu'il n'avait cesse de se réduire depuis la fin de 1990.

MARDI 23 JUIN. Paris. Auditions onvertes au Sénat sur les conséquences de la réforme de la politique agricole commuoe (PAC): Louis Mermaz, ministre de l'agriculture et, le 24, Raymood Lacombe, président de la FNSEA. La Commission de prévention de la corruption de la vie publique remet ses premières conclusions à Pierre Bérégovoy.

morte» pour protester contre les projets de contrôle des dépenses de santé. MERCREDI 24 JUIN. Paris. Débat sur la réforme de la PAC à l'Assemblée nationale. Dépôt du rapport anouel de la

France. Journée oationale «Santé

Remise des Oscars du mécénat par l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial. Manifestation des personnels miniers, eo grève pour vingt-quatre heures, pour protester contre les projets de réforme de leur régime de sécurité sociale. Lordres. Assemblée générale annuelle

du Lloyd's, le premier marché mondial Bruxelles, Conseil des ministres de l'in dustrie. Laxembourg. Conseil des ministres du

travail des Douze : examen d'une directive communautaire sur l'aménagement du temps de travail. Israël, Elections législatives.

JEUDI 25 JUIN. Washington, Réunion des

mioistres de l'économie latino-américains à l'invitation du secrétaire américain au trésor à propos du sommet du Gronpe des 7, début juillet à Munich (jusqu'au 26).

Argentise. Rencontre des présidents d'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay pour discuter de la création d'une zone de libre-échange (jusqu'au 27).

Istanbal. Sommet inaugural de la coopération économique de la mer Noire, avec signature d'un accord de coopération entre les pays riverains.

VENDREDI 26 JUIN. Lisbonne. Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze (jusqn'au 27).

DIMANCHE 28 JUIN. Congo. Deuxième tour

de l'élection présidentielle. LUNDI 29 JUHN. Budapest. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (pour la première fois dans un ancien pays

LOIS ET DÉCRETS

OAT 8,5 %

Le ministère de l'économie et des finances vient de créer une ligne d'obligations assimilables du Tresor. (OAT) d'une valeur nominale de 2000 francs et portant intérêt de 8,5 %, soit 170 francs par obligation Decret nº 9250 remboursable le 25 octobre 2008. Journal officiel Arrêté du 2 juin 1992, Journal officiel 7717 et 7718. ciel du 7 juin 1992, p. 7575.

Femmes en difficulté

Des fonds d'incitation à la formation des femmes en difficulté sont mis en place. Les aides prennent en charge les frais de garde d'enfants ou d'aide à domicile des personnes dépendantes agées ou handicapées et permettent aux femmes de poursuivre une formation pour recher-cher un emploi. Les bénéficiaires prioritaires appartiennent à l'une des catégories suivantes :

ne disposant que de faibles ressources ayant au moins un enfant à p. 7534.

charge or s'occupant d'une ou plusieurs personnes agées ou handica-

- Les femmes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ou du RML - Les femmes en chômage de longue durée ou dont le conjoint est dans

cette situation.

Décret nº 92505 du 10 juin 1992.

Journal officiel du 12 juin 1992, pp.

Laveries automatiques ...

Un décret annonce des mesures de sécurité concernant les essorcises et les machines à laver mises à la disposition du public dans les laveries entomatiques. Les exploients devront s'assurer au moins une fois par jour du bon fonctionnement de leur matériel et apposer dans leur établissement nue affiche visible mentionnant un numero de téléphone où la clientèle peut signaler des catégories suivantes:

- Les femmes isolées sans emploi ou Décret nº 92-491 du 4 juin 1992, Journal officiel do 6 juin 1992;

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société Burkinabé des Fibres Textiles (SOFITEX) lance un appel d'offres pour la fourniture de deux lots d'engrais pour la campagne agricole 1993/1994;

- Lot 1: 30 000 tonnes de NPKSB: - Lot 2: 12 000 tonnes d'Urée 46 % N.

Date limite de remise des offres : le 5 août 1992 Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso).

Le cahier des charges peut être retiré au prix de: 1 500 FF, auprès de la CFDT, 13, rue de Monceau, 75008 Paris (Attention DDR) -Téléphone 42-99-54-52 - Telex nº 644 839 F -Télécopie nº 43-59-50-13, ainsi qu'auprès de la SOFITEX au Burkina-Faso.

3127***

1.

Les «golden boys» russes broient du noir

Après deux ans d'euphorie, rien ne va plus pour les Bourses de commerce de la Communauté des Etats indépendants qui devaient tenir un congrès à partir du 21 juin au Tadjikistan

oup dur pour les Bourses de tout aussi bien pu afficher des matières premières en Russie, décidée le 18 mai, a brutalement stoppe la vente libre d'une partie de la production d'Etat, qui constituait, avec l'alimentation, le principal « fonds de commerce» des Bourses. Une épreuve qui, s'ajoutant à une série de déboires récents, marque la fin de l'âge d'or pour les buit cents Bourses officiellement répertoriées, symbole du nouveau « capitalisme sau-

vage» russe.
Depuis 1990, ces Bourses avaient poussé comme des champignons sur tout le « territoire du rouble». Très populaires avant la Révolution bolchevique, puis tota-lement interdites pendant trois quarts de siècle, elles ont commuune époque bênie en 1991, per-mettant à quelques débrouillards de se constituer de véritables fortunes. Sans que rien ne vienne entraver leur essor, elles se sont construites librement sur les ruines du Gosnab, aucienne intendance nationale qui mettait en relation . acheteurs et vendeurs de matériel. L'Etat, en tentant de mieux et matières premières. Dans la foulée, elles ont permis la création : d'un essann de banques et de nouvelles structures commerciales, comme les bureaux de courtiers, qui par centaines se sont pris à rever de Walf Street.

pagaille la plus complète. Un exemple parmi d'antres : le 6 avril dernier, à la Bourse des marchandises et des matières premières de Moscou (RTSB) s'échangeaient 57000 litres de vin sec et Le sabigan des échanges aurait

commerce de Fex-URSS: balles de termis on des cordes de Fangmentation des prix des guitare, car tout se vend ici, que la Bourse soit dite «spécialisée» ou non. Les ordinateurs faisant encore défant, c'est avec une impressionnante liste de papiers dans les mains que les très jeunes « brokers » réalisent quotidiennement les affaires pour leurs clients.

> JUNGLE . Dans ces nouveaux «temples des affaires», il ne faut s'étonner de rien. Ni de voir un colonel de l'armée rouge prendre les commandes... du service de relations publiques d'une des plus grandes Bourses de commerce! Ni de trouver des marchés installés dans les anciens locaux du Parti communiste l Ni de constater que l'objet d'âpres négociations entre denx «golden boys» n'est autre... qu'une paire d'Adidas! Jusqu'à présent, les affaires en Russic étaient juteuses, puisque fondées sur le principe de la spéculation et totalement épargnées par les problèmes de pénurie.

née, les choses vont de mal en pis. contrôler cette «jungle» et en multipliant les décisions, pour la plupart pourtant d'inspiration libérale, a progressivement étranglé les Bourses. D'abord sont venus les impôts : de 50 % à 75 % sur chaque opération, selon les Dans l'improvisation et la Républiques. Ce qui a cu pour aille la plus complète. Un effet la création d'un ballet încessant de valises clandestines bourrées de roubles. « Nous ne cherchons pas à empêcher cela car cette législation est aberrante », pêle-mêle 67 tounes de tuyaux, s'insurge Valery Neverov, président de la Bourse Hermès, résu-

voqué de graves problèmes de liquidités et a abouti à la chnte d'au moins na tiers du volume Or, depuis le début de l'and'affaires réalisé par les Bourses. CONCENTRATION . Le 20 mars dernier, c'est une loi - la première concernant l'activité des

Bourses - qui a fait le ménage. Les marchés « organisés » doivent désormais remplir certains critères comme celui, essentiel, de ne s'occaper que des conditions de vente et de se désengager, d'ici au les janvier 1994, de toutes participations dans des sociétés commerciales. Une liste de biens interdits à la vente (l'immobilier, les œuvres d'art, les armes notamment) a été publiée et un représentant de l'Etat devrait être " Puis ce fut la libération des les surveiller,

prix au mois de janvier, qui,

jointe à l'effet des impôts, a pro-

Résultat : les trois quarts des Bourses se sont transformées en vulgaires maisons de commerce afin d'échapper à ces règles. Les autres ont resserré les rangs pour consolider leurs positions, en signant notamment des accords de coopération. Un véritable phénomène de concentration est en train de transformer le sectenr. Une restructuration d'autant plus nécessaire que les velléités nationalistes, de part et d'autre de chaque frontière de la CEI, ont com-pliqué très sérieusement le travail

gouttes. Beaucopp choisissent de s'en passer, en toute illégalité. La bausse brutale des prix des matières premières à la mi-mai est vue par les boursiers comme un ultime « comp de pied de l'âne », rentable de leurs activités. Depuis

des courtiers. Les licences d'ex-

portation s'obtiennent an compte-

plusieurs années en effet, les leurs pas à se faire baptiser à entreprises russes pouvaient vendre librement sur le marché 40 % de leur production, des lors que les 60 % restants respectaient les prix fixés par l'Etat. Ceux-ci étaient très bas. La « part nificielle» du pétrole, par exemple, se vendait 350 roubles la tonne aux organismes d'Etat. Beaucoup plus sur les Bourses, qui servaient d'intermédiaires et faisaient monter les enchères. Aujnurd'bui la totalité du pétrole produit se vend dans une fourchette de 1 800 à 2000 roubles la tonne. Plus question danc de vente libre. Une perte sèche qui menace plusieurs lizaines de Bourses de disparition pure et simple,

La mesure n'est pas le simple fait dn hasard, «Le gouvernement redoute une trop forte spéculation car il prépare la libération totale des prix de l'énergie d'ici quelques mois », explique le président d'une compagnie de courtiers, qui préfère garder l'anonymat. Mais, du coup, les présidents de Bnurses très souvent d'anciens professeurs d'université qui avaient caressé un moment l'idée de créer un marché à terme - sentent leur pouvoir vaciller. Car le gouvernement de Russie, imité par d'autres, a manifestement l'intention de réduire la puissance et le nombre de ces organismes qui ont, par-dessus le marché, une image déplorable auprès de la population.

MARKETING . Flairant le danger, les Bourses de commerce ont depuis plusieurs mois entamé une vaste opération de charme en subventionnant notamment l'organisation d'œuvres de charité et la leurs présidents n'hésitent d'ail-

grand renfort de publicité nu à requérir les services d'un prélat orthodoxe lors de soirées de gala.

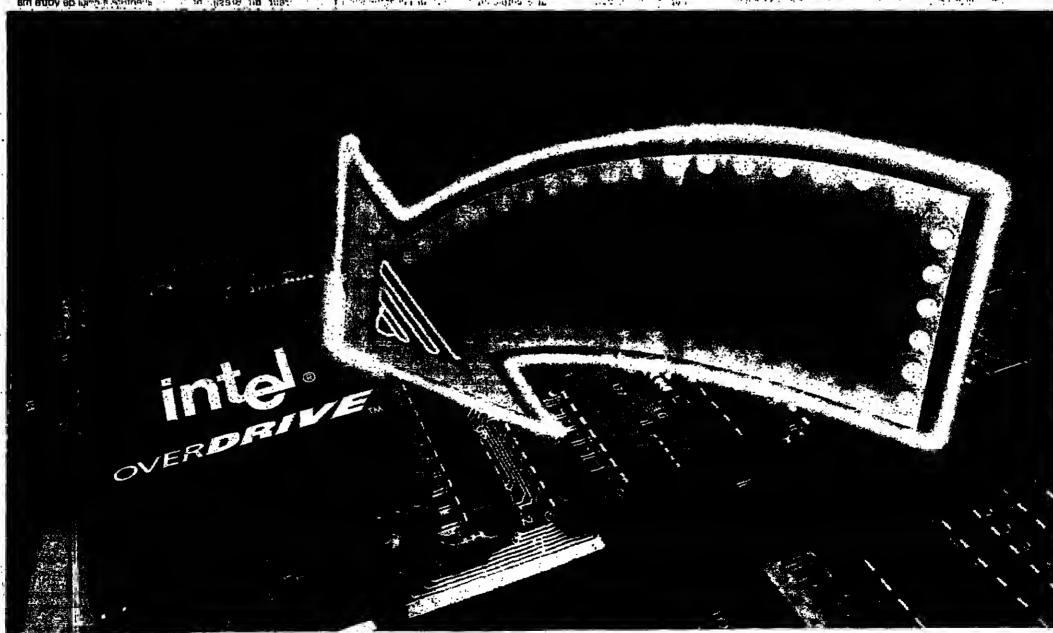
Cette forme de « marketing » sera-t-elle suffisante? On peut en douter d'antant que la Guilde des courtiers, créée au début de cette année, a fait savoir qu'elle pourrait bien se passer des Bourses et continuer ses apérations pu ban lni semble. Le nombre d'affaires qui se traitent hors des « marchés organisés», sur ce qu'un appelle le « marché gris », augmente de façon considérable selnn le journal Kommersant. Avec tous les risques de perte de contrôle que ceia comporte.

Après toutes ces déconvenues, la balle est aujourd'hui dans le camp des professionnels. Le 21 juin, le congrès des soixantesept plus grosses Bourses devaient se réunir en congrès à Douchanbé au Tadjikistan. Če puissant lobby, composé des hummes les plus riches de la CEI, est bien décidé à se défendre becs et ongles contre ce qu'il considère être une attaque supplémentaire de la part d'anciens communistes.

Son objectif numéro un est d'abord d'empêcher la création de véritables frontières économiques entre les Républiques. « Nous voulons préserver une union économique», commente Serguei Babich. président de la Bourse ukrai-

nienne. Ce n'est pas le mnindre des paradoxes de la part de ces capitalistes acharnés que d'annoncer, dans ce but, la création d'une «Internationale des entrepreneurs ». Il ne faut décidément s'étonner de rien dans l'ex-URSS1

.. Isabelle Mandraud



Intel486™: l'assurance-vie de votre investissement informatique.

Vos besoins évoluent? Avec le i486*, les performances de votre ordinateur évoluent aussi! Et en souplesse. Il vous suffit d'installer le nouveau processeur OverDrive pour augmenter jusqu'à

+ 70% les performances de votre urdinateur.

Des performances supplémentaires qui, jour après jour, maintiennent votre matériel à la pointe du progres.

Des performances supplémentaires qui s'appliquent à plus de 50 000 logiciels compatibles et permettent aussi de faire fonctionner plus rapide-

ment et en même temps plusieurs applications sous

Le processeur Intel OverDrive, c'est le moyen le vie de votre investissement! plus simple et le plus économique de donner, dès que vous le désirez, un "coup de finuet" à votre

équipé d'un i486; c'est véritablement l'assurance-

LOIS ET DÉCRETS

FUR . par Jozée Doyère

z-moll'« Espérance)

and page

5.65章 节以作为 5.55章

都 品 的复数分裂 法

* * * · · · · ·

245 1164 1127 2

ob. ses beneau des

THISE COURSES BY NO

est awar pay

'ands des marsi

over de se faire

. . Cient aussi et segi

a section can les affaisse

the service Et s'us som as

to publicant series

the first tar

THE THE PERSON STEED

ter in the partie setting.

ma v auss me 5

From the implementation

. Figure 1 soon

finite relocati

e state of the sta

a même:

. a greit!

- 1873

> THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

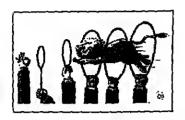
the temperature of

Mar ou somely

· Paranta

The Street of the Street

AT V Trees that you 121812 automaile



La folle audace du Crédit lyonnais

Jean-Yves Haberer devrait ces jours-ci être reconduit à la tête de l'établissement bancaire. Pourtant, sa stratégie ambitieuse jusqu'à la témérité est loin de faire l'unanimité: L'expansion à marche forcée s'est accompagnée d'une accumulation de risques sans précédent

E sujet de conversation préféré de tout banquier qui se respecte n'est pas Maastricht ni l'évolution des taux d'intérêt, mais l'évenir du Crédit lyonnais et de son président. Jean-Yves Haberer. A force de vouloir faire a tous les métiers sur tous les marchés», le Lyonnais est devenu malgré lui le plus médiatique et le plus controversé des grands éteblissements bancaires français. Même les politiques s'y intéressent, non sans arrière-pensées.

Coïncidence troublente, le 9 evril, le jour de le publication par le banque de ses comptes pour 1991, le Sénat par la voix de Charles Pasqua annonçait la création d'une commission d'enquête sur sa gestion. Depuis, plus personne n'a entendu parier de cette commission mais l'effet d'annonce e été rénssi

De là à développer un complexe de persécution, il y a un pas que la maison du boulevard des Iteliens a déjà franchi. Derriére ses murs épais, le siège du Lyonnais prend parfois des allures de forteresse assiégée. Les dirigeants se sentent victimes de l'acbarnement des journalistes et plus encore de le jalnusie de leurs

Tant d'ambitions affichées, tant d'acquisitions spectaculaires et tant de parts de merchés conquises depuis la fin des années 80 ont considérablement dérangé les habitudes d'un monde qui se veut raisonnable et discret. Les concurrents, pas toujours bien intenlionnés, de Jean-Yves Haberer en sont convaincus, sa logique « impériale » est vouée à l'écbec

face à l'accumulation des risques. Et de citer, pêle-mêle, une litanie de «casseroles» et de participations dangereuses de Parreti-MGM (Metro Goldwyn Mayer) par Maxwell, l'ex-URSS, la Sasea, la Cinq, Pelège, SMT-Goupil, VEV-Prouvost, Hachette, Usinor-Sacilor, Concept, Pinault-CFAO, Adidas, Air outre-mer-Minerve.

VOLONTÉ . Plus que le personnage, c'est bien la stratégie de Jean-Yves Haberer qui est mon-

Ceux qui s'étonnent, ou

s'elerment, de la croissance

eccálérée, voire de la « boulimie »

du Crédit lyonnais, oublient, pro-

bablement, la mutation radicale

d'un établissement qui, ébranié

construire coûte que coûte un établissement mêlant à la fois la banque universelle en Europe, une présence forte aux quatre coins dn monde, des prises de participations industrielles massives et des coups financiers l'entraînerait dans une logique infernale. Celle du toujours plus grand, toujours plus embitieux et toujours plus...

L'acquisition en novembre 1991 par la filiale du Crédit lyonneis, Altus Finance, pour 3,25 milliards de dollars (17 milliards de francs) du portefeuille de junk bonds (obligations à hauts risques) de la compagnie d'assurance américaine Executive Life en est la parfaite illustration. C'est un pari pur et simple sur la reprise économique oux Etats-Unis et la possibilité pour les entreprises d'outre-Atlantique de rembourser des prêts à des taux extrêmement élevés. Au dire de le plupart des experts, très dubitatifs l'an dernier, l'opération devrait se solder par un succès spectaculaire

TROIS AXES . Face oux critiques, les hommes d'Haberer font bloc et répètent inlassablement les mêmes arguments. Ce qui compte, e'est la stratégie à long terme et pas les incidents inévitables dans une conjoncture politique et économique troublée. Il s'agit de profiter d'une

« occasion historique exceptionnelle ». Les banques américaines, engleises, japonaises et allemandes sont les unes sans moyens et au creux de la vague, les autres fragilisées et les dernières occu-pées (par le réunification). Quant aux françaises, elles manquent d'ambition. Il y a une place à prendre. Il est clair que la person-nalité de Jean-Yves Haberer pèse également d'un grand poids dans volonté de grandeur du Lyonnais. Très marque par sa mise à l'écart brutale eprès quatre ans passés à la tête de Paribas de 1982 à 1986. Jean-Yves Haberer evait même été qualifié en janvier 1989 de «no idea man» (l'homme sans idées) par la revue britannique Euromoney.

Sa réponse fut einglante. Passé un délai de réflexion qu'il trée du doigt. Sa volonté de s'était accordé en prenant les

pas des barons. Après l'assassi-

nat, par un illuminé, de Jacques

Chaine, Claude-Pierre Brosso-

lette, grand commis ds l'Etat

pourtant sans expérience de la

commandes en septembre 1988, il a accumulé depuis les opérations spectaculaires, les risques et les

Il peut en tout cas e'enorgueillir d'être aujourd'hui à la tête de la huitième banque dn monde par le total du bilan, juste derrière le Crédit agricole et six établissements japonais. Le Lyonnais est d'ores et déjà la première des trois « vieilles » (BNP, Société générale, Crédit lyonnais) et se verrait bien passer devant le Cré-

dit agricole. Pour assouvir ses ambitions, la banque n'e pas lésiné sur les moyens en se développant simultanément sur trois axes : la constitution - presque achevée - d'un réseau couvrant toute la Communanté européenne, une présence forte un peu partout dans le monde et la banque-industrie.

> Kéussir par un effet de masse à s'assurer un bon niveau de rentabilité

Même sur le plan social, la gestion du personnel se veut dynamique. Le Crédit lyonnais a mis en place en France il y e quelques jours un dispositif destiné à ncourager les départs volontaires. L'objectif n'est pas de réduire les effectifs mais de maintenir le niveau des embanches pour « opporter du sang neuf ».

Aux côtés de ses 2 639 agences françaises, le Lyonnais aligne le premier réseau bancaire international avec 1 500 agences Europe, 470 sur le continent américain, près de 300 en Afrique et plus de 80 en Asic-Pacifique.

Mais Jean-Yves Haberer est oussi l'inventeur du concept de banque-industrie en France. Plutôt que de s'allier evec une banque allemande - la tentative avec la Commerzbank e totalement échoué - il a préféré s'inspirer de la stratégie des établissements d'outre-Rhin qui possèdent des participations importantes dans le capital des grandes entreprises. Un moven de s'assurer de le fidélité d'un client et de concurrencer l'autre idée à la

La banque-industrie n'est pas qu'un montage intellectnel : le portefeuille de participations industrielles du Lyonnais, vin notamment Clinvest, a été porté en cinq ans de 5 milliards à 37,6 milliards de francs!

Quand les banques concur-rentes ont le sentiment que le Lyonnais comme le « Big Brother » de George Orwell est partout, ce n'est pas complètement faux. Il est entré l'an dernier dans le capital de 300 entreprises avec des mises allant de 75 000 francs à 3 milliards de francs pour prendre 20 % d'Usinor-Sacilor. Le seul portefeuille de PME regroupe de 700 à 800 participations. Alors, folie des grandeurs, mégalomanie on trait de génie?

A force de prédire chaque année des résultats désastreux, les adversaires de Heberer en sont pour leurs frais. La maison semble tenir le choc et affiche encore en 1991 des résultats appréciables de 4 milliards de francs, dont 3.16 milliards pour la part du groupe, contre 3.7 milliards en 1990, il s'agit de la deuxième performance de tous les temps.

PROVISIONS • Il faut bien reconnaître qu'en 1991 le Crédit lyonnais a pn constituer un montant record de provisions (9,6 milliards de francs, soit + 48 %) grâce à un résultat d'exploitation non moins record (13,3 milliards, en hausse de 14 %). La couverture globale des risques, le fameux, internationale Moody's a abaisse e ratio Cooke », est largement en septembre 1991 la notation du dans la norme de la plupart de ses orgroupe sur ses émissions à long concurrents, près de 9 %, alors terme, elle à évoqué cet argument, que le minimum imposé à la sin Au-delà de ces querelles d'éxque le minimum imposé à la fin

de 1992 est de 8 %. Jean-Yves Haberer s'est ainsi donné les moyens de sa politique universelle en entamant une véritable course aux fonds propres. Ceux-ci sont passés de 22 milliards de francs en 1988 à 50 milliards en 1991 - le deuxième rang en France derrière le Crédit egricole, - ce qui a permis de digérer

une envolée du total du bilan de 1 087 milliards en 1988 à 1 587 milliards à la fin de l'année der-

Mais derrière les chiffres rassurants les doutes ne manquent pas. « Quand on cherche à aller un peu au fond des choses, on découvre des pratiques étonnantes en termes de qualité de comptes», affirme un analyste financier. La bonne tenue des profits en 199 t tient pour une part non négligea-ble à des chengements de méthodes comptables. Ils ont permis d'engranger 940 millions de francs supplémentaires.

HEXAGONE . En outre, d'une année sur l'autre la répartition géographique des bénéfices évolue de façon considérable. La part du résultat net provenant de France est descendue en 1991 à 37 % contre 69 % en 1990, celle des filiales européennes est passée de 21 % à 26 % et celle du reste du monde de 10 % à 37 %. Etonnant, quand dans le même temps l'ensemble des banques françaises améliorent leur rentabilité dans

Aux yeux des analystes financiers, les fonds propres ont été gonflés artificiellement à l'occasion de l'entrée de la banque dans le capital d'entreprises publiques comme Altus Finance, Rhône-Poulenc, Usinor-Sacilor et sans doute très prochainement l'Aéros-

A chaque fois, le Lyonnais transforme son investissement en fonds propres dans son bilan. A ceci près qu'il ne s'agit pas de liquidités sonnantes et trébuchantes mais de titres dont la valeur finctue. Quand l'agence

perts: le question la olns lancinante est de savoir si les provi-

sions sont suffisantes. Certains banquiers n'hésitent pas à considérer que le joueur de poker qu'est Jean-Yves Haberer réalise systematiquement des provisions insuffisantes. Même la Commission bancaire s'en est émue et a demandé au début de l'année au Lyonnais de provisionner une partie de ses créances (4,4 milliarde de francs) sur l'ex-URSS. Par un tour de passe-passe qui a fait frémir la profession, la banque evait réussi à étaler sa perte sur vingt-cinq ans en utilisant un système d'assurance-remboursement.

a Tout nouveau président du Lyonnais, s'il voulait assainir la situation, serait condamné à afficher des pertes pendant au moins deux ans », explique un détracteur de Jean-Yves Haberer.

li est vral que la liste des nésaventures et des opérations à risques fait froid dans le dos. Il feut être une banque adossée à l'Etat pour pouvoir les assumer avec autant de sérénité apparente.

ISSUE . Alors, quelle peut-être l'issue? L'activité bancaire e ceci de particulier qu'elle ne se juge qu'n posteriori. Le bénéficiaire ou la victime de la stratégie tous ris-ques de Jean-Yves Haberer, ce ne sera sans doute pas hii, mais son successeur. Un grand assureur que des rumeurs placaient à la tête du Crédit lyonnais pour remettre la maison dans le droit chemin, affirmait en souriant qu'il y tronversit un intérêt mais sur un plan purement intel-

De l'evis même des dirigeants de la banque, la réussite ou l'échec vont dépendre de deux facteurs : la taille critique et la cohésion des différentes activités. L'espoir du Lyonnais, c'est de réussir par un effet de masse à s'assurer un bon niveau de renta-

lectuel s.

a Dans dix ans et si les marchés lui sont favorables, Jean-Yves Haberer sera peut-être considéré comme un génie et nous comme des imbéciles, avone un de ses nairs. Mais aujourd hui, ajoutet-tl. nous avons un énorme avontage sur lui, un sommeil sans doute moins axité. >

Les dossiers chauds

Paradoxalement, la taille et la multiplication des métiers du Lyonnais ne l'ont pas mis à l'ebri mais l'ont rendu plus sensibla à la conjoncture. La banque aurait engagé piue de 60 milliards de francs sur les. seuls secteurs de l'immobilier (30 milliards), de la communication, de l'informatique (5 milliards) et du transport eénen (25 millisrds), lis étaient à la mode il y a trois ans et sont

aujourd'hui sinistrés. L'affaire la plus spectacu-laire, c'est le scandale Parretti-MGM (Metro Goldwyn Mayer). Au bas mot, les engagements de la CLBN (Crédit Lyonnais Bank Nederland) se chiffrent à 888 millions de dollars (près de 5 milliards de francs) auprès de Giancario Parretti, un financier italien aux pratiques plus que contestables, parti à l'assaut de la MGM. Le Lyonnais se retrouve eujourd'hui à la tête de 98,5 % de la prestigieuse maison de production... en pleine déconfiture. Sa seule chance de limiter le cassepasse par le redressement difficile - de la MGM afin de la vendre.

EN CRISE • Le Lyonnais e en tout cas garanti 5 milliards de florine (15 millisrds de francs) de prêts de le CLBN dont la spécialité est le financement d'un cinéma eméricain... en

crise. - Enfin, il faut ejouter à cette ardoise celle de la Sasea, propriété du principal associé de Perretti; Florio Fiorini, Le Lyonnais aurait prêté, 1 miliard de francs à cette société genevoise qui a perdu 880 milions de francs lors de son demer exercice et a plus de 4 mil-

liards de francs de dettes. A défaut de faire l'inventaire des risques accumulés, on beut degager une constante : le Lyonnais ee retrouve systématiquement dans les «casses» les plus spectaculaires comme Maxwell pour 1,1 milliard de francs. Olympia and York pour 1,8 milliard, l'ex-URSS pour 4,4 milliards ou La Cinq pour 500 millions. On paut y ajouter les engagements dans VEV-Prouvost estimée à 1 milliard de francs, ceux dans Hachette. dens Adides, dens Pinault.

il faut également prendre en compte des prises de perticipation potentiellement risquées comme les 20 % d'Usinor-Sacilor, qui e perdu plus de 3 miliards de francs l'en dernier, les 10 % de Pelège ou la prise de contrôle de Concept,

ATYPIQUE . Pour leur défense, les dirigeants du Lyonnals expliquent à juste titre qu'ils ne sont pas les seuls banquiers à e'être fait prendre et qu'en dehors du désastre Parretti leur établissement était loin d'être à chaque fois le plus engagé. Il est également vrai que personne n'avait prédit la disparition de l'URSS ou la guerre du Golfe. Mais là où le Lyonnais est réellement atypique, c'est quand il se retrouve systématiquement. et hi seul, dans la plupart des accidents. Le modèle suivi par Jeen-Yves Heberer, la Deutsche Bank, est loin d'être dans cette situation. Une loi, des séries qui remet en question la stratégie d'expansion de la maison.

« A partir du moment où vous êtes présent partout, vous êtes nécessairement dans les plus grosses opérations », explique un membre de la direction générale. « Et nos ! déboires dans la communication avec Parretti, Maxwell, La Cinq nous ont falt le plus grand tort parca que les médies en ont beaucoup parlé. Toutes les banques ont des problèmes compte tenu de la conjoncture, mais nous sommes systématiquement dans le collimateur»,

22

37 100 0

EEE

2

The second second

Towns of the

E33

A Property of

NEW CHANGE

dans le passé par une crise probanque commerciale, acheva de ramener la sérénité au Crédit fonde, connut des heuree difficiles et resta un peu à la traîna, nilliards de francs d'actifs. Enfin, opta délibérément pour le evam de se réveiller au milieu AUTORITARISME . Révoqué des agnées 80, evec l'arrivée de développement par rachats du réseau étranger. Stratégie que Jean-Yves Haberer, son succesen février 1982. Claude-Pierre Jean-Mexime Levêque, et ds prendre, littérelement, le mors Brossolette fut remplacé par Jean Deflassieux, homme de le seur à partir de l'automne 1988, aux dents sous l'impulsion de Jean-Yves Haberer.

L'histoire d'une ambition

maison - où il avait fait toute sa ment en matière de résultats.

un autre parachutaga, celui de Jean Seint-Geours, venu du Trésor en 1970 comme directeur directeur de la succursale de cune main de fer dans un gant New-York.

J.-M. Lévêque smorça en même temps la politique de s banque-industrie », à laquelle J.-Y. Haberer donners son nom, en fondant une etructure d'eccueil pour les participations dans lee entreprisee, Clinvest, qui détient aujourd'hui plus de 20 va déployer en grand, essentiellement sur l'Europe.

Le Crédit lyonneis e était fait doubler en Espagne par les étrangères : coup sur coup, l'établiseement rachète eu Banco Santander, pour 2,2 milliards de frencs, le Banco Commercial Espanol, et, pour 3 milliards de francs dit-on, la Banca Jover, en Catalogne, pour devenir, avec 251 guichets, la seizième banque du pays, et la première étrangère evec 1,5 % du marché national. En Italie, il prend la contrôle du Credito Bergamasco, 33 banque de la péninsule avec 90 quichers. En Belgique, le Lyonnais rachète la filiale de la Chase Manhattan.

ACCIDENTS . A-1-il pavé trop cher l'ensemble de ces ecquisitions? Ses dingeants répondent qu'ils ont pu poser leurs conditions, étant les seuls candidats à l'achat de banques en Europe, la Deutsche Bank exceptée. Ils citent en exemple l'Allemegne (une grande tache blanche dans leur réseau européen), où ils discutent aprement et sans hate la prise de contrôle de la Bank für Gemainwirtschaft (BFG) evec ses deux cents egences. Il est

vrai qu'au Lyonnais on garde en mémoire le désastre que fut le rachat pour 500 millions en 1980 par les soins de Claude-Pierre Brossolette et Jeen Deflassieux, de Slevenburg, sixième benque néerlandeiee. qui s'evera complètement « pourrie », et qui dut être renflouée avec une facture finale de nrès de 3 milliards de francs. Autre accident, celui de la prise de contrôle en 1987, soue la présidence de Jean-Maxime Lévêque, de la maison de courtege britsnnious Alexendsi Laing, qui coûta avec son renflouement environ 1 milliard de francs. Ces accidents mis à part le Crédit lyonnais réalise actuel lement plus du quart de sss bénéfices en Europe, dont 500 millions de francs en Italie, 400 millions de francs en Espagne et 300 millions de francs en Irlande.

Sur le plan domestique le redéploiement du réseau et la segmentation de la clientèle ont été engagés dans le cadre du plan « Elan » sous l'impulsion de Jean Deflassieux et du directeur général d'alors, Jacques Roche, la « conscience de la maison». Elle a été poursuivie tambour battant par Bernard Thiolon, son successeur, depuis 1986. Ce fut un schoc culturel profond a avec pour conséquences l'indispensable montée de la part des commissions dans le revenu d'exploitation, passée de 17 % en 1985 à 33 % en 1991. Sans doute lee autres grandes banques françaises en font autant. mais au Lyonnais on estime être parti avec trois ans d'avance.

François Renard

l'sposrition eu début des années 70, d'un confin aigu entre Marcel Cazes, directeur général, et Maurice Schlogsl, directeur général adjoint, autodidecta devenu un financier de premier ordre. Nommé président en 1967, Frençois Bloch-Laine, prestigieux patron de la Caisse des dépôts, ne put remettre de l'ordre dans l'état-major où les dissensions étaient evivées par

> général. Au printempe 1974, une grande grave fut à l'origine du premier déficit du Crédit lyonnais depuis sa création. Frençois Bloch-Lainé fut révoqué par Valery Giscerd d'Estaing, qui voulait donner un avertissement aux banques nationelisées coupables de débordements de crédits. Jean Saint-Geours le suivit dans se discrăce un en après. Entre-tempa. la nomination à la présidence de Jacques Chaine,

L'existence de cet établissement vénérable fondé en 1863 par Henri Germain et nationalisé en 1945, devint trèe agitée avec

carrière - et membre du comité directeur du Parti socialiste. Mais un bon directeur général adjoint ne devient pas obligatoirement un grand président : sous fe règne de Jean Deflassieux, dont le mauvais caractère se teinta d'autoritarisme, le Crédit lyonnaie, sans véritable stratégie, s'endormit un peu, à la traîne des grands établissements, notam-En juillet 1986, Edouard Balladur nomma à la présidence du

Lyonnaie Jean-Maxime Lévêque, libéral invétéré, qui avait dû quitter le Crédit commercial de France au début de 1982 et voulait prendre sa revanche. Il la prit habilement, faisant souffler un esprit nouveau dans l'établissement, se préoccupant de donner dee moyens aux hommes qu'il nomman et de les motiver. Il s'eppliqua à récupérer des parts de marché euprès des particuliers, notamment dans le crédit au logement, et, surtout, relança les activités internationales de la benque, créant en 1987 une direction des marchée de cepitaux, confiée à Philippe Souviron,

anais

Barrell of Strategies and

وبنل حياوهان وأساطها فالأ

ha garbar ny hav

Les dossien chauds

program des me the Arrange of Low Sec. Tara Con renda THE DIE CONTRACTOR contract during engage as a contract of france as - - Declours de l'ange The land to be the THE STREET du transprie The His enterly . Chang o ses and 100 to 50308 to

Annie Goldweit The states ASSET THAT SEE AND A SECOND tracial se 114 THATS DE MENTS walking to the first a at a france TO AT A A STEELE. THE COLD AND THE WENT LINE on the base appears 1. 1. 14.6 % Man 10 miles 2 222 $(s,s) \in \mathbb{N}_{p}$ between the solution $s^{-1/2}$ er er er griter bi saire of more as サーマ もり はいない会 State - Secretaria - All

graffig graffer was in bette file of the second EN CRISE . IF . VOZ Company of the Comment of the ্লা ক্রিকীয় ক্রিক্টার্ট্রা was the same of the same of Substitute and a substitute of the substitute of and the second second garages manages sources in the contra and a transfer of the ere waaren 192 mil But in the district their ···· . ·· . saltur 🎏 📆 prompt a supplied to the sum.

grade the control of the first time Section of the sectio Representation and confidence - N 325 the second settled the line designation of the later of the state of the s THE REPORT OF THE PARTY OF Contract Contract Bre Land Street of the Assessment Committee of the second of the The second of the second Marinesta . Store and put · The second section is month of march and the second SAME SERVICE STATE OF THE SERVICE STATE ST The second of th H. M. Williams and 18 12 WE and the section of the second हीं जस्माना अस्तान सम्बद्धाः 1.52 37 5 Company of the same of the same of Land of the same

and the second The state of the s The state of The State of State Street & Street Street Resident to the second to grant for the second The second second second ETTPICHE, FO A Safety States of A Park Some September 1 and the second Supplied 1 Service of the same A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH 170 The second second Company of the Compan 1 30 m. 1952 7 196 Mary Mary A STATE OF THE STA

* ** and the second The state of the s

his agos sieutali g și

Régions de montagne, la Franche-Comté et la Savoie ont développé très tôt des industries, grâce notamment à l'énergie des cours d'eau et à une main-d'œuvre rurale disponible l'hiver; le métal y a tenu une grande place. Certaines n'ont laissé derrière elles qu'un artisanat (poterie, boissellerie), ou quelques établissements comme pour le jouet ou la pipe. La métallurgie «lourde» d'autrefois (forges, tréfileries, etc.) a disparu, comme le textile. Au contraire, des activités de précision (horlogerie, lunetterie, décolietage...), malgré l'isolement et la taille modeste des entreprises, comptent assez sur le plan national pour demeurer des porte-drapeaux

FRANCHE-COMTÉ ET SAVOIE

Cluses, capitale du décolletage

lls s'appellaient Claude Ballaloud et César Vuarchet et vivaient aux XVIII et XIX siècles. C'est à ces précurseurs que la vallée alpine de Cluses (Haute-Savoie) doit sa que la vaise alpine de cuises i riaute-savoiaj doit sa prospérité d'aujourd'hui, grâce à une puissante industrie du décolletage, c'est-à-dire de la fabrication de milions de pièces, à partir de barres métalliques, que grignotent patiemment, à longueur d'année, des batteries de tours. Tout a commencé per la fourniture de roues et de pignons à l'industrie horiogère suisse, en profitant de la force motrice fournie par les torrents.

En deux siècles et derni, le décolletage haut-savoyard à considérablement élargi ses débouchés aux industries de pointe comme la micromécanique, l'aéronautique et l'espace. Dans la vallée, il compte huit mille à neuf mille salariés, dans une myriade de sept cent quarante entreprises. Ces ateliers offrent 70 % des emplois industriels de la vallée de l'Arve et «pèsent» les deux tiers de l'effectif français de la profession.

Le développement du décolletage a résulté d'un foisonnement de réussites individuelles, qui se seraient certainement mal accommodées d'une ambition planificatrice. Une partie du «miracle» haut-savoyard a été à ce prix. La profession a cependant quelques soucis, récemment décrits per un universitaire grenoblois, Claude Couriet, à la demande de le Société d'économie made de la vallée de l'Arve et de ses massifs (SEMVAM). La main-d'œuvre qualifiée feit défaut et les décolleteurs Comment affront Relinipeth 11 (b).

valeo vient loi, déclarer que le nombre de ses fournisseurs doit passer de 145, à 35 seulementier automobile doivent baisser de 30% à 35 % dans les trois ans, il se moque du monde et méconnaît le réalité industrielle»; s'indigne un professionnel. Selon Claude Courlet, des structures d'accueil seraient utiles, à l'égard des donneurs d'ordres. Il serait temps aussi d'envisager la création d'une école d'ingénieurs, d'un observatoire de veille technologique et d'une pépinière d'entreprises. Il s'agit, en définitive, d'améliorer un environnement économique qui devient moins favorable, en raison, notamment, d'une pénurie de logements.

Les secrets de la cloche savoyarde

En 1891 e la Savoyarde », la plus grossa cloche de Prance - 19 tonnes d'étain et de cuivre, - prenaît place à l'intérieur de la basilique du Sacré-Cœur à Paris. Elle avait été fondue dans les ateliers Paccard d'Annecy, créés un siècle plus tôt pour satisfaire un « marché » alors en pleine expansion. La Révolution française avait été, en effet, fatale à un grand nombre d'églises. Des milliers de cloches avaient été d egises, des milliers de cloches avaient été détruites, privant les villes et campagnes françaises du son grave des bourdons et de celui, plus clair, des sonneries. Il fallait les remplacer.

Au cours de la seconde guerre mondiale, les troupes allemandes emportèrent de nombreuses cloches pour les transformer en canons. La paix revenue, les commandes affluerent de nouveau sur les bords du lac d'Annecy, où l'on savait maîtriser la justesse de la tonaîté des cloches, l'ampleur de leur timbre et de leur harmonie. Le son désiré s'obtient à la suite de longues séances d'accordage, par usinage, de cet instrument qui vibre au contact de son battant. En deux siècles de production, l'entreprise Paccard n fondu quatre-vingt-cinq mille cloches. Sa vingtaine d'ouvriers réalise chaque année sept cents à huit cents pièces de 7 kilos à plus de 2 tonnes. Cette petite usine, au chiffre d'affaires modeste -

10 millions de francs, - devance ses concurrents français, au nombre de quatre, contre cent au début de ce siècle, et parrage avec une poignée d'autres firmes européennes le marché mondial d'équipement des clochers et des beffrois. La société exporte 70 % de ses sonneries, principalement aux Etats-Unis et au Canada. En 1950 le gouvernement américain lui commanda querante huit copies de la «Liberty Beli»; une par Etat. Depuis lors, Paccard a fondu trois cents répliques de cette célèbre série.

Elle n'a modernisé qué très récemment ses techniques de fabrication en remplacant la traditionnelle fosse de coulées, emplie de sable, par des fours où prennent place désonnais des moules en aluminium. Ainsi on réalise en une semaine des pièces qui exigealent autrefois plus d'un mois, ce qui a permis à l'entreprise de maltriser les coûts des instruments vendus, au poids, 70 à 80 francs le kão.

Claude Francillon

Le «triangle horloger» du Doubs

Venue jadis de Suisse, l'horlogene survit difficilement au prix d'une spécialisation de plus en plus poussée

de notre envoyée spéciale

N 1827, le comte de Milon, préfet du Doubs, adresse au ministre de l'intérieur un rapport confident dentiel « sur les souffrances de l'horlogerie ». Il y propose « de nationaliser cette industrie de nos monpropose « de nationaiser cette thatistre de nos mon-tagnes, pour occuper à la grasse horlogerie, comme cela se fait en Suisse, le peuple passeur de ces contrées élevées lorsqu'elles sont convertes de neige. Alors nos négociants mettront dans le commerce ces objets à aussi bon compte que dans le pays limitrophe; nous en retirerons le double avantage de nationaliser cette branche d'industrie prête à nous échapper si l'on ne vient à son secours et d'avoir les

mêmes bénéfices que nos voisins...»

Toute la longue complainte de l'horlogerie franccomtoise est déjà dans ces lignes : la monoindustrie, le manque de compétitivité, la concurrence des Suisses... et l'embarcas de l'Etat français. Voilà plus de deux siècles pourtant que cette industrie toujours « prête à nous échapper» survit de crise en crise. Elle représente 80 % de l'horlogerie française, avec un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs dont la moitié à l'export, une centaine d'entreprises et 5500 employés.

L'horlogerie n'est pas née par génération spontanée dans ce recoin de France. La proximité de la Suisse, patrie de l'horlogerie depuis que les maîtres de cet art, huguenots de France, s'y sont réfugiés au XVI siècle, a joué un role décisif. Le pôle nord-est du «triangle horloger» inscrit dans le département du Doubs a été créé dans les années 1770 par Frédéric Japy, fils d'un maréchal-ferrant des environs de Belfort, qui avait appris le métier dans les montagnes neuchâteloises. De la naquit en France, sons l'impulsion des familles Japy, Peugeot, L'Erde, l'horlogerie dite sule avec volume a c'està-dire L'Epée, l'hoclogerie dite « de gros volume », c'est-à-dire les pendules, réveils, machines pour l'horlogerie, Aujour-d'hui, Japy n'est plus qu'une marque rachetée par d'autres, Peugeot s'est reconverti comme on sait, mais les pendu-

lettes L'Epée sont toujours là: RÉVOLUTION . Le second pôle

s'est constitué à Besançon pendant la période révolutionnaire. Un horloger suisse namme Megevand, adepte des idées nouvelles, propose en 1792 d'y implanter l'industrie horlogère. Or, fin 1793, la Suisse expulse les horlogers coupables de sympathies revolutionnaires Mégevand et 400 de ses compagrous arrivent donc à Besancon — qui compte alors 28 000 habitants — et installent avec l'aide de la commune la première manufacture. Moins d'un an plus tard, l'horlogorie est - déjà! - au bord du gouffre : les métaux précieux nécessaires à la confection des montres sont intronvables. les Suisses « immigrés» se prennent de bec avec la population de Besançon. La chute de Robespierre les place en mauvaise posture politique, si bien que beaucoup d'entre cux, décus, regagnent la Suisse. Pourtant, la greffe a pris : dès 1795, Besançon Gérard Buétas compte 1 000 ouvriers horlogers...

Le troisième pôle horloger se développe dans les pour le marché indien et s'est installé en Chine popumontagnes du Hant-Doubs après la création en 1836 d'une école pratique d'horlogerie à Morteau – ancêtre de Avec le flegme des survivants, les chefs des petites l'actuel lycée horioger, - maigré les protestations des douanes, qui flairent l'inévitable contrebande avec la Suisse toute proche. Immédiatement, le travail minutieux de la montre et de ses composants s'acclimate dans ces paysages de hauts plateaux. Les paysans-ouvriers de Morteau, Charquemont et de tous les villages alentour percent le mur sud-ouest de leurs fermes pour installer leur atelier en pleine lumière. On appelle cela « travailler à la senêtre » : en levant la tête, les horlogers reposent leurs yeux fatignés du travail à la loupe d'un regard sur

l'étendue verte ou blanche... La sérénité des lieux, pourtant, n'est qu'apparence. L'industrie horlogère est en guerre économique. Ce n'est plus seulement les voisins helvétiques, éternels gagnants qui « nous piquent nos meilleurs horlogers » et qu'on «guigne» avec une admiration camoussée en mépris : « ces c... de Suisses / ». C'est la concurrence asiatique des grands marques japonaises, des «ciones» de Hongkong et des «trues qui donnent l'heure pour 5 francs». Cette pression terrible, François Perret, président de France-Ebauches, la résume d'un chiffre : «Entre 1980 et 1991, le prix d'un mouvement de montre standard a baissé de

Son entreprise, qui emploie 485 personnes en Franche-Comté et près de 800 à l'étranger, reste le dernier fabricant d'ébauches (mouvements de montres) de la Communauté européenne, sur les vingt-six qui existaient en 1958. Il lui a fallu moderniser sans relâche pour que France-Ebauches soit encore là vingt-cinq ans après sa création, avec une part de 7 % du marché mondial. Prenant modèle sur les Suisses, François Perret a opté pour la délocalisation, pour fabriquer moins cher, mais aussi pour conquérir les marchés de masse : il



entreprises horlogères décrivent tous de farouches batailles. Une chose leur est commune : plus aucune ne fabrique les montres de A à Z ; les dernières «manufactures», Cattin à Morteau et Parrenin à Villers-le-Lac, ont été rachetées par des groupes étrangers après s'être longtemps débattues dans les difficultés. Les autres ne font plus que de l'assemblage. Ces PME familiales, coincées entre les marques haut de gamme, quasi-monopole des Suisses, et les montres bon marché (où la SMH suisse, avec sa Swatch, a taillé des croupières aux Japonais Seiko et Citizen), ont eherché leur salut nu elles

MARKETING • Charpier-Rième, à Morteau, a misé sur un marketing très souple, comme l'explique Didier Rième, le tout jeune PDG: ils font des montres publicitaires ou en «private label» (portant la marque du client), développent leurs propres marques pour le réseau des 7000 horlogers-bijoutiers, et, depuis 1987, se sont lancés dans la grande distribution avec des montres bon marché qui suivent la mode au plus près. Les montres Clyda, à Charquemont, essaient de développer leur marque, bien implantée dans l'est de la France, au niveau national et international; elles ont été parmi les premières à lancer une campagne de publicité à la télévision. Emile Péquignes, à Morteau, fabrique de superbes montres de «luxe moyenne gamme»; il est un des seuls français à avoir accès aux mouvements du fabricant suisse ETA, normalement réservés au cartel des grandes marques de Genève (Longines, Piaget, Baume et Mercier, Patek Philippe, etc.). «La montre française a mau-vaise réputation sur le marché International, dit-il sans détout. Pas de qualité, pas de sérieux. On nous considère seulement comme des sous-traitants. J'ai fait le pari de faire des montres plus chères, plus durables, au prix d'un gros effort sur la beauté des matériaux et la qualité du service : nos montres sont réparées en soixante-douze heures maximum.» Emile Péquignet a réussi une belle percée au Japon, où il réalise 10 % de son chiffre d'af-

DIVERSIFICATION . Et puis, il y a ceux qui ont opté pour la diversification. A Besançon, Didier Cheval, der-nier rejeton d'une lignée horlogère du Haut-Doubs, ne se contente pas d'être un des premiers fabricants mondiaux de rubis synthétiques pour mouvements et de couronnée de remontoir (déjà avant guerre, son grand-père exportait 80 % de sa production); partant de ces savoir-faire, il a développé des activités de découpe au laser, puis fabriqué ses propres laser. « Cela nous a sauvés : quand des Japonais ont inventé un rubis moulé beaucoup moins cher que le nôtre, on s'est précipités chez eux pour acheter la technologie.» « lls voulaient notre mort, dit-il en souriant, mais ils ne l'ont pas eue, parce qu'on avait quelque chose à proposer en échange : nos laser.»

L'horlogerie de papa a une belle descendance : une foute de microtechniques, de technologies des matériaux, d'instruments scientifiques. Si la montre franccomtoise essuie actuellement une de ses plus méchantes crises, si elle a laissé en chemin certains de ses fleurons les Japy, sans parier des désolants échees de Lip et de Matra-Horlogerie, - gageons qu'elle survivra, comme toujours, avec une mauvaise santé de fer.

Morez, la vallée aux lunettes

L'industrie des montures tient encore le coup après deux siècles mais les entreprises, trop petites, ont du mal à conserver leurs parts de marché

de notre envoyé spécial

E fil qu'on tord an lieu des ronages qu'on assemble : la lunetterie du Jura est née du même travail minutieux du métal et de la micromécanique que l'horlogerie du Haut-Doubs. Même recherche d'une activité rémunératrice pour les paysans-ouvriers des zones isolées de montagne, et, dans les deux cas, un produit léger, de faible volume et de bonne valeur, qu'on peut transporter loin. Comme en Italie, dans la Cadore, ou au Japon dans le Fukui.

Le fil a mieux tenu que le ressort des montres. Deux siècles après que Pierre-Hyacinthe Caseaux ent fabriqué, à quelques kilomètres en amont, la première paire de lunettes, Morez en produit 9 millions, avec un chiffie d'affaires de 1,48 milliard de francs et 3 179 personnes : plus de la moitié des effectifs et de la productiun française de montures, en quantité comme en valeur et - pour combien de temps? - une part encore significative (5 %) du marché mondial. La plupart des usines, modernisées mais aux altures austères, se tassen toujours dans le fond de la vallée de la Bienne, qui fournit longtemps l'énergie. Ce n'est que récemment que quelques-unes ont grimpé les pentes avoisinantes ou essaimé à quelques dizaines de kilomètres de là, vers la kaine, à Poligny, à Champagnole, à Lons-le-Saunier ou à Frasne, dans le Doubs...

La montre métallique morézienne a mieux résisté que le plastique : depuis 1975, l'emploi a été maintenu, voire a progressé à Morez, alors que les «cousins» hunetiers de la « Plastique Vallée» d'Oyonnax (29 % de la production française) ont perdu plus de la moitié de leurs effectifs

Elles sont encore trente-six, ces entreprises quasiment toutes familiales, sur ce marché fort encombré et étroit (bien qu'on estime que près d'un habitant sur deux, dans les pays développés, porte lunettes); elles étaient soixante-dix il y a une vingtaine d'années. Un premiers disciples de Cascaux, la première, tombée en tier ou de Lanvin détenue par Essilor. Certains ont davantage compté. charpie après la dernière guerre, a été complètement trouvé des «niches», comme Henry Jullien dans le haut

MOREZ somme six ans. La plupart n'en sont qu'à la troisième Cébé dans la lunette sportive (le «masque» de ski, avant é spécial ou la quatrième génération, et l'ombre des grands-pères tout) ou même, à toute petite échelle, Gouverneur-Audifondateurs plane souvent sur elles.

Morez a vécu et vit encore les avantages et les faiblesses de cette structure : une implication plus grande, mais un particularisme tenace, une dimension reduite. « J'ai peur de grandir, alors, forcement, je recule», avoue Françoise Morel-Mottet, qui dirige depuis quinze ans Gouverneur-Audigier, soixante sala-

riés jadis, quinze aujourd'hui. Cinq sociétés font la moitié du chiffre d'affaires total, et L'Amy, premier groupe français et cinquième mondial (mais loin derrière le premier, l'italien Luxottica), avec 640 millions de francs pour trois millions de montures, plus du tiers à lui seul. Moyens limités et absence de fonds propres surtout, même si la plupart de ces entreprises ont une situation financière saine. Seules L'Amy et Bourgeois, ont ouvert une part de leur capital sur le second marché de Lyon; Lux de Morez est depuis 1954 tiée au groupe d'opticiens Lissac, devenu Essilor, qui détient 27 % de son capital.

EXPORTATION • Les lunctiers purassions ont su franchir l'étape de la transformation industrielle. Ils ont bénéficié de la présence sur place de la chaîne complète de la fabrication, des composants à la gaivanoplastie, qui a permis à la monture métallique d'incorporer le plastique et de survivre à celui-ci, d'assimiler la couleur et de camper dans le haut et le milieu de gamme, face à l'invasion des produits asiatiques. Plusieurs ont investi dans la conception assistée par ordinateur, comme Cébé on L'Amy, aussi bien que leurs concurrents d'Oyonnax, comme Arress ou Grasset.

Un atout, dans cet accessoire devenu article de mode, qui nécessite encore parfois deux cents opérations pour réaliser une monture, et où l'industrie jurassienne présente chaque année plus de six cents modèles différents. Les Jurassiens ont remporté quelques succès dans reconstruite par son président actuel, Robert Lamy, de gamme avec ses montures «doublées or laminé»,

gier avec ses luncties 1900. Reste à assurer la commercialisation, notamment à l'étranger : la moitié de la production du Jura est exportée. Depuis vingt ans, les acheteurs ne viennent plus voir sur place et les fabricants ont su prendre le chemin de l'étranger. Mais, face aux Japonais et surtout aux «géants» italiens, une implantation coûte cher, surtout aux Etats-Unis, qui représentent presque la moitié du marché mondial. « Pour créer une filiale sur un marché étranger, le seuil c'est trois cents personnes », dit Jean Mairot, secrétaire général de L'Amy.

REGROUPEMENTS · Pour ne plus perdre des parts de marché et éviter « un déclin indolore et insidieux ». l'heure est aujourd'bui aux regroupements. Industriels ou commerciaux (Cébé cherche des partenaires à l'export chez les fabricants d'articles de sport). Mais ils sont encore rares : réunion de deux petits fabricants dans Elo-Paget-Morel, reprise de la plus grande partie de HM Lunetterie par L'Amy, association entre ce dernier et Berthet-Bondet, premier fabricant d'Oyonnax pour une

filiale de décoration de montures... En fait, le regroupement le plus significatif est celui de trois fabricants de composants (l'un de charnières, l'autre de plaquettes et le troisième de branches). D'abord associées en Allemagne et en Italie, puis coordonnant leurs investissements en matériel en renonçant à se faire concurrence, avant de constituer une filiale commune de commercialisation, en 1987, ces trois sociétés familiales se sont réunies sous une holding Comotec. « Après quatorze années de travail en commun. le mariage reste avec un contrat, souligne Christian Receveur, le PDG de celle-ci. Mais le succès, les investissements concertés, nous ont donné confirmee. » Le groupe, qui réalise 400 millions de francs ne chiffre d'affaires, équipe 80 % des lunettes françaises, mais fait 60 % de la chasse aux «griffes», comme L'Amy avec Lacoste ses ventes à l'exportation (il a obtenu l'oscar de l'exporsigne : si deux entreprises quasi homonymes, L'Amy et (dont un modèle a dépassé le million d'exemplaires) et tation en 1990). Quatorze ans de travail, un succès. Mais Les fils d'Aimé Lamy (Fidela), peuvent remonter aux Nina Ricci; Lux va bénéficier de l'«ombrelle» de Carpour les lunetiers de Morez le temps risque d'être

Guy Herzlich

Suite de la page 27

Il fonde alors une petite société d'accessoires de mode. La piste se révèle fausse. En 1949, il trouve enfin sa voie. Ce sera Wacoal, Har-monie du lac, une entreprise de lingerie qu'il fonde avec dix salariés et de l'argent emprunté. Elle s'est hissée, depuis, au premier rang mondial, et revendique un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs (1) dont 5,4 milliards de francs (140,4 milliards de yens) ao Japon.

FONDATEUR • Le groupe dégage une rentabilité de 5 %, emploie 15000 personnes et vient de s'offrir, après un pied-à-terre aux Etats-Unis, une filiale à Paris. Président-fondateur (chairman), Koiehi Tsu-kamoto ne détient plus que 2 % du capital de la société qu'il a créée. mais à soixante-douze ans, il en suit encore les destinées après avoir confié les commandes effectives du groupe à son fils Yoshikata. «La

> Li nous a fallu sept ans pour répondre exactement aux vœux des femmes américaines. 99

seule chose qui compte, c'est de bâtir une société connue dans le monde entler, explique-t-il, Ce n'est pas d'en tirer profit. Je ne pense pas .qu'ò moi!s

Pari tenu. Pari qui e pris sa forme définitive dans les années 50 quand, au sortir d'un hiver rigoureux qui avait conduit les seponaises à revenir au kimono, Koichi Tsukamoto a adopté un business plan a... cinquante ans! «Il me restait cinquante ans à vivre », dit-il, en forme d'excuse, à l'Occideotal

Un plan eux grandes étapes fixées par décennie : les années 50 seraient celles de l'enracinement au Jepon: les années 60, celles de la consolidation; les années 70, celles de l'implantation en Asie. Avec les années 80, viendrait l'implantation oux Etats-Unis suivie dans les années 90, par la conquête de l'Europe. « Personne n'avait encore réussi un plan à long terme pour devenir le numéro un mondial ». conclut-il d'une voix monocorde,

sans rien laisser paraître d'une quelconque autosatisfaction.

On devine pourtant le contentement de soi. Au Japon, Wacoal. sans véritable concurrent, s'adjuge 50 % du marché à travers ses multiples marques et abandonne le reste à une plésade de producteurs locaux, trop petits pour le menacer. Les groupes étrangers, à la remarquable exception de l'allemand Triumph, sont marginalisés.

Feute, dit-on, d'adapter leur design à la pudeur de leurs clientes dans l'archipel. «Faute d'adapter leurs modèles à la morphologie des femmes japonalses », précise Koichi Tsukamoto, qui n'omet jamais de souligoer son avance technologique : de l'alliage à base de titane qui conserve la « mémoire des formes », otilisé pour les baleines de soutiens-gorge, à « l'analyseur de silhouettes », véritable banque de données des morphologies des femmes du monde entier.

HAUT DE GAMME . De bonnes raisons pour vendre cher? «Je fais du haut de gamme», rétorque-t-il, irrité, à l'interlocuteur qui s'eventure à comparer son empire à l'américaio Pleytex. « D'abord, parce que les femmes japonaises économisent pour s'offrir ce qu'elles aiment - n'ont-elles pas toutes un sac Vuitton?, - ce que les femmes américaines ne font pas. Ensuite, parce qu'au Japon, 80 % des semmes appartiennent à la classe moyenne quand, aux Etats-Unis, il y a 90% de pauvres pour 10% de

Uoe boutade? Outre-Atlantique, en tout cas, Wacoal oe vise qu'une faible part de marché, « Pas question de faire comme nos concurrents. Pas question de brader nos produits dans des boutiques de sol-

Wecoal affiche cette infinie patience qu'outorisent des profits conséquents (6,5 milliards de yens de résultat oet pour l'exercice clos eu 31 mars, soit 250 millions de francs) qui a fait la réussite, en d'autres temps, en d'autres lieux, de bien des groupes nippons. Le geste se fait impérieux, la voix insistante : « Il nous a fallu sept ans pour répondre exactement aux vœux des femmes américaines, insiste Koichi Tsukamoto. Nos modèles doivent satisfaire à trois règles : le style doit être européen, la technologie japo-naise et la forme adaptée à la morphologie des femmes américaines.». Presque une vision du monde...

La stratégie pour la France ressemble à celle suivie outre-Atlantique. Mêmes moyens ambitieux.



Même modestie affichée. Pour 100 millions de francs d'investissements, le groupe vise les... 100 millions de francs de chiffre d'affaires

dans trois ans. Les modèles soot mité. - deux stylistes ont été recrudes articles vendus au Japon sont ici, il est vrai, loin de faire l'unani-

dessinés à Paris - les photographies : tées à cet effet. Même politique deprix forts, les modèles s'étageant de 300 à 580 francs. Même refus de la

politique de coups, qui fait insister sur le « service » - le groupe se dit prêt à former les vendeuses si le volume des ventes, un jour, l'autorise, - ainsi que sur le « partenariat » avec les boutiques.

Pari à tenir... Vendus aux Galeries Lafayette, les produits Wacoal ne le sont encore que dans une centaine de magasins - mille points de vente sont prévus pour dans trois ans. Des magasins sélec-tionnés que le groupe n'hésite pas à aider si, d'aventure, ils sont en difficulté. Du mailing promotionnel obligeamment financé par la firme, au cadeau offert aux clientes qui se sont déplacées. Du coup de main apporté pour réaliser le présentoir Wacosl au coup de pouce en faveur d'une boutique en cours de rénova-

Des aides fournies sans contrepartie ni demande d'exclusivité. Wecoal préfère la «reconnaissance», comme le dit un cadre du groupe. Nul n'en doute. Les quelques heures passées à Paris par Koichi Tsukamoto valent une éter-

Pierre-Angel Gay

(1) Wacoal réalise 60 % de son chiffre d'affaires dans la lingerie-corseterie, les 40 % restants se répartissant

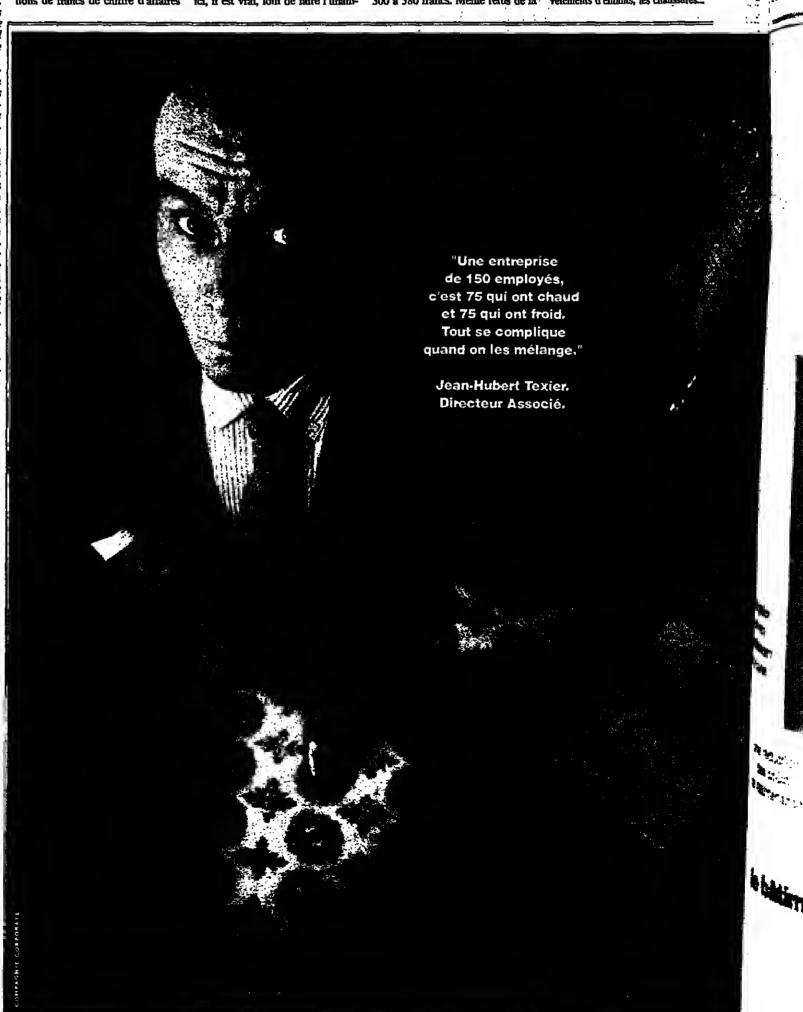
Suez s'aventure dans la lingerie

Déberquament en forcs des Américalne, implentation ellemande, attente en embuecade du nippon Wecoal, velléités britanniques... Dans la lingerie, la guerre ne se livre pas qu'en dentelle. Propriétaira de Pleytex, meie aussi de Dim, Cecharel et Rosy, l'américain Sara Lee contrôle désormais 22 % du marché français. Son compatriote Vanity Fair, repreneur fin 1991 de l'ensemble des marques de corseterie de Damart (Boléro, Variance, Sil-tex...), en détient 10,4 %. L'ellemend Triumph (Triumph, Sibra et Velisère) pèse 8,3 % du merché. Quant au groupe britennique Herdstone, il ennonçait, début juin, vouloir diversifier les collants Well, se nouvelle filiale française, dans le sous-vêtement féminin.

Le risqua est réel, décormaie, pour las françaie Chen-telle (6,5 % du merché), Simone Pérèle (5,2 %) ou Bar-bara (4,5 %) de se laisser distancer. Aussi le rapprochement annoncé, début mai, sous l'égide du groupe Suez, entre le françeis Jean Ballangar Entreprises (marquas Lou et Carine, 5,6 % du marchél et l'eapegnol Vives-Vedela (Gemma an lingaria, Bilytis an maillot de bain notammant) fait-il déjà figure de précurseur. Le nouveeu pôle européen pèse 850 millions da francs de chiffre d'affaires, dégaga un résultat net de 70 millione da franca et poasèda quatre filialea en Europe at una aux Etata-Unis. De quoi jouer parmi les six premiers.

«Il ne s'egiesait pee de grossir pour grossir, nuance pourtent Philippe Renlé, de Suaz Finence Conseil, qui e assuré le montage financier du nouveau groupe. Les deux entreprisee présentaient des visages à la fois simileiree et réallement complémentairee. » Même taille, même structure familiale du capital, même pro-blème de succession, mais des merques et des Implantations commerciales présentant de réellee synergies. Avec Lou, Jean Bellanger Entreprises est présent en Europe du Nord. Titulaire de la licence Warner's pour l'Eapagne, l'Italie et le Portugal, Vives-Videla est surtout implentée autour de la Méditerranée.

«Noue pensions que les deux sociétés evalent tout à gagner à travailler ensemble, explique Philippe Renié. Mais nous voulione éviter l'intégration, pour ne pas casser ce qui avait fait leur succès respec-tif. » Les dirigeants des deux sociétés rasteront donc an plece, eous l'autorité d'Alain Migaud en France et de Pedro Prat pour l'Espagne, qui assu-rara de aurcroît le fonction d'administrateur délégué de la nouvelle structure : les deux antraprises seront désormais chapeautéas per un holding commun en cours de constitution dont le groupe Suez et son partenaire espagnol Mercapital (dont Suez détient 25 %) contrôleront ensemble plus de 60 % du capital.



A222

وي زون ري مل

Une pluie de contrats pour GEC-Alsthom

Lorsque l'anglais GEC et le français Alsthom ont créé une filiale commune fin 1988 pour fabriquer des centrales thermiques, on ne donnait pas cher de ses chances. Une bonne conjoncture et des percées technologiques lui ont assuré le succès

ur les téléscripteurs, les commandes gagnées par GEC-Alsthom tombent comme des petits pains. 14 janvier : une centrale à gaz en Grande-Bretagne (2 milliards de francs); 20 janvier : second contrat du même type, aux Pays-Bas (5,5 milliards); 6 février : rebelotte, toujours pour la Grande-Bretagne (5,8 milliards); 7 février : 139 wagons pour le train de nuit qui empruntera le tunnel sous la Manche (plus de | milliard); 6 avril: une centrale au charbon pour la Chine (3 milliards); 9 avril: lettre d'intention pour une centrale à gaz en Tunisie (1,4 milliard); 15 avril : le groupe mau-gure le TGV Madrid-Séville et rappelle qu'en mai dernier l'Etat du Texas choisissait aussi le TGV pour relier Fort Worth à San-An-

l claselle, les pro-

the the the same is

an endure, its som as

De maring promise

a death of board ages

and the part of the part of the

with a seminade e externe

12 -14 1 1 1 1 2 20 20 TE | 25 3

Contract frames assess

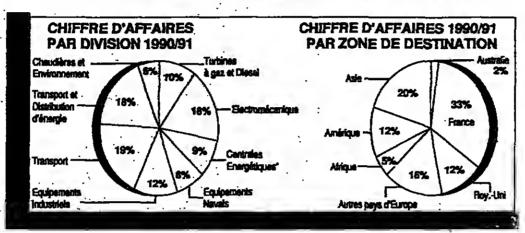
... fielere la ritte

.. . com bottem s gent frakanet, man ma 🆫

and the least to any

and the state of the state of Pile ter Du com de ne

Cette avalanche de victoires est d'autant plus méritoire que GEC-Alsthom, filiale à 50/50 du britannique General Electric Com-pany (GEC) et du français Alcatel-



Alsthom, affronte partuut une concurrence féroce. Qu'il s'agisse des centrales thermiques, du TGV, des navures, des turbmes à gaz, du traitement des déchets, ou de la distribution d'épagnie ou preparent. distribution d'énergie, on se bous-

dois ABB (Asea-Brown Boveri), le groupe franco-britauuique duit compter avec l'allemand Siemens,

cule dans ses secteurs de prédilec-tiun. Ontre le géant hélvéto-sué-et Hitachi, pour ue citer que les

pius gros... GEC-Alsthum a beau avoir une taille à la mesure du défi, l'américain General Electrie et les rares étaient ceux qui pariaient sur sa réussite, lurs de sa création, en décembre 1988, par le rappro-chement de Alsthom-Atlantique (liliale de ce qui s'appelait alors la Compagnie générale d'électricité devenue depuis Alcatel-Alsthom) et de la division Power Systems de

La situation des deux entreprises, tuutes deux touchées par plusieurs aunées de conjoncture difficile (crise des chantiers navals, des centrales thermiques classiques, du transport, etc.), comme la forme uriginale de cette alliance qui ne se voulait pas une fusion et entendait préserver la personnalité de chacune des deux parties, ne portaient guère à l'optimisme, en

dépit de leurs complémentarités. Trois ans et demi plus tard, furce est de reconnaître que le mariage a réussi. Depuis sa créa-tion, le carnet de commandes de GEC-Alsthom (composé à l'origine de 60 % de contrats GEC et 40 % Alsthum) a augmenté de 50 %, passant de 10 à 14,5 milliards d'écus - dans cette société francobritannique, on s'exprime en mon-naie enropéenne! - soit plus de 100 milliards de francs, Le chiffre d'affaires s'est accru de 33 % pour atteindre 51,8 milliards de francs en 1991. Et le résultat net a été

multiplié par deux.

CONJONCTURE . Plusicurs raisons expliquent ce succès. Tout d'abord, comme le reconnaît le PDG de l'entreprise, Pierre Bilger - énarque, inspecteur des finances - la conjoncture lui est désormais favorable. Depuis le mois de janvier, pendant que GEC-Alsthom ait quatre contrats de centrales électriques à gaz «à cycle com-biné» d'une puissance totale de 4385 mégawatts, Siemens en remportait trois, mais d'une puissance inférieure (1 305 mégawatts au total). Cyclique par excellence, l'activité traverse une période faste. Après la stabilité ou même la décroissance qui a caractérisé les années 80 (avec l'arrêt des programmes de centrales nucléaires par exemple), on assiste en 1990 à

un redémarrage de la demande.

Dans le domaine de l'énergie,
où les centrales électriques à gaz
ont le vent en poupe, puisqu'elles présentent le triple avantage d'être considérées comme moins dangereuses ou polluantes que les cen-trales nucléaires, d'avoir un bon rendement énergétique, et un cycle de développement plus court. Mais aussi dans le domaine du transport, nu de nouveaux besoins apparaissent en faveur des trains à grande vitesse ou des transports urbains. Porté par cette conjoncture favnrable, GEC-Alsthom a aussi des atouts qui lui sont pro-pres. « La fusion entre GEC et Als-thom-Atlantique a permis de rationaliser tant la production que les services commerciaux ou financiers , explique Pierre Bilger. D'nu une réduction des couts de 20 %. L'entreprise a amélinré sa productivité: ses effectifs (80 000 personues) sont restés constants malgré l'augmentation de l'activité. Elle a spécialisé ses

MULTINATIONALE & Enfin, sa «multinationalité» (d'origine franco-britannique, elle est de droit néerlandais) lui permet de proposer à ses clients des financeme tant français que britanniques ou allemands (par le biais de EGT Gmbb, filiale allemande dunt l'usine d'Essen emploie plusieurs centaines de personnes) : un aspect capital du dossier pour décrocher de grands contrats d'équipements à l'exportation. Sa puissance finan-cière la rend aussi apte à de uom-

Mais, surtout, GEC-Alsthom dispose d'une réelle avance technologique. Grâce, d'une part, à un fort budget de recherche et développement, de plus de 2 milliards de francs, soit 4,3 % du chiffre d'affaires. Grace, aussi, à deux entreprises dont elle dépend étroitement : à savoir son principal client, la SNCF, pour son activité transport; et son associé minoritaire, la firme américaine General Electrie, qui lui a accordé la

licence de turbine à paz à cycle combiné, pour son activité dans le domaine des centrales à gaz.

« Natre avantage compétitif dans le damaine du TGV doit beaucoup à la décision prophétique de la SNCF qui a danné l'impulsinn nécessaire pour mettre en place le système», avoue Pierre Bilger. Pour les turbines, Alsthom a eu l'intelligence de signer, dès 1959, un accord de licence, plutôt que de chercher à tout développer par elle-même. Son partenaire, General Electric, détient 10 % de Enropean Gas Turbine (EGT), société qui gère les activités turbine à gaz de GEC-Alsthom.

An fil du temps, l'accord de licence s'est transfurmé en accord de coopération technique pour le développement de unuvelles machines en commun. La 9F, centrale à gaz à cycle combiné, nbiet de nombreuses commandes pour GEC-Alsthum, est issue de cette

CONFIANCE . Comme toutes les centrales à cycle combiné, celle-ci récupère les gaz d'échappement de la chandière, pour générer de la vapeur qui à son tour entraîne un turbo-alternateur : elle produit

> Cette technologie produit plus d'énergie à quantité de carburant Une économie qui peut représenter 1,5 milliard de francs.

ainsi plus d'électricité sans combustible supplémentaire. Mais la technnlogie EGT aurait un rendement de l'ordre de 55 %, supérieur de l à 2 points à celui de la concurrence. Un rendement « cal-culé sur le papier » estime-t-on ebez Siemens, mais non encore prouvé, et que la prochaine génération de centrales du constructeur allemand devrait égaler, affirme ce

Si les faits le confirmaient, cela significrait que cette technologie produit plus d'énergie à quantité de carburant équivalent. Une éconnmie qui peut représenter 1,5 milliard de francs sur la durée de vie d'une centrale (vingt-cinq ans). Un chiffre non negligeable comparé à l'investisse de l'ordre de 6 milliards de francs. Cet avantage vient en particulier du fait que General Electric, fabricant de turbines d'avinns, fait bénéficier les turbines à gaz de son

expérience dans l'aéronautique. En nutre, pour cette activité, GEC-Alsthom a aussi bénéficié de la confiance d'un grand donnen d'ordre natinnal, à savoir EDF, qui, dès 1986, avait passé commande à Alsthum d'une turbine 9F pour la centrale de Gennevilliers, en banlieue parisienne. Un engagement crucial : EDF n'avait pas commandé de centrale à gaz depuis le milieu des années 70.

Annie Kahn



Il faut de l'intelligence pour créer le climat le plus favorable au travail, pour offrir à chacun la lumière, le son, l'air, l'espace, l'information, la sécurité, la bonne température, en un mot etre dont il a besoin pour être productif, tant il est vrai que quand les gens vont, le travail va. C'est cette intelligence-là qu'offre aux chefs d'entreprise le bâtiment intelligent, une intelligence capable de dispenser à chacun équilibre et confort, et d'aller jusqu'au bout de la logique de l'entreprise

> Le meilleur facteur de productivité ne serait-il pas la bonne humeur?

en générant de réels gains de productivité.

Une gestion de votre investissement sur la durée.

Une réduction

des coûts

Une baisse sensible du taux d'absentéisme.

Une économie d'énergie qui peut aller jusqu' à 30%.

Une réduction

des coûts de

transformation

des locaux

supérieure à 25 %.

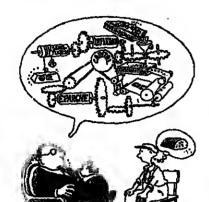
Avec l'électricité, le bâtiment intelligent va jusqu'au bout de l'intelligence.



L'électricité, l'avenir au quotidien



Le Fonds monétaire international



L'année 1992 est faste pour le Fonds monétaire international (FMI). Premièrement : l'Institution née de la deuxième guerre mondiale, restée largement dans l'ombre pendant deux décennies, vilipendée pendent les deux sulvantes, accède au statut d'universalité ; la quasi-totalité des Etats du monde, soit cent soixante et onze au total, en sont désormais membres. En mai 1992, les Suisses ont epprouvé la proposition d'adhésion de leur pays à l'organisme de Washington. Deuxièmement ; loin des laboratoires du siège américain, le FMI s'apprête à lancer sur le territoire de l'ancienne Union soviétique des programmes extrêmement ambitieux, qui impliquent-la transformation d'un système économique tout entier. Les pays industriels ont choisi de lui confier la mission la plus vaste de son existence. Troisièmement : une partie du monde en développement notamment certains Etats d'Amérique latine, « élèves » de longue date du Fonds, est en train de sortir du piège de la dette, de retrouver le chemin de la croissance et d'ettirer des investissements étrangers. Cependant, les dix-huit cents employés du FMI suscitent toujours une enimosité qui e peu d'égale dans le monde des organismes internationaux. Le Fonds est, en vrac, accusé d'imposer des contraintes économiques très lourdes sans se soucier des conséquences sociales ou politiques, de prôner la

de programmes d'ajustement en place (une cinquantaine d'Etats sont concernés) est-il une preuve du succès et de la popularité du FMI, ou au contraire celle de son incapacité à déclencher un développement économique harmonieux dans les pays qui font appel à lui ? La question intéresse

désormais le monde entier.

jemais le Fonds n'a eu autant

supériorité d'un unique

pas su tirer du

modèle de développement

économique, ou de n'evoir

sous-développement des

régions entières de la

notemment. Le fait que

plenète, en Afrique

Dossier établi

Quel est son rôle?

Avant même la fin de la seconde guerre mondiale, les pays alliés com-mencèrent à réfléchir sur l'organisation économique du monde après la défaite des puissances de l'Axe. Tous étaient marqués par le souvenir de la Grande crise des années 30 et par le rôle qu'elle avait joué dans l'avenement de régimes totalitaires. Après la chute de la livre en 1931, suivie de celle du dollar en 1933, les Etats avaient essayé de se défendre en limitant leurs relations commerciales. Ils avaient suspendu la convertihilité de leur monnaie. Loin d'enrayer la crise, ces parades avaient précipité la rupture des liens économiques internationaux et aggravé la dépression. L'idée de eréer une institution

internationale capable d'organiser la reconstruction et de venir en aide aux économies victimes de déséquilibres économiques et financiers a done pris corps pendant la guerre. Les représentants de quarante-quatre Etats se réuni-rent en juillet 1944 à Bretton-Woods, dans le New-Hampshire, aux Etats-Unis. Les débats furent dominés par deux pays : le Royaume-Uni, représenté par le célèbre économiste John Maynard Keynes, et les Etats-Unis, dont la délégation était conduite par Harry Dexter White.

> C'est une des prerogatives des Etats souvereins d'adopter euxmêmes les mesures nécesseires, si Ingrates soient-elles.²²

Michel Camdessus, directeur général du FMI.

tieux. Le nouvel organisme aurait fonctionné comme une banque, créant des liquidités, en l'occurrence une véritable monnaie internationale, le «bancor». Le projet de White, d'inspiration plus libérale, était centré sur la mise en commun de ressources financières susceptibles d'être utilisées pour la création d'un fonds de stabilisation visant à assurer la convertibilité des monnaies. Les statuts du FMI, ratifiés en 1946, se sont davantage inspirés du plan White. instaurant un régime fondé sur l'or et le dollar. Le siège du FMI a été fixé à Washington, où se réunit deux fois par

an le conseil des gouverneurs dn Fonds. En 1958, la plupart des pays eurocens rendirent leurs monnaies convertibles, et jusqu'en 1976 (conférence de la Jamaique, qui suivit de cinq ans la décision américaine de suspendre la convertibilité du dollar en ot) les taux de changes sont restés fixes. Le rôle principal du FMI fut de garantir la stahilité des monnaies, qui pouvaient être échangées à taux fixes contre des doiiars, eux-mêmes échangeables contre une quantité fixe d'or (étalon-or). Pour cela, le FMI accordait principalement des prêts à court terme, en soutien à la balance des paiements.

En août 1971, les Etats-Unis ont décidé de suspendre la convertibilité du dollar en or. Après une tentative, en décembre 1991, de replâtrage du régime de changes fixes (par rapport au dollar), taux de changes flottants. Théoriquement, le FMI perdait une bonne partie de sa raison d'être. Mais l'instabilité gérérale et les déséquilibres croissants des balances des paiements qui allaient s'ensnivre allaient au contraire élargir son champ d'action. A partir du début des années 80, il a joué un grand rôle dans la gestion de la crise de la dette des pays en voie de développement. Le FMI remplit également une fonction de surveillance des politiques économiques de ses membres.

Quelle est sa spécificité?

■ Les participants à la conférence de Bretton Woods décidèrent de la création, parallèlement à celle du FMI, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), plus connue sous le nom de Banque mondiale. Alors ane le FMI se concentre sur les prohièmes monétaires des Etats, la Banque mondiale a été créée pour superviser la reconstruction de l'Europe, et par la suite a concentré ses activités sur le monde en développement. En résumé, le Fonds apporte des concours financiers pour remédier aux déséquilibres des balances des paiements et faciliter les programmes d'assainissement monétaire et budgétaire, alors que la Banque finance des projets, allant de l'enseignement aux systèmes d'irrigation ou aux transports routiers.

Il existe par ailleurs des banques régionales de développement, comme les Banques asiatique, interaméricaine, africaine... de développement, ou des institutions spécialisées, comme la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale chargée de la promotion du secteur privé dans le tiers-monde. A mi-chemin entre banque régionale et institution spécialisée se trouve la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), dont le hut est d'assister les anciennes économies socialistes d'Europe dans leur transition vers l'économie de marché. Les filiales de l'ONU, comme la FAO (Food and Agri-culture Organisation), l'ONUDI (Organi-sation des Nations unies pour le développement industriel), gèrent également d'importants programmes de développe-

ment économique. Anjourd'hui, le FMI vient en aide principalement aux pays ayant échoué dans la bonne gestion de leur économie, ou ayant subi des «chocs» extérienrs (chate du cours des matières premières, hausse du coût de l'énergie...).

'Au fil des ans, les programmes du. FMI ont servi d'étape préliminaire à la restructuration de la dette-extérieure due :- Somalie, Soudan, Vietnam, Zambie). aux Etats (réunis au sein du club de Paris) et aux banques commerciales (réunies au sein du club de Londres). Depuis 1989, le FMI participe également aux programmes d'allègements de la dette extérieure, conçus dans le cadre du plan Brady, du nom du secrétaire américain au Trésor, et dont ont bénéficié le Mexique, le Venezuela, le Costa-Rica, les Philippines ou le Maroc.

Ses rapports avec les pays pauvres

Depuis deux décennies, les actions du FMI se sont largement concentrées sur le monde en développement. Aujourd'ani, le FMI a une cinquantaine de projets en cours dans des pays différents, appartenant pratiquement tous au monde en développement.

En échange de crédits, le FMI formule avec les autorités du pays un programme d'assainissement économique et fixe des objectifs. Le gouvernement qui reçoit un prêt doit par exemple s'engager à respecter un montant maximum de déficit hudgétaire, ou à réduire ses subventions à l'économie.

Les programmes du Fonds se sont souvent traduits par des dévaluations brutales de la monnaie nationale, des réductions de personnel dans la fonction publique (afin de limiter les salaires versés par l'Etat) ou par des augmentations des prix des biens de consommation (puisque le gouvernement cesse de subventionner ces produits), des phénomènes parfois durement ressentis par les populations. Les effets sociaux néfastes des programmes dn FMI se traduisent souvent par des

vagues de mécontentement. Ainsi, le Péron a entre 1985 et 1989 atiquement cessé toute relation avec le FMI, l'accusant de pomper les ressources du pays pour s'assurer le remboursement des prêts consentis dans les années précédentes.

En mars 1989, de violentes émeutes déclenehées en réaction à la politique d'austérité avaient provoqué la mort de plusieurs personnes au Venezuela, et donné lieu à un célèbre échange de lettres entre le président du pays, Carlos Andres Perez, et le directeur général du FMI, Michel Camdessus.

A l'heure actuelle, le FMI a cessé ses relations avec une dizaine de pays, qui ont accumnlé auprès de lui des arrières de paiement (Cambodge, Libéres ria, Panama, Pérou, Sierra-Leone,

Par ailleurs, entre 1986 et 1990, le FMI a teçn plus d'argent qu'il n'en a apporté à ses membres, en raison de l'importance des remboursements issus des années de la dette. Au cours de l'exercice 1990-1991, cette tendance s'est inversée, pnisque les tirages (emprunts) ont atteint 6,2 milliards de DTS, alors que les remboursements se sont établis à 5.4 milliards.

Que peut-il apporter à l'Est?

Représentée à la conférence de Bretton-Woods, l'URSS choisit finalement de ne pas adhérer au FMI et incita les Brats passes sous son orbite, comme la Tchécoslovaquie, à s'en retirer. En 1946, le FMI n'avait que 39 membres. Progressivement, au fil des indépendances, les pays du tiers-monde ont adhéré et, dans les années 80, la crise de la dette obligea une partie de l'Eu-tope de l'Est à adhérer au Fonds. Malgré les nombreuses discussions des années 90 et 91, l'URSS s'est désintégrée avant son adhésion au FML En avril 1992, ce sont les 15 Républiques issues de l'Union soviétique qui sont finelement devenues membres. Cette date représente une étape très impor-tante dans l'histoire du FMI, pour deux raisons. D'une part, avec la chute du communisme, le FMI se présente aujourd'hni comme une «institution universelle», représentant, à de tares exceptions près (Cuba notamment), la totalité des États du monde.

> Vos formules ne peuvent pas être réfutées du point de vue technique, et vos objectifs sont seins sans eucun doute. Mals vous ne tenez eucun compte de l'environnement économique internetional dans lequel elles sont eppliquées ni des conditions de l'économie réelle des pays où elles sont mises en pratique. 33

Carlos Andres Perez, président de Venezoula.

D'autre part, parce que sa mission dans l'ancienne URSS est particulièrement vaste: il s'agit tout autant d'établir la convertibilité du rouble que de rétablir les grands équilibres financiers (budget, comptes extérieurs) et d'assister, plus généralement, la transformation radicale de l'économie planifiée. Cette tache immeuse intervient au moment où le FMI se vante d'avoir obtenu enfin de très bons résultats dans plusieurs parties du monde, notamment en Amérique latine où plu-sieurs Etats sont sortis du piège de la dette et retrouvent une erédibilité

REALISTER EA

internationale. A l'Est, la plupart des anciens pays socialistes ont actuellement des programmes avec le FMI. Les experts de Washington ont suspendu, à l'automne 1991, leurs concours à la Pologne, fante de respect des objectifs économi-ques assignés au pays. En mai 1992, le FMI négociait avec la Russie la signature d'un accord de confirmation, particulièrement délicat en raison de l'ampleur des transformations économiques à accomplir, et des incertitudes politiques. Il s'apprétait à en faire de même avec les autres Républiques.

LE TIERS MONDE A REMBOURSE PLUS **QU'IL N'A REÇU DE 1986 A 1990** En milliards de DTS Prêts accordés Remboursements perçus

sente la participation financière de chaque Etat au FMI, et le total des quote-parts constitue donc le capital du Fonds, révisable tous les cinq ans. En 1992, doit entrer en vigueur la neuvième augmentation de ces quote-parts qui portera le montant total de 90 à 135 mil-liards de DTS (de 675 à 1015 milliards de francs). La quote-part d'un pays est fixée en fonction de la taille de son économie et détermine le droit de vote. Les pays industriels ont done un poids pré-

QUOTE-PART. - La quote-part repré-

BIBLIOGRAPHIE

Outre son rapport annuel, disponible chaque année en septembre, le FMI publie de nombreux documents (1). Par ailleurs la littérature sur le Fonds est particulièrement riche. Parmi les ouvrages utiles, on peut citer:

 Glossaire du Fonds monétaire international (anglais, français, espagnol), FMI, 1986. Ce manuel de 300 pages permet de trouver rapidement les définitions en plusieurs langues des termes techniques utili-

 Le Fonds monétaire international, de Michel Lelart. PUF, 1991 (Que sais-je?). Ce petit onvrage relate l'évolution historique du FMI et explique ses principales

Le Fonds monétaire international et les pays du tiers monde, de Marie-France l'Hériteau, PUF (collection « idées »), 2º édition, 1990. Ce livre analyse plus particulièrement les actions du FMI dans le monde en développement, approfondissant la notion de conditionnalité et examinant les politiques mises en œuvre.

(1) Consultables à la Documentation française. 29, quai Voltaire, 75007 Paris.

LEXIQUE

pondérant au sein du FMI, avec environ 60 % des droits de vote (dont 19,6 % aux Etats-Unis, 5,5 % à la Grande-Bretagne et à la France). Les quote-parts servent également à déterminer les montants que chaque Etat peut emprunter an Fonds, en différentes tranches: il s'agit de «droits de tirage».

CRÉDIT STAND-BY (accord de confirma-

tion). - Au-delà d'un certain pourcentage emprunté an Fonds (tirages « ordinaires »), un Etat doit recourir à un «accord de confirmation ». c'est-à-dire emprunter de l'argent à court terme (en général dix-huit mois) en échange d'engagements sur la poursuite de la politique économique. Outre les droits de tirage ordinaires et les accords de confir mation, le FMI a mis en place au fil des ans plusieurs mécanismes de financement, dont, en 1974, le mécanisme élargi de crédit, permettant aux pays emprunteurs d'accèder à des crédits plus larges, ainsi que des facilités d'ajustement

DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX. - En 1968, le FMI décida d'allouer à

ses membres une nouvelle forme d'aide, baptisée de «droits de tirage spéciaux» (DTS), par oppo-sition aux tirages ordinaires. Ces DTS, devenus l'unité de compte du FMI (un DTS vaut actuellement 7,55 francs), dont la valeur est déterminée chaque jour par un panier des cinq principales monnaies mondiales, représente aujourd'hui une partie importante des réserves du Fonds et avaient vocation à devenir une véritable monnaie de réserve internationale. Jusqu'à présent, leur usage n'a pas

été développé. CONDITIONNALITÉ. - Le concept de conditionnalité est appliqué à une large échelle par le FMI depuis les années 80, dès qu'un pays demande à emprunter au delà des tranches ordinaires, pour lesquelles les prêts sont qualifiés d'« inconditionnels », il doit s'engager sur des échéances précises de remboursements, sur la réalisation d'objectifs économiques, et doit accepter les visites régulières des experts du Fonds. Ces conditions permettent an FMI de veiller à ce que l'argent ne soit pas distribué sans contrepartie en termes de politique économique.

par Françoise Lazare

7 /3 COUROCTUS P

son deut der engage plane men herte die france son b

to orderede la come.

the of du transport de

ords) its etaemi:

2 P 276 2:01: 5 V

instant is this speed

· Carcle 187

With Golden lan

.. ... he sister

CON CRAFF

e ce dolers be

A THE PERSON OF PERSONS ASSESSED.

or went bodent with

-- 3.5TT#2.5

1 1145 41, 227 15

The state of the s

.. 1 4.3% TE NE

· * 345 % Gean

and the second

the first of the feet

and the minimum

THE PARTY OF THE P

the end with the

CHISE . . C LYCTE

TO THE PARTY OF TH

- - - La.z

15.1.20

医多种性病 海绵 毒素

and a process

www. china tille to

- 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11

1. 7. 39 7

والمنتاع المناز المناز

STE.

The state of the second

Contract Courses

- Cris

11 1 11 TO

, -(*) 22 ·

12 25 12

1

--- 6 45 V

1. 25

A STATE OF THE STA

A . . POQUE

Y- 1

1000

1

387

F-5

- A William Co.

ense.

247.57

en a transfer to the frame

the thirth property.

24 35 4 1. 6

A Marie Care Con

ा केंद्र १४८०

-

L'entreprise tous azimuts

Portée aux nues depuis l'effondrement du communisme, l'entreprise est aujourd'hui tentée d'étendre son influence en dehors de la production : dans l'art, le sport, et même la politique

MAIN BASSE SUR LA CITÉ ÉTHIQUE ET ENTREPRISE d'Emmanuel Faber. Hachette. Collection a Pluriel Intervention »,

263 pages, 89 F. Des rapports embigus se nouent aujourd'hai entre l'entre-prise et la Cité. Ils méritent attention. Car les années 80 n'ont pas été seulement, comme on l's dit, celles de la réhabilitation de l'entreprise. Elles ont été celles de son triomphe. Cette victoire écrasante n'est pas dénuée de dangers. Désormais grande première au

«hit-parade» des institutions sociales, l'entreprise est tentée d'étendre son empire en dehors de la seule sphère de la production. Avec le mécénat et le sponsoring, elle s pris pied dans les domaines de l'art et du sport. Aujourd'hui, la politique et plus généralement la morale sont en passe d'être investies. C'est cette «OPA de la morale», cette tentation de faire «main basse sur la Cité», en tirant parti da désarroi et du vide politiques - communs aujourd'hui à nombre de pays occidentaux - que le livre d'Emmanuel Faber analyse et dénonce en s'attaquant au mythe de l'entreprise «éthique».

Dire qu'il arrive à point nommé est peu dire. Notre chef d'entreprise le plus médiatisé -Bernard Tapie - ne vient-il pas de quitter précipitamment un gouvernement auquel il n'aura appartenn que sept semaines? Et le président d'une des plus grandes entreprises automobiles européennes - Jacques Calvet - ne laisse t-il pas entendre dat ada présidence de la République française? L'étonnant, dans ce contexte, est presque que ce livre

n'ait pas déjà fait plus parler de lui. Il est vrai, et c'est dommage, que le texte désoriente parfois car il

Emmsnuel Faber rappelle d'abord fort justement combien cette irrésistible ascension de l'entreprise s été facilitée par l'effondrement des économies planifiées. Et surtout comment cet effondre-ment a contribué à projeter l'entre-prise vers la société. Tont s'est passé en effet, expliquo t-il, comme si, ayant vaincu une philosophie-le marxisme - le capital se trouvait, de ce simple fait, érigé lui-même en philosophie.

Et l'entreprise, son bras séculier, s'est sentie dès lors, tout naturellement, une vocation cosmique. «Environnement, art et culture. sports et loisirs, éducation et esseres sociales, autant de desseins qu'embrasse dans son infinie compétence et sa débordante largesse l'entreprise à responsabilité illimitée.»

Cette dernière - et c'est là un paradoxe que l'auteur met au jour ne va pourtant pas aussi bien que peut le laisser penser sa popularité nouvelle et ses ambitions affichées. Pas plus que les autres institutions sociales, l'entreprise n'a été épargnée par l'action corrosive de l'individualisme. La comme ailleurs, il ronge le tissu de relations qui assure la cohésion des unités sociales : malaise des cadres, faible mobilisation des personnels... en sont la manifestation.

SURVIA • Loin d'être le signe d'une force intérieure accrue, l'aspiration vers l'universel apparaît sa contraire, pour certaines an moins des entreprises qui l'affichent, comme une fuite en avant, comme une tentative pour contrecamer ces tendances à la déliquescence. «L'éthique est un instinct de survie. métaphores sportives, implications dans la vie locale, tout est fait pour

Ce faisant, l'entreprise prend toutefnis des risques. Parce qu'elle

des jeux) et la rupture que consti-

tue la reconnaissance de la dimen-

LA CHAINE GRAPHIQUE

Jean-Christophe Leac, LCA ed.

(BP 124, 44503 La Baule cedex),

Deux professionnels qui expli-

quent « la face cachée de la pub», derrière l'affiche, l'annonce de

journal, le dépliant publicitaire. Ils

font pénétrer sur papier glace, avec peu de texte et beaucoup d'illustra-

tions, dans l'univers magique de la

chose imprimée : maquette, photo-cnm position, photngrevure, impression en « quadri » ... Cela donne un manuel agréable, clair et

didactique, qui intéressera au-delà

du petit monde de la « communi-

HISTOIRE ECONOMIQUE

de Frank B. Tipton, Mentha

Bibliothèque d'orientation,

75 pages, 64 F.

cette discipline.

recherche d'une vocation.

de Jacques Chauvel et

125 p., 395 F. hors taxe

est performante dans son domaine d'activité, elle va en effet intervenir dans des domaines qui lui sont a priori étrangers. Elle pourra décider alors d'affecter des ressources à des objectifs «éthiques», pour la définition desquels elle entre en concurrence directe avec d'autres institutions sociales, qui vont de l'Etat au citoyen hii-même.

«Supposer que ce transfert dans le rôle de la répartition de la richesse est utile... c'est supposer que les hommes deviennent tous les matins plus généreux et discernent mieux les priorités de répartition des richesses en franchissant le seral de leur entreprise... De quel droit l'entreprise prétend-elle jouer le rôle que les citoyens ont confié à l'Etat qu'ils se sont choisi, et cebu qu'eux-mêmes se réservent au plus intime de leur conscience? » Voilà la question posée par l'activité des entreprises pour qui l'éthique ne se borne pas à un respect scrupuleux et intelligent des obligations et des contraintes édictées par la société.

Mais notre auteur va plus loin. Au cœnr même de son analyse on trouve, bien établie, l'idée qu'une entreprise ne saurait nurmalement evoir des activités à objectif « éthi-

«En effet, soit l'action qu'elle mène est morale en soi, et elle lèse forcement l'une des composantes actionnariale, salariale ou gestionnaire de l'entreprise, puisqu'elle détourne des ressources (du temps et de l'argent) à leur détriment; soit au contraire l'une de ces composantes trouve un intérêt quelconque dans cette action qui n'a de la vertu que l'apparence, et alors la finalité n'en

L'entreptété à l'apprinabilité illimis (Ce qui force bien sur à redon-tée tente donc pathétiquement ner aux actes néthiques de l'entre-d'élargir le cércité de son influence pur prise leur véritable signification : ils de u récupérer » la tendance sociale relèvent de l'intérêt bien compris qui éloigne l'individu de son identité de cette demière... ce qui d'ailleurs, de producteur : stages hors limites.

On le voit, le livre d'Emmannei Faber est, au sens propre, décapant!

Anton Brender

Gestion, de Daniel Soulié et Dominique Roux, PUF, Coll. « Pre-

sion collective de la relation mar-Garantir le revenu. Une des chande (avec notamment les travaux de l'école des cunvenutions à l'exclusion, coordonné par Gilles Gantelet et Jean-Paul Maréchal, Ed. Document «Transver-M. B.

l'Enrope méditerranéenne. XVIII-XX siècles (Actes du colloque de Marseille 16-18 juin 1988), sous la direction de Louis Bergeron, Ed. de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 268 pages, 250 F.

Collection « Cursus », 162 pages.

Orsenna. Presses du CNRS, 262 pages, 120 F.

mier cycle », 518 pages, 118 F.

sales », GRIT, 29, rue Marsoulan 75012 Paris, 158 pages, 100 F. La croissance régionale dans

La politique internationale, de Pierre de Senarciens, Armand Colin,

Eujeux méditerranéeus. Pour e coopération euro-arabe, de Chedly Ayari, Présace d'Erik

De la sous-traitance en partena-riat industriel, de Claude Allersohn. Préface du Roger Fauroux, L'Har-manan, 340 pages, 150 F. An cour du changement, Une

autre démarche de management : la qualité totale, de Pierre Jocou et Fré-déric Lucas. Préface de Raymond Lévy, Dunod. 220 pages, 152 F.

Cette collection demande à (#R)= des chercheurs de faire le point sur leurs champs scientifiques par un HŌTEL DU RHŌNE exposé pédagogique d'une soixan-GENÊVE taine de pages. Frank B. Tiptou, directeur du département d'histoire économique à l'université de Sidney, présente ainsi les diverses l'arce que écoles d'histoire économique et les l'on s'y sent bien. hauts lieux de l'enseignement de C'est une excellente initiative qui devrait être encouragée en achetant ce type de livres dans les bibliothèques de nos lycées pour informer les bacheliers à la The Trading Hoods of the World. TEL (41 22) 731 98 31

FAX (41 22) 732 45 58

CHRONIQUE • par Paul Fabra

La BRI décrit un monde à la dérive

ANS leur demier rapport annuel (le Monde du 16 juin), les économistes de la Banque des règlements internationaux écrivent : «Les marchés des changes ont ... montré une fois de plus leur capacité de faire varier les principales monnaies dans des proportions relativement importantes en faisant manifestement abstraction des données fondamentales de l'économie, et à l'occasion malgré des signaux clairs transmis par les autorités sous forme d'intervention sur les

marchés des changes. > Voità un aveu propre à jeter une lumière crue sur les méthodes et les ambitions de la coopération internationale. Il n'est pas un seul communiqué du groupe des Sept, du Fonds monétaire, de l'OCDE et du sommet lui-même, qui ne fasse allusion à la nécessité d'améliorer les fameuses données fondamentales - fondamentals en anglais, la capacité des gouvernements à y parvenir étant

admise par hypothèse. Chaque fois que diminue le déficit de le alance des palements américaine (pratiquement disparu en 1991), ou bien que se réduit le surplus japonais (lequel est au contraire en plein essor), ces résultats sont soulignés comme autant de succès des politiques suivies et arrêtées de concert. On est plus discret au cas où les déséquilibres s'accroissent, mais c'est alors une occasion d'affirmer une détermination accrue d'œuvrer pour les résorber. Outre les mouvements de marchandises, de services et de capitaux qui sont récapitulés dans les balances de paiements, l'attention se porte sur d'autres phénomènes jugés fondamentaux : l'inflation, la situation budgétaire, tions. Afin d'accélérer le mouvement, les auteurs

l'endettement public, le niveeu des teux d'intérêt. Tous ces indicateurs ont été repris dans le traité de Maestricht.

Or que constatent les experts de Bâle? Que les marchés des changes epparemment se sont moqués de l'évolution de ces fondamentais, et même, impertinence suprême, qu'ils ont ignoré les tés monétaires leur ont adressés dans telle ou telle circonstance, soit en achetant du dollar (pour freiner sa chute), soit au contraire en en vendant (pour briser un mouvement de hausse). Au cours des dix-huit demiers mois, les fluctuations de la monnaie américaine se sont pro-

duites le plus souvent à contre-courant. Le raisonnement des experts e été pris en défaut. Pendant toute la période que l'accord du Plaza a, par ses effets secontaux américains n'a cessé de se creuser. D'après les théories en vigueur, cela aurait dû déterminer une baisse continuelle du doller. Maie celui-ci, de décembre 1990 au début de 1992, a parcouru, face aux autres grandes monnaies, un cycle complet : une chute suivie par une forte hausse, à laquelle succède une nouvelle baisse.

En pleine guerre du Golfe, le dollar atteignait le 11 février 1991 son point historiquement le plus bas (1,443 DM), pour emorcer presque aussitôt une remontée spectaculaire de 25 % portant son cours le 5 juillet è 1,84 DM (et à Paris 6,22B5 F). Puis ce fut le reflux. Le cours sera ramené progressivement jusqu'à 1,51 DM le 8 ianvier 1992 (5,161 F). S'ensuivit un rebond d'environ 10%. Depuis mars on assiste à une lente descente, interrompue par des pauses et des vélléités de hausse.

Pour rendre compte du retournement bruta constaté au début de cette année, les doctes économistes de la BRI unt cette formule qui en dit long sur la qualité scientifique des enelyses contemporaines : «... De même qu'on dit que la nature à horreur du vide, les marchés des changes ont aussi parfois, semble-t-il, horreur de l'absence de mouvement » Quand ils cherchent une explication, ils ne trouvent rien de mieux que celle-ci : «Les flux et reflux d'optimisme sur la probabilité d'une reprise de l'économie, aux Etats-Unis en particulier, ont souvent constitué (...) un facteur d'influence de premier plan de l'évolution des marchés nationaux des capitaux et des marchés des changes. » A très court terme, les variations du sentiment public sur les perspectives de l'activité jouent sans doute un rôle important. Mais par quoi sont gouvernés les hauts et les bas du jugement moyen sur la conjoncture? Le plus souvent par les demières statistiques sur l'emploi, les carnets de commandes, etc.

Il existe une interprétation rassurante; le rapport s'en fait à plusieurs reprises l'écho. En profondeur, les actions entreprises par les gouvernants exerceraient une influence bénéfique; les succès remportés dans la lutte contre l'inflation ne sont-ils pas là pour en attester l'efficacité? Le plus important est de ne pas changer de cap : les résultats ne manqueront pas de suivre, pour peu que les peuples et les politiciens eux-mêmes se montrent patients.

Cependant, l'ampleur des fluctuations enretrées est à elle seule un signe d'extrême fragifité. Si vraiment les sautes d'humeur causées par la conjoncture ont eu pour conséquence de faire varier en quelques mois d'un bon quart la valeur de la monnaie internationale, sur laquelle reposent les deux tiers de le totalité des transactions enregistrées sur la planète, comment croire que ces mouvements ne sont qu'epparente agitation; que les gouvernements sont capables d'en orienter sur le long terme le cours?

Le mode choisi d'analyse est lui-même révéleteur du mai qui ronge le fonctionnement des marchés. Les ministres responsables se réfèrent eux « données fondamentales » comme eutant d'objets sur lesquels ils doivent eppliquer leur politique. C'est le démarche typique du dingisme. On prend des dispositions spécifiques pour chaque problème qui se pose. La faille est qu'en adoptant dee mesures pour résoudre le problème A on risque souvent de rendre insoluble le problème B. Le bon exemple est le traitement international inffigé au dollar depuis 1985.

A cette date le groupe des Sept s'était réuni à l'hôtel Plaza à New-York pour proclamer urbi et orbi se détermination de faire baisser la devise eméricaine. Le raisonnement sous-jacent était simple ; le déficit de le balance des paiements des Etats-Unis ne fait que s'accroître. Pour le résorber, peut-on imaginer un moyen plus epproprié à une économie de marché que le dévalorisation de le monnaie? On en attendait des exportations américaines accrues et un découragement des importa-

de cette stratégie firent pression sur un de leurs collègues, le ministre des finances du Japon.

C'est einsi que Tokyo fut plus ou moins forcé de diminuer les taux d'intérêt jusqu'à un niveau ridiculement bas, tout en libérelisant le marché des capitaux à l'américaine. Ce faisant, on créeit dens l'erchipel toutes les conditions pour un du crédit. Les Occidentaux et leurs experts en ettendeient une reprise fulgurante de la croissance nippone, génératrice d'importations. Celles-ci ont bien augmenté, celles de produits menufacturés ont en perticulier plus que doublé depuis 1985. Mais le crédit e surtout financé une spéculation effrénée sur le Bourse et l'immobilier. L'idée

considérée, l'écart entre les taux allemands et les daires, donné naissance à le bulle financière est eujourd'hui lergement edmise. On en trouve la

MICULAS CAULBERT

B

trace dans le rapport de la BRI. Dans une économie globale de marché qui disposerait d'instruments globaux de régulation, le spéculation ne disparaîtrait pas. L'histoire de l'étalon-or au dix-neuvième siècle, et au début de celui-ci, le montre abondamment. Cependant. les effets du cycle du crédit étaient immédiatement

diffusés Tel était encore le cas pendant les années 60 sous le récime de Bretton Woods d'étalon-or et dollar. Les bulles spéculatives crevaient avant de devenir monstrueuses. Les cycles du crédit (expansion-rétraction) étaient beaucoup moins contrastés. Les effeta sur l'emploi en étaient amortis; les pulsations de la vie économique n'étaient pas livrées à la merci des mouvements psychologiques.

E marché de Tokyo devenu très instable a'est encore affaibli l'année demière, mais d'énormes placements en ections nippones y ont été effectuée par des investisseurs étrangers. Simultanément, les banques japonaises ont brutalement errêté d'emprunter à l'étranger. La cambineison de ces deux facteurs e eu pour conséquence de raientir la hausse du yen. Cette devise s'est moins revalorisée que les monnaies européennes vis-à-vis du dollar. Les ministres espéraient le contraire.

Autre exemple : d'énormes capitaux étrangers se sont portés sur l'achat de bons et d'obligations du Trésor espagnol. Ces titres sont devenus le principal article d'exportation du royaume. Grace à cet afflux d'ergent, c'est non plus la Bundesbank, mais la Banque d'Espagne qui mène la danse eu sein du SME.

Depuis le début de l'ennée, les placements étrangers en obligations du Trésor français ont fortement augmenté ; le volume des souscriptions e etteint 50 milliards de francs eu premier trimestre. Il en résulte qu'aujourd'hui les étrangers possèdent entre 350 et 400 milliards d'oblications, sur un total d'environ 1 500 milliards de dette publique françeise négocieble. Voilà un résultat flatteur pour la gestion financière du Quai de Bercy. Mais qui pourrait mesurer les effets à long terme d'un tel afflux de capitaux, qu'il faudra bien rembourser un jour?

colmater les fuites».

passe sans crier gare du registre du philosophe à cetui du pamphlétaire... ou du conseil en organisa-tion. Il n'empêche : la réflexion proposée mérite stirement débat. NOTES DE LECTURE

CHEVROLET UN NOM... UNE FAMILLE de Jacques Chevalley, chez l'auteur (8, rue Colette, 21200 Beaune). 250 pages, 250 F + 20 F de port.

Les célèbres Chevrolet de la firme General Motors, voitures américaines par excellence, doivent pourtant leur nom à Louis Chevrolet, né en Suisse, mais qui a passé son enfance et son adolescence en France, à Beaune, evant d'émigrer aux Etats-Unis. Jacques Chevalley, professeur d'histoire-géographie au lycée de Beaune, aujourd'hni à la retraite, retrace l'histoire de cette famille dans un livre très bien documenté. Ss maquette ettrayante et abondamment illustrée rend cet ouvrage très agréable

FORMES ET SCIENCES DU MARCHÉ Etudes présentées par Hervé Defaivard et Roger Frydman

Cahiers d'économie politique, n= 20-21, 1992, L'Harmattan, 16, rue des Ecoles, 75005 Paris, 280 pages, 180 F.

Après le numéro (nº 19, 1991) consacré eu marché cbez Adam Smith, ce nouveau Cahier clargit le champ: à partir d'analyses et de démarches contemporaines et d'autres s'inscrivant dans l'hsiteire de la pensée et des faits, il témoigne de la vitalité de la réflexion et des travaux sur le domaine aujourd'hui

éclaté des théories du marché. Comme le rappelle en effet Hervé Defaivard, « la forme cano-nique du marché, donnée par le modele d'Arrow-Debreu, est depuis une vingtaine d'années la cible d'une mise en question aux multi-ples déclinaisons », avec notamment la prise en compte de l'incertitude (qui débonche sar l'économie des contrats), l'examen des différentes formes de concurrence (qu'a renouvelé la théorie

A SIGNALER

36 Le Monde • Mardi 23 juin 1992 •





'_'année le Fona interna Premiè. née de mondie dans l'i décenr. pendar accède d'unive quasi-t monde onze al désom 1992, approu d'adhé l'organ Deuxiè laborat améric. lancer. l'ancier

des pri extrêm impliqu d'un s

tout er industr confier

vaste (Troisiè du moi dévelo notam. d'Amé de long est en piège (retrous croissa investi Cepen cents : suscite animo. dans k organi Le For. accuse contra très la des cc ou pol supén modèl écono pas su sous-c

région planèt

notan *jamais* de pro d'ajus cinque conce du suc

du FIV. de so: décles dévek

harmo qui fo quest désor

Dossie par Fre

175

Selon IPSOS, le troisième journal lu par les cadres ne comporte aucune information financière. A une petite exception près.



D'après les résultats de la dernière enquête IPSOS Cadres, Télérama est devenu le troisième titre de la presse française auprès des cadres*. Ce qui confirme la bonne nouvelle, jamais la culture n'a suscité autant de passion.



PRENEZ VOTRE CULTURE EN MAIN.

* 18% de pénétration sur l'ensemble des cadres

Yere

∃nce»

been. Les trime voiliers rapides ortune et seules

peuvent finan

ourses en mer

est ainsi perpe

ı recherche d'un

ıssage obligé sur

aventure et de

de chance, les

question, même

s des courses en

aussi et surtout

e se faire une

r les affaires som

it s'us som indé

prendre les is à

s à essence ou à

de conserve, in

-t-on Christoph

hisant son navir

am d'un usurer

D Me suis laiss

unta-Maria s'appe-

o Islama, tout sin-

norm d'une demo-

lide vertu, et me

the petite file.

JUSSI une fille de

res sont la Cyble

cuganville, l'Ame

Espérance m

Antrée de la

Cusarite et l'Ant

au pard her, dass

: 173) commedate

e Monedia

yr fan somet

store cu a a ge;

្រុក ការិកាខ្ណាធា

and the Champs &

·· - Ther des North

glignent, fet

Si vereign G#

- - 2 . Meses

THE CONTROL OF THE PERSON OF T

the considerable care. . ther misselfs

THE PROPERTY OF ויעוני ייטידו כייטיגון 20

A car of the route ma 115 4:508085 TEST .15 télé messag in and the per

一一九四年世

men S

Tin 2. Ca 12 pm 16:

Laveno

utematique

700

ſS

100

Le traumatisme de Maastricht

per ROBERT PELLETIER (*) E traité de Maastricht est un événement sans précédent dans notre histoire. Rarement pourtent un projet d'intérêt national aura été présenté avec autant de dissimulations, et de simplifications abusives. Une propagande démagogique présente au grand public la monnaie unique sous ses aspects touristiques : on pourra voyager en Europe sans opérations de change! Tout est fait pour dissimuler le traumetisme que repré-sentera pour plus d'une génération l'abandon de la

tales d'analyse des valeurs présentes et passées. Ce que la gouvernement n'a jamais accordé à la Banque de France, dont la compétence, la sens des responsabilités et des intérêts fondamentaux de l'Etat sont unanimement reconnus, le traité de Meastricht le remet inconditionnellement et sans pertage à la Banque

monnaie nationale, qui fait partie des structures men-

Les partisans du traité affirment - à l'encontre de ce que montre sa lecture attentive - que le Conseil et donc les Etats conserveront la maîtrise de la politique économique et monétaire et pourront aller à l'encontre des avis de la Commission et de la BCE. En fait, l'armeture du traité encadre la Conseil, qui ne peut statuer que sur les propositions de la Commission après avis de la BCE, et cele à la majorité qualifiée. Ce dispositif ligote toute veilléité d'exercice de sa souveraineté per un Etat membre, ayant des contraintes propres.

Un phénomène contingent

Le sophisme le plus flagrant consiste à prétendre que la France, ayant déjà perdu toute réelle autonomie dene sa politique monétaire, retrouvera une plus grande marge de manœuvre dens l'ensemble plus vaste d'un directoire à douze. Prétendre que la France est totalement dépendente de ce qui se passe à Francfort n'est pes exact. Toutes les monneies convertibles du monde sont soumises, depuis le déplorable effon-drement du système de Bretton Woods, eux fluctua-tions enatiques des marchés des changes. L'influence actuellement dominante des taux d'intérêt ellemands est un phénomène contingent.

Mais les contre-vérités ne s'arrêtent pas là. Tous les observateurs bien informés savent que la monnaie unique ne sera pas adoptée par les douze Etats membres. Le Parlement de Westminster n'acceptera jamais un tel abandon de sa souveraineté. Parmi nos autres partenaires, les simulations réelisées - dans le plus grand secret par divers instituts d'analyse économique le même - e exigences fixées par le traité pour entrer dans l'Union

monétaire ne sont pes réalisables dans des délais pré-visibles pour l'Italia, le Portugal, le Grèce et l'Espagne. Le fait que l'Union monétaire ne puisse se réaliser qu'autour d'un bloc crouplon, à savoir le Beneluc, l'Allemagne et la France, est sciemment dissimulé car il signifie que Maestricht met en place – à l'encontre du discours officiel – une Europe à deux vitesses et crée – comme l'e montré le retrait du Danemark – une figne de fracture dans cet espace économique que l'on pro-clame unifié. L'Union monétaire ainsi limitée signifie sans ambiguité que l'Allemagne assurera le leedership au sein de la BCE. La Hoffande, la Belgique et le tucem-bourg sont déjà dans la zone mark. Dans tous les cas-de figure la France ser minoritaire dans la consentat bourg sont deja dans la zone mark. Lens tous les cas de figure, la France sera minoritaire dens le conseil de la BCE, et, loin d'élargir nos possibilités d'action, la monnaie unique nous placera pieds et polings lés dans l'orbite de la Bundesbank.

Les six pays de l'AELE, que le traité en cours de ratification sur «l'espace économique européen» vise à associer étroitement à la CEE, ne sont pas non plus, esté l'Autriche en magure de cartificate.

sauf l'Autriche, en mesure de participer à l'Union monétaire à partir des critères de Maastricht. Personne n'e voulu avouer que l'Union monétaire était un instrument de marginalisation des pays de l'AELE et d'exclusion des pays nouvellement libres de l'Europe de l'Est.

Un effet récessioniste

Le traité de Maastricht fixe en tant qu'objectif fon-damental la promotion « d'un progrès économique et social équilibre et durable». Toute la propagande vise à imposer l'image d'une Europe à douze, première puissance économique mondiale vouée au progrès continu. Cette présentazion idyllique ne résiste pas à une analyse économique un tant soit peu sérieuse. La monneie unique signifie l'abandon de la souveraineté nationale dans la conduite de la politique économique et sociale, dans la conduite de la postique economique et sociale, car il n'est pas concevable qu'un peys membre impose, par l'effet de ses contraintes internes, une charge ou un déséquilibre à l'ensemble de l'Union. Il est donc logique que Masstricht fixe des conditions à la fois sévères et rigides dans la conduite de la politique de conomique. que économique.

que economique.

Las calculs économétriques soigneusement dissimulés par la Commission de Bruxelles démontrent que le seul repprochement en tendance des pays du Sud méditerranéen sur les objectifs macro-économiques fixée par le traité aura sur l'ensemble de la CEE un effet

récessionniste.

Pour l'économie espagnole, l'évaluation la plus modérée débouche sur un taux de chômage porté de 16 % à 19 % de la population active en 1997. Guido Carli, ex-ministre du Trésor de l'Italie, a Indiqué que l'alignement de l'endettement public de 104 % à 60 % du PIB d'ici à 1997 impliquerait un colossal accroissement des impâtre une réduction destions des du PIB d'ici à 1997 impaquerair un colossa accrosse-ment des impôts; une réduction drastique des dépenses de santé, de sécurité sociale, de retraite, d'éducation nationale, etc. L'effet sur l'emploi serait une explosion sans exemple historique du chômage en Italie et une réduction d'environ 4 points par an du PIB. Les calculs concernant le Portugal et la Grèce donnent le vertige. La Belgique, dont le taux d'endettement dépasse 100 % du PIB, devreit revoir de fond en comble sa politique fiscale et sociale dans le sens d'une extrême sévérité.

L'analyse des effets de Maastricht sur l'économie française a été manée par la direction de la prévision et l'INSEE. Ces résultats font l'objet d'un embargo plus strict que « le secret défense ». Mais ce que l'on seit des conclusions des modèles économétriques sur les .

contraintes de Meastricht ne laisse aucun doute – alors que la France remplit aujourd'hui les conditions – sur l'effet d'accroissement du chômage et sur l'impossibiité de retrouver un taux d'expansion permettant l'amélioration du niveau de vis ou une cavancée sociale». Milton Friedman affirma que l'Union monétaire signifiera l'acceptation d'un taux très élevé du chômage en

Les discours officiels soulignant que l'écu sera tout naturellement la première monnais du monde et donners à nos entreprises des annes supérieures à celles dont disposant les Américains et les Japonais. Les cambistes savent que l'écu sera un remarquable instrument de spéculation sur la marché des changes, mais que la rigueur procédant à sa gestion aura pour effet de le surévaluer de façon quasi structurelle, ce qui représenters un handicap radoutable pour les entreprises européennes.

L'écu placera l'Europe dans une situation d'infério-rité par rapport au dollar et au yen, c'est-à-dire les grands concurrents du commerce mondial. La liberté evec laquelle la Jepon manipule le cours du yen pour conforter la compétitivité de l'industrie japonaise, le cynisme des Etats-Unis dans la gestion de la veleur du dollar montrent combien la petite Europe de l'écu va se

priver d'atouts décisifs dans la compétition mondiale. Le manque de clairvoyance n'est pas l'apenage des milieux politiques. La rapport du CNPF sur l'Union monétaire se situe à un niveau de réflexion micro-économique qui n'est pas à la mesure des vrais enjeux. Pour le CNPF, une monneie unique facilitera les transactions, la présentation comptable des groupes multina-tionaux, la facturation et l'édition des catalogues (I) et procurera une économie (en réelité minime) du fait de la suppression des commissions de change. Cette vision bounquière laisse perplexe, mais la modestie des avantages énoncés par le CNPF est heureusement corrigée per les déclarations du président Perigot, qui resitue les problèmes dans leur viale dimension.

La souverir des accords de Granelle eprès 1968, celul de la politique désastreuse menée de 1981 à 1983 sont présents à l'asprit des chefs d'entreprise. Pour eux, Maastricht ferme définitivement la porte à de tals débordements. Il interdit un lessane de gauche et permet de faire supporter à la BCE et au Conseil européan la responsabilité d'une politique de rigueur. L'encadrement strict de l'évolution des salaires, la perspective d'une réduction des charges sociales par un allégement des prélèvements obligatoires par rapport à

la moyenne de nos partenaires, sont autant d'éléments sérieux pour justifier l'accord du CNPF. De même qu'il serait inconcevable que l'âge de la retraite, la couver-ture des dépenses de maladie, les allocations fami-liales, etc., suivent un régime différent en Bretagne ou dans la Poitou-Charentes, il faut admettre que l'Union auropéenne signifie, à terme, un alignement des prélèvements sociaux sur la base d'une moyenne communautaire. La France étant de loin en flèche en matière de couverture sociale, les entreprises peuvent espérer une réduction de leurs charges.

Mais le problème de l'acceptation per l'opinion publique de la somme des contraintes impliquées par l'Union monétaire est sans doute sous-estimé. On ne pourra pas dissimular très longtemps aux Français que politique induite per Maastricht sous des couleurs Spérales de retour à l'économie du marché est, en fait, la modèle le plus authentiquement réactionnaire de ces sobante demières années.

Une domination définitive

il est de bon ton de soutenir que ce qui e fait le succès pour l'Allemagne de la politique monétaire de la Bundesbank devrait avoir les mêmes effets pour la France. Mais les conditions de l'économie allemande sont très différentes de celles de l'économie française, Les entreprises allemandes autofinancent très large-

Elles sont donc peu sensibles au taux des crédits. En France, eu taux actuel du loyer de l'argent, il est pratiquement impossible de financer des investissements industriels dans des conditions de rentabilité acceptables, d'où une progression à peu près nulle de ceux-ci en volume. L'Allemagne avec les mêmes taux connaît une progression moyenne de l'investissement de 12 % an volume. A ce rythme, dans cinq ans, la France sera totalement et définitivement dominée par l'Allemagne, qui bénéficie en outre des prodigieuses perspectives de développement que représentent la réunification et la réouverture de sa zone d'influence traditionnelle à l'Est.

Il n'est pas convenable de laisser croire aux entreprises que l'Union monétaire permettra une baisse des taux, car ceux-ci sont, pour la Bundesbank comme pour la future BCE, l'instrument quasi exclusif de lutte contre l'inflation et non le résultat d'un équilibre entre l'offre et le demende de capitaux. Force est de reconnaître en outre que la pénurie mondiale d'épargne

pousse en toute hypothèse à des hauts taux d'intérêt. Parmi la multitude des problèmes qu'il est de bon ton de ne pas soulever, il y e celui du sort de la zone franc. La thèse officielle est que rien ne sera changé dans la fonctionnement de la zone franc. Le compte d'opérations que gère la Banque de France et qui assure l'équilibre global de la zone vis-à-vis du reste du monde conserverait son activité.

Maintenir le franc CFA alors que le franc français aura disparu, est une gageure. Rattacher le franc CFA à l'écu n'aurait aucun sens, si ce n'est, à la limite de l'absurde, d'assimiler les conditions économiques et monétaires de l'Afrique à celles de la zone mark. En fait le franc CFA ayant perdu sa base de référence vivra sa propre vie, ce qui la condamne à l'instabiliné.

La zone franc institue une solidarité entre les balances de paiements. Concrètement, la Banque de France comble, avec ses réserves de change, les déficits des pays associés. Avec l'Union monétaire, la BCE gérera une balance des palements commune. Il n'est pas évident que nos partenaires accepteront de consacrer les réserves de change de la CEE au sauvetage de l'Afrique francophone.

L'éclatement de la zone franc Lest fatal à terme, avec pour conséquence la disparition d'un mécanisme de solidanté qui fait de l'ancienne Afrique française une zone de stabilité enviée par l'ensemble du continent africain.

Quel discours crédible la gouvernement français peut-il tenir face à l'inquiétude légitime des chefs d'Etat africains et à leur amertume de voir leurs intérêts économiques fondamentaux traités avec une telle désinvolture?

Il est inexact de présenter la monnaie unique comme la complément indispensable de l'Union éco-nomique, Celle-ci sera réelisée à peu près complètement des le 1º janvier 1993, à travers la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. L'intégration monétaire complique en fait le processus et fait courir à la Communauté un risque évident d'éclatement. Le Danemark vient d'en faire l'éclatante démonstration. La sage décision du président de le République de soumettre le traité à référendum ouvre la perspective d'un sursaut venant des profondeurs du peuble français.

(*) Ancien directeur général des services économiques du CNPF, membre du groupe employeurs du Comité économique et social de le CEE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AIR FRANCE

FRF 2.590.000.000

EMISSION INTERNATIONALE DE TSDI (TITRES SUBORDONNES A DUREE INDETERMINEE)

ARRANGEURS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

BANQUE NATIONALE DE PARIS ...

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

KREDITANSTALT FUR WIEDERAUFBAU

SOCIETE GENERALE

CIC BANQUES

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR CAISSE CENTRALE DES **BANQUES POPULAIRES** DEUTSCHE BANK

BANQUE FRANCO

BANQUE VEUVE MORIN PONS

BAYERISCHE LANDESBANK

CREDIT LYONNAIS

ALLEMANDE **BANQUE INDOSUEZ**

BANQUE PARIBAS

BARCLAYS BANK

NEUFLIZE SCHLUMBERGER

MALLET

CAISSE DE RETRAITE DU PERSONNEL NAVIGANT

BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

INTERNATIONAL MANAGER S.G. WARBURG & CO. LTD.

AGENT PAYEUR SOCIETE GENERALE en tant qu'éléments annunciateurs des politiques monétaires de la Fed et de la Bundesbank, prend un tour obsessionnel. Que les prix de détail aux Etats-Unis augmentent légèrement plus vite, comme en février, nu légèrement mains vite, comme en mai, ne calme en rien le climat : nn parle dans le premier cas de risque de stagfiation, tandis que, dans le second, les anticipations de baisse des taux d'intérêt reprennent le dessus de l'actualité. Les marchés de capitaux en accusent les contrecnups, ce qui se solde par une instabilité importante

des taux de change. La même incertitude imprègne les résultats concernant l'inflation en

INDICATEUR . Les prix

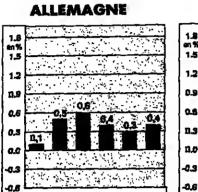
Des anticipations coûteuses

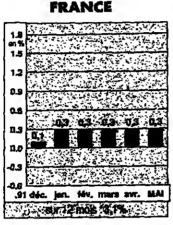
Allemagne car, même si le rythme de la hausse des prix paraît s'être stabilisé à 0,3/0,4 % par mois, nul ne peut prévnir le comportement des autorités munétaires allemandes. Alors, les spéculations vont bon train.

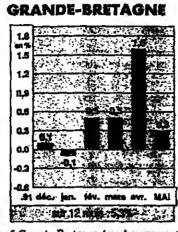
Les deux mois à venir risquent d'être instructifs. Généralement présentée en variations sur douze mnis, la hausse des

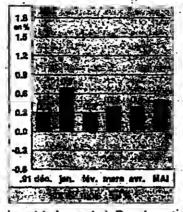
prix allemands devrait s'inscrire en net ralentissement en juin et juillet prochains. A supposer en effet que l'augmentation mensuelle reste inchangee, à 0,4 %. l'inflation sur dauze mois reviendrait de 4,6 % en mai

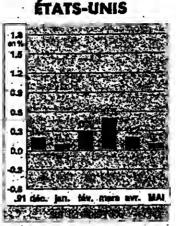
à 4,4 % en juin puis à 3,9 % en juillet.
Cette décélération, entièrement liée au mode de calcul, et donc proprement statistique, est néanmoins susceptible d'alimenter une nouvelle vague d'incertitudes et d'interrogations quant à l'éventualité d'une baisse des taux d'intérêt outre-Rhin qui ne manquera pas d'entraîner de nnu-velles perturbations au sein du SME. Ne serait-il pas souhaitable d'envisager une plus grande transparence des politiques monétaires pour éviter ces turbulences néfastes plutôt que de poursuivre dans la voie actuelle?

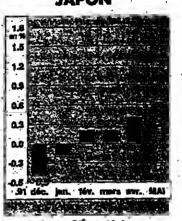












Évolution mensuelle des prix à la consommation tous produits, sauf Grande-Bretagne (remboursements hypothécaires exclus). Données nationales nan corrigées des variations saisonnières,

RÉGION • L'Asie du Sud

L'enjeu démographique

maintient sa croissance à une moyenne de 4 % par an. Au Pakistan et en Inde, les réformes, même timides de 1980-1985, ont porté la hausse du PNB à 5,5-6 %. Le Ban-gladesh suit le rythme de Sri-

Que donnera le nouveau train de réformes beaucoup plus radi-cales introduites au Pakistan, en Inde, au Bangladesh, en 1990 et 1991? Si la direction est juste, il reste à voir les effets sociaux : dans une première phase, la libéralisatioo de l'économie fait mal. Ces pays connaissent encore des niveaux de vie fragiles, surtoul l'Inde et le Bangladesh. Or, la en deux mnts : croissance et

On le vnit déjà dans les régions les plus développées : les paysans sans terre, qui firment traditionnellement les couches les plus pauvres, commencent à s'en sortir. Les salaires réels augmentent et les pauvres trouvent davantage de petits métiers qui, mis bout à bout, assurent un début de mieux-vivre.

L'enjeu n'est pas seulement économique, il est aussi démogra-phique. Seul Sri-Lanka a réussi à maîtriser sa population. Supérieur à 2 % il y a vingt ans, le taux de croissance est tombé à 1,4 %, voire moins. Au Bangladesh, la baisse est beaucoup plus lente: 2,13 % en 1991. L'Inde, un des premiers pays du tiers-mande à se lancer dans la prévention des naissances, a remporté des succès mélangés, an point que le taux moyen commence sculement à baisser en dessous de 2 %. Quant au Pakistan, faute de politique en la matière, sa population croît de 3,1 % par an.

Même si l'on peut s'attendre à un ralentissement plus marqué, l'Inde passera le cap du milliard d'habitants vers l'an 2000 (844 millions en 1991), le Pakistan sera proche de 150 millions (113), gladesh des 130 millions (108). Quant au Népai, déjà très à l'étroit dans ses montagnes, il comptera 24 millions d'habitants contre 19 millions aujourd'hui.

Les effets pervers de cette démographie s'exercent sur l'éducation, la santé, l'urbanisation... La hitte pour le moindre «petit boulota est devenue impitoyable au point de susciter tensions et violences entre classes, castes, ethnies, groupes régionaux... Face à ces plaies, l'Asie du Sud a néanmoins marqué un grand point : le danger de véritables famines est maintenant écarté grâce à la révolution verte et aux progrès dans les politiques de stockage et de distribution

Comment, sur cette toile de fond, se présentent les réformes? Dans un premier stade, la modernisation des industries va plutôt réduire qu'accroître les besoins en main-d'œuvre, car celle-ci est pléthorique, surrout dans le secteur

RACE aux réformes économiques de la fin des années 70, et malgré la guerre civile qui dure depuis près de dix ans, Sri-Lanka beaucoup de places de travail. En revanche, un peut s'attendre à des réactions en chaîne positives susci-

tées par les réformes. Déjà aujourd'hui la trame de l'industrie est très variée : les grandes sociétés largement ouvertes sur le monde et la gamme la plus incroyable d'entreprises moyennes et petites, équipées à la moderne ou à peine sorties du bricolage. Les mini-industriels du Pendjab indien ont reussi a s'implanter même sur les marchés internationaux avec bicyclettes, tricots, articles de sport. Leurs voisins du Pendjab pakistanais agissent de manière analogue, avec des dentaire.

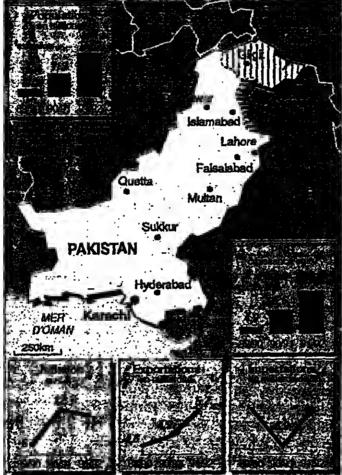
Constatation analogue dans les services, avec la poussée des firmes de publicité et des asences de voyage stimulées par l'essor du tnurisme local, des grandes surfaces commerciales, des négoces qui prennent l'allure de véritables magasins dans les bourgs turaux...

Même si les réformes concer-nent plutôt le monde urbain, leurs effets sur les campagnes sont importants. Le marché pour les biens autres que de première nécessité est estimé à 150 à 200 millions de personnes en Inde, dont la moitié en milieu quest. Les grandes sociétés comme Hindustan Lever (Unilever) Font bien compris en développant leurs reseaux de vente. Pour ce faire, leurs jeunes cadres, dotés d'un prestigieux MBA, commencent par passer trois mois dans un village pour saisir ce monde de plus en plus inconnn des élites de Calcutta ou de Karachi.

Le huitième plan indien (1992-1997) espère créer 90 mil-lions d'emplois. Or ce chiffre ne dépasse que de peu le nombre de ceux qui parviendront sur le mar-ché da travail. Ainsi, le nombre actuel des chômeurs et des sousemployés ne sera pas beaucoup affecté. Ces données se répètent dans le reste de l'Asie du Sud avec des chiffres évidemment plus modestes, de par la taille des pays. L'urgence d'une croissance accélérée ressort avec encore plus de

Bien conduites et couvrant tous les secteurs y compris services et infrastructures, l'expansion et la diversification de l'économie auront des chances d'élargir le marché de l'emploi. Ce qui va dans le sens des estimations de la Banque asiatique de développement qui prévoit des croissances de 4,5 % à 7 % par an en Asie du Sud pour 1992 et 1993. Néan-mains, les difficultés financières évoquées à propos du Pakistan (voir ci-contre) ont beau être moins aigues en Inde, elles suscitent de gros soucis. La situation n'est pas non plus assainie à Sri-Lanka et au Bangladesh.

Gilbert Etienne



PAYS • Le Pakistan

Succès et déficits

indicateurs confirment le bienfondé des réformes introduites à la fin de 1990 : hausse sensible du PNB, forte poussée de l'industrie (+ 8 % en 1991-1992), privatisation d'une cinquantaine d'entreprises sur cent quinze prévues, vive activité boursière. Les multinationales se montrent plus actives. De gros contrats ont été signés ou sont en discussion. Les récoltes de coton battent tous les records avec 2,2 millions de tonnes contre 1,6 million en 1990-1991. Blé, riz, canne à sucre marquent des points.

Un vent nouvean soufile sur l'économie, animé par le premier ministre, Nawaz Sharif, important industriel dn Pendjab entré en politique, par Sartaj Aziz, avisé ministre des finances, et par des hants fonctinmaires éclairés. Les nouvelles générations des milieux d'affaires réagissent favorablement à la libéralisation. Preuve en est l'augmentation de 67 % des importations de biens d'équipement destinés à la modernisation de l'industrie. Après avoir longtemps misé sur le textile de coton, le Pakistan est en train de diversifier son tissu industriel: ciment, engrais chimiques, industries mécaniques, véhi-cules à moteur, électro-ménager...

Ces succès ne doivent pas faire nublier l'envers de la médaille. Troubles interethniques, réseaux de drogue, trafic d'armes, corruption. * Il importe d'intro-

EN cette fin d'année budgétaire duire des changements révolution-aires dans notre caractère culturel soufflent sur Islamabad. Plusieurs et moral», déclarait récemment naires dans notre caractère culturel Nawaz Sharif

«Les Pakistanais unt de l'ar gent, mais l'Etat a les poches vides», dit-on depuis des années à Islamabad. Le déficit budgétaire aurait dû baisser à 4,2 % du FNB en 1991-1992. Il va dépasser 5 %. L'endettement s'alourdit (17 milliards de dollars de dette extérieure), et les recettes de l'Etat ne couvrent même pas le service de la dette ni le très gros budget de la défense nationale. Depuis 1985, la réforme de la fiscalité piétine. L'industrie est très peu taxée (sans même parler de l'évasion fiscale). Les deux cents usines textiles, qui encaissent 3 milliards de dollars pour les seules exportations, ne paient, en tout, que 8 millions de dollars au fisc. Les grands propriétaires, sur-représentés à l'Assemblée nationale, ne versent qu'un dérisoire impôt foncier. Maigré la bonne tenue des exportations, le déficit de la balance commerciale

Ces embarras financiers sont d'autant plus graves que, malgré la libéralisation, l'Etat conserve de lourdes responsabilités : l'éducation, la santé, les infrastructures sont très en retard et risquent de ralentir, à terme, l'expansion,

La démocratie pakistanaise. rétablie depuis quatre ans à peine, a encore de sérieux obstacles à sur-

SECTEUR e Equipement automobile

Sauvé par l'exportation

grâce, à la progressinn de leurs exportations. Le chiffre d'affaires de la profession, au sens étroit du terme, telle qu'elle est définie par la namenciature de l'INSEE (exchiant notamment les fabricants de batteries, d'auto-radios, de compresseurs, de pneumatiques, de vitres et parebrises, de lampes ou de roulements, etc.), a augmenté de 1 %, atteignant 74,630 milliards de francs selon la Fédération des industries des équi-pements pour véhicules (FIEV) (1). Cette hausse a en lieu dans une conjoncture difficile puisque, durant la même période, la production française de voitures régressail de

Ce recul des constructeurs explique la baisse de 1,6 % du chiffre d'affaires réalisé pour la «première montes (par opposition aux pièces détachées) par les équipementiers dans l'Hexagone. Cette baisse est cependant inférieure à celle de la construction automnbile en raison de la combinaison de deux facteurs: la montée en gamme des voitures et leur sophistication accrue, necessitant des équipements plus nombreux et plus collteux, d'une part; et le fait que les constructeurs automobiles confient de plus en plus à leurs fournisseurs la réalisation de fonctions complètes et non d'équipe-ments isolés, d'autre part, accrois-

sant aussi la valeur des fournitures. Les ventes d'équipements de rechange sont restées stables. « Quand les vertes d'automobiles ne marchent pas, il en va de même pour les pièces de rechange, car ces der-nières sont aussi liées aux ressources des ménages. En période de crise, on ne fait que les réparations indispensables a, explique Irene Cytrynowicz, statisticienne à la FIEV. En outre, l'amélioration de la qualité des équi-pements accroît leur longévité et réduit aussi les besoins de remplace-

C'est la progression des expor-tations, de 4,8 % au total selon les statistiques douanières, et même de 5,2 % pour les exportations directes,

A l'instar des constructeurs, les qui a récliement permis à la profes-sion d'accroître son chiffre d'affaires français ont évité le pire en 1991 en 1991. Ces ventes directes n'ont cessé de progresser, quaique de façon irrégulière, depuis dix ans (voir graphique ci-dessous). Comme pour l'ensemble de l'industrie automobile, le marché allemand a tiré cette croissance, en raison de l'unification du pays. Les exportations d'équipements français ont pro-gressé de 15,6 % en Allemagne: celle-ci devient ainsi le premier client, detrônant l'Espagne, qui

1523325 TE

The state of the state of

TEL FALL

21.0.

- 1 Mary 1

京都 かっち

Cimpt of the

##1278 "

. . .

125 7 7 1 1 Par

Time ...

ZZ Comercia

25.27.00

Titret og 3.

Zi Dyg. . .

4

in the same of

D=- - ...

673.....

ME. W.

ATTACL STANS

فينتحاد خارد

In the last

Marine on

3122 5 7 ..

Street of the

₽2-

274

23.21

72 2 . 3 T . 10 11 CAS .. 3.113

rétrograde en dentième position.

Cette progression des exportations a aussi permis d'améliorer le solde de la balance commerciale, les importations n'ayant progressé que de 3 %. Dans la branche des équipements pour automobiles au sens large, ce solde, largement positif, aussi accru, passant de 22_9 milliards de francs en 1990

24,6 milliards en 1991 (2). Les équipementiers européens résistent mieux que leurs confrères américains à la concurrence japonaise. Grice aux quotas qui limitent encore et jusqu'en l'an 2000 les importations de voitures nippones. Mais aussi grace à l'amélioration de leur compétitivité. Onze équipementiers français exportent au Japon et seize fournissent les transplants européens. Cependant, le solde des échanges avec le Japon reste néanmoins très déficitaire (de près de

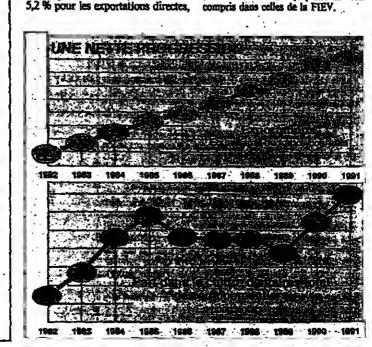
Faute de statistiques disponibles, il est encore difficile d'apprécier quelle a été la rentabilité du secteur. Elle devrait être légèrement inférieure aux 3 % enregistrés en 1990, malgré une baisse des effectifs de 3,1 % en 1991.

I milliard de francs).

. Annie Kahn

(I) En incluant tous les secteurs unn répertoriés dans la nomenclature INSEE sur laquelle sont fondées les statistiques de la FIEV, le chiffre d'affaires de la profession serait d'environ

le double, (2) Ces statistiques douanières incluent certains equipements non



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.

d d